MERCREDI 14 MAI 2025
81E ANNÉE – N° 24996
3,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

Moyen-Orient : Trump mêle business et diplomatie

▸ Pour sa première tournée à l'étranger depuis son investiture, le président américain se rend en Arabie saoudite, au Qatar et aux Emirats arabes unis

▸ Au programme de Donald Trump, promesses d'investissements mais aussi dossiers sensibles comme le nucléaire iranien ou la guerre à Gaza

▸ Lundi, Edan Alexander, otage américano-israélien détenu depuis le 7-Octobre, a été libéré par le Hamas après des discussions directes avec les Etats-Unis

▸ Dans la bande de Gaza, le cauchemar de la faim s'intensifie, avec un risque de famine généralisée, selon les agences de l'ONU et des ONG

▸ Le président américain pourrait faire un détour par Istanbul le 15 mai, date du rendez-vous entre la Russie et l'Ukraine

PAGES 2 À 4

BÉTHARRAM L'HEURE DE VÉRITÉ DE FRANÇOIS BAYROU

▸ Accusé d'avoir menti devant les députés, le premier ministre devait être auditionné, le 14 mai, à l'Assemblée nationale

▸ L'affaire de Notre-Dame-de-Bétharram affecte intimement François Bayrou, dont la fille aînée, Hélène Perlant, figure parmi les victimes

▸ Au Rassemblement national, le scandale ne suscite qu'un silence embarrassé

PAGES 8 À 10

A l'Assemblée nationale, le 7 mai. JULIEN MUGUET/HANS LUCAS

Commerce Les raisons de la trêve entre les Etats-Unis et la Chine

LES MARCHÉS FINANCIERS ont salué l'accord sino-américain mettant fin à l'escalade sur les droits de douane. Il leur reste à s'entendre sur le niveau définitif des taxes douanières, le rééquilibrage des échanges, les exportations de microprocesseurs… Et l'épisode a convaincu la Chine de réduire son exposition aux Etats-Unis. Pékin accueille, le 13 mai, les représentants des 33 pays d'Amérique latine, dont le Brésil. Xi Jinping veut accélérer le commerce avec cette partie du monde, en échangeant matières premières et agricoles contre produits manufacturés.

PAGES 16-17

Religion
Les premiers pas de Léon XIV, pape énigmatique

S'il s'inscrit dans la continuité de François, Robert Francis Prevost reste difficile à cerner. Américain et péruvien ; intellectuel et pasteur de terrain ; missionnaire des marges et gestionnaire, Léon XIV est un homme aux visages multiples, soucieux de faire la synthèse entre le passé et le présent

PAGE 6 ET **IDÉES** — PAGE 28

ÉDITORIAL

INDE-PAKISTAN : UN AFFRONTEMENT POUR RIEN

PAGE 30
ET NOS INFORMATIONS P. 6

Dopage
Aron D'Souza, le Docteur Folamour qui rêve de « Jeux améliorés »

PAGE 20

Festival de CANNES

MARIE LEVI

AMÉLIE BONNIN
« Partir un jour », le premier long-métrage de la réalisatrice, ouvre la 78e édition cannoise

Box-office
La bonne santé en trompe-l'œil du cinéma français

PAGES 22 ET 23

Automobile
Nissan affiche une perte historique, véritable accident industriel

PAGE 15

Climat
Les deux tiers du réchauffement sont le fait des 10 % les plus riches

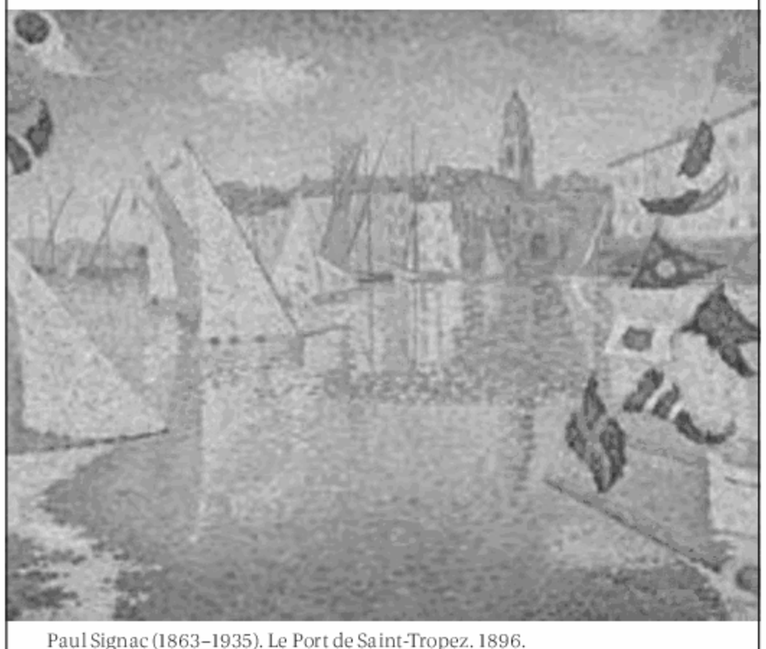
PAGE 14

Sport
Diallo donne le coup d'envoi d'une réforme du football français

PAGE 11

VU PAR **AMORIM** (BRÉSIL) — CARTOONING FOR PEACE

KOLLER International Auctions Swiss made
Highlights à Paris :
23–25 mai 2025



Paul Signac (1863–1935). Le Port de Saint-Tropez. 1896.
Huile sur toile. 65 × 81,5cm (détail).

Ventes aux enchères à Zurich : 24–27 juin

Galerie Andres Thalmann
70 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris
www.kollerauctions.com

M 00147 - 514 - F: 3,80 €

Allemagne 4,80 €, **Andorre** 4,30 €, **Autriche** 4,50 €, **Belgique** 4,00 €, **Espagne** 4,30 €, **Grèce** 4,20 €, **Guadeloupe-Martinique** 4,00 €, **Italie** 4,20 €, **Luxembourg** 4,20 €, **Maroc** 32 DH, **Pays-Bas** 4,60 €, **Portugal cont.** 4,30 €, **La Réunion** 4,00 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 7,10 DT

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

Le président américain, Donald Trump, et le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman Al Saoud, au terminal royal de l'aéroport international du Roi-Khaled, à Riyad, mardi 13 mai.
ALEX BRANDON/AP

Le voyage d'affaires de Trump au Moyen-Orient

En quête de contrats, le président américain ne pourra, lors de sa visite, ignorer les dossiers diplomatiques

WASHINGTON - *correspondant*

Faire des affaires, pas la guerre. L'ambition de Donald Trump peut se résumer ainsi, à l'heure de sa première tournée à l'étranger depuis son investiture, en janvier.

Le président américain, qui se rêve à la fois en faiseur de paix et en aimant à investissements, a embarqué à bord d'Air Force One, lundi 12 mai, en direction du Moyen-Orient. Il doit se rendre en Arabie saoudite, au Qatar et aux Emirats arabes unis. Dans un mélange détonant de promesses économiques, de questions sécuritaires et d'intérêts familiaux, Donald Trump parlera un langage qui lui sied : celui de la transaction. Chacun de ces pays s'engage à consentir des centaines de milliards de dollars d'investissements aux Etats-Unis, des chiffres considérables dont la réalité devra être vérifiée au fil des ans.

Pour l'heure, un sujet a accaparé l'attention des médias américains : l'avion d'une valeur de 400 millions de dollars (360 millions d'euros) que le Qatar s'engagerait à mettre à la disposition de Donald Trump. Irrité par les questions éthiques à propos de ce cadeau hors norme de Doha, le président américain a salué, lundi, un *« très beau geste du Qatar »*. Il a ajouté : *« Je ne serai jamais de ceux qui rejetteraient une telle offre. Je veux dire, je pourrais être une personne stupide, et dire : "Non, nous ne voulons pas d'un avion gratuit, très cher." »*

Selon Donald Trump, ce cadeau qatari serait bienvenu, en raison des retards répétés de Boeing dans la construction d'un nouvel Air Force One. La presse américaine affirme que le département de la justice a produit une analyse validant le principe d'un transfert de cet avion sur un plan éthique. Il n'y aurait donc pas corruption, car aucun acte en retour ne serait identifié. Un argument d'une rare

De ce déplacement, il peut attendre des bénéfices économiques, mais rien qui lui assure son rêve... un prix Nobel de la paix

faiblesse. Une confusion semblable entre intérêts privés et fonction d'Etat accompagne les autres volets de cette tournée au Moyen-Orient. World Liberty Financial, la société de cryptomonnaie de la famille Trump, sera utilisée pour des transactions à hauteur de 2 milliards de dollars par le groupe émirati MGX, proche du pouvoir.

Geste audacieux

« Il s'agit ici d'un extraordinaire niveau de corruption », résume le sénateur démocrate Chris Murphy, qui s'est engagé à bloquer, au Congrès, toute vente d'armes à un pays engagé dans des affaires bénéficiant personnellement à Donald Trump. Selon l'élu du Connecticut, le président pourrait donner aux Emirats arabes unis et à l'Arabie saoudite ce qu'ils attendent. Pour les premiers, il s'agit de la levée des restrictions sur l'exportation vers ce pays de microprocesseurs. Pour la seconde, cela porte sur un enjeu essentiel pour Riyad : sa souveraineté énergétique, grâce au développement d'un programme nucléaire civil avec l'aide des Etats-Unis. *« En échange, Trump ne demande pas de bénéfices pour le peuple américain, il ne demande pas de mouvement vers la paix dans la région. Il demande du cash »*, résumait Chris Murphy sur la chaîne MSNBC, lundi.

Donald Trump ne pourra ignorer les dossiers diplomatiques sensibles du moment : le nucléaire iranien, la menace représentée par les rebelles houthistes au Yémen et, enfin, la guerre dans la bande de Gaza, poursuivie par le gouvernement d'Israël, au mépris de l'opinion publique israélienne et des otages toujours entre les mains du Hamas palestinien.

Un autre sujet pourrait s'ajouter à cette liste. Avant de partir, le président américain n'a pas exclu de se rendre à Istanbul, jeudi 15 mai, pour le rendez-vous fixé avec la Russie et l'Ukraine, afin de négocier les contours d'une paix. Seul Volodymyr Zelensky a confirmé sa venue. *« Je pense que les deux leaders s'y trouveront »*, a prédit Donald Trump.

A son retour à la Maison Blanche, ce dernier pensait retrouver un Moyen-Orient immobile, pris dans les sables. A tort. L'attaque du 7 octobre 2023, perpétrée par le Hamas en Israël, et l'impact régional majeur de la guerre israélienne dans la bande de Gaza, la chute du régime d'Al-Assad en Syrie, ainsi que le rapprochement diplomatique lancé par l'Arabie saoudite avec l'Iran, ont modifié les équilibres. Donald Trump comptait reprendre le fil des accords d'Abraham qu'il avait promus, entre les pays arabes et Israël. Il doit aujourd'hui se contenter de contrats bilatéraux, de discussions sur l'énergie, les livraisons militaires et l'intelligence artificielle. Des bénéfices économiques, oui, mais rien qui lui assure son rêve, un prix Nobel de la paix.

« Tous ces pays, l'Arabie saoudite, les Emirats, le Qatar et les autres, nous préservons leur sécurité, a déclaré Donald Trump. *Si on n'était pas là, ils n'existeraient probablement pas aujourd'hui. »* Une façon peu diplomatique et respectueuse de s'annoncer auprès de ses hôtes, qui ont pourtant rendu service. L'Arabie saoudite a facilité la reprise de contact entre la Russie et les Etats-Unis, à Riyad. Le Qatar a poursuivi son rôle ambigu de facilitateur, en compagnie de l'Egypte, pour négocier avec le Hamas.

A l'automne 2023, l'administration Biden pensait conclure un traité de défense mutuelle avec l'Arabie saoudite, ainsi qu'un accord pour développer le nucléaire civil dans le royaume, lorsque l'attaque du 7-Octobre a mis ces ambitions sous cloche. A l'époque, cette offre séduisante faite à Riyad devait se présenter en parallèle d'une normalisation historique entre ce pays et Israël. L'attaque du Hamas a provoqué un découplement de ces questions. Pour autant, Donald Trump ne semble pas avoir pris la mesure de l'impact des images de Gaza dans les pays arabes.

Alors que le président des Etats-Unis prenait place à bord d'Air Force One, le dernier Américain encore détenu à Gaza, Edan Alexander, était libéré. L'administration Trump a négocié directement avec le mouvement islamiste armé pour obtenir le retour de ce dernier. Un geste audacieux, que les partisans du milliardaire n'auraient jamais pardonné à un président démocrate. Washington a ainsi placé le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, en position de spectateur, lui qui semble négliger le sort de ses compatriotes encore détenus, au profit d'un projet de nettoyage ethnique du territoire palestinien.

L'absence d'Israël comme étape dans cette tournée a une signification symbolique. Le gouvernement Nétanyahou s'est mépris en croyant bénéficier d'un soutien sans conditions de l'administration Trump. Ce soutien est certes puissant, mais le président traite Israël comme tout autre pays : il attend un retour sur investissement.

Le gouvernement Nétanyahou s'est mépris en croyant bénéficier d'un soutien sans conditions de Donald Trump

Or, le gouvernement Nétanyahou offre des motifs d'irritation à l'administration américaine. Il pousse à la guerre contre l'Iran, alors que le milliardaire se rêve en président de la paix. Par ses opérations militaires injustifiables, il déstabilise la fragile Syrie post-Al-Assad. A ce sujet, Donald Trump a expliqué, lundi matin, qu'il envisageait de lever les sanctions contre Damas, afin de donner un *« nouveau départ »* au pays.

Négociations avec l'Iran

Enfin, le refus obstiné du premier ministre israélien de formuler une solution politique dans la bande de Gaza compromet la libération de la vingtaine d'otages encore aux mains du Hamas. Paradoxe : cette obstination de la droite israélienne a été consolidée par Donald Trump lui-même, lorsqu'il a prétendu qu'il serait possible de déplacer la population palestinienne vers les pays voisins. Aucun de ceux-ci n'est prêt à cela, à commencer par la Jordanie et l'Egypte.

Bien plus que Gaza, le nucléaire iranien accapare actuellement la Maison Blanche. La reprise d'un dialogue bilatéral, même indirect, avec le régime théocratique est l'une de ses manœuvres les plus ambitieuses depuis trois mois. Mais, à ce stade, après quatre rendez-vous diplomatiques à Oman, les intentions de l'administration ne sont pas claires. Donald Trump estimait, lundi, que les Iraniens ont été *« très raisonnables jusqu'à présent »*.

L'ampleur des concessions demandées à Téhéran reste incertaine. Le président américain veut-il un démantèlement complet des centrifugeuses pour interdire tout enrichissement dans ce pays ? Ou bien seulement à des niveaux au-dessus de 3,67 % ? Dans un entretien avec le commentateur politique conservateur Hugh Hewitt, le 7 mai, il a dit souhaiter un dispositif de *« vérification totale »* des activités iraniennes, arguant du fait qu'il dispose de *« personnes très brillantes au MIT* [Massachusetts Institute of Technology] *et dans d'autres endroits divers »*, pour s'en charger. Les vérifications, en réalité, sont assumées par l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Aux yeux de Donald Trump, l'alternative est simple : *« Exploser* [les centrifugeuses] *joliment ou les exploser vicieusement. »* De gré ou de force, elles doivent donc disparaître.

Ce dossier appartient au portefeuille très fourni de l'envoyé spécial et ami du président Steve Witkoff. Dans un entretien au site *Breitbart*, publié le 9 mai, ce dernier estimait que la question nucléaire était *« existentielle »* et devait être résolue *« aujourd'hui et vite »*. *« Un programme d'enrichissement ne peut plus jamais exister dans l'Etat iranien*, disait-il. *C'est notre ligne rouge. Pas d'enrichissement. Cela veut dire démantèlement, cela veut dire pas de militarisation et cela veut dire que Natanz, Fordo et Ispahan – ce sont leurs trois centres d'enrichissement – doivent être démantelés. »*

Steve Witkoff place à part la centrale de Bouchehr, sans centrifugeuses pour l'enrichissement. L'homme d'affaires a une étrange façon de demander la capitulation de l'Iran, tout en l'humiliant. Selon lui, le contexte serait bien plus en sa défaveur qu'à l'époque de la signature du Joint Comprehensive Plan of Action, l'accord de 2015, dont l'administration Trump s'était retirée en 2018. *« Je pense qu'ils sont beaucoup plus vulnérables »*, estime Steve Witkoff, estimant que les Iraniens n'ont *« pas le choix »*, si ce n'est d'accepter. ■

PIOTR SMOLAR

PROCHE-ORIENT

Nétanyahou bousculé par les initiatives de Trump

En négociant avec le Hamas, l'administration américaine a obtenu la libération de l'otage Edan Alexander

JÉRUSALEM - *correspondance*

Il était le dernier otage vivant retenu à Gaza possédant la nationalité américaine. Et le premier militaire de sexe masculin à être libéré depuis l'attaque du 7-Octobre. En relâchant, lundi 12 mai, Edan Alexander, 21 ans, qui détient aussi la citoyenneté israélienne, sans contrepartie, le Hamas a envoyé un signal fort.

L'homme est né au New Jersey. Il est venu en Israël pour s'engager dans l'armée et a rejoint la brigade Golani. Positionnée autour de la bande de Gaza au début du mois d'octobre 2023, l'unité a encaissé la première vague de l'attaque menée par le Hamas. Soixante-dix soldats ont été tués, sans compter les blessés et les kidnappés, dont Edan a fait partie. Doron Zexer, son *« père adoptif »*, au sein de sa famille d'accueil israélienne, a été de toutes les manifestations pour la libération des otages, bien qu'il soit immobilisé dans une chaise roulante : *« C'est difficile d'imaginer que les nôtres sont juste à côté, mais inatteignables. Il faut les libérer. Car c'est le pays entier que le Hamas prend en otage »*, confiait-il en avril 2024 au *Monde*.

Il reste encore 58 personnes aux mains du mouvement islamiste palestinien, dont 20 sont encore en vie, a indiqué lundi Donald Trump dans une conférence de presse à la Maison Blanche, confirmant les propos de Benyamin Nétanyahou, une semaine plus tôt. Le premier ministre israélien reconnaissait ainsi que trois otages avaient été tués durant ces dernières semaines, alors qu'Israël a relancé les hostilités le 18 mars.

Edan Alexander a recouvré la liberté lundi dans la soirée. Il était pâle, mais semblait en bonne santé, même s'il a raconté avoir été détenu dans des tunnels, menotté et torturé, sans donner plus de détails. Le mouvement islamiste palestinien n'a organisé ni mise en scène ni démonstration de force pour cette libération. Nul besoin de parader, cette fois-ci. Le coup de théâtre était ailleurs et pouvait se lire dans le communiqué de l'organisation, publié dès dimanche soir : *« Dans le cadre des efforts entrepris par les médiateurs en vue d'un cessez-le-feu, le Hamas a mené ces derniers jours des contacts avec l'administration américaine, exprimant une attitude particulièrement positive. »*

Washington a repris langue directement avec le mouvement islamiste palestinien, passant outre l'interdit d'Israël pour la deuxième fois. Le média américain en ligne *Axios et* l'agence Reuters avaient révélé, le 5 mars, que des pourparlers secrets s'étaient tenus à Doha entre l'envoyé spécial américain pour les otages, Adam Boehler, et le Hamas. L'administration américaine rompait ainsi avec sa ligne consistant à ne pas parler à des mouvements placés sur sa liste des organisations terroristes, au grand dam du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou.

Avec la libération d'Edan Alexander, le Hamas donne un gage de bonne volonté au président américain alors que celui-ci débute une tournée dans le Golfe, en commençant par l'Arabie saoudite, avant de se rendre au Qatar puis aux Emirats arabes unis. Il espère revenir de cette première visite officielle à l'étranger – hors funérailles du pape François à Rome – avec… un trillion de dollars de contrats, s'est-il vanté auprès de reporters en mars à la Maison Blanche, ainsi qu'un plan pour en finir avec la guerre à Gaza. Les négociations entre les deux belligérants sont au point mort depuis le mois de février, quand Israël a refusé de passer à la seconde phase de l'accord, qui réclamait le retrait de l'armée de l'enclave et l'instauration d'une paix durable.

Donald Trump s'est réjoui de la libération de l'otage israélien lundi, sur le réseau Truth Social : *« Il s'agit d'une mesure prise de bonne foi envers les Etats-Unis et les efforts des médiateurs – le Qatar et l'Egypte – pour mettre fin à cette guerre d'une violence extrême et restituer TOUS les otages vivants et les corps* [des otages morts] *à leurs proches. Espérons que ce soit la première des dernières étapes nécessaires pour mettre fin à ce conflit brutal. »*

Cette déclaration comporte deux messages : d'une part, il salue implicitement le geste du Hamas et, d'autre part, il contredit Benyamin Nétanyahou en liant le retour de la totalité des otages à la fin de *« cette guerre d'une violence extrême »*. C'est la première fois que le président américain affirme aussi clairement qu'il veut que ce *« conflit brutal »* se termine.

« La victoire sur nos ennemis »

Le plan du gouvernement israélien est radicalement différent. Il suppose de raser ce qui reste de Gaza, de parquer une population affamée dans une petite portion de l'enclave et de la soumettre à un système militarisé de distribution d'aide humanitaire. Ce qui implique d'occuper la bande de sable pour une durée indéterminée et de faire passer la cause des otages au second plan, ce qu'a reconnu explicitement Benyamin Nétanyahou, pour la première fois, le 1er mai. *« C'est un but très important, mais il existe un objectif supérieur. L'objectif suprême est la victoire sur nos ennemis, et nous l'atteindrons »*, a-t-il déclaré.

Cette divergence de vues sur Gaza n'est pas le seul accroc entre le premier ministre israélien et Donald Trump. Le président américain a limogé, début mai, son conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, après avoir découvert que ce dernier avait mené des discussions secrètes avec le gouvernement israélien sur la possibilité d'une attaque contre l'Iran, a révélé le *Washington Post*. Par ailleurs, le locataire de la Maison Blanche n'a pas hésité à négocier un cessez-le-feu séparé avec les houthistes du Yémen, qui n'inclut pas un arrêt des hostilités simultané entre les rebelles et Israël. Et il envisagerait d'offrir aux Saoudiens l'accès au nucléaire civil sans exiger en contrepartie qu'ils normalisent leurs relations avec Israël – un prérequis imposé par le précédent président, Joe Biden.

Surtout, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, a transmis aux familles des otages un message très critique à l'égard du gouvernement israélien : *« Israël prolonge la guerre, même si on ne voit pas très bien quels nouveaux progrès peuvent être réalisés »*, a-t-il déclaré dimanche.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN AFFIRME CLAIREMENT QU'IL VEUT QUE CE « CONFLIT BRUTAL » SE TERMINE

Après une rencontre entre M. Nétanyahou et M. Witkoff lundi, en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, Mike Huckabee, le premier ministre a accepté d'envoyer une délégation israélienne à Doha pour reprendre les pourparlers avec le Hamas. Tout en ajoutant, dans un communiqué, que *« les négociations ne se dérouleraient que sous le feu »*, ce qui exclut toute trêve avec le groupe islamo-nationaliste. Israël veut récupérer les otages sans se lier les mains, alors que le Hamas demande en retour une fin officielle de la guerre.

Procès pour corruption

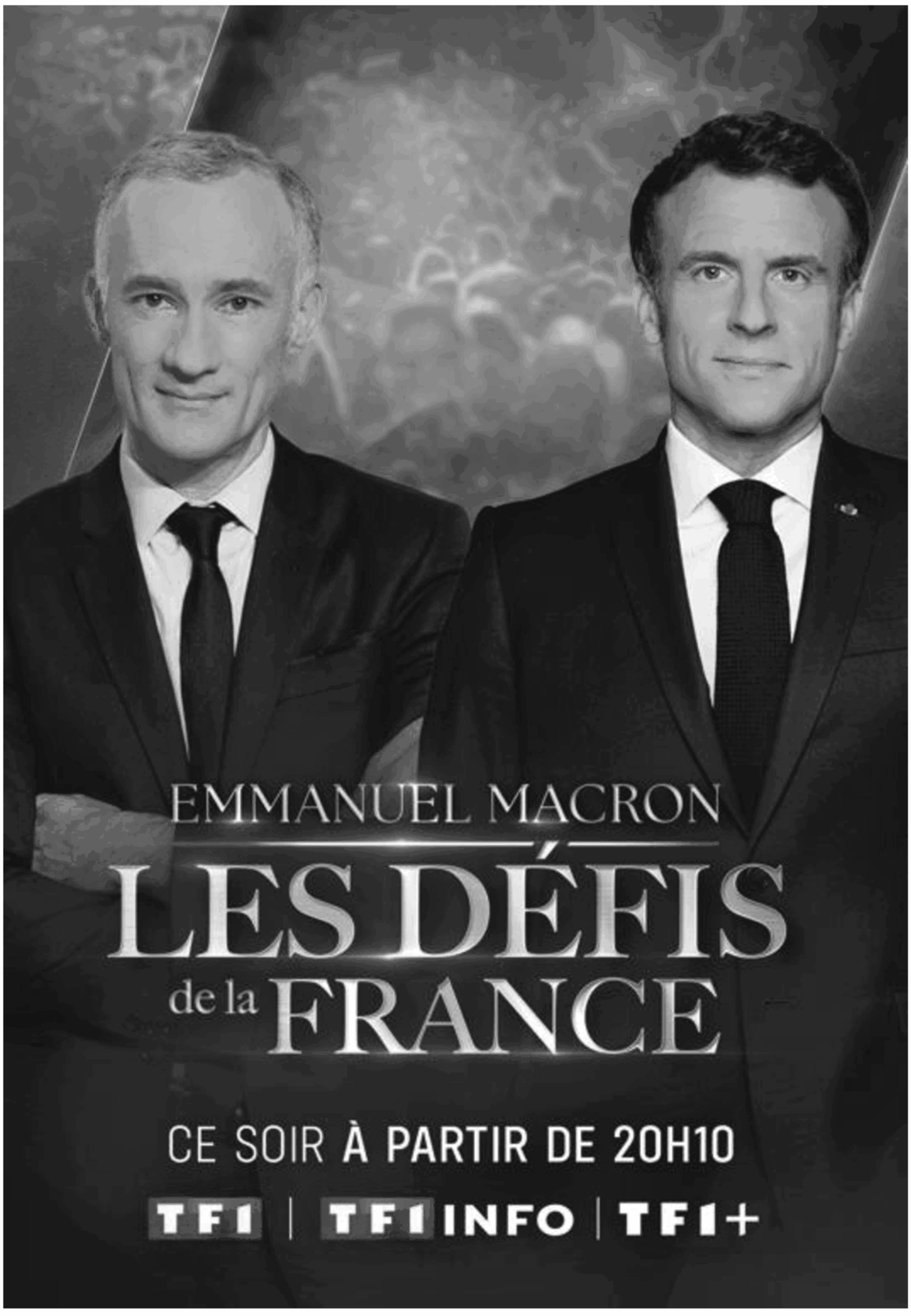
Benyamin Nétanyahou a tenté de s'approprier une partie du mérite de la libération d'Edan Alexander. Il a soutenu qu'elle a été rendue possible par la *« pression militaire »* sur la bande de Gaza, alors qu'elle résulte d'une négociation directe entre les Etats-Unis et le Hamas. Le sol semble se dérober sous les pieds du premier ministre, dont l'étoile pâlit à Washington. Il continue de comparaître plusieurs fois par semaine à son procès pour corruption et sait qu'un arrêt de la guerre entraînerait le départ du gouvernement de ses alliés les plus radicaux et la chute de sa coalition.

Lundi, devant une association de blessés de guerre, il a répété que le conflit allait continuer : *« Nous allons conquérir Gaza et notre contrôle militaire sera permanent… Dans quelques jours, des événements vont se produire à Gaza. Des événements comme vous n'en avez jamais vus auparavant… »*, rapporte sur son compte X l'analyste israélienne Noga Tarnopolsky. Il faudra toute la pression des Etats-Unis pour arrêter cette machine de guerre et aboutir à un cessez-le-feu durable. ■

SAMUEL FOREY

Un journaliste palestinien tué à Gaza

L'armée israélienne a frappé, dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 mai, l'hôpital Nasser de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, tuant Hassan Aslih, un journaliste palestinien qui y était soigné. Directeur de l'agence de presse Alam24, il avait été blessé, le 7 avril, dans une précédente frappe israélienne sur une tente utilisée par des journalistes, dans la cour de l'hôpital Nasser. Deux reporters avaient péri dans ce bombardement, qui visait M. Aslih, considéré par Israël comme un *« terroriste agissant sous couverture de journaliste »*. Le Comité pour la protection des journalistes avait alors dénoncé cette frappe. Selon cette organisation, au moins 178 journalistes ont été tués par Israël, à Gaza, en Cisjordanie et au Liban depuis le 7 octobre 2023.



Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

PROCHE-ORIENT

Dans la bande de Gaza, un cran de plus vers une famine généralisée

Depuis le siège imposé le 2 mars par Israël, la situation s'est détériorée de façon alarmante

Le cauchemar de la faim s'intensifie dans la bande de Gaza. Depuis dix semaines que l'armée israélienne bloque toute entrée de nourriture, la situation s'est rapidement détériorée, alertent plusieurs organisations internationales dans leur dernière évaluation du risque de famine à Gaza, publiée lundi 12 mai. Après dix-neuf mois de conflit, c'est l'intégralité de la population gazaouie, soit environ 2,1 millions de personnes, qui font face à un risque critique de famine. Si la trêve décrétée mi-janvier avait apporté un répit temporaire à la population, permettant de faire reculer les taux de malnutrition, ces progrès ont été balayés par le blocus instauré le 2 mars, et par la reprise des bombardements israéliens et des déplacements de population, le 18 mars.

L'analyse du risque de famine, menée par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (rapport IPC), est conduite de façon périodique par des experts d'une quinzaine d'agences des Nations unies, organisations internationales et associations. Ces experts s'appuient sur des données de terrain et les remontées de partenaires, et suivent une échelle de classification des crises alimentaires qui compte cinq niveaux.

Les derniers chiffres, qui portent sur la période du 1er avril au 10 mai, évaluent à 93 % la part de la population à Gaza, soit 1,95 million d'individus, confrontés au stade 3 dit « de crise alimentaire », ou au-delà. Parmi elle, 1 million de personnes sont en situation d'urgence (stade 4) et un demi-million (22 %), sont en situation de catastrophe (stade 5, où la faim et la malnutrition entraînent un risque mortel). Ces chiffres se sont fortement détériorés depuis la précédente évaluation, publiée en octobre 2024, lorsque 12 % de la population était classée au stade 5. *« C'est l'une des pires crises alimentaires dans le monde »*, s'alarme auprès du *Monde* Beth Bechdol, directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO).

Depuis le siège imposé le 2 mars à Gaza par les autorités israéliennes, les humanitaires sur place décrivent des scènes alarmantes. *« Des familles dépérissant de faim, des enfants malnutris trop faibles pour pleurer, et des communautés entières survivant sans nourriture ni eau potable*, liste dans un communiqué Mahmoud Alsaqqa, coordinateur de la sécurité alimentaire chez Oxfam. *Dans un camp de déplacés, seulement cinq des 500 familles avaient encore un peu de farine pour faire du pain. »* Les prix alimentaires ont atteint des niveaux inconcevables – jusqu'à + 3 000 % sur la farine de blé depuis fin février.

« Des gens s'évanouissent dans la rue. Ils n'ont que la peau sur les os, décrit Areej, travailleuse humanitaire de l'ONG Mercy Corps, dont le témoignage a été recueilli début mai par cette organisation. *Ils ne se préoccupent plus des bombes, des roquettes ou même de la mort. Ce qui les obsède, c'est la nourriture. Comment en trouver, comment nourrir leur enfant. »* Des familles cuisent des feuilles d'arbres pour préparer des soupes, d'autres réduisent les pâtes en farine pour faire du pain ou consomment directement le peu d'alimentation animale disponible.

Si rien ne change à très court terme, les agences internationales assurent que la survenue d'une famine sera une certitude. La déclaration de famine est un processus constamment réévalué par les organisations partenaires du cadre IPC, qui repose sur trois critères : que 20 % au moins d'une population soit confrontée à un manque extrême de nourriture (ce qui est avéré à Gaza), qu'un tiers des enfants souffrent de malnutrition aiguë et qu'une mortalité quotidienne de 2 adultes ou 4 enfants pour 10 000 personnes, directement en lien avec la faim ou la malnutrition, soit constatée. *« Pour ces deux derniers critères, les données dont nous disposons pointent dans cette direction mais ne nous permettent pas à ce stade de déclarer une famine*, précise Beth Bechdol. *Nous devons être très rigoureux dans l'approche. Mais quoi qu'il en soit, la crise humanitaire à Gaza est sans précédent. »*

DES FAMILLES CUISENT DES FEUILLES D'ARBRES POUR PRÉPARER DES SOUPES, D'AUTRES CONSOMMENT LE PEU D'ALIMENTATION ANIMALE DISPONIBLE

« Faillite morale »

Selon un autre rapport publié mardi 13 mai par Médecins du monde, portant sur ses six centres de santé à Gaza, un quart des nourrissons et une femme enceinte ou allaitante sur cinq souffraient en 2024 de malnutrition aiguë. Pour le président de l'ONG, Jean-François Corty, *« nous ne sommes pas témoins d'une crise humanitaire mais d'une crise d'humanité et de faillite morale »*.

Face à cette situation, les organisations internationales appellent à un cessez-le-feu immédiat et au rétablissement à grande échelle de l'accès à l'aide humanitaire et aux marchandises. *« Chaque jour de retard aggrave la faim et accélère la famine, nous rapprochant encore plus du pire »*, met en garde Qu Dongyu, le directeur général de la FAO. L'urgence est de permettre des distributions alimentaires, d'eau et de médicaments, en priorité aux enfants, aux femmes enceintes, aux personnes âgées ou malades.

Mais l'ampleur des destructions appelle aussi à des actions de fond pour rétablir, entre autres, le tissu agricole de la bande de Gaza. Avant octobre 2023, le territoire était en grande partie autosuffisant avec 40 % de terres arables, notamment des vergers, des serres et des champs. *« Le système alimentaire s'est totalement effondré à Gaza*, note Beth Bechdol. *Au moins 75 % des terres agricoles sont détruites – aujourd'hui, on est probablement bien au-delà –, et dans les élevages, les pertes sont catastrophiques. »* Selon la FAO, 97 % des bovins et 99 % des poules pondeuses et poulets ont péri. Parmi les animaux d'élevage, brebis et chèvres semblent avoir un peu plus résisté et continuent d'apporter une aide vitale aux familles qui détiennent encore des bêtes, leur amenant leur unique source de protéines : le plus souvent, un ou deux verres de lait par jour. ■

MATHILDE GÉRARD

Ismaïl Mohammed, sur sa propriété agricole, à Al-Jaffra (Syrie), le 29 avril. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Syrie : dans la région de Deir ez-Zor, une agriculture à reconstruire

La guerre a dévasté les exploitations de cette zone, dans l'est du pays, qui subit aussi les conséquences du réchauffement climatique

REPORTAGE

AL-JAFFRA (SYRIE) - *envoyé spécial*

Le moteur tousse. Le pied sur l'accélérateur, Ismaïl Mohammed lance son tracteur à l'assaut des champs. Des parcelles verdoyantes, dont les brins de céréale ondulent sous les bourrasques, défilent sous ses yeux. *« Ici, nous cultivons de tout : du blé, du coton et des légumes, des tomates, des aubergines, des pois chiches ou encore du maïs »*, liste l'homme de 67 ans, longue barbe grisonnante, coiffé d'un keffieh rouge, bataillant avec son large volant sur la piste sableuse, le 29 avril.

A Al-Jaffra, hameau situé à 9 kilomètres au sud de la ville de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, l'apparente luxuriance des berges de l'Euphrate, qui coule à quelques dizaines de mètres, ne doit pas tromper les visiteurs non avertis. *« Avant c'était bien plus vert. On avait l'impression d'être au paradis »*, se remémore le sexagénaire, nostalgique. Au-delà des terres irriguées, rongées par le désert de la Badiya situé à l'ouest, un paysage de poussière s'ouvre à perte de vue. *« Je n'ai jamais vu une telle sécheresse de ma vie »*, se désole M. Mohammed.

Sa première récolte, depuis son retour, *« sera sans succès »*, prédit cet agriculteur *« depuis toujours »*. En 2012, lorsque le ciel s'est mis à cracher les bombes larguées par l'aviation du régime de Bachar Al-Assad, il a fui avec sa femme, Hamouda Hamadi, 62 ans, leurs cinq enfants, leurs 10 vaches et leurs 50 moutons. Comme près de 60 % de la population syrienne, ils ont été déplacés, errant d'un camp à l'autre dans le Nord-Est syrien, obligés de vendre leur bétail pour survivre. *« Une vie humiliante »*, selon ses mots. Après la reprise de la région par Al-Assad, il a vérifié qu'il n'était pas recherché par les services de renseignement, avant de rentrer, au printemps 2024. Le *« soulagement »* de retrouver sa terre a vite été éclipsé par la désolation.

Les 16 hectares ont été dévastés par la guerre. *« Les arbres ont été arrachés. Les quatre puits que nous avions se sont effondrés, les moteurs ont été volés »*, énumère M. Mohammed. Le réseau d'irrigation de l'Etat et des coopératives locales a été totalement détruit. Le couple doit en plus faire face aux dangers des mines et des munitions non explosées, abandonnées dans les champs situés sur d'anciennes lignes de front, ainsi qu'aux rumeurs de présence de membres de l'organisation Etat islamique dans la région, colportées *« par les réseaux sociaux »*. Seuls quelques habitants sont revenus peupler le hameau.

Aux conséquences de la guerre sont venus s'ajouter les effets du changement climatique. Les fortes chaleurs favorisent l'assèchement des terres. A cause de ce phénomène, l'eau pénètre moins bien dans les sols, alors que les pluies se font plus rares. Les eaux souterraines ont diminué, leur salinité a augmenté. Le couple ne compte plus que sur l'eau de l'Euphrate, dont les niveaux ont fortement baissé à cause des retenues des barrages turcs en amont. Mais encore faut-il pouvoir payer le carburant nécessaire au pompage. L'évocation d'une aide de l'Etat ne suscite aucun espoir. *« Le gouvernement ? Qu'est-ce qu'ils peuvent faire ? Ils ont déjà tant de choses à traiter ailleurs »*, constate Hamouda Hamadi.

Produits stratégiques

« Le nouveau gouvernement souhaite investir massivement dans la région », assure Ali Adnan Al-Alouche, à la tête de la direction régionale de l'agriculture, dans son bureau de Deir ez-Zor, après une visite de deux jours du ministre de l'agriculture syrien, Amjad Badr, dans la province. *« Il a pris des décisions claires avec l'objectif d'atteindre rapidement l'autosuffisance. L'agriculture est essentielle dans la politique de l'Etat. Sans elle, il n'y a pas de nourriture ni même de pain. Et la province de Deir ez-Zor est très importante pour le secteur agricole syrien, car elle est riche en produits stratégiques comme le blé et le maïs »*, poursuit-il.

« Les arbres ont été arrachés. Les quatre puits que nous avions se sont effondrés »

ISMAÏL MOHAMMED
agriculteur à Al-Jaffra

« Il n'y a pas assez d'efforts de la part du gouvernement », juge Jalal Al-Attar, ingénieur agronome, chercheur au sein du département de l'agriculture de la commission de l'énergie atomique syrienne, alors que le pays traverse la *« pire sécheresse depuis 1958 »*, assure-t-il, s'appuyant sur les relevés des précipitations gouvernementaux. *« En 2025, à cause de ce phénomène, la production agricole avoisine seulement le quart de la moyenne annuelle. Beaucoup de paysans n'ont rien produit »*, note-t-il.

Avant 2011, le pays était totalement autosuffisant en blé, élément indispensable de l'alimentation de la population syrienne, avec une production moyenne de 4,1 millions de tonnes par an. Le pays dépend désormais, en partie, des importations, comme le démontre l'arrivée de 6 600 de tonnes de blé, livrées dans le port de Lattaquié par un navire battant pavillon russe, le 20 avril, ou la circulation sur les routes de Deir ez-Zor de nombreux camions irakiens transportant des cargaisons de blé, offertes par Bagdad.

Avec 89 % de la population en insécurité alimentaire et 45 % des Syriens dépendant de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance, selon des données des Nations unies, la relance du secteur est un impératif pour les nouvelles autorités. *« C'est très important que nous revenions à une autosuffisance sur le plan agricole et, pour cela, les graines locales sont essentielles »*, soutient Abdulmonam Abou Majd, directeur du centre étatique de recherche agricole, situé dans le village de Sillow, au sud de Deir ez-Zor. Derrière le bâtiment de deux étages, les parcelles parfaitement alignées sont marquées de piquets où figurent les noms de régions du pays. Les chercheurs effectuent des tests pour déterminer les semences qui génèrent les meilleurs résultats. *« Les graines locales sont beaucoup moins vulnérables aux maladies*, explique M. Majd. *Elles s'adaptent beaucoup mieux aux terres, aux insectes et aux changements climatiques. »* Mais les travaux du centre sont ralentis par les sanctions internationales. *« Nous avons besoin de certaines machines que nous n'arrivons pas à importer »*, regrette le directeur. *« Beaucoup d'investissements sont prêts pour le pays, ils n'attendent que la levée des sanctions »*, suppose-t-il.

De nombreuses exploitations attendent désespérément l'arrivée de capitaux. A quelques centaines de mètres plus au sud, Abdallah Al-Haji, 46 ans, et Khaled Nidhami, 50 ans, bataillent pour sauver une pépinière de palmiers dattiers. Seulement 20 % des 2 500 dounams (250 hectares) sont encore cultivés. Sur les 80 personnes qui travaillaient ici avant la guerre, ils ne sont plus que quatre. *« L'objectif du projet est de produire des nouvelles pousses pour multiplier les arbres »*, afin d'augmenter leurs capacités de production, mais aussi de vendre des palmiers à d'autres agriculteurs, explique M. Al-Haji.

Le développement de l'économie dattière pourrait favoriser la création d'emplois, veulent croire les deux hommes qui produisent 35 tonnes de dattes par an, vendues entre 20 000 et 40 000 livres syriennes le kilo (entre 1,40 et 2,80 euros). Mais, pour le moment, ils s'inquiètent de l'absence de vaccination à cause du manque de main-d'œuvre. *« S'ils ne reçoivent pas une dose, ils seront à la merci des maladies »*, craint M. Nidhami. Ici, à l'ombre des palmes, la reconstruction du secteur agricole semble relever plus que jamais de l'urgence. ■

NISSIM GASTELI

La juge Dugan, symbole de la bataille entre la justice et Trump

La magistrate, arrêtée pour « entrave » à l'arrestation d'un migrant, doit comparaître le 15 mai

Hannah Dugan, lors d'un forum au barreau de Milwaukee (Wisconsin), le 15 mars 2016. MIKE DE SISTI/USA TODAY NETWORK VIA REUTERS

SAN FRANCISCO - *correspondante*

En arrivant au travail peu avant 8 heures, le 18 avril, au palais de justice de Milwaukee (Wisconsin), la juge Hannah Dugan ne se doutait pas qu'elle allait se trouver mêlée à l'offensive de l'administration Trump contre les villes sanctuaires, ces collectivités locales démocrates qui refusent de coopérer avec la police fédérale pour arrêter les sans-papiers. Encore moins qu'elle serait arrêtée en plein tribunal une semaine plus tard, accusée d'avoir tenté d'aider un migrant en situation irrégulière à échapper à l'expulsion.

Le matin du 18 avril, l'un des premiers justiciables de la juge Dugan était Eduardo Flores-Ruiz, un Mexicain de 30 ans employé comme cuisinier depuis plus de dix ans à Milwaukee. Il n'avait pas de titre de séjour, mais ce n'est pas un élément dont la justice est censée tenir compte, pas plus que la police municipale, l'immigration étant, aux Etats-Unis, du seul ressort de la police fédérale. Le cuisinier comparaissait pour une audience préliminaire. Il était accusé d'avoir frappé ses colocataires dans la soirée du 12 mars, lors d'un conflit à propos du niveau sonore de la musique. Une affaire banale pour la juge, qui avait 25 autres dossiers à l'ordre du jour.

Hannah Dugan, 65 ans, est une juge respectée à Milwaukee. Elue – comme le sont les juges de première instance aux Etats-Unis, au contraire des juges fédéraux, nommés par le pouvoir exécutif – d'abord en 2016, facilement réélue en 2022, elle a été présidente de l'Association du barreau de Milwaukee. Ancienne professeure de droit à la Marquette University, l'université jésuite de la ville, elle a aussi dirigé l'association d'aide aux migrants Catholic Charities. Selon ses amis, elle avait participé, il y a quelques années, à un séminaire à Kiev sur la démocratie américaine. Depuis le début de la guerre, elle ne manquait jamais une manifestation de soutien à l'Ukraine.

La comparution était prévue à 8 h 30. Peu avant l'audience, un garde l'a informée que six policiers étaient présents au tribunal : six agents en civil, provenant du FBI (la police fédérale), du département de la sécurité intérieure et de l'agence de lutte contre le trafic de drogue (DEA), qui comptaient interpeller Eduardo Flores-Ruiz après l'audience. Le migrant avait été expulsé une première fois des Etats-Unis en 2013, mais il était revenu et il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt.

Juge menottée

L'accusation affirme que la juge est apparue *« visiblement en colère »* et qu'elle a employé le mot *« absurde »* pour qualifier une situation qui la verrait tenir une audience alors que l'accusé allait quoi qu'il en soit être expulsé. Elle a prié les policiers d'en référer au juge en chef du tribunal, Carl Ashley. Les agents sont partis vers le bureau du magistrat, à l'exception d'un membre de l'agence antidrogue.

La juge Dugan est alors retournée à la chambre où l'attendaient ses comparutions du jour. Au lieu de tenir l'audience préliminaire, elle a fait sortir Eduardo Flores-Ruiz et son avocat par la porte généralement réservée aux jurés. Dans le couloir, ils ont été aperçus par le policier qui était resté à l'écart. Celui-ci a alerté ses collègues et le cuisinier a été interpellé dans la rue, après une rapide course-poursuite.

Eduardo Flores-Ruiz était le troisième migrant arrêté au palais de justice depuis le 20 mars. Aucun d'eux ne faisait l'objet de poursuites criminelles dans le Wisconsin. Après l'incident du 18 avril, le Conseil des superviseurs du comté de Milwaukee – l'organe législatif du comté – a adopté, par 17 voix contre une, une résolution déplorant les raids des agents de l'immigration au sein du palais de justice. Le texte a reçu le soutien des républicains du conseil, dont certains pourtant sans états d'âme sur le durcissement de la politique migratoire.

Le gouverneur de l'Etat, le démocrate Tony Evers, a de son côté envoyé aux fonctionnaires une circulaire précisant qu'ils doivent refuser de donner aux policiers de l'immigration accès aux espaces privés, aux dossiers et aux ordinateurs, sauf s'ils présentent un mandat judiciaire. Tom Homan, l'orchestrateur de la politique d'expulsions de Donald Trump, a accusé le gouverneur de protéger les *« criminels »* plutôt que les citoyens du Wisconsin.

Le 25 avril, à la stupéfaction des milieux judiciaires, la juge Dugan a été arrêtée à 8 heures, au tribunal du comté, et conduite au tribunal fédéral, où elle a été inculpée de deux chefs : « entrave à l'action d'une agence fédérale » et « dissimulation d'une personne pour l'aider à échapper à une arrestation ». Une photo la montre menottée, en train d'embarquer dans la voiture de police.

Au Conseil des superviseurs du comté, un texte déplorant les raids au sein du palais de justice a reçu le soutien des républicains

Au mépris de la présomption d'innocence, le directeur du FBI, Kash Patel, s'est félicité de l'arrestation effectuée par ses agents – avant d'effacer le tweet, lequel a été bien évidemment conservé par les avocats de la juge Dugan. Pam Bondi, la ministre de la justice, a accusé les juges de se croire *« au-dessus des lois »*. *« Si vous abritez un fugitif, nous viendrons vous chercher et nous vous poursuivrons en justice »*, a-t-elle menacé.

Milwaukee, la grande ville au passé ouvrier, située au bord du lac Michigan, ne s'est pas explicitement déclarée « ville sanctuaire » pour éviter les foudres républicaines, mais elle compte une population à 20 % hispanique. Plusieurs manifestations ont été organisées devant les locaux du FBI et le palais de justice pour dénoncer le fait que la juge ait été traitée *« comme une criminelle »*. L'avocate Ann Jacobs a fait remarquer que la juge avait certes fait sortir le migrant par un espace privé, mais que celui-ci menait directement à un couloir public : *« Cela contredit l'accusation selon laquelle elle essayait de le soustraire à l'interpellation. »*

Depuis l'entrée en fonctions de l'administration Trump, les palais de justice sont devenus des lieux de conflits de prérogatives sur l'immigration. La police fédérale entend y accéder : grâce aux mesures de sécurité à l'entrée, les suspects qu'elle cherche à interpeller ne sont pas armés. Les autorités locales estiment de leur côté que les victimes ou les témoins de crime doivent pouvoir se présenter au tribunal sans craindre d'être arrêtés.

Protections supprimées

En 2018, sous le premier mandat de Donald Trump, la juge Shelley Joseph, du Massachusetts, avait été poursuivie pour un motif similaire à celui qui est invoqué à l'encontre de la juge Dugan. Outrés, 68 anciens juges d'Etat et fédéraux avaient signé une pétition, demandant à la Maison Blanche que les tribunaux soient inscrits sur la liste des *« lieux sensibles »* – écoles ou églises – où les agents fédéraux s'abstiennent d'intervenir. Sous la présidence Biden, les charges contre la juge ont été abandonnées, et la police s'est abstenue de pénétrer dans les tribunaux.

Le 21 janvier, Donald Trump a émis une directive éliminant les protections pour les établissements religieux ou d'enseignement. Concernant les palais de justice, l'administration met en cause les villes sanctuaires. Faute d'obtenir la coopération des polices locales, des *« actions coercitives à proximité des tribunaux sont souvent nécessaires »*, indique un texte annexe.

Les défenseurs de la juge ne doutent pas que l'administration Trump cherche à intimider les magistrats qui oseraient s'opposer à elle. Mais si le gouvernement pense pouvoir obtenir gain de cause, il risque de déchanter : l'une des gloires du barreau américain, Paul Clement, un républicain – natif du Wisconsin – qui a plaidé plus de 100 fois devant la Cour suprême, notamment comme avocat de la Maison Blanche sous George W. Bush, a accepté de prendre la défense de la « petite » juge démocrate de Milwaukee. L'audience est prévue pour le 15 mai. ■

CORINE LESNES

Une cinquantaine de « réfugiés » afrikaners accueillis aux Etats-Unis

Interrogé sur l'arrivée de ces familles, Donald Trump a évoqué un « génocide » dont seraient victimes les agriculteurs blancs sud-africains

JOHANNESBURG - *correspondance*

A peine quatre-vingt-dix jours. C'est le temps extraordinairement court qu'il aura fallu aux Etats-Unis pour accueillir les premiers « réfugiés » sud-africains invités par Donald Trump. Début février, alors qu'il venait de suspendre le programme américain d'accueil, le président des Etats-Unis faisait une exception en signant un décret visant à *« promouvoir la réinstallation de réfugiés afrikaners fuyant la discrimination raciale »*. Une annonce qui avait stupéfié l'Afrique du Sud, où trente ans après la fin de l'apartheid, la minorité blanche reste, de loin, la plus favorisée du pays le plus inégalitaire au monde.

D'après les autorités sud-africaines, dimanche 11 mai, aux alentours de 20 heures, 49 personnes ont donc embarqué pour Washington. A l'aéroport international OR Tambo de Johannesburg, plus d'une douzaine de familles, parfois accompagnées d'enfants en bas âge, ont été aperçues enregistrant leurs bagages pour un vol charter affrété par le département d'Etat américain. Conformément aux instructions de l'ambassade des Etats-Unis, aucune ne s'est adressée aux médias. On ne connaît ni leur nom ni la raison exacte de leur départ, mais d'après le *Washington Post*, les familles devraient être installées à travers dix Etats différents. Le *New York Times* assure que l'administration américaine aurait reçu la consigne d'examiner en priorité les demandes d'agriculteurs, alors que, depuis plusieurs mois, Donald Trump ainsi que le milliardaire d'origine sud-africaine Elon Musk accusent l'Afrique du Sud de vouloir confisquer les terres de fermiers blancs.

Trente ans après la fin de l'apartheid, la minorité blanche reste, de loin, la plus favorisée du pays le plus inégalitaire du monde

Interrogé sur l'arrivée de ces familles sur le sol américain, lundi, Donald Trump a évoqué un *« génocide »* dont seraient victimes les agriculteurs blancs sud-africains. *« Des fermiers sont tués. Il se trouve qu'ils sont blancs, mais qu'ils soient blancs ou noirs, cela ne change rien pour moi »*, a-t-il assuré, en expliquant que les Etats-Unis avaient *« essentiellement étendu la citoyenneté »* aux agriculteurs sud-africains afin de leur permettre d'échapper à la violence. *« Ce qui se passe en Afrique du Sud répond parfaitement à la définition pour laquelle le programme d'aide aux réfugiés a été créé »*, a assumé Stephen Miller, le chef de cabinet adjoint de Donald Trump et architecte de sa politique migratoire, vendredi 9 mai. Assurant que les Afrikaners étaient confrontés à une *« persécution fondée sur la race »*, le conseiller situé à l'extrême droite a expliqué que Donald Trump ramenait le programme d'aide aux réfugiés à *« sa raison d'être »*.

Initiative « regrettable »

Ce n'est pas l'avis des autorités sud-africaines, qui ont de nouveau vivement contesté les accusations de l'administration américaine. *« Nous réitérons que les allégations de discriminations sont sans fondement »*, a expliqué le ministère des affaires étrangères sud-africain dans un communiqué daté du 9 mai estimant *« extrêmement regrettable »* une initiative qui *« semble être entièrement motivée par des raisons politiques et conçue pour remettre en question la démocratie constitutionnelle de l'Afrique du Sud »*.

Balayant le mythe d'un *« génocide blanc »* cher à l'extrême droite, les autorités sud-africaines rappellent qu'aucune statistique ne vient étayer l'idée selon laquelle les agriculteurs d'une quelconque origine seraient la cible particulière de crimes violents en Afrique du Sud. *« Même s'il existe des allégations de discrimination, nous estimons qu'elles ne répondent pas au seuil de persécution requis par le droit national et international des réfugiés »*, ajoute le ministère des affaires étrangères sud-africain.

Trente ans après la chute de l'apartheid, la minorité blanche, qui représente environ 7 % de la population, possède encore 72 % des terres et les revenus des foyers blancs sont près de cinq fois supérieurs, en moyenne, à ceux des foyers noirs.

Héritière des premiers colons néerlandais, français et allemands, la minorité afrikaner, à l'origine de la création de l'apartheid, représente un peu moins de la moitié de la minorité blanche sud-africaine, composée également d'anglophones. Elle compterait environ 2,5 millions de personnes.

D'après l'American Immigration Council, une association américaine de soutien aux migrants, avant le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, les demandes de réfugiés prenaient en moyenne de dix-huit à vingt-quatre mois avant d'être approuvées. Des centaines de collaborateurs de l'armée américaine en Irak ou en Afghanistan ont dû patienter des années avant de pouvoir s'installer aux Etats-Unis. ■

MATHILDE BOUSSION

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

Les premiers pas d'un pape ancré dans le monde

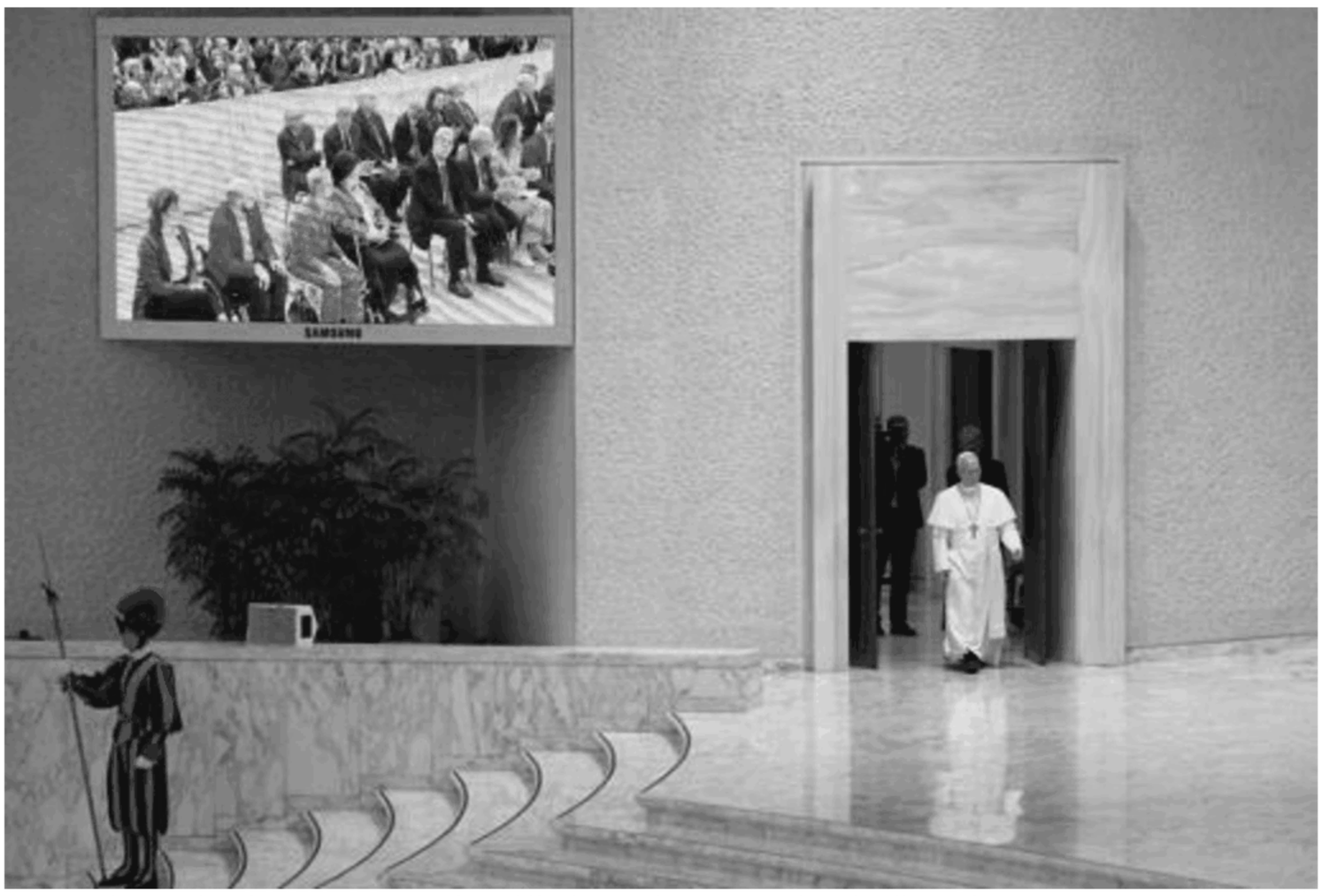
S'il semble s'inscrire dans le sillage de François, Léon XIV reste plus difficile à cerner que ses prédécesseurs

VATICAN - *envoyé spécial*

Un jour, ce sont ses chaussures que l'on scrute : de simples souliers de cuir noir, et non les traditionnelles mules rouges vernies. *« Comme François ! »*, s'exclame-t-on. Peine perdue : le lendemain, le voilà vêtu de l'habit d'apparat rouge que son prédécesseur argentin avait abandonné. Dans sa main, la férule d'or (l'équivalent de la crosse pour un évêque) utilisée durant son pontificat par le conservateur Benoît XVI…

Depuis l'élection au trône de Pierre du cardinal Robert Prevost, jeudi 8 mai, le Vatican est le théâtre d'un immense jeu de piste, où chaque apparition devient la pièce d'un puzzle loin d'être achevé. Objectif final : cerner ce nouveau pape américain qui a pris pour nom de règne Léon XIV.

Il y a la tenue, il y a les actions (où habitera-t-il ? Au palais pontifical comme le veut la tradition, à la résidence Sainte-Marthe, comme François ?) et puis il y a les mots. Le soir de son élection, au balcon de la basilique Saint-Pierre, il a ponctué son intervention de nombreux hommages à François. Le lendemain, le ton de sa toute première homélie rappelait la lutte contre la *« dictature du relativisme »* chère à Benoît XVI (2005-2013).



Le pape, Léon XIV, lors de sa rencontre avec les médias internationaux au Vatican, lundi 12 mai. DOMENICO STINELLIS/AP

Visages multiples

Dimanche, lors de sa première prière dominicale, il y eut ce *« n'ayez pas peur »* adressé à la jeunesse, une formule qu'affectionnait Jean Paul II (1978-2005). Et une autre encore : *« Plus jamais la guerre ! »*, hommage au cri de ralliement de Paul VI (1963-1978) à la tribune des Nations unies.

Si les observateurs s'attachent autant à ces signaux, c'est que la personnalité du pape est encore difficile à appréhender. Robert Prevost, loué tantôt pour sa douceur, tantôt pour sa capacité à trancher, est un homme aux visages multiples : Américain et Péruvien ; intellectuel à la formation solide et pasteur de terrain ; missionnaire des marges et gestionnaire confirmé (à la tête de l'ordre de saint Augustin puis du dicastère pour les évêques)…

Ce riche curriculum vitæ a probablement joué dans son élection. Mais il éclaire de manière incomplète la vision du monde et de l'Eglise de ce natif de Chicago. D'autant que l'homme s'est toujours montré avare en interviews, et qu'il n'a publié aucun livre.

Le 10 mai, son adresse aux cardinaux a contribué à lever le voile, par sa forte dimension programmatique. Léon XIV y a confirmé sa vision d'un pape au service de l'Eglise et d'une Eglise au service du monde. Le pontife *« est un humble serviteur de Dieu et de ses frères, et rien d'autre »*, a-t-il fait valoir.

Cette profession de foi s'appuie sur une méthode, qu'il a résumée en deux mots : *« synodalité et collégialité »*. Le premier terme place Léon XIV dans la parfaite continuité de François, initiateur de cette démarche consistant à mieux écouter l'ensemble des composantes de l'Eglise, de la base au sommet, laïcs et femmes compris ; le second marque une rupture avec la gouvernance très personnelle du pape argentin et répond à une demande ouvertement exprimée par les cardinaux d'une plus grande participation au gouvernement de l'Eglise.

Surtout, Léon XIV a affirmé se placer *« dans le sillage du concile Vatican II »* qui, entre 1962 et 1965, a permis à l'Eglise de repenser en profondeur son rapport au monde moderne, et qu'il perçoit comme un processus encore ouvert. Parmi les priorités évoquées devant les cardinaux : la *« conversion missionnaire de toute la communauté chrétienne »*, l'attention *« aux plus petits et aux laissés-pour-compte »* et à la *« question sociale »*.

Cet engagement explique mieux le choix de son nom de règne, hommage revendiqué à Léon XIII (1878-1903), auteur de l'encyclique *Rerum novarum*, en 1891, soit la première tentative d'adapter l'Eglise à la modernité sociale. *« Aujourd'hui, l'Eglise offre à tous son héritage de doctrine sociale pour répondre à une autre révolution industrielle et aux développements de l'intelligence artificielle, qui posent de nouveaux défis pour la défense de la dignité humaine, de la justice et du travail »*, a-t-il assuré aux cardinaux, réalisant une nouvelle synthèse, celle-là entre les XIXe et XXIe siècles.

C'est par cette volonté d'ancrage dans le monde que ces premiers jours de pontificat se distinguent. Sa première homélie, le 9 mai, rappelait la préoccupation de Benoît XVI face à un monde soumis au matérialisme et à la sécularisation. *« Aujourd'hui encore, nombreux sont les contextes où la foi chrétienne est considérée comme absurde, réservée aux personnes faibles et peu intelligentes*, mettait en garde Léon. *Des contextes où on lui préfère d'autres certitudes, comme la technologie, l'argent, le succès, le pouvoir, le plaisir… »*

Invitation en Ukraine

Il est encore difficile de tirer des conclusions nettes de ces éléments. *« La priorité de Léon XIV est pour l'heure de faire la synthèse du passé et du présent, d'agréger les traditions qui vont de François à tous ses prédécesseurs*, tranche Roberto Regoli, professeur d'histoire de l'Eglise à l'université pontificale grégorienne, à Rome. *Cela répond à la demande d'apaisement et d'unité qui s'est exprimée durant les congrégations générales. Même s'il amorce des ruptures, il les présentera comme une continuité. »*

« Même s'il amorce des ruptures, il les présentera comme une continuité »
ROBERTO REGOLI
professeur d'histoire de l'Eglise à Rome

Il faudra peut-être un peu de temps pour voir émerger un style propre à Léon XIV, et une voie singulière. Mais ce pape est jeune – 69 ans – et il paraît à l'aise dans l'habit blanc. Depuis le premier jour, il s'exprime avec assurance et clarté, varie les langues, passant de l'italien à l'espagnol ou à l'anglais.

L'amorce d'une rupture paraît d'ailleurs perceptible sur les sujets les plus pressants, diplomatiques notamment. Dimanche, il a demandé *« une paix authentique, juste et durable »* pour l'Ukraine, formule qui tranche avec le ton qu'employait François, partisan de l'arrêt des combats à tout prix et qui mettait sur un même plan agresseur et agressé. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a d'ailleurs annoncé, lundi, s'être entretenu avec Léon XIV pour la première fois depuis son élection et l'avoir invité en Ukraine.

Un certain nombre de décisions l'attendent aussi, où il sera difficile de n'être qu'un pape de synthèse. Ce sont d'abord les nominations à la curie romaine, dans quelques semaines, qui donneront des indications. A la même échéance (de quelques semaines à quelques mois), Léon XIV devrait recevoir les rapports de différentes commissions mises en place dans le cadre du synode sur l'avenir de l'Eglise. Les sujets abordés, sur lesquels son avis est attendu, sont épineux et hautement clivants : ordination des femmes diacres, place des femmes dans l'Eglise en général, modalité de choix des évêques, avec des voix chez les plus progressistes, en Allemagne par exemple, qui vont jusqu'à suggérer une élection par les fidèles desdits évêques… ■

BENOÎT VITKINE

Conflit entre l'Inde et le Pakistan : Modi jette de l'huile sur le feu

Alors que le calme est revenu à la frontière, le premier ministre indien a tenu un discours au ton très belliqueux à l'encontre d'Islamabad

NEW DELHI - *correspondante*

L'Inde et le Pakistan ont approuvé un cessez-le-feu, samedi 10 mai, les armes se sont tues après quatre jours d'intenses combats de drones, de missiles et de tirs d'artillerie, mais la moindre étincelle pourrait faire repartir l'embrasement dans la région. Pour la première fois depuis le 7 mai et le lancement de l'opération « Sindoor », qui a failli entraîner les deux ennemis dans le précipice d'une guerre totale, le premier ministre indien s'est adressé à la nation, lundi 12 mai, et son intervention n'avait pas vocation à rassurer.

Narendra Modi est apparu l'index menaçant, le visage sombre, et portant une veste rouge, de la couleur du sindoor, la poudre utilisée par les femmes mariées hindoues à la racine de leurs cheveux, qui a donné le nom à l'opération déclenchée par l'Inde pour venger un attentat au Cachemire qui a coûté la vie à 26 civils. Le nationaliste hindou, après avoir accablé son adversaire, a indiqué qu'il avait *« seulement suspendu les opérations »* militaires et que les forces armées indiennes – l'armée de terre, l'armée de l'air, la marine, les forces de sécurité frontalières et les unités paramilitaires – restent en *« état d'alerte permanent »*. *« L'opération "Sindoor" est désormais la politique officielle de l'Inde dans la lutte contre le terrorisme, marquant un tournant décisif dans l'approche stratégique de l'Inde* (…). *Nous avons simplement suspendu nos mesures de représailles contre les camps terroristes et militaires pakistanais. Dans les jours à venir, nous évaluerons chaque mesure prise par le Pakistan en fonction de l'attitude qu'il adoptera. »*

« Chantage nucléaire »

Narendra Modi a expliqué que l'Inde ne se laissera pas intimider par le fait que son adversaire dispose aussi de l'arme nucléaire et qu'il le frapperait en cas de toute nouvelle attaque terroriste sur son sol. *« L'Inde ne tolérera aucun chantage nucléaire. »*

Si le premier ministre indien a adopté un ton aussi belliqueux, c'est qu'une partie de sa famille politique est fort déçue par le cessez-le-feu, annoncé qui plus est par Donald Trump sur son réseau social. Les ultranationalistes espéraient que les armées indiennes profiteraient de l'opération « Sindoor » pour récupérer la partie du Cachemire administrée par le Pakistan depuis la fin de la première guerre en 1949. Cette revendication figure sur la feuille de route de l'extrême droite et le ministre de l'intérieur, Amit Shah, très proche de Modi, l'a souvent promise.

Narendra Modi n'a pas apprécié que le président américain vienne lui voler la vedette dans la résolution du conflit, au risque de le faire passer pour un faible. Niant toute médiation américaine pour le convaincre de mettre fin aux hostilités, il a assuré que l'initiative du cessez-le-feu venait uniquement de son voisin. *« Nos missiles et nos drones ont endommagé les bases aériennes du Pakistan, dont il était si fier. En trois jours, l'Inde l'a détruit à un degré qu'il n'aurait jamais imaginé* (…), *il a donc supplié le monde entier de trouver un chemin vers la paix. »*

Le premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, a, pour sa part, déclaré que son pays avait accepté le cessez-le-feu *« dans un esprit de paix »*, mais qu'il ne tolérerait jamais aucune violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Quelques minutes avant l'intervention de Narendra Modi, Donald Trump a assuré, devant des journalistes, à la Maison Blanche, qu'il avait *« arrêté une guerre nucléaire »* et fait pression sur l'Inde et le Pakistan pour qu'ils acceptent un cessez-le-feu en les menaçant de rompre leurs relations commerciales avec les deux pays. *« Je leur ai dit : "Si vous n'arrêtez pas, nous ne ferons plus aucun commerce." « Nous avons empêché un conflit nucléaire »*, a-t-il déclaré.

En Inde, les questions commencent à émerger sur l'efficacité de l'opération « Sindoor »

En fait, il semble bien que les deux belligérants engagés dans une surenchère dangereuse ont subi de très fortes pressions de leurs alliés respectifs, la Chine pour le Pakistan, les Etats-Unis pour l'Inde. Pékin, le grand rival de l'Inde, engagé dans de grands projets d'infrastructures au Pakistan, est apparu dans l'ombre de ce conflit avec ses avions de combat dont il a équipé l'armée pakistanaise et qui auraient permis d'abattre au moins l'un des Rafale de l'armée indienne. Les experts commencent à se demander si New Delhi avait pris en compte l'armement chinois avant de lancer l'opération « Sindoor ».

« Allié redoutable »

A Donald Trump, qui avait proposé ses services pour conduire une médiation sur le Cachemire, Narendra Modi a fermé la porte. Il refuse toute internationalisation des discussions sur l'avenir de ce territoire que se disputent l'Inde et le Pakistan depuis 1947. *« Aujourd'hui, je voudrais également dire à la communauté internationale que notre politique déclarée est la suivante : s'il y a des négociations avec le Pakistan, elles porteront uniquement sur le terrorisme* (…) *et sur le Cachemire occupé par le Pakistan. »*

L'opération « Sindoor » a peut-être permis à New Delhi de mesurer les limites du soutien américain. *« Si les Etats-Unis restent un partenaire essentiel dans la région Indo-Pacifique, il apparaît de plus en plus clairement, avec Trump à la barre, que l'on ne peut exclure un accord transactionnel unilatéral entre Washington et le Pakistan »*, prévient, dans l'*Indian Express*, Vivek Mishra, l'un des responsables de l'Observer Research Foundation, proche du pouvoir.

Narendra Modi est sur le fil et les critiques ne viennent pas que de son camp. Les questions commencent à émerger sur l'efficacité de l'opération « Sindoor » et sur l'absence de transparence sur le bilan des gains et des pertes. *« Faire preuve de bravade n'est pas une réponse au terrorisme, surtout lorsque votre adversaire a un allié redoutable comme la Chine »*, écrit le site d'information *Scroll.in*. Signe que le cessez-le-feu est fragile, quelques heures après l'intervention de Narendra Modi, des mouvements de drones ont été observés pendant plusieurs heures dans la soirée de lundi au Cachemire et au Pendjab. L'ennemi n'a pas été terrassé. ■

SOPHIE LANDRIN

Vous voulez savoir où va l'argent ? **Vers vous, tout simplement.**

En 2025, Harmonie Mutuelle active **le dividende Éco-santé** pour redistribuer **84 millions d'euros*** à ses adhérents et entreprises clientes.

MUTUALITÉ FRANÇAISE
MEMBRE DE LA

Retrouvez plus d'informations sur
harmonie-mutuelle.fr/dividende-eco-sante

*Conformément aux engagements pris par Harmonie Mutuelle lors de son Assemblée Générale de 2020, ce mécanisme de redistribution doit être mis en application dans les deux ans suivant l'approbation des comptes de l'année écoulée. Les modalités de redistribution seront fixées ultérieurement par le conseil d'administration d'Harmonie Mutuelle. Le dividende Éco-santé pourra être redistribué sous la forme d'un versement direct, d'une diminution de cotisation future, ou encore de prestations et services en santé.

Harmonie Mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le numéro Siren 538 518 473. Numéro LEI 969500JLU5ZH89G4TD57. Siège social : 143, rue Blomet - 75015 Paris - BABEL

Harmonie mutuelle
GROUPE VYV
AVANÇONS collectif

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

AFFAIRE DE NOTRE-DAME-DE-BÉTHARRAM

Sur Bétharram, l'heure de vérité pour Bayrou

Le premier ministre sera auditionné, mercredi 14 mai, à l'Assemblée nationale par la commission d'enquête sur les violences dans les établissements scolaires

Le premier ministre, François Bayrou, et le porte-parole du collectif des victimes de violence de Notre-Dame-de-Bétharram, Alain Esquerre (à droite), à l'hôtel de ville de Pau, le 15 février. P. LOPEZ/AFP

François Bayrou parviendra-t-il à s'extraire, mercredi 14 mai, des remous de l'affaire de Bétharram, dans laquelle il s'enlise depuis février ? Le premier ministre sera auditionné, mercredi, par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les violences dans les établissements scolaires, sur les faits de violences psychologiques, physiques ou sexuelles commis pendant cinquante ans dans cet établissement catholique privé du Béarn. Après des mois de réponses peu convaincantes, voire contradictoires sur ce *« scandale d'Etat »*, dixit son entourage, qui le touche au plus près, puisque sa fille aînée figure parmi les victimes, le premier ministre prend la chose au sérieux et se prépare consciencieusement, regardant *« tout ce qui a été dit et écrit »* sur ce *« #MeToo de l'éducation nationale »*, selon le mot de la ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne.

Accusé d'avoir menti devant la représentation nationale, il sera entendu sous serment par les députés. Son principal ennemi, au cours de cette audition à haut risque, sera lui-même, redoutent ses proches, tant le président du MoDem peut être imprévisible. *« Il ne faut pas qu'il s'énerve »*, soupire Marc Fesneau, président du groupe MoDem à l'Assemblée nationale.

Le 11 février, quand le député (La France insoumise, LFI) du Val-d'Oise Paul Vannier l'interpelle dans l'Hémicycle sur son rôle dans l'affaire de Bétharram, le Béarnais lève les yeux au ciel, avant de se dresser pour prendre la parole. L'Assemblée comprend que l'heure est grave : pendant les questions au gouvernement, il est d'usage que le premier ministre ne réponde qu'aux seuls présidents de groupe et de commission.

Sa réponse est ferme et catégorique : *« La méthode est maintenant très bien connue des Français (...) : dès que quelqu'un occupe des responsabilités, on s'ingénie à inventer de toutes pièces des scandales »*, attaque le représentant du gouvernement. Et de poursuivre, encore plus affirmatif : *« Je n'ai évidemment jamais, au grand jamais, été informé de quoi que ce soit en matière de violences, a fortiori de violences sexuelles. »* Le lendemain, en réponse à une question du député écologiste de Seine-et-Marne Arnaud Bonnet, il persiste et signe : *« A l'époque des faits, je n'ai jamais été averti des agissements qui ont donné lieu aux signalements et aux plaintes. »*

« IL EST DANS UNE FORME DE DÉNI »

Sur l'affaire de Bétharram, François Bayrou décide donc de tout nier, malgré des témoignages et des archives le mettant en cause. Une stratégie déjà adoptée quand *Le Monde* l'appelait pour la première fois sur ce sujet, en mars 2024. *« Il a été cueilli par l'affaire »*, assure pourtant Matignon. François Bayrou n'a pas été vraiment pris par surprise. Les premiers articles sur la libération de la parole à Notre-Dame-de-Bétharram essaiment dans la presse locale fin 2023, avant que le sujet soit repris par tous les médias nationaux dans le courant du premier trimestre 2024. Comment expliquer une telle impréparation ? *« Il est dans une forme de déni sur plein de sujets, il fonctionne à l'intuition,* atteste un ancien ministre qui le connaît depuis quarante ans. *Il ne s'est pas rendu compte que cette affaire était incandescente. »*

Passé les premiers coups, le premier ministre prépare la riposte. S'il a perdu la mémoire sur certains aspects de l'histoire, il se souvient bien avoir commandé un rapport sur l'établissement, en 1996, alors qu'il était ministre de l'éducation nationale. Avant même la question de Paul Vannier, il demande au ministère de l'exhumer, mais le document tarde à remonter, bloqué aux plus bas échelons de l'administration. *« Bon alors, ce putain de rapport ? »*, s'agace François Bayrou dans les couloirs de Matignon...

À MATIGNON, IL AURA FALLU DES SEMAINES POUR QU'UNE COMMUNICATION SE METTE EN PLACE, AFIN DE CONTRER CE QUI EST D'ABORD ANALYSÉ COMME UNE « ATTAQUE POLITIQUE »

Dans le même temps, le 12 février, François Bayrou appelle Alain Esquerre, porte-parole des victimes de Bétharram, pour organiser une rencontre à la mairie de Pau, le samedi 15, et s'afficher comme le premier politique à recevoir les victimes. Un collectif devenu son témoin de moralité. *« Finalement, Alain Esquerre fait partie des avocats de François Bayrou »*, observe-t-on Rue de Varenne. *« Je ne veux pas qu'on dilue sa responsabilité, mais je veux que chacun prenne la sienne. Dans ce déni collectif, tout le monde a été lâche dans cette histoire, François Bayrou compris »*, précise le lanceur d'alerte, qui s'est vu reprocher, ces dernières semaines, une trop grande proximité avec le maire de Pau.

Quelques jours plus tard, François Bayrou lance un contre-feu en chargeant le gouvernement Jospin, qui n'aurait pas donné suite aux plaintes déposées entre 1997 et 2002. *« Si je ne savais pas, d'autres savaient »*, accuse-t-il. Convoquée par la commission d'enquête, l'ancienne garde de sceaux Elisabeth Guigou (1997-2000) jure, le 7 mai, n'avoir *« aucun souvenir d'avoir été informée de l'affaire de l'institution Bétharram »*. Les rapports des procureurs généraux,

Les prises de contact du premier ministre auprès de magistrats

Outre le juge Mirande, François Bayrou avait appelé, en 2017, la magistrate chargée de l'affaire des assistants d'eurodéputés du MoDem

Jamais, pas une seule fois de ma vie, de toute ma vie politique, je ne suis intervenu dans une affaire judiciaire. » En déplacement à Coulommiers (Seine-et-Marne) pour inaugurer la Foire internationale aux fromages et aux vins, vendredi 11 avril, le premier ministre, François Bayrou, s'est montré catégorique. *« Les juges et les gendarmes, vous savez, ça se trompe comme les autres »*, a-t-il ajouté.

Quelques jours plus tôt, devant la commission d'enquête parlementaire consacrée aux violences dans les établissements scolaires, le juge Christian Mirande et le gendarme Alain Hontangs avaient déclaré sous serment que François Bayrou s'était immiscé dans la procédure visant le père Carricart, ancien directeur de Notre-Dame-de-Bétharram accusé de viol sur des élèves en 1998. Le premier avait relaté la visite à son domicile de celui qui était alors député et président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Le second avait affirmé que M. Bayrou avait fait retarder la présentation du père Carricart au juge en contactant le procureur général. Le 14 mai, le premier ministre répondra à ces témoignages devant la même commission d'enquête.

Démarche singulière

Ces témoignages, qui relatent des prises de contact de François Bayrou auprès de magistrats dans le cadre d'une affaire judiciaire en cours, résonnent avec des comportements documentés dans un autre dossier, portant sur des soupçons d'emplois fictifs, concernant le premier ministre – celui des assistants des eurodéputés du MoDem, parti qu'il a fondé et qu'il dirige depuis 2007.

Selon des documents consultés par *Le Monde*, confirmant des éléments évoqués dans *Le Canard enchaîné* en 2019, François Bayrou a appelé l'une des juges d'instruction en charge de ce dossier, Charlotte Bilger, sur son portable personnel, le 18 octobre 2017. L'élu était mécontent de la publication d'articles de presse à la suite d'une perquisition ayant eu lieu le jour même au siège du MoDem. Le lendemain matin, il se fendait d'un SMS, toujours sur le portable personnel de la juge, lui demandant s'il *« ne* [serait] *pas légitime qu'un témoin accrédité (mon informaticien) soit présent pour l'ouverture des scellés et les opérations de copie »*.

S'il n'est pas illégal d'écrire à un juge d'instruction, la démarche de François Bayrou est singulière. Au point que la magistrate ait versé au dossier d'instruction des documents, consultés par *Le Monde*, relatant les dires de l'élu. Contactés, ni François Bayrou ni son conseiller communication n'ont répondu à nos sollicitations.

Comment François Bayrou a-t-il obtenu le numéro de la juge ? L'un des hauts gradés de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales le lui a donné, à sa demande, pendant la perquisition. Sommé par la juge de fournir des explications, ce dernier se confond en excuses, dans un courriel également versé à la procédure : *« J'y ai repensé tardivement dans la nuit* (...), *je suis vraiment confus, je me suis laissé happer par le personnage. »*

Le rapport de François Bayrou à l'indépendance de la justice transparaît aussi dans son interrogatoire de première comparution, consulté par *Le Monde*, issu de cette même procédure judiciaire. Devant les magistrats chargés de lui signifier sa mise en examen, le 6 décembre 2019, l'élu regrettait avoir appris par voie de presse l'existence de l'enquête préliminaire sur les assistants des eurodéputés du MoDem, début juin 2017, alors qu'il était ministre de la justice depuis le 17 mai : *« La vérité,* [c'est que] *j'aurais dû en être informé avant* (...). *La règle d'usage est que le nouveau garde des sceaux soit informé, même sous la forme la plus succincte, de procédures de cet ordre. »*

Relaxé en première instance

Si les remontées d'informations sont courantes dans les procédures sensibles, ces dernières n'interviennent pas toujours immédiatement. Quant au ministre, il doit se déporter des procédures le concernant. Or, François Bayrou était au cœur de ce dossier, dont la révélation entraînera sa démission un mois et demi après sa nomination, le 21 juin 2017.

Qu'aurait-il fait s'il avait été tenu au courant de cette enquête préliminaire, par principe secrète ? *« J'en aurais informé Marielle de Sarnez* [mise en examen quelques jours avant M. Bayrou dans ce même dossier] *qui aurait refusé d'entrer au gouvernement »*, a-t-il affirmé aux juges. Transmettre une telle information aurait constitué une violation du secret de l'enquête – une infraction pénalement répréhensible mettant en danger la bonne conduite des investigations.

Dans cette procédure, François Bayrou a été relaxé en février 2024 en première instance. La plupart des autres prévenus ont été condamnés, tout comme les deux partis dirigés par M. Bayrou – l'UDF et le MoDem. Le premier ministre n'en a cependant pas terminé avec ce dossier. Il sera renvoyé parmi d'autres prévenus lors d'un procès en appel, à une date encore inconnue. ■

LAURA MOTET

adressés à la direction des affaires criminelles et des grâces, n'étaient portés à la connaissance du cabinet et, éventuellement, du ministre, qu'en cas de *« retentissement particulier »* de l'affaire, explique-t-elle.

Mis en cause par le juge Christian Mirande et le gendarme Alain Hontangs, qui le soupçonnent d'être intervenu lors d'une première affaire de viol, François Bayrou balaie leurs témoignages d'un revers de main : *« Les juges et les gendarmes, ça se trompe comme les autres. »* Mais alors qu'il assure n'avoir jamais évoqué ce dossier avec le magistrat chargé de l'instruire, sa fille, Hélène Perlant, laisse entendre le contraire à *Mediapart*. *« Un coup de poignard dans le dos »*, compatit un ancien collègue du gouvernement Juppé.

A Matignon, il aura fallu de longues semaines pour qu'une communication se mette en place afin de contrer ce qui est d'abord analysé comme une *« attaque politique »*. Dépeint comme un *« papa poule »*, le premier ministre aurait immédiatement appelé ses enfants quand elle a éclaté. Des enfants qui ont reçu une éducation chrétienne et qui ont tous fait de brillantes études. Mais auprès desquels le centriste a été, en réalité, peu présent, passant l'essentiel de son temps à Paris.

« JE N'AI PAS VU, JE N'AI PAS SU VOIR »

Malgré l'existence de très bons lycées publics à Pau, le couple Bayrou, catholique pratiquant, proche de la communauté des béatitudes, a choisi Bétharram pour ses enfants, un établissement dont la réputation de *« maison de redressement »* se propageait jusqu'à Bordeaux, mais qui affichait de très bons résultats aux examens. Le couple *« faisait confiance à l'institution »*, témoigne un ami du premier ministre. Elisabeth Bayrou y enseignait le catéchisme. Quant aux châtiments corporels, *« à l'époque, c'étaient des éléments de socialisation,* rappelle l'ancien député MoDem Jean-Louis Bourlanges (2017-2024). *L'école républicaine a fait parler le français aux jeunes Bretons en leur tordant les oreilles »*.

Ces dernières semaines ont cependant mis à nu les non-dits familiaux chez les Bayrou. Hélène Perlant, elle-même victime de violences à Bétharram, n'a rien dévoilé à ses parents pendant trente ans, jusqu'à la publication d'une interview dans *Paris Match*, le 22 avril. *« S'il y avait eu quelque chose, mes enfants me l'auraient dit »*, se vantait, pourtant, François Bayrou peu après le début de l'affaire. *« Je n'ai pas vu, je n'ai pas su voir »*, s'est-il reproché en découvrant le témoignage de sa fille. *« Il appartient à une génération qui n'a pas pris la mesure de la brutalité faite aux enfants »*, déplore l'un de ses vieux amis.

Président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques (1992-2001), François Bayrou a, par ailleurs, subventionné Bétharram jusqu'à la fin des années 1990. Quant aux abus sexuels sur les enfants, ils étaient de l'ordre de *« l'inimaginable »*, jure-t-on à Matignon. *« De même que personne n'a imaginé pour l'abbé Pierre, personne n'a imaginé pour Bétharram »*, compare Marc Fesneau.

François Bayrou a-t-il tardé à ouvrir les yeux sur les violences à Bétharram en raison de ses convictions religieuses ? Le premier ministre n'a jamais fait mystère de sa foi. *« Si c'est le cas, il devrait dire : "Oui, j'ai voulu protéger l'Eglise." On ne va pas lui couper la tête pour ça*, préconise son ami Daniel Cohn-Bendit. *Jean-Paul Sartre, par anti-impérialisme, a bien protégé le stalinisme... »*

« Je ne sais pas si François Bayrou s'est enfermé dans le déni ou le mensonge, mais il aurait été tellement plus simple de dire les choses comme elles sont », regrette la présidente (Parti socialiste) de la commission des affaires culturelles et de l'éducation, Fatiha Keloua-Hachi. Pour autant, sauf nouvelles pièces dévoilées par la commission, le premier ministre, qui a résisté au plus fort de la tempête, en février, a peu de risque de « tomber » aujourd'hui sur une motion de censure. ■

ROBIN RICHARDOT
ET NATHALIE SEGAUNES

L'école jugée « responsable » en 2006

L'établissement catholique Notre-Dame de Bétharram avait été déclaré, en 2006, « civilement responsable » de viol et d'agressions sexuelles commises par son ancien directeur, le père Pierre Silviet-Carricart, selon une décision de justice (un arrêt rendu par la cour d'appel de Pau, le 25 septembre 2006) révélée, lundi 12 mai, par le quotidien *Sud Ouest*. Mis en examen pour viol en 1998, le prêtre s'était suicidé à Rome en 2000. Son décès avait entraîné un non-lieu au pénal, mais le plaignant et son avocat avaient poursuivi la procédure au civil et obtenu la condamnation de l'institution.

La ligne de crête d'Hélène Perlant

La fille de François Bayrou, en témoignant comme victime de Notre-Dame-de-Bétharram, a pris le risque d'être rattrapée par la politique

PORTRAIT

BORDEAUX - *envoyée spéciale*

Elle nous attend sur une petite place arborée, frêle silhouette vêtue de noir, cascade de cheveux roux attachés en arrière. Hélène Perlant a beaucoup hésité à rencontrer *Le Monde* ; un soir d'orage intérieur, elle a même annulé le rendez-vous fixé avant de se laisser de nouveau convaincre. C'est une femme inquiète que l'on suit dans un restaurant situé à proximité du lycée dans lequel elle enseigne à Bordeaux depuis vingt-trois ans.

Elle choisit une table à l'écart des regards et des oreilles indiscrètes. Les mots se bousculent pour évoquer *« la violence »* de l'exposition médiatique à laquelle elle a consenti, le 22 avril, en se présentant en victime des violences au sein de l'établissement catholique privé Notre-Dame de Bétharram, sans en mesurer forcément les effets. Regarder sa *« gueule »* à l'écran, ces traits qui ressemblent tant à ceux de son géniteur, devoir se soumettre, à 53 ans, à des questions auxquelles elle n'avait pas envie de répondre, voir ses déclarations promptement résumées au constat qu'elle a contredit son père l'a complètement *« déprimé »*. *« Face à un problème d'une telle ampleur, je ne suis là ni pour le couvrir ni pour le soutenir, ce n'est pas mon rôle*, affirme-t-elle avec force. *J'ai un sentiment d'échec professionnel, j'avais beaucoup de choses à dire. »*

Jusqu'à ce printemps 2025, la fille aînée du premier ministre, François Bayrou, avait mis tout en œuvre pour échapper à l'assignation patrimoniale, quittant le foyer à 17 ans pour faire ses classes préparatoires à Paris avant de rejoindre Bordeaux, changeant de nom une première fois en se mariant, puis une seconde il y a quatre ans, en prenant celui de sa mère, comme la loi l'autorise désormais.

Car ce nom de Bayrou, elle ne le cache pas, elle l'a toujours porté comme une croix et n'a eu de se cesse que de vouloir s'en *« débarrasser »*. Même si, partout et toujours, de salles des profs en cercles relationnels, la rumeur la précédait : *« Tout le monde savait que j'étais sa fille, mais prendre un autre nom était un geste symbolique très libérateur. »*

Etre la fille d'un homme politique, a fortiori d'une figure locale très médiatisée, n'est pas une partie de plaisir. Brimades incessantes dès le plus jeune âge, quolibets et harcèlement ; les élus n'ont pas une bonne image et leurs enfants en font les frais. De cela, de cette première rencontre avec la férocité du regard des autres, Hélène Perlant parle avec pudeur. Elle ne veut pas se plaindre, elle ne l'a d'ailleurs jamais fait.

« Mon père est un affectif, j'aurais pu me tourner vers lui, mais je ne lui ai parlé de rien, explique-t-elle. *Quand on vous reproche depuis toujours d'être protégés, on intègre l'idée que la protection est quelque chose de mal et on ne va pas la chercher auprès des siens. »*

LA PROFESSEURE S'EST JETÉE DANS L'ARÈNE EN TANT QUE VICTIME ET EN EST RESSORTIE EMBOURBÉE DANS UN DÉBAT STÉRILE À SES YEUX : SON PÈRE SAVAIT-IL OU PAS ?

Les siens, François Bayrou en a peu parlé tout au long de sa longue vie publique. Tout juste égrenait-il la liste des noms de ses six enfants, comme s'il s'agissait d'une qualité à mettre à son crédit. De temps à autre, sa femme, la discrète Elisabeth, rencontrée lorsqu'ils avaient à peine 20 ans, consentait à reculons à l'accompagner à une ou deux réunions électorales importantes et à se prêter à un reportage photo, accréditant l'image du bon père de famille, longtemps considéré comme un atout pour séduire l'opinion publique.

En réalité, l'actuel premier ministre a toujours passé plus de temps à Paris et sur les routes de France que dans sa maison de Bordères (Pyrénées-Atlantiques). Parfois, l'éternel candidat offrait à la presse des clichés de sa progéniture, mettant celle-ci dans des rages folles, se souvient Hélène Perlant. Les enfants Bayrou ne se sont pas gênés pour dire à leur père combien son engagement politique leur pesait... ce qui n'a pas empêché ce dernier de se présenter trois fois à l'élection présidentielle et d'avoir accepté, à 73 ans, le poste si exposé de premier ministre.

« On se reconnaît entre nous »

Dans cette drôle de famille, se sont forgées des individualités libres et autonomes, soucieuses de se tenir éloignées de toute forme de vie publique malgré de brillantes études. *« Nous nous entendons tous bien, on communique, mais les rituels, les conseils de famille, ce n'est pas du tout notre style ! »*, affirme Hélène Perlant. Quand elle parle du responsable politique, elle a pris depuis longtemps l'habitude de surnommer son père *« FB »*. Cette mère de trois grands enfants, avec lesquels elle forme *« une géniale non famille »*, se dit beaucoup plus attirée par les tribus amicales. Des années à sortir du *« papa-maman »* réduites à néant en avril.

Lorsque Alain Esquerre, porte-parole du collectif des victimes de Bétharram, lance un groupe Facebook pour susciter des témoignages, elle se réjouit d'abord en silence. C'est un coup de téléphone de *Sud-Ouest* qui va faire tout basculer. Un journaliste l'informe qu'un ancien élève de l'institution qui a porté plainte contre François Bayrou la met en cause : elle aurait assisté à son agression sans broncher. Il lui demande de réagir. *« Que devais-je faire ? Faire semblant de ne pas soutenir profondément les anciens élèves, baisser la tête et attendre que ça se passe ? Il m'était impossible de me taire »*, raconte-t-elle.

Elle décide alors de livrer son histoire : elle aussi a été tabassée à l'âge de 14 ans par un prêtre, devant tout le monde, lors d'un camp de vacances. Elle appelle Alain Esquerre pour lui raconter. Le courant passe immédiatement entre eux, comme avec les autres victimes qu'elle a rencontrées : *« On se reconnaît entre nous. »*

Dès lors, tout s'accélère, les derniers ajouts au livre d'Alain Esquerre (*Le Silence de Bétharram*, Michel Lafon, 256 pages, 18,95 euros, paru le 24 avril), le reportage et les photos de *Paris-Match* publiés le 22 avril. Si elle choisit de sortir de l'ombre, c'est avec le double objectif de montrer que personne n'était épargné à Bétharram, dut-il appartenir à une quelconque élite, et aussi de questionner le déni et le silence : *« Comment se fait-il que nous n'ayons rien vu ?*

LE DOUBLE OBJECTIF D'HÉLÈNE PERLANT EST DE MONTRER QUE PERSONNE N'ÉTAIT ÉPARGNÉ À BÉTHARRAM, DÛT-IL APPARTENIR À UNE QUELCONQUE ÉLITE, ET DE QUESTIONNER LE DÉNI ET LE SILENCE

Pourquoi ça ne parle pas ?, interroge-t-elle. *Nous ne sommes pas tous des lâches. Ça n'existe pas une région tout entière qui accepte de brutaliser ses enfants et où tout le monde se tiendrait. Ce silence s'explique si l'on prend soin d'analyser Bétharram pour ce qu'il est : un dispositif pervers. »*

C'est tout cela qu'elle veut évoquer lorsqu'elle se rend à Paris à l'occasion de la promotion du livre d'Alain Esquerre, qu'elle a rencontré pour la première fois physiquement sous l'objectif du photographe de *Paris-Match*. Avant de partir, elle prévient sa famille qu'elle va témoigner et qu'elle préfère couper le contact avec eux pour un moment : elle bloque les numéros de ses frères, sœurs et de ses parents sur son téléphone.

Elle sait qu'elle est sur une ligne de crête : *« sortir »* son nom tout en refusant de parler de son père, se présenter en victime comme une autre tout en prenant le risque de focaliser l'attention sur elle. Elle ressort épuisée et frustrée de son marathon médiatique.

Surtout, elle comprend que la politique, qu'elle a toujours fuie, même si elle s'acquitte de son devoir de citoyenne en votant, l'a brutalement rattrapée. L'agrégée de lettres classiques s'est jetée dans l'arène en tant que victime et intellectuelle, convaincue de pouvoir apporter sa pierre à la compréhension des violences systémiques de l'Eglise ; elle en est ressortie embourbée dans un débat stérile et secondaire à ses yeux : son père savait-il ou pas ? A-t-il menti en jurant devant l'Assemblée nationale ne rien savoir de ce qui s'était passé ?

« Le mal, c'est le prêtre qui viole un enfant, l'horreur, un enfant qui s'enfuit pour se suicider dans les bois. "Est-ce qu'il savait ?" est une question idiote ; personne ne savait avant le travail d'Alain Esquerre », cingle la professeure férue d'art, de psychanalyse et de sciences sociales.

En racontant que son père lui avait confié, en 1998, avoir échangé avec le juge Christian Mirande, chargé de l'enquête sur le père Carricart, ancien directeur de l'établissement catholique alors mis en examen pour viol, elle l'a pourtant mis, sans le vouloir, en grande difficulté. *« Qu'il se débrouille maintenant ! Il a les épaules pour ça,* tranche-t-elle. *Je voudrais qu'il sente que je veux qu'il s'en débrouille avec les outils qui permettent d'analyser le dysfonctionnement de l'information en contexte pervers. Et je voudrais qu'il ait compris que ces mécanismes, on doit les regarder tranquillement, pas sur le mode défensif. Lui comme un autre. »*

Ebranlée par sa mise en lumière, Hélène Perlant n'entend pas pour autant baisser les bras. Elle déclare être *« fermement décidée à porter l'idée qu'on a sérieusement des questions à se poser sur le fonctionnement de l'Eglise catholique et de ses institutions, tous ensemble »*. ■

VANESSA SCHNEIDER

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

AFFAIRE DE NOTRE-DAME-DE-BÉTHARRAM

Spillebout et Vannier, un duo offensif face à Bayrou

Les corapporteurs LFI et Renaissance de la commission d'enquête de l'Assemblée veulent « faire la vérité »

Est-ce une audition comme une autre ? Alors que, depuis deux mois, Paul Vannier (La France insoumise, Val-d'Oise) et Violette Spillebout (Renaissance, Nord) travaillent dans une bonne entente remarquée, les deux corapporteurs de la commission d'enquête parlementaire sur les violences à l'école n'apportent pas la même réponse sur leur face-à-face avec François Bayrou, mercredi 14 mai.

Le député « insoumis » attend *« un moment de vérité »*, puisque le premier ministre sera sous serment. La représentante du bloc central se montre plus prudente : *« Il ne s'agit pas de faire un procès à la place des juges ni de rechercher des responsabilités individuelles mais de dégager des responsabilités collectives »*, affirme la députée macroniste.

Depuis l'explosion, en février, de l'affaire de Bétharram (Pyrénées-Atlantiques), le duo Vannier-Spillebout est le couple le plus médiatique de l'Assemblée nationale. Une association curieuse entre le moine-soldat de Jean-Luc Mélenchon, qui semble décidé à faire tomber le premier ministre, et la centriste plus posée, mais vue comme le vilain petit canard d'un bloc gouvernemental rejetant les frasques des « insoumis ».

Du côté de Matignon, cette commission d'enquête n'est pas vue d'un bon œil. On la compare à un *« procès politique »* contre le premier ministre, avec Paul Vannier en magistrat très partial. *« Il n'en a rien à faire des victimes. Son sujet c'est se taper l'institution catholique et se taper Bayrou. Les victimes ne sont qu'un prétexte »*, fulmine un proche de Matignon. Mais ce sont la *« liberté et l'indépendance »* affichées par Violette Spillebout qui agacent le plus. *« Une députée en mal de notoriété »*, taclait Patrick Mignola, ministre chargé des relations avec le Parlement et proche de François Bayrou, dans *Le Canard enchaîné* du 16 avril. *« On verra comment elle se comporte le 14. En tout cas, si elle se rêve juge d'instruction, elle a oublié qu'un magistrat instructeur instruit à charge et à décharge »*, attaque un conseiller de l'exécutif.

« Ce ne sont pas des petites phrases qui feront pression sur moi », répond la parlementaire. Paul Vannier abonde pour défendre son binôme : *« Ces attaques sont indignes et visent à décrédibiliser la commission d'enquête et ainsi à perpétuer l'omerta face aux violences commises. »*

DU CÔTÉ DE MATIGNON, CETTE COMMISSION D'ENQUÊTE N'EST PAS VUE D'UN BON ŒIL

Les deux députés mettent en avant cette *« relation de confiance »* qui détonne dans une Assemblée nationale sous tension. *« Nous avons deux styles différents – et peut-être des objectifs différents – mais les travaux de la commission s'enrichissent de nos apports mutuels »*, juge Violette Spillebout.

Les députés Violette Spillebout (Renaissance) et Paul Vannier (La France insoumise), corapporteurs de la commission d'enquête sur les violences en milieu scolaire, à Paris, le 26 mars. XOSE BOUZAS/HANS LUCAS VIA AFP

Un combat personnel

Sans jouer au « bon » et au « mauvais flic », les deux corapporteurs adoptent des tons distincts. Incisif mais plus mesuré que dans l'Hémicycle, Paul Vannier pose des questions millimétrées en s'appuyant sur les documents saisis lors des visites de terrain. L'élu du Val-d'Oise a fait des cas Stanislas et Averroès, les établissements catholique et musulman dont les contrôles ont abouti à des traitements différents, un sujet de prédilection. Ancienne cadre de la SNCF, Violette Spillebout fait part d'interrogations plus générales et systémiques.

Cette connivence s'est établie depuis le début de la commission d'enquête, demandée en février par Paul Vannier après les articles de *Mediapart* sur Bétharram. Le député « insoumis » a déjà travaillé avec un élu macroniste au printemps 2024 sur un rapport d'information sur les financements publics de l'enseignement privé sous contrat, un sujet devenu un combat personnel. Violette Spillebout s'est proposée comme corapporteuse, sensibilisée sur le sujet par une victime du village d'enfants de Riaumont (Pas-de-Calais).

La députée socialiste Fatiha Keloua-Hachi (Seine-Saint-Denis) a été *« agréablement surprise »* de l'équilibre trouvé entre les deux rapporteurs. Pour la présidente de la commission des affaires culturelles et de l'éducation, qui s'occupe de l'enquête, Paul Vannier et Violette Spillebout ont un objectif commun de *« faire la vérité »* qui permet de *« dépasser les clivages politiques »*. *« Lui qui politiquement n'est pas toujours facile est très sérieux. Et elle est très professionnelle dans sa mission malgré sa position très inconfortable »*, souligne l'élue.

« Responsabilité écrasante »

Dans les milieux éducatifs aussi, le travail des parlementaires est loué. *« Ce duo fonctionne, chacun avec son agenda mais une commune volonté de comprendre ce qui se passe. Cette commission met en lumière un problème de fonctionnement des établissements privés, et publics d'ailleurs »*, souligne Valérie Ginet, secrétaire générale d'un des principaux syndicats de l'enseignement privé, la FEP-CFDT.

Dès les premiers jours de leurs travaux, jeudi 13 mars, les deux députés se rendent au ministère de l'éducation nationale pour exercer leurs prérogatives de contrôle sur place et sur pièces. Ce qui agace dans les couloirs du ministère, car les archives ne sont pas disponibles. Mais les députés persistent. Ils feront de même à Bétharram, dans le lycée public Bayen, à Châlons-en-Champagne, ou à Riaumont. A chaque fois, c'est l'occasion de saisir des documents, de parler avec des victimes… et de convier les journalistes.

A l'Assemblée, les deux députés et la présidente de la commission ont plusieurs fois convoqué la presse pour parler de leurs travaux. Erwan Balanant, député (MoDem) du Finistère, soutien de François Bayrou, se montre critique sur cette volonté de prendre la lumière. *« Vous ne nous avez pas vus faire des conférences de presse à chacune de nos auditions. Et pourtant nous avons fait un travail de qualité que tout le monde salue. J'aimerais bien qu'il y ait cette même démarche sur la commission d'enquête Bétharram »*, a-t-il déclaré à l'issue de la commission d'enquête sur les violences dans le cinéma, présidée par Sandrine Rousseau et dont il était le rapporteur.

Les deux corapporteurs, eux, revendiquent cette communication intense. *« Nous faisons acte de transparence, nous le devons aux victimes et aux fonctionnaires souvent en quête de procédures plus claires »*, souligne Paul Vannier. Il ajoute que cette forte communication permet aussi de libérer la parole de certaines victimes. Ils assurent ressentir une *« responsabilité écrasante »* face à celles-ci, pour qui l'utilité de leurs travaux ne fait aucun doute. De nouvelles mises en cause d'établissements leur arrivent quasiment chaque jour. Paul Vannier et Violette Spillebout ont effectué une quarantaine de signalements au procureur dans 25 départements depuis deux mois. Pour Alain Esquerre, lanceur d'alerte de l'affaire de Bétharram, *« le binôme, efficace, dépasse l'esprit partisan de chacun »*, ils sont *« engagés dans ce combat pour la vérité et pour les enfants victimes »*.

Selon les deux députés, le cas Bayrou ne peut résumer les travaux de leur commission. Face au #MeToo scolaire qu'ils ont contribué à faire naître, l'un et l'autre envisagent, une fois leur rapport remis fin juin, de déposer une proposition de loi commune. Leur concorde se prolongera-t-elle alors ? *« Si on est trop radical, notre texte ne passera pas l'étape du Sénat* [à majorité à droite] *et notre action ne sera pas efficace »*, prévient déjà Violette Spillebout, qui veut établir un *« socle consensuel »*. Paul Vannier, lui, n'entrevoit rien de moins que *« des révolutions »* dans le contrôle des établissements scolaires par l'Etat. ■

SYLVIE LECHERBONNIER ET ROBIN RICHARDOT

Au Rassemblement national, le silence autour d'un « dossier pourri »

Par souci de ménager l'enseignement catholique, le RN ne s'intéresse pas au scandale de Bétharram et refuse d'incriminer François Bayrou

Le Rassemblement national (RN) n'a rien vu à Bétharram (Pyrénées-Atlantiques). Renaud Labaye, secrétaire général du groupe parlementaire d'extrême droite, se souvient d'avoir passé une nuit au sanctuaire marial, dans le cadre d'un pèlerinage l'amenant de Lourdes (Hautes-Pyrénées). Mais pour le reste, à savoir les scandales de pédocriminalité ayant longtemps perduré au collège-lycée catholique Notre-Dame-de-Bétharram, le RN reste très discret trois mois après la mise en cause, en février, de François Bayrou en marge de cette affaire.

L'imminence de l'audition du premier ministre, mercredi 14 mai, par une commission d'enquête parlementaire sur la prévention des violences dans les établissements scolaires, n'y change rien : le RN n'affiche pas un intérêt prononcé pour le sujet, malgré les 200 plaintes, dont 90 à caractère sexuel, déposées depuis février 2024. Depuis lors, ni Marine Le Pen ni Jordan Bardella n'ont pris la parole à ce sujet et aucune des 40 questions au gouvernement à disposition du RN n'a porté sur cette affaire. Le parti d'extrême droite n'a pas paru davantage impliqué dans la commission d'enquête, sinon pour demander l'audition d'Anne Coffinier, figure de l'éducation conservatrice.

« C'est vrai qu'on est absent. Parce qu'on n'y comprend rien et qu'on n'a aucun retour de terrain à ce sujet », justifie un cadre du groupe, qui ignorait l'audition à venir de François Bayrou. Ce silence étonne d'autant plus que les affaires de pédocriminalité ont longtemps été exploitées par le Front national, y compris par Marine Le Pen en 2006, pour réclamer le retour de la peine de mort en France. D'autres députés de premier plan confirment l'absence quasi-totale de Bétharram dans les discussions internes, précisant que Marine Le Pen n'a donné aucune consigne ; sinon celle de ne pas attaquer un adversaire politique sans preuve.

« Je ne suis pas pour l'exploitation politicienne de cette question-là, dit Renaud Labaye, le bras droit de Marine Le Pen à l'Assemblée. *S'il s'avère que François Bayrou a menti, ce sera à lui de dire, en conscience, s'il est encore en mesure de gouverner. »* Dans l'éventualité où la gauche déposerait une motion de censure afin de sanctionner de possibles mensonges de François Bayrou devant l'Hémicycle, le RN ne la voterait pas.

« Relancer la guerre scolaire »

Député (Loir-et-Cher) référent sur les questions d'éducation, Roger Chudeau – qui a participé à deux auditions de la commission d'enquête – n'a pas souhaité répondre au *Monde* avant l'audition, pas plus que Caroline Parmentier, députée (Pas-de-Calais) référente sur les droits des enfants.

« SI LES PARENTS Y METTAIENT LEURS ENFANTS, C'ÉTAIT AUSSI POUR QU'ILS PRENNENT DES CLAQUES »

JÉRÔME BUISSON
Député (RN) de l'Ain

Roger Chudeau s'était, dans un premier temps, opposé à la création de la commission d'enquête, regrettant qu'elle se concentre sur l'enseignement privé : *« Vous voulez relancer la guerre scolaire, c'est une obsession chez vous ! »*, avait critiqué l'ancien « conseiller éducation » de François Fillon. Le RN a finalement voté en faveur de la commission, dès lors que son motif était élargi à l'école publique.

« Il est le seul à avoir brandi le rayon paralysant de "la guerre scolaire", cet argument que l'on entend depuis quarante ans et qui a abouti à l'absence de contrôles et la mise en danger de milliers d'enfants, estime le député (La France insoumise, LFI) du Val-d'Oise Paul Vannier, corapporteur de la commission d'enquête. *Le RN joue un rôle très ambigu consistant à couvrir François Bayrou et à réduire cette commission à des enjeux politiciens, au détriment de l'intérêt des enfants. »* Ne pas nuire à la réputation de l'enseignement catholique et n'être associé en aucune manière à *« une instrumentalisation politique de gamins par LFI »* : c'est ainsi que plusieurs élus du RN expliquent la discrétion du parti sur l'affaire de Bétharram, décrite tantôt comme *« un dossier pourri »*, *« ultrasensible »* ou *« une cabale »*.

Plusieurs tendent à excuser le premier ministre pour ses propos devant l'Assemblée, contredits par de nombreux témoignages, ou à excuser les violences physiques commises sur les élèves. *« Si les parents mettaient leurs enfants dans ces pensionnats, c'était aussi pour qu'ils prennent des claques, et certaines sont méritées,* dit le député de l'Ain Jérôme Buisson. *Une gifle, ce n'est pas de la maltraitance. En revanche, si on nous démontre que François Bayrou a couvert des viols, je ne ferai pas de cadeau. »*

Interrogés sur la défaillance des contrôles de l'enseignement privé, les cadres du RN rétorquent le plus souvent que les violences exercées par des professeurs existent aussi dans l'enseignement public. Devant les députés le 20 mars, la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise a pourtant rappelé la très nette prévalence des actes dans les établissements privés, notamment en raison de la présence d'internats. ■

CLÉMENT GUILLOU ET ROBIN D'ANGELO

Philippe Diallo veut réformer en profondeur le football français

Le président de la FFF souhaite notamment remplacer la Ligue de football professionnel par une nouvelle « société des clubs »

Marie Barsacq, ministre des sports, et Philippe Diallo, président de la FFF, à Paris, le 12 mai. JULIEN DE ROSA/AFP

Philippe Diallo le présente comme un projet de *« rupture »*. Le qualificatif n'est pas trop fort, tant l'une des propositions de son plan ressemble à une petite révolution dans l'organisation du football professionnel français.

Un peu plus de deux mois après le lancement d'états généraux, début mars, visant à remédier à la grave crise financière et de gouvernance traversée par ce sport, le président de la Fédération française de football (FFF) a présenté ses pistes de réforme, lundi 12 mai, avec une mesure phare : la disparition programmée de la Ligue de football professionnel (LFP), aujourd'hui présidée par Vincent Labrune. Il faut *« passer à un dispositif où la LFP céderait la place à une société commerciale, dans laquelle les clubs seraient actionnaires »*, a déclaré M. Diallo, lors d'une conférence de presse, aux côtés de la ministre des sports, Marie Barsacq. Selon lui, *« demain, il n'y aura plus de président élu à la Ligue »*.

Dans la nouvelle architecture qu'il appelle de ses vœux, une seule entité se trouverait en dessous de la FFF : une *« société des clubs »* pour gérer le fonctionnement et la commercialisation des championnats professionnels. Celle-ci reprendrait les attributions de la LFP actuelle, notamment chargée de l'organisation des championnats de Ligue 1 et Ligue 2, et de sa filiale commerciale, LFP Media, dirigée par Nicolas de Tavernost, dont la mission est de trouver des recettes.

« Premier League à la française »

La nature juridique de cette nouvelle structure sera différente : *« On va passer d'une Ligue, avec un statut d'association 1901, à une société commerciale »*, explique M. Diallo. Son management ne sera pas le même non plus, puisqu'elle sera dirigée par *« un directoire, révocable, constitué de professionnels, rémunérés »*. Son dirigeant sera nommé, en étant choisi par les clubs *« pour son expérience et sa compétence »*. Ce ne sera donc plus un président, élu pour un mandat de quatre ans, comme c'est aujourd'hui le cas à la LFP.

Cette réforme de la gouvernance s'inspire du modèle anglais, où la fédération est chargée de l'organisation des compétitions et des procédures disciplinaires, tandis que la Premier League se concentre sur les activités commerciales. M. Diallo évoque *« un schéma qui correspond à une sorte de Premier League à la française »*, avec des spécificités puisque dans son projet, l'organisation des compétitions reviendrait à la *« société des clubs »*.

La FFF, elle, occuperait une place significative dans cette nouvelle instance, en assurant une *« mission de régulation »* : elle disposerait d'un droit de veto sur des questions d'intérêt général, les questions disciplinaires seraient de son ressort et la stratégique direction nationale du contrôle de gestion (DNCG), considérée comme le « gendarme » financier du football français, aujourd'hui rattachée à la LFP, passerait sous son égide.

Alors que ce changement d'organisation suppose des modifications législatives, M. Diallo entend profiter de l'examen, le 10 juin, au Sénat, de la proposition de loi des sénateurs Michel Savin (Les Républicains, Isère) et Laurent Lafon (Union des démocrates et indépendants, Val-de-Marne) sur la gouvernance du sport professionnel, pour y introduire ses propositions, afin de permettre la mise en œuvre effective de son projet.

Les détracteurs de M. Labrune, qui rêvent de le voir prendre la porte rapidement, devront patienter plusieurs mois, au minimum. Selon le calendrier espéré par M. Diallo, la proposition de loi, après son passage au Sénat, sera examinée à l'Assemblée nationale à l'automne, avec un vote final au Parlement avant la fin de 2025. Ce qui laisse imaginer au président de la FFF une instauration de la réforme *« au plus tôt pour la saison 2026-2027 »*.

Une évolution à laquelle M. Labrune semble étrangement ne pas être opposé. *« Je suis très favorable à une évolution vers un modèle proche de celui de la Premier League, qui a largement démontré son efficacité. Le football professionnel français a tout à gagner à s'en inspirer. C'est une orientation que je défends de longue date, et je me réjouis qu'elle soit désormais au cœur des discussions*, réagit-il. *Ce modèle doit reposer sur une société commerciale où les clubs sont actionnaires aux côtés de la fédération afin de renforcer la gouvernance et accroître l'attractivité de nos compétitions. »*

Assumant *« une rupture majeure avec le système existant »*, le président de la FFF avait donné près de deux mois aux acteurs du monde professionnel pour réfléchir à la façon d'*« amener le football français à se réformer en profondeur dans l'analyse de son modèle économique et dans sa gouvernance »*. Ses annonces du jour sont une synthèse des préconisations issues des trois groupes de travail qu'il avait lancés, le 3 mars, pour tenter de sortir de la *« crise structurelle »* traversée, selon lui, par le secteur. Une démarche appuyée par la ministre Marie Barsacq, qui a dit soutenir le projet de réforme lancé par M. Diallo, lundi, en défendant *« un modèle de gouvernance qui permet plus de souplesse »*.

Si l'image du football est dégradée, notamment en raison de violences dans les stades, c'est surtout l'état financier de plusieurs clubs professionnels qui inquiète M. Diallo. Alors que le déficit des formations professionnelles est estimé entre 1,2 milliard et 1,3 milliard d'euros, selon les prévisions de la DNCG, le président de la FFF estime qu'en Ligue 1 et en Ligue 2, *« six ou sept clubs sont menacés dans leur pérennité »*. Avec des craintes de faillites, en raison de la chute drastique des ressources liées aux droits TV domestiques cette saison, qui pourraient même être nulles la saison prochaine, avec la probable sortie du diffuseur principal, DAZN, et le projet de création d'une chaîne de la Ligue, qui ne devrait pas être rentable à court terme.

Répartition des ressources

Preuve que l'heure est grave : le 28 avril, la DNCG a demandé aux clubs de faire des prévisions de budget sur *« les recettes certaines »* pour la saison prochaine, donc sans miser sur d'hypothétiques rentrées futures issues des droits TV et, aussi, sans spéculer sur des revenus irréalistes issus des transferts de joueurs.

En soutien aux clubs les plus en difficultés, M. Diallo veut pousser l'ensemble des formations professionnelles à rediscuter de la répartition des ressources, profondément inégalitaire à l'heure actuelle, en revoyant, par exemple, la manière de distribuer l'enveloppe relative aux droits internationaux – près de 150 millions d'euros par an –, qui ne revient qu'aux formations disputant des coupes d'Europe et donc souvent déjà les plus riches.

Car derrière la réussite du Paris Saint-Germain, Lille ou Brest cette saison sur la scène européenne, qui leur permet de recevoir des sommes importantes de l'UEFA, M. Diallo se montre préoccupé par le fait que les formations de *« la deuxième partie de tableau »* en Ligue 1, et celles de Ligue 2, ne touchent *« presque plus rien »*.

A court terme, le patron de la FFF entend instaurer des mesures plus rapides à mettre en place, comme un plafonnement de la masse salariale, sur le modèle du fair-play financier de l'UEFA, selon lequel les clubs ne peuvent théoriquement pas dépenser, en salaires, plus de 70 % de leurs revenus. Autre mesure prévue prochainement : un encadrement plus strict de la multipropriété, avec notamment *« un meilleur contrôle sur les changements d'actionnariat »*. Enfin, M. Diallo entend limiter les effectifs à vingt-cinq joueurs, avec une dérogation pour les moins de 21 ans. Autant de dispositions de *« régulation financière »* censées permettre aux clubs de *« retrouver une trajectoire d'équilibre »*, alors que se profilent, début juin, les passages devant la DNCG avec la présentation des budgets prévisionnels de la saison prochaine.

Des dispositifs de limitation des effectifs et un plafonnement de la masse salariale figurent parmi les propositions

« J'essaie d'être porteur d'une vision globale, en m'inscrivant à la fois sur l'urgence mais aussi sur le moyen-long terme à travers un projet de réorganisation du football professionnel », plaide M. Diallo, en jugeant urgent de *« redonner confiance »* à l'ensemble des acteurs, notamment *« les fans, les entreprises, les diffuseurs »*. Y compris si cela revient à faire disparaître l'entité présidée par M. Labrune. *« Des mauvaises décisions ont été prises qui ont conduit à une situation de dévalorisation anormale de notre football »*, juge le patron de la FFF. Avant de lancer, déterminé : *« Maintenant, il faut remonter la pente. »* ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

FOOTBALL

L'Italien Carlo Ancelotti nouveau sélectionneur du Brésil

La Confédération brésilienne de football a annoncé, lundi 12 mai, dans un communiqué, que Carlo Ancelotti a été nommé sélectionneur de l'équipe nationale *« jusqu'à la Coupe du monde 2026 »*. Le technicien italien de 65 ans entraîne actuellement le Real Madrid, avec lequel il est sous contrat jusqu'en juin 2026. Son départ du club devrait donc être confirmé prochainement. L'Espagnol Xabi Alonso, coach du Bayer Leverkusen, est pressenti pour le remplacer au Real Madrid.

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

Stage ou cours, la « terminale en Y » des bacs pros

Les lycéens doivent désormais décider comment employer les six dernières semaines après leurs épreuves

Les épreuves du baccalauréat approchent au lycée professionnel Auguste-Perdonnet de Thorigny-sur-Marne (Seine-et-Marne). Pour la première fois, en 2025, elles commencent un mois plus tôt, lundi 12 mai : c'est la nouvelle « terminale en Y », comme l'appellent les élèves et l'équipe pédagogique de cet établissement, qui propose des filières industrielles (chaudronnerie, menuiserie, électricité) et tertiaires (commerce, vente, métiers de l'accueil). Cette réforme, annoncée par Emmanuel Macron en 2023, donne le choix aux lycéens : après les épreuves, ils peuvent réaliser un dernier stage de six semaines en entreprise, ou intégrer un dispositif de préparation à la poursuite d'études, pour la même durée, au sein de leur établissement.

Souleyman, Charles-Henri, Carla et les autres n'ont pas tous pris les mêmes décisions, et leurs choix sont *« parfois contre-intuitifs »*, commente leur proviseur, Richard Green. Ceux qui veulent entrer sur le marché du travail tout de suite ont choisi le stage. Tout comme ceux qui ont demandé des places en BTS sur Parcoursup. *« Dans notre filière, c'est important de savoir travailler en équipe, d'avoir un bon contact avec les clients, d'être autonome dans les tâches*, énumère Souleyman, en terminale professionnelle commerce. *Pour apprendre tout ça, le stage est la meilleure solution. »*

Pour beaucoup d'entre eux qui envisagent le BTS en alternance, effectuer un stage en fin d'année, c'est aussi avoir un pied dans une entreprise qui voudra peut-être recruter un apprenti – sous réserve que les élèves soient reçus dans les formations qu'ils ont demandées. *« Si on est bons, ils peuvent choisir de nous garder »*, veut croire Charles-Henri, qui voudrait faire du commerce international. Mohaye passera son bac dans la filière métiers de l'accueil mais veut devenir infirmière. Elle est arrivée aux mêmes conclusions et a choisi le stage, pour d'autres raisons. *« Ça ne sert à rien de rester au lycée pour consolider mes acquis en métiers de l'accueil alors que j'ai demandé autre chose sur Parcoursup »*, commente la jeune femme.

L'objectif de cette réforme est clair : faire baisser le taux d'échec des lycéens professionnels dans le supérieur

D'autres ont choisi la poursuite d'études et assument. *« Il y a encore beaucoup de choses à apprendre avant de commencer à travailler »*, assure Carla, élève de la filière menuiserie qui a demandé un BTS développement et réalisation bois. *« Je veux me sentir prête, avoir la bonne méthodologie pour être autonome en BTS. »* Ces jeunes ont réellement eu le choix – leur décision n'affecte pas l'admission dans les filières du supérieur, et les familles ont de toute façon eu le dernier mot, après avis du conseil de classe. *« On leur a bien dit que leur choix ne changeait rien à l'obtention des vœux sur Parcoursup »*, souligne Claudie Neveu, la directrice déléguée aux formations professionnelles et technologiques de l'établissement.

Dans l'atelier de mécanique d'un lycée professionnel, en Ile-de-France, le 15 avril. CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE

« On pense à notre avenir »

« Pour un jeune qui a plutôt un bon profil et qui veut poursuivre dans le supérieur, les enseignants ont recommandé l'option "poursuite d'études" », détaille le proviseur. Pour cette première année, *« on a encore très peu de recul sur les décisions*, poursuit-t-il. *Dans certaines classes, les élèves ont tous choisi le stage… est-ce parce que les professeurs ont moins bien vendu l'autre option ? Difficile à dire »*. A l'arrivée, environ les deux tiers des 116 élèves inscrits au baccalauréat ont rendu leurs vœux : 32,5 % ont choisi de faire un stage et 36,7 % ont choisi l'option « poursuite d'études ».

L'objectif de cette réforme est clair : faire baisser à tout prix le taux d'échec préoccupant des lycéens professionnels dans le supérieur. Seulement 53 % de bacheliers issus des filières professionnelles obtiennent leur BTS. Mais dans les établissements, où une partie des enseignants est opposée à cette « année en Y », on craint déjà de voir les jeunes choisir en masse le stage car il est désormais rémunéré, à hauteur de 100 euros par semaine, soit au total 600 euros.

Si le lycée Auguste-Perdonnet, avec un indice de position sociale à 90 (la moyenne nationale est à 100), accueille incontestablement un public fragile, *« la question de la rémunération n'a pas joué tant que ça »*, souligne Soraya Ait Atmane, qui enseigne dans la filière vente : *« J'ai cinq ou six jeunes filles qui étaient motivées par le stage, et qui finalement vont rester pour se préparer au BTS. »* Quand on interroge les élèves, d'ailleurs, le sujet n'a pas l'air central. Peut-être parce que beaucoup d'entre eux n'envisagent le BTS qu'en alternance, donc en étant rémunéré. *« C'est un petit bonus, mais un stage, ça reste de la formation. On ne fait pas ça pour l'argent, on pense à notre avenir »*, insiste Souleyman.

« Travailler le savoir-être »

La question – qui a agité les instances syndicales autant que les salles des professeurs – reste de savoir que faire de ces six semaines de fin d'année, avec ceux ayant choisi de rester au lycée. Tous les enseignants tombent d'accord sur ce paradoxe de l'année en Y : *« Un jeune qui choisit la préparation à la poursuite d'études a peut-être demandé des filières sans rapport avec ce qu'on a enseigné pendant l'année »*, souligne Nabila Benzidane, qui enseigne en filière métiers de l'accueil. *« La priorité, c'est de travailler les "soft skills", le savoir-être »*, complète Soraya Ait Atmane.

Les choix des élèves sont « parfois contre-intuitifs », commente le proviseur Richard Green

Améliorer la prise de notes et la maîtrise de l'écrit, sur laquelle beaucoup d'élèves de voie professionnelle sont en difficulté, est également un objectif en vue de l'accès à l'enseignement supérieur. *« Mais ce sont des compétences que l'on travaille toute l'année !*, s'agace Lithra Vassigh, qui enseigne le français et l'histoire-géographie. *A quoi sert d'avancer le bac d'un mois, en nous obligeant à accélérer le programme, pour faire six semaines de mise à niveau derrière ? »* Dans l'équipe, le doute reste entier, également, sur le taux de présence dans les classes pour ces six dernières semaines. *« Après les épreuves du bac, j'ai peur qu'il n'y ait plus personne »*, s'inquiète Lithra Vassigh. ■

VIOLAINE MORIN

A Marseille, les caméras cachées de l'opération « Trident »

Selon l'enquête, des policiers de l'Office anti-stupéfiants ont utilisé des moyens de surveillance sans l'aval de la justice

Marseille, mars 2023. Les policiers de l'antenne marseillaise de l'Office anti-stupéfiants (Ofast) organisent une *« livraison surveillée »* de cocaïne dans l'espoir de remonter jusqu'à Mohamed « Mimo » Djeha, un baron local du narcotrafic en fuite depuis 2018. La drogue provient de Colombie, des informateurs sont recrutés pour organiser la logistique de l'opération, baptisée « Trident ». Leur rôle : faire jouer leurs contacts afin d'appâter le réseau de « Mimo » pour le compte des policiers, qui ne perdront pas une miette des négociations puis de la transaction. Lorsque les trafiquants seront identifiés et hameçonnés, il ne restera plus qu'à déclencher une vague d'interpellations.

Pour suivre à distance le fil des événements, les enquêteurs disposent d'un atout : Hervé (le prénom a été modifié). Aujourd'hui âgé d'une soixantaine d'années, ce serrurier de profession est devenu le « Passe-Partout » – son surnom – des policiers, un bricoleur de génie, spécialiste en ouvertures de portes, mais, surtout, en caméras discrètes. Hervé s'active donc, installe ses appareils et participe activement aux opérations de surveillance.

Mais l'affaire tourne au fiasco. Aucun caïd n'est hameçonné, la drogue s'envole au nez et à la barbe des policiers, qui se sont rabattus sur des cibles de moindre envergure pour écouler leur cocaïne et essayer, malgré tout, de faire tomber d'autres équipes que celle de « Mimo ». Pis, des rumeurs tenaces de corruption animent un dossier devenu tentaculaire.

Enregistrements supprimés

En décembre 2023, Hervé s'épanche auprès de la hiérarchie policière : il a des doutes sur la probité de certains de ses *« collègues »* policiers. Début 2024, la justice ouvre une enquête, confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Les investigations révèlent que si Hervé s'est acquitté de sa tâche, des policiers du Groupe 8 de l'antenne marseillaise de l'Ofast, qui sont à l'initiative de l'opération, semblent, en revanche, avoir tenu la procédure pénale pour quantité négligeable.

« Autorisation judiciaire verbale continue », magistrate au courant de la pose de caméras *« sans en avoir été formellement informée »* : la lecture des procès-verbaux de certains enquêteurs donne corps à ce qu'un magistrat nomme, sous le couvert de l'anonymat, *« des suspicions de graves pratiques illégales »*.

L'instruction est toujours en cours, mais ces soupçons semblent confirmés par les déclarations d'Hervé. Au cours des surveillances, le contractuel dit ainsi avoir reçu l'ordre de rendre invisible une plaque d'immatriculation ou de ne pas filmer deux individus suspects, ce qui peut s'expliquer par la volonté de protéger les sources des policiers. Plus ennuyeux, selon ses dires, le chef du Groupe 8 ira jusqu'à lui demander de supprimer tous les enregistrements relatifs à l'affaire – le serrurier refuse et, au contraire, par mesure de précaution, les stocke sur son téléphone portable.

Mais c'est en matière de pose de caméras de surveillance que les libertés prises avec la loi paraissent les plus flagrantes. Entendu comme témoin le 5 avril 2024, le commissaire L., chef de l'antenne Ofast de Marseille à l'époque des faits, l'admet : des caméras de vidéosurveillance ont été déployées sans la moindre autorisation judiciaire dans le cadre du dossier « Trident ». Mais uniquement dans cette procédure et exclusivement pour protéger les sources de ses enquêteurs, assure-t-il.

Un magistrat parle, sous le couvert de l'anonymat, de « suspicions de graves pratiques illégales »

Les messages échangés sur une boucle WhatsApp réunissant notamment Hervé le serrurier, le commissaire L. et sa supérieure, la commissaire divisionnaire G., semblent pourtant témoigner du contraire. Ce groupe de messagerie cryptée, judicieusement baptisé « Passe Partout », est consacré aux autorisations de poses de caméras directement formulées par Hervé pour le compte de différents groupes de l'antenne Ofast. L'artisan ne chôme pas : entre le 26 janvier 2023 et le 5 janvier 2024, il sollicite la permission de poser 51 caméras, 15 « voitures caméras », 7 balises et 7 micros.

Problème : l'existence d'une autorisation donnée par un magistrat n'est mentionnée que pour seize de ces opérations. Dans la procédure du dossier « Trident » ne figure même qu'une seule autorisation délivrée par la justice ; Hervé, lui, assure avoir procédé à 45 poses de caméra. A propos d'une installation – réalisée pour un autre groupe que le Groupe 8 – évoquée dans le fil de discussion WhatsApp, un interlocuteur demande : *« C'est off ou on ? »* Pour l'IGPN, cette simple question apporte la preuve que cette pratique *« hors cadre »*, et apparemment courante, concernait bien *« d'autres dossiers que l'enquête "Trident" »*. A telle enseigne que, comme l'a révélé *Paris Match*, le chef de l'Ofast a sollicité auprès d'Hervé, le serrurier-réserviste, l'installation d'une caméra… dans son propre bureau.

« Je ne peux pas parler d'une autorisation générale, mais à partir du moment où les lieux visés n'étaient pas un domicile d'avocat ou de journaliste, on ne se posait plus la question sur le fait de solliciter une autorisation », confirmera le chef du Groupe 8, lors de son audition par la « police des polices ». D'ailleurs, prend-il soin de préciser, *« la hiérarchie était parfaitement au courant, elle ne s'est jamais opposée à une pose* [de caméras] ». ■

ANTOINE ALBERTINI ET ARTHUR CARPENTIER

JUSTICE

Un ex-journaliste du « Point » condamné pour « diffamation »

Le journaliste Aziz Zemouri et le directeur de la publication du *Point* ont été condamnés, lundi 12 mai, à 4000 euros d'amende chacun, pour avoir accusé à tort Raquel Garrido et Alexis Corbière, anciens proches de Jean-Luc Mélenchon, d'avoir employé une femme de ménage sans papiers, dans un article publié dans *Le Point*, en 2022. Le tribunal a évoqué une *« base factuelle lacunaire »* et dénoncé l'absence de volonté d'Aziz Zemouri d'*« étayer les informations recueillies »*. – *(AFP.)*

Déficit public : Alexis Kohler ne sera pas poursuivi pour avoir refusé une audition

Selon le site *Politico*, le parquet de Paris a adressé, le 5 mai, un courrier au président de la commission des finances de l'Assemblée, Eric Coquerel, dans lequel il est mentionné que la non-comparution de l'ex-secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler *« ne permet pas de caractériser l'infraction »* relative au fonctionnement du Parlement. M. Kohler avait invoqué la *« séparation des pouvoirs »* pour justifier son *« impossibilité à répondre »* aux questions de la commission sur le dérapage des finances publiques.

Affaire Amir DZ : un diplomate algérien soupçonné

Un officiel de l'ambassade d'Algérie à Paris pourrait avoir supervisé la séquestration de l'opposant, en avril 2024

C'est décidément une chute sans fin, filets de sécurité démaillés comme jamais. Entre Paris et Alger, la plongée dans les abysses de l'animosité réciproque n'en finit plus, une enquête judiciaire sulfureuse en France venant aggraver des contentieux déjà lourds (Sahara occidental, migration, détention de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, etc.).

Alors que deux diplomates français – présentés par Alger comme des fonctionnaires du ministère de l'intérieur – ont été refoulés, dimanche 11 mai, à leur arrivée à l'aéroport Houari-Boumediene, incident s'ajoutant aux expulsions mutuelles, à la mi-avril, entre Paris et Alger, de 24 agents diplomatiques et consulaires, l'enquête ouverte en France autour de l'enlèvement d'Amir Boukhors s'est accélérée ces dernières semaines. Kidnappé en avril 2024, dans le Val-de-Marne, l'homme est un youtubeur de l'opposition algérienne en exil connu sous le surnom d'« Amir DZ ». L'affaire fait ressortir la probable implication d'un diplomate en poste à l'ambassade d'Algérie en France, selon des informations recueillies par *Le Monde*.

Depuis un mois, ce ténébreux dossier fait rebondir la crise diplomatique entre les deux capitales, annihilant brutalement l'accalmie qui s'était dessinée autour de la visite du ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, à Alger, le 6 avril. L'affaire Amir DZ, née dans des conditions rocambolesques, a explosé telle une bombe à retardement. Les faits remontent au 29 avril 2024. Ce soir-là, Amir Boukhors rentre chez lui dans sa commune du Val-de-Marne quand, à proximité de son domicile, une voiture banalisée munie d'un gyrophare lui barre la route. Quatre hommes en civil, dont deux munis du brassard orange de la police, en surgissent, le menottent et le jettent dans leur véhicule, une Renault Clio de couleur noire, qui fonce aussitôt vers l'est en direction de Pontault-Combault (Seine-et-Marne).

Les membres du commando se révèlent être des professionnels du kidnapping. *« Un responsable algérien veut te voir, c'est le seul moyen qu'il a pour te parler »*, explique l'un d'eux à Amir DZ, selon le témoignage de ce dernier. L'équipe finit par échouer dans un enclos, décor de constructions modulaires et de ferraille de voitures, où le youtubeur est drogué de somnifères et jeté sur un matelas dans un préfabriqué, poignets toujours entravés de menottes.

Amir DZ, lors d'une manifestation contre le président algérien, à Paris, le 3 mars 2019. AUGUSTIN LE GALL/HAYTHAM-REA

Bornages téléphoniques

Le *« responsable »* algérien ne se montre finalement pas. Amir DZ est libéré vingt-sept heures plus tard, dans la nuit du 30 avril au 1er mai 2024, en bordure d'une forêt voisine. Un an plus tard, les mobiles des commanditaires de l'opération demeurent mystérieux.

Quoi qu'il en soit, l'implication d'un diplomate algérien rend l'affaire explosive. Selon une source proche du dossier sollicitée par *Le Monde*, ce diplomate – accrédité en qualité de premier secrétaire de l'ambassade algérienne – a été étroitement mêlé aux préparatifs et à la supervision de l'enlèvement d'Amir DZ. Selon les bornages téléphoniques reconstitués par l'enquête de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), à laquelle cette source a eu accès, le premier secrétaire – « S. S. », selon ses initiales – a été localisé les 21, 22 et 23 mars 2024, puis le 6 avril 2024, à proximité du domicile d'Amir DZ dans le Val-de-Marne ainsi qu'aux abords d'une brasserie que le cyberopposant fréquentait régulièrement. Cette présence répétée relevait de toute évidence de missions de repérage.

L'implication de S. S. s'est confirmée au moment de la séquestration d'Amir DZ, le diplomate ayant été en contacts étroits – physiques ou téléphoniques – avec un groupe d'individus identifiés par l'enquête policière comme ayant été associés à l'opération. Parmi eux figure « S. R. », un agent du consulat algérien de Créteil avec lequel S. S. était en lien continu pour suivre à distance le déroulement de la séquestration.

Durant la première nuit qui a suivi l'enlèvement d'Amir DZ, les deux officiels algériens ont notamment été localisés à Créteil en compagnie de l'homme de main « K. S. M. », qui se rendait à intervalles réguliers sur le lieu de séquestration à Pontault-Combault, situé à une quinzaine de kilomètres de là. Cette nuit-là a été apparemment très agitée : les deux officiels ont aussi été repérés dans le 12e arrondissement de Paris, où S. S. a retiré, à 2 heures du matin, 2 000 euros à un guichet de banque. Les enquêteurs soupçonnent que la somme était destinée à rémunérer certains des gardiens d'Amir DZ.

Ouverte au printemps 2024, l'enquête a fait son chemin, péniblement d'abord, jusqu'à connaître une accélération, en février, lorsque le Parquet national antiterroriste a saisi la brigade criminelle. L'information judiciaire ouverte le 11 avril s'est traduite le lendemain par la mise en examen et le placement en détention provisoire de trois personnes, qui avaient été arrêtées le 8 avril et placées en garde à vue, dont l'agent du consulat de Créteil, le fameux S. R.

Ce dernier s'était soudainement envolé vers Alger, le 1er mai 2024, dans la foulée de la libération d'Amir DZ, pour revenir en France dix jours plus tard. Son arrestation semble avoir été précipitée, selon une source diplomatique, par sa localisation à proximité du domicile d'Amir DZ, un an après les faits. Ce qui pouvait laisser craindre l'imminence d'une nouvelle action de force contre l'opposant.

Le premier secrétaire a été localisé les 21, 22 et 23 mars 2024, à proximité du domicile d'Amir DZ

Immunité diplomatique

Quant au diplomate S. S., il a quitté la France après la fin de sa mission à Paris, en août 2024. Selon la source du *Monde* qui a eu accès à l'enquête de la DGSI, son titre de premier secrétaire n'était que la couverture de ses activités de sous-officier des services de sécurité extérieure algériens. Eric Plouvier, l'avocat d'Amir DZ, a demandé au juge d'instruction chargé du dossier qu'un mandat d'arrêt international soit délivré contre lui. La question de son immunité diplomatique se posera.

Selon l'article 39, alinéa 2, de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, *« l'immunité subsiste »* après la fin de la mission d'un diplomate pour des *« actes accomplis »* dans l'exercice de ses anciennes *« fonctions »*. Or, à moins de considérer que lesdites *« fonctions »* impliquent l'enlèvement et la séquestration d'un opposant, l'immunité n'est pas recevable dans ce cas d'espèce, plaide Me Plouvier. La délivrance d'un mandat d'arrêt international, si toutefois le juge devait le décider, se heurterait de toute manière au veto d'Alger. Elle n'en aurait pas moins pour effet de compliquer le franchissement de certaines frontières par S. S. Et, au-delà du cas individuel, d'enflammer davantage une discorde entre Paris et Alger déjà incandescente. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

Le Sénat entérine la sortie des associations des centres de rétention

L'Office français de l'immigration et de l'intégration, sous la tutelle du ministère de l'intérieur, les remplacerait si les députés votent la loi

Le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, continue de faire avancer sa politique de lutte contre l'immigration à travers des propositions de loi. Après avoir obtenu le vote, en mars au Sénat, de textes allongeant la durée de rétention et limitant l'accès des étrangers aux prestations sociales – ils ne sont pas encore examinés par l'Assemblée nationale –, le Palais du Luxembourg a entériné, lundi 12 mai, un texte qui vise à exclure les associations des centres de rétention administrative (CRA).

S'il était adopté au Palais-Bourbon, alors les cinq structures aujourd'hui présentes dans les 25 CRA de France seraient remplacées dans leur mission d'assistance juridique par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), un organisme sous tutelle du ministère de l'intérieur.

Bruno Retailleau n'était pas ministre depuis deux semaines quand, en octobre 2024 et dans un entretien au *Figaro*, il s'en était pris aux associations détentrices d'un marché public dont les missions consistent à analyser la situation juridique des retenus, à les conseiller sur les démarches adaptées, à les aider à rédiger des recours et à les mettre en relation avec un avocat. *« Je considère que le conseil juridique et social aux personnes retenues dans les CRA relève de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, et non des associations, qui sont juge et partie »*, avait affirmé l'ex-sénateur (Les Républicains, LR) de la Vendée.

Sept mois plus tard, la proposition de loi rédigée par la sénatrice (LR) du Val-de-Marne Marie-Carole Ciuntu, et adoptée à 227 voix contre 113, concrétise son projet. Dans l'exposé des motifs, elle attaque en règle les structures qui *« déploient parfois un discours difficilement compatible avec l'idée même du renvoi de personnes en situation irrégulière »*. *« La vérité, c'est que des associations outrepassent leurs missions et les retournent contre l'Etat en entravant son action par pur militantisme »*, a renchéri le ministre de l'intérieur devant les sénateurs, reprochant aux délégataires du marché public de mener une *« politique de recours systématique et indifférencié »*.

Il s'agit donc bien d'éloigner davantage les femmes et les hommes en situation irrégulière dans un contexte où, en 2024, plus de 44 % des personnes retenues en métropole ont été libérées par un juge (judiciaire pour l'essentiel), selon le rapport interassociatif annuel.

La Cimade est présente dans les centres de rétention administrative depuis les années 1980

M. Retailleau met en avant un objectif de sécurité en rappelant que plus de 90 % des personnes retenues aujourd'hui sont considérées comme constituant une menace pour l'ordre public. Autre perspective, selon le ministre : réaliser une *« économie substantielle de 6,5 millions d'euros »*. Les moyens devront, pour partie à tout le moins, être redirigés vers l'OFII, et ne représentent au demeurant que *« 0,4 % de la politique d'éloignement »*, a relativisé le sénateur communiste de Paris, et opposant au texte, Ian Brossat.

Alors que la Cimade est présente dans les CRA depuis les années 1980, le marché a été ouvert, depuis 2008, à d'autres associations – aujourd'hui Solidarité Mayotte, France terre d'asile, Forum réfugiés et Groupe SOS. Concrètement, explique Mathilde Buffière, responsable de la rétention pour Groupe SOS, *« on assure tout le travail d'information sur la rétention et les démarches possibles et, à la demande des personnes, on va rédiger des recours, notamment contre le placement en rétention devant le juge judiciaire et contre la décision d'éloignement devant le juge administratif »*. Lors des audiences, ce sont des avocats de permanence qui assurent le travail de représentation.

« L'organisation paraît irréaliste »

Si la proposition de loi est définitivement adoptée, *« les agents de l'OFII feront l'information juridique et la mise en liaison éventuelle avec un avocat qui rédigera le recours »*, explique Didier Leschi, le directeur de l'office, assuré de *« l'impartialité et de l'indépendance* [de ses agents] *dans l'application de la loi »*. Une projection qui ne convainc pas les opposants au texte. *« La vérité, c'est que vous voulez moins de recours »*, a dénoncé Ian Brossat devant les sénateurs, fustigeant *« une atteinte grave à l'Etat de droit »*.

Alors qu'il était auditionné par le Sénat en février sur le sujet, le directeur général de l'administration centrale des étrangers en France, Eric Jalon, avait prévenu que le projet *« suppose que les personnes placées en rétention soient informées dès leur entrée dans le centre – et non pas uniquement au moment de leur rencontre avec le juge des libertés et de la détention – de la possibilité de demander l'appui d'un avocat ou l'aide juridictionnelle »*. Sachant qu'à ce jour, ainsi que l'a relevé la commission des lois du Sénat, les permanences d'avocats en CRA sont *« très rares »*.

« L'organisation paraît irréaliste, s'inquiète Mme Buffière. *Le délai pour porter un recours contre une décision d'éloignement est de quarante-huit heures en général, et de quatre jours contre la décision de placement en rétention. Et, pour les appels devant le juge judiciaire, c'est vingt-quatre heures. C'est difficilement imaginable sans une présence quotidienne au CRA, sauf à réduire la qualité de l'accompagnement »*. ■

JULIA PASCUAL

LES CHIFFRES

40 000 PERSONNES
ont été placées dans des centres de rétention administrative en 2024, selon un rapport interassociatif. Parmi elles, plus de 24 000 l'ont été en outre-mer.

32,8 JOURS
de durée de rétention moyenne sont comptabilisés en métropole, contre 22 jours en 2021 et 12,8 jours en 2017.

57,6 %
des personnes retenues ont été libérées (44 % par un juge).

31,9 %
des personnes recensées dans les centres de rétentions sont des Algériens, devant les Tunisiens et les Marocains.

28,2 %
des personnes retenues sont des sortants de prison.

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

Les deux tiers du réchauffement sont dus aux 10 % les plus riches

Une étude quantifie l'impact de la consommation et des investissements financiers des populations les plus aisées à l'échelle du globe

Onze minutes dans l'espace et des dizaines de tonnes de CO_2 brûlées. Le vol à 100 kilomètres de la Terre de la chanteuse Katy Perry en compagnie de cinq autres femmes, en avril, a irrité les écologistes et, plus largement, nombre d'internautes, accusant les *« millionnaires de tout cramer »*. Cette controverse illustre l'enjeu crucial des inégalités climatiques. Les 10 % les plus aisés au monde sont ainsi responsables des deux tiers du réchauffement climatique depuis 1990 et d'une augmentation significative des événements extrêmes, particulièrement dans les pays les plus vulnérables, affirme une étude publiée dans *Nature Climate Change*, mercredi 7 mai.

L'empreinte carbone disproportionnée des plus hauts revenus est bien connue et établie. Les travaux de l'économiste Lucas Chancel montraient, en 2022, que les 10 % les plus fortunés ont émis 48 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2019, tandis que les 50 % les plus pauvres n'étaient responsables que de 12 % de ces émissions. Cette nouvelle analyse quantifie, pour la première fois, à quel point la consommation et les investissements financiers contribuent à accroître vagues de chaleur et sécheresses.

« Nous établissons un lien de causalité entre l'empreinte carbone des individus les plus riches et les impacts climatiques. Nous voulions convertir des quantités abstraites, les émissions de gaz à effet de serre, en des conséquences tangibles », explique Sarah Schöngart, scientifique du climat à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (Suisse), et première autrice de l'étude.

La responsabilité des plus aisés est colossale : si l'ensemble de la population avait émis autant que les 10 % les plus riches, le thermomètre aurait bondi de 2,9 °C entre 1990 et 2020, selon l'étude, contre 0,61 °C. La surchauffe aurait même atteint 6,7 °C si le monde avait rejeté autant que le 1 % le plus fortuné. A l'inverse, le réchauffement climatique aurait été pratiquement inexistant (moins de 0,01 °C) si le monde entier avait produit les mêmes émissions que les 50 % les plus pauvres.

Qui sont ces privilégiés ? Les 10 % les plus riches au monde (820 millions de personnes en 2025) sont ceux avec un revenu annuel supérieur à 42 980 euros brut (salaires et autres revenus), selon l'étude, qui reprend la répartition de Lucas Chancel. Dans les pays développés, cette catégorie s'avère ainsi bien plus large que ceux communément désignés comme les « ultrariches ». A titre d'exemple, environ 30 % des salariés français gagnent plus que cette somme – soit environ 2 800 euros net par mois –, d'après l'Observatoire des inégalités.

« Il faut absolument que les plus riches fassent les plus grands efforts, mais ça ne suffira pas »

AURÉLIEN SAUSSAY
économiste
de l'environnement

Ces personnes sont principalement issues de pays très émetteurs, précise l'étude, notamment ceux de l'Union européenne, de Chine, d'Inde et des Etats-Unis.

Ces impacts touchent le plus durement les régions, telles que l'Asie du Sud-Est et l'Amazonie, *« qui ont relativement peu contribué aux émissions et ont moins de ressources pour s'y adapter. C'est une double inégalité »*, rappelle Sarah Schöngart. *« C'est l'une des études les plus intéressantes sur les inégalités climatiques publiées depuis le dernier rapport du GIEC* [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat]*»*, assure la climatologue Valérie Masson-Delmotte, ancienne coprésidente du groupe 1 du GIEC. *« Elle ouvre la voie à des questions de responsabilité, voire de réparation, devant les tribunaux »*, ajoute Céline Guivarch, économiste et autrice du dernier rapport du GIEC.

Une question d'équité

Si le débat sur les émissions des plus aisés est nécessaire, il peut masquer d'autres enjeux majeurs, met cependant en garde Aurélien Saussay, économiste de l'environnement à la London School of Economics. D'abord, la focalisation sur les 10 % les plus riches peut laisser penser que seuls les milliardaires doivent agir. *« Cela donne l'impression que si Bernard Arnault arrête de voler en jet privé, on aura réglé le problème de la crise climatique. Il faut absolument que les plus riches fassent les plus grands efforts, mais ça ne suffira pas*, prévient-il. *Il sera beaucoup plus difficile de permettre aux 40 millions d'automobilistes français de ne plus dépendre de leur voiture à essence. »*

La seconde difficulté consiste à déterminer la responsabilité de la pollution. La méthode retenue par Lucas Chancel, et donc dans l'étude publiée dans *Nature Climate Change*, attribue les émissions liées aux investissements des entreprises, comme TotalEnergies, aux actionnaires et aux épargnants, qui en détiennent des parts. *« Tout ne relève pas de la responsabilité individuelle : une partie des épargnants n'ont pas le choix, voire pas l'information, sur la façon dont leur argent est investi, et une partie de la consommation est contrainte et façonnée par les structures collectives »*, relève Céline Guivarch.

La limitation des émissions des plus riches reste pourtant *« l'un des leviers les plus puissants dont nous disposons pour réduire les dommages futurs »*, selon Carl-Friedrich Schleussner, l'un des auteurs de l'étude et chercheur à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués en Autriche. Il s'agit également d'une question d'équité et d'une condition à l'acceptabilité des politiques publiques en faveur du climat.

Comment réduire les inégalités climatiques ? Une étude, publiée fin 2023, notamment par Lucas Chancel, montrait que la taxation des émissions liées aux actifs financiers est plus équitable qu'une taxe carbone touchant l'ensemble de la population.

« Plus largement, note Céline Guivarch, *il s'agit de mettre en place des politiques publiques qui incitent et obligent ceux qui ont les moyens à faire la transition, comme utiliser un véhicule électrique ou isoler leur logement. »* ■

AUDREY GARRIC

La stratégie Ecophyto dans le vert grâce à un indicateur contesté

L'usage des pesticides est mesuré à la baisse après le changement du mode de calcul

Plus de quinze ans après le lancement du premier plan Ecophyto, en 2008, dont l'objectif était de diviser par deux l'usage des pesticides en dix ans, l'agriculture française en est toujours aussi vorace. Le changement de méthode de mesure peut cependant permettre au gouvernement d'entretenir l'illusion du contraire.

Réuni, mardi 13 mai, en présence de trois ministres (agriculture, environnement et santé), le comité d'orientation stratégique et de suivi (COS) de la quatrième version du plan national de réduction des pesticides, appelée « stratégie Ecophyto 2030 », a présenté les premiers chiffres, issus d'un nouveau mode de calcul des usages et des risques des produits phytosanitaires. Une nouvelle méthode qui suggère d'importants progrès, mais dont la crédibilité est mise en doute par l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), dans un rapport qui devait être rendu public à l'issue du COS.

Mis au point par la Commission européenne et adopté, en 2024, comme métrique de référence par les autorités françaises, le HRI1 (pour *harmonised risk indicator 1* ou « indicateur de risque harmonisé 1 ») a ainsi plongé de 36 % entre les années 2011-2013 et 2022. Une forte chute, mais de moindre ampleur que la moyenne européenne, qui enregistre une baisse spectaculaire de 50 % du HRI1 au cours de la même période.

Utilise-t-on réellement moins de pesticides dans les champs ? L'indicateur historique de suivi du plan Ecophyto, le NODU (pour « nombre de doses unités ») donne de la même situation une image moins flatteuse. Sur la même période, en France, le NODU n'enregistre aucune baisse, mais une hausse d'environ 3 %. Par rapport à la moyenne de 2009-2011, le NODU a même, en 2022, augmenté de quelque 10 %. Les tonnages de produits classés CMR (cancérogènes, mutagènes, ou reprotoxiques) ont toutefois baissé de moitié, passant d'environ 20 000 tonnes par an, à la fin des années 2000, à environ 10 000 tonnes par an depuis 2020.

En 2023, l'indice historique, qui continue d'être calculé par le ministère de l'agriculture, a chuté de 5 % par rapport à 2022. Les chiffres correspondant du HRI1 ne sont pas disponibles.

Au ministère de l'agriculture, on explique que l'adoption du HRI1 *« permet de suivre l'avancée française au regard de l'avancée des autres Etats membres, puisque c'est un indicateur harmonisé pour toute l'Union européenne »*. *« Cet indicateur suit l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en les pondérant par leur danger, c'est une approche importante de réduction des risques »*, ajoute-t-on rue de Varenne. Le mode de calcul de l'indice repose sur les tonnages épandus des produits, multipliés par un facteur déterminé en fonction de l'appartenance à une catégorie de risque (« à faible risque », « standard », « candidat à la substitution », « non autorisé »).

Saisie de la question par le gouvernement, en 2024, l'Inrae n'est pas convaincu par ce mode de calcul. Dans son rapport, l'organisme juge que les quatre catégories sont *« peu discriminantes et discutables »*, les substances les plus efficaces à faible dose sont *« masquées par celles ayant des doses homologuées* (...) *supérieures »*, les facteurs de pondération retenus pour le calcul de l'indicateur ne sont *« pas étayés par des données scientifiques »*, *« aucun paramètre toxicologique ou écotoxicologique spécifique de chaque substance n'est pris en compte »*... *« Il y a eu peu de transparence et de concertation dans son processus d'élaboration »*, ajoutent enfin les experts de l'Inrae.

Au ministère de l'agriculture, on assure qu'un travail sera conduit sur les indicateurs

Un constat pas isolé

Le NODU, pour sa part, relève le nombre de traitements appliqués par hectare à la dose d'homologation de chaque produit. Il n'estime ainsi que l'intensité du recours aux pesticides, quelle que soit leur catégorie de danger pour la santé humaine.

Sévère, le constat de l'Inrae n'est pas isolé. Dans une note d'octobre 2023, l'Agence fédérale de l'environnement allemande qualifiait l'indicateur de *« trompeur »*, précisant que celui-ci *« calcule une diminution de l'utilisation des pesticides là où il n'y en a pas : le déclin de la biodiversité dans les zones agricoles se poursuivrait sans relâche malgré de bons chiffres sur le papier »*. Des critiques identiques ont été formulées par le Joint Research Centre, le propre centre de recherche de la Commission européenne, selon une présentation datée d'avril, que *Le Monde* a pu consulter.

Dans son rapport, l'Inrae formule également plusieurs recommandations pour changer d'indicateur ou faire évoluer le calcul du HRI1. Les experts proposent en particulier la prise en compte des doses réglementaires (critère d'efficacité du produit) et la non-rétroactivité du calcul de l'indicateur. De fait, le HRI1 est recalculé chaque année pour toutes les années précédentes, l'interdiction des produits les plus dangereux étant répercutée sur l'indice des années précédentes. Un artifice de calcul qui permet de faire baisser fortement le HRI1 sans changement des pratiques, par le seul jeu du remplacement, par des molécules plus récentes, des produits dont les risques ont été avérés après des décennies de recherche.

Au ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, on assure qu'un travail sera conduit sur les indicateurs, et que plus de 140 millions d'euros seront investis pour réduire la dépendance des agriculteurs à la chimie. Le ministère de la transition écologique annonce quant à lui la publication d'un arrêté, d'ici à la fin de l'année, pour protéger les captages d'eau potable, dont 20 à 30 sont fermés chaque année en France pour cause de pollution aux pesticides. Le ministère de la santé a d'autres ambitions : *« Notre grand enjeu pour 2025, c'est de continuer à caractériser l'exposition de la population aux pesticides, c'est-à-dire de continuer à nourrir les travaux de recherche pour arriver à démontrer l'impact potentiel sur la santé publique de l'exposition aux pesticides. »* ■

STÉPHANE FOUCART

L'Inrae n'est pas convaincu par le mode de calcul du nouvel indice

La lente évolution de la grande distribution pour décarboner les assiettes des Français

Le Réseau Action Climat a évalué la politique de transition écologique des grandes enseignes

Elles façonnent en grande partie l'alimentation des Français. Les enseignes de grande distribution enregistrent trois quarts des achats alimentaires. Deux ans après une première étude sur le rôle des supermarchés dans la transition alimentaire, alors que nos assiettes pèsent pour près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre, le Réseau Action Climat (RAC) réitère et complète son étude. La grande distribution, écrit le RAC, est *« un acteur central dans le paysage économique, symbolique et politique, mais qui ne suscite guère de discussions dans le débat public »*. Ce nouveau rapport, publié mardi 13 mai, vise à y remédier. En 2025, les enseignes ont progressé en matière de transparence et d'engagements en faveur du climat, mais elles continuent de favoriser l'achat de viande issue d'élevages industriels, au détriment d'une alimentation plus végétale et d'une viande sous label de qualité.

L'analyse, qui porte sur les principales enseignes couvrant 90 % du marché (Aldi, Carrefour, Casino/Monoprix, E. Leclerc, Lidl, Les Mousquetaires/Intermarché), s'appuie sur plusieurs sources de données : rapports publics, visites dans plus de 200 magasins, questionnaires envoyés aux distributeurs, entretiens avec des représentants du secteur, ainsi qu'une analyse des pratiques à l'étranger. Une grille de notation a été établie, évaluant les engagements et la transparence, la mise en avant dans les rayons, les catalogues de promotion, les politiques de prix, etc.

Selon ce classement, Carrefour et Monoprix sont les mieux notés, suivis par Coopérative U, qui a le plus progressé sur deux ans. En queue de peloton figurent E. Leclerc et Aldi. *« Sur les plans d'action, on constate des progrès de pratiquement toutes les enseignes*, note Benoît Granier, responsable alimentation au RAC. *Mais beaucoup misent sur le fait qu'elles pourront décarboner leurs activités. Or, si elles n'agissent pas pour réduire en volume les ventes de viande et de produits laitiers, elles n'atteindront pas leurs objectifs. »*

Distorsion

Le RAC déplore ainsi que, selon ses relevés, l'offre de plats préparés reste toujours aussi carnée : en moyenne, seules 8 % des références de plats dans les magasins étaient sans viande ou poisson (au même niveau qu'en 2023), signifiant que le plat végétarien est rarement le choix le plus facile. Le réseau a aussi regardé si les supermarchés valorisaient davantage les alternatives à la viande peu transformées (comme les légumineuses). *« L'espace dévolu à ces alternatives reste beaucoup moins visible en magasin que les rayons dédiés aux viandes ultratransformées, notamment aux cordons-bleus et aux nuggets industriels »*, indique Benoît Granier.

Les catalogues de promotions montrent eux aussi une distorsion dans la place dévolue à la viande : plus de la moitié des références concernent des produits d'origine animale, contre seulement 10 % des fruits et légumes, sous-consommés par les Français. *« On sait que les distributeurs sont capables d'influencer fortement les consommateurs, mais cette étude montre, de façon chiffrée, que les techniques marketing comme le positionnement dans les rayons, les catalogues, les politiques de promotion, ont un effet sur les ventes*, souligne Charlie Brocard, chercheur spécialisé dans l'étude des environnements alimentaires à l'Institut du développement durable et des relations internationales. *Maintenant que c'est documenté, il s'agit d'évaluer comment mettre cela au service de la transition. »*

Dans leurs échanges avec le RAC, la plupart des enseignes se disent prêtes à évoluer si des règles sont fixées. *« Il y a besoin d'une trajectoire commune*, souligne Benoît Granier. *La grande distribution considère que l'Etat ne joue pas assez son rôle, ce à quoi on souscrit. Il ne s'agit pas forcément de lois, mais de fixer des caps. »* Les exemples du Royaume-Uni, du Danemark ou des Pays-Bas montrent que c'est sous l'impulsion des pouvoirs publics et en faisant dialoguer des acteurs de l'ensemble de la chaîne que les enseignes ont développé leur offre de légumineuses ou de produits bio, par exemple.

En France, le gouvernement a mis en consultation en avril un projet de stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat. Celle-ci fixe quelques nouveaux objectifs, sur la consommation de bio notamment, mais n'appelle qu'à demi-mot à baisser la consommation de viande. Cette feuille de route reconnaît aussi que la grande distribution doit être mobilisée en faveur de la transition, même si peu de mesures d'encadrement sont présentées.

Si elle demande une plus forte implication des pouvoirs publics, la grande distribution ne réclame pas pour autant qu'on lui impose de nouvelles règles. Pour Audrey Morice, chargée de campagne à Foodwatch, une lecture tranchée de ce rapport s'impose néanmoins : *« Seules des mesures contraignantes feront bouger les enseignes, par exemple pour leur imposer transparence et modération de leurs marges sur les produits sains et durables. »* ■

MATHILDE GÉRARD

Nissan : perte historique de 4,1 milliards d'euros

Le constructeur nippon, au bord de la faillite, prévoit la suppression de 20 000 emplois, y compris au Japon

Sur la ligne de production de l'usine Nissan Motor Tochigi, à Kaminokawa (Japon), le 8 décembre 2023. RICHARD A. BROOKS/AFP

TOKYO - *correspondance*

Lorsque Renault est devenu actionnaire du constructeur automobile japonais Nissan en 1999, un dirigeant de Chrysler avait comparé dans un livre cet investissement à *« 5 milliards de dollars enfermés dans un coffre-fort envoyé par le fond »*. L'histoire lui a donné tort. Louis Schweitzer, alors président du groupe Renault et artisan de l'Alliance organisée pour sauver le groupe de Yokohama, a alors envoyé Carlos Ghosn au Japon, flanqué d'une solide équipe. Des usines ont été fermées, les relations avec les fournisseurs remises à plat et le point mort réduit. L'expansion internationale, notamment en Chine, a dopé les ventes : elles ont atteint 5,8 millions de véhicules en 2017, dernière année complète avant l'arrestation de Carlos Ghosn à Tokyo, le 19 novembre 2018 au matin. Pendant ces années fastes, le partenaire japonais de Renault lui a versé de juteux dividendes (près de 8 milliards d'euros au total entre 1999 et 2024) et fait mentir la prophétie américaine.

Mardi 13 mai, elle redevient d'actualité, plus menaçante que jamais. Nissan, dont Renault détient 36 %, annonce une perte historique et précise qu'elle ne versera pas de dividende en 2024 et 2025. L'action s'échange à 357 yens (2,20 euros), contre 400 yens en 1999, lorsque Renault est entrée au capital.

Rappel des jours noirs de 1999

Après la clôture de la Bourse, mardi, le groupe de Yokohama a annoncé avoir perdu 670,9 milliards de yens soit 4,1 milliards d'euros, pour l'exercice comptable 2024-2025 clôturé fin mars. Ce montant est inférieur à la fourchette de 700 milliards à 750 milliards de yens annoncée fin avril, dans un communiqué d'avertissement sur résultat, par la nouvelle équipe dirigeante. Depuis le 1er avril, le Mexicain Ivan Espinosa, 46 ans, l'ancien directeur du plan produit, a remplacé le PDG Makoto Uchida à la tête de Nissan. Le nouveau patron est épaulé, entre autres, par deux Français : Jérémie Papin, directeur financier, ex-patron de l'Amérique du Nord, et Guillaume Cartier, directeur de la performance. Un nouveau responsable des usines, Teiji Hirata, a remplacé Hideyuki Sakamoto. Un nouveau directeur de la technologie a aussi été nommé. Christian Meunier, un temps patron de Jeep (groupe Stellantis), est revenu chez Nissan et a repris la direction de la zone Amérique du Nord, le premier marché de Nissan.

Cette perte record rappelle les jours noirs de 1999 et comme à cette époque, la nomination d'une direction très internationale, annonce une restructuration du groupe plus radicale que les 9 000 suppressions d'emplois déjà annoncées. Les ventes de Nissan sont en effet tombées à un niveau très inférieur aux capacités de production du groupe : 3,35 millions d'unités (contre 3,65 millions en 1998) pour des usines pouvant en assembler plus de 5 millions. Il faut surtout redimensionner les sites industriels.

C'est cet objectif précisément qui explique que les pertes annoncées par Ivan Espinosa soient plus graves que celles prévues par son prédécesseur. Le patron mexicain vise maintenant la suppression 20 000 postes, soit 15 % du total, levant le tabou des réductions d'effectifs au Japon. A fin mars, l'entreprise comptait 133 000 personnes dans le monde. Un plan de départ à la retraite anticipée est déjà engagé au Japon. Nissan va provisionner 60 milliards de yens (360 millions d'euros.

Quant à la valeur des usines, elle a été dépréciée de 3 milliards d'euros. L'entreprise a annoncé la fermeture d'une usine en Thaïlande et en Chine. *« Nissan va réduire son nombre de sites industriels de 17 à 10 d'ici à l'année fiscale 2027, ce qui inclut les trois fermetures déjà annoncées »*, précise le communiqué. Alors que le groupe avait 13 plateformes – la base qui sert aux différents modèles de véhicules selon leur taille et leur motorisation – il va ramener ce nombre à 7 d'ici 2035, afin de simplifier le nombre de composants achetés. Nissan renonce aussi à la construction d'une usine de batteries LFP (lithium-fer-phosphate) à Kitakyushu, dans le sud du Japon, un projet annoncé en janvier qui aurait coûté 1 milliard d'euros. Nissan n'investira pas non plus 600 millions d'euros dans Ampere, la filiale de Renault dédiée à la voiture électrique, et cédera à son partenaire le contrôle de leur usine commune en Inde.

Ce n'est peut-être qu'un début. *« Supprimer 20 000 postes pourrait être insuffisant. Au moment des négociations de fusion avec Honda en début d'année, il était question de supprimer 37 000 emplois*, analyse l'expert japonais Hisao Inoue. *Les nouvelles mesures laissent penser que la direction réalise que l'entreprise pourrait sombrer si elle ne fait pas face aux vrais problèmes et ne prend pas de mesures drastiques. »* Le PDG a annoncé qu'une équipe de 3 000 personnes serait mobilisée pour trouver ces économies. Au total, les réductions de coûts doivent atteindre 500 milliards de yens.

Un point essentiel car la situation financière de Nissan est très tendue, sous pression d'un colossal endettement : les agences de notation ont d'ailleurs abaissé la note de l'entreprise en catégorie spéculative, Moody's pointant sa *« faible rentabilité »* et *« sa gamme de modèles vieillissants »* alimentant le déclin des ventes. Selon les calculs de Bloomberg, les échéances de la dette dues cette année atteindraient 1,6 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros) et se monteraient à 5,6 milliards de dollars en 2026, un niveau jamais atteint depuis 1996. D'où les inquiétudes de la banque Mizuho, principal créancier de Nissan, qui a poussé au rapprochement avec Honda, abandonnées en février.

« Nissan va réduire son nombre de sites industriels de 17 à 10 d'ici à 2027 », précise la société

Conséquences pour Renault

Pour Nissan, comme pour tous les groupes japonais, la période est doublement difficile. Mal positionnés sur le véhicule électrique, ils sont en perte de vitesse sur le marché chinois, évincés par les nouveaux acteurs locaux, BYD en tête. Le constructeur a par ailleurs annoncé qu'il comptait se développer sur le marché des « kei cars », les petites voitures populaires au Japon.

Aux Etats-Unis, la guerre commerciale engagée par le président américain, Donald Trump, avec des droits de douane de 25 % sur les voitures importées, notamment du Japon, depuis le début du mois d'avril, et autant sur les composants depuis début mai, pèse sur tous les constructeurs. Toyota a estimé ses pertes à 1,2 milliard de dollars sur deux mois. Honda a annoncé, mardi, prévoir un effondrement de 70 % de son bénéfice net sur l'exercice 2025-2026. Nissan indique dans son communiqué son intention de *« donner priorité aux véhicules produits aux Etats-Unis et optimisé sa capacité de production locale »*.

Le constructeur de Yokohama, qui n'avait pas de modèle hybride dans sa gamme américaine alors que la demande a été forte pour ce type de motorisation, se presse de compenser ce manque aux Etats-Unis et se débat pour faire baisser les stocks dans ses concessions. Le constructeur japonais, qui a une grosse usine au Mexique, est également suspendu à la précision des règles douanières dans la zone de libre-échange Etats-Unis-Canada-Mexique par l'administration Trump.

Quelles conséquences ces résultats auront-ils sur Renault ? Dans l'immédiat, le constructeur français estime à – 2,2 milliards d'euros la contribution de Nissan à son résultat. Les liens entre les deux membres de l'Alliance se sont progressivement distendus. Chacun a repris son indépendance opérationnelle. Renault a vendu pour 1,6 milliard d'euros d'actions Nissan, faisant descendre sa participation de 43 % à 36 %, avec 15 % seulement de droits de vote. Une nouvelle étape a été franchie le 31 mars, à la veille de l'arrivée du nouveau PDG : les deux groupes peuvent encore réduire leurs participations croisées de 15 % à 10 %, ce qui permet à Nissan de céder 5 % de ses titres Renault. Désormais concurrents, les groupes gardent des collaborations tactiques projet par projet. Nissan confiera ainsi à Renault la production de la Micra électrique et d'un modèle inspiré de la future Twingo pour le marché européen. A la lenteur des processus de décision nippons, Luca De Meo préfère la vélocité de son partenaire chinois Geely, propriétaire des voitures Volvo.

La situation financière de l'entreprise est très tendue, sous pression d'un colossal endettement

Financièrement, les déboires de Nissan ne font pas les affaires de Renault. Le groupe au losange a le plus grand mal à vendre sa participation, bloquée dans ses comptes à plus de 1 000 yens par action. A chaque cession, l'entreprise enregistre donc une perte comptable et une baisse de son bénéfice net. Cela ne semble toutefois pas affoler les marchés financiers, Renault ayant assuré que cela n'aurait pas d'impact sur ses dividendes. ■

SOPHIE FAY (À PARIS) ET PHILIPPE MESMER

Le Monde
Formalités & Annonces Légales

ACCESSIBLE 24H/24, BÉNÉFICIEZ D'UNE PLATEFORME RAPIDE ET EFFICACE POUR L'ENREGISTREMENT DE VOS ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

DEVIS IMMÉDIAT
COMPTE PROFESSIONNEL PERSONNALISÉ
ATTESTATION IMMÉDIATE DE PARUTION EN LIGNE

Publiez votre annonce dans l'heure sur **annonces-legales.lemonde.fr !**

avec MonAnnonceLégale.com

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

COMMERCE INTERNATIONAL

Chine - Etats-Unis : un apaisement en trompe-l'œil

Les deux puissances ont suspendu une partie de leurs droits de douane, mais les points de tension restent nombreux : rééquilibrage des échanges, exportation de microprocesseurs...

NEW YORK ET PÉKIN - *correspondants*

Le moratoire sur les droits de douane sino-américains, annoncé lundi 12 mai, a été salué par un feu d'artifice à Wall Street : le S&P 500 a fini la journée en hausse de 3,26 % tandis que le Nasdaq, riche en technologies, bondissait de 4,35 %. Wall Street a complètement effacé l'effet des annonces des droits de douane de Donald Trump du 2 avril et se retrouve à des niveaux proches de ceux du début de l'année.

Le soulagement des marchés va bien au-delà de la simple question des barrières douanières. Les deux premières puissances économiques du monde sont passées d'une logique de séparation complète – des droits prohibitifs de 145 % équivalaient à supprimer le commerce entre elles – à une logique de droits de douane certes élevés, mais traditionnels. Ceux-ci restent plus hauts que jamais, avec des taxes de 30 % imposées à la Chine et de 10 % aux Etats-Unis, mais plusieurs scénarios sont écartés par cette trêve signée à Genève.

A commencer par celui d'une redite de la crise due au Covid-19, lorsque les chaînes de production de la planète avaient été affectées par l'impossibilité de faire tourner les usines. Les Etats-Unis échappent dans la foulée à une résurgence de l'inflation durable, comparable à celle qu'ils ont connue à partir de 2021, même si une hausse des prix n'est pas à exclure.

De ce fait, la tâche de la Fed, la Réserve fédérale américaine, sera facilitée : même si la banque centrale américaine a mis en garde sur les risques que continue de faire peser la politique commerciale de Donald Trump sur l'inflation et l'emploi, elle a peu de chances de devoir remonter ses taux d'intérêt. La perspective d'une récession américaine créée de toutes pièces s'éloigne, ce qui devrait conduire à apaiser les tensions entre Donald Trump et Jerome Powell, le président de la Fed, et donc confirmer que le président américain ne tentera sans doute pas de le limoger avant la fin de son mandat en mai 2026, comme il l'a déjà concédé. Cette hypothèse pesait sur les marchés, inquiets d'une atteinte à l'indépendance de la Fed.

Enfin, le retour partiel à la normale de la politique américaine soulage le dollar, qui a bondi de 1,4 % face à l'euro, lundi 12 mai. Dans ce contexte, l'impact macroéconomique de l'accord va bien au-delà de la guerre commerciale sino-américaine et fait espérer aux marchés que la partie la plus chaotique du mandat de Donald Trump est révolue. Il laisse même entendre que d'autres accords viendront.

Est-ce à dire que tout est réglé ? Certainement pas. La tendance politique est plutôt favorable, celle de la montée en puissance du secrétaire au Trésor, Scott Bessent, qui a toujours prétendu que les droits de douane n'étaient pas une fin en soi, mais une arme de négociation tactique, face à l'idéologue antichinois et protectionniste Peter Navarro, conseiller historique de Donald Trump. C'est d'ailleurs Scott Bessent qui est censé mener, au cours des prochaines semaines, les négociations avec Pékin.

CONSIDÉRATIONS DE SÉCURITÉ

Les deux pays se sont engagés, lundi, à poursuivre le dialogue commencé au cours du week-end, un mécanisme qui, du point de vue chinois, devrait permettre de repousser les problèmes. En plus de son vice-premier ministre chargé de l'économie, He Lifeng, qui revient à Pékin comme la personne capable de gérer la difficile relation commerciale avec les Etats-Unis, la Chine avait également dépêché, à Genève, son ministre de la sécurité publique, Wang Xiaohong. Une manière de faire miroiter aux Etats-Unis davantage d'efforts dans la lutte contre l'exportation des composants chimiques du fentanyl.

Donald Trump a laissé entendre qu'il pourrait s'entretenir prochainement avec son homologue, Xi Jinping. Après un appel téléphonique, le 17 janvier, trois jours avant l'investiture du républicain, la Chine avait évité d'organiser un autre échange entre les deux chefs d'Etat. Pékin ne souhaitait pas donner satisfaction à Donald Trump et craignait une séquence improvisée et un message mal maîtrisé. Cette fois, Xi Jinping aurait tout intérêt à prendre un appel du président américain, pour continuer à faire redescendre la pression et jouer l'amitié.

Sur le fond, les dossiers à régler sont considérables, même en excluant le conflit géostratégique sur Taïwan. Les deux pays doivent s'entendre sur le niveau des droits de douane, sur les achats volontaires chinois de produits américains, notamment agricoles, pour réduire le déficit commercial bilatéral, sur les subventions de la Chine à son industrie, sur l'accès des Américains au marché chinois ou encore sur les manipulations ou non des taux de change.

L'ACCORD FAIT ESPÉRER AUX MARCHÉS QUE LA PARTIE LA PLUS CHAOTIQUE DU MANDAT DE DONALD TRUMP EST RÉVOLUE, ET LAISSE ENTENDRE QUE D'AUTRES ACCORDS VIENDRONT

A ces sujets majeurs s'ajoutent les considérations de sécurité. Les Américains ne veulent plus dépendre des terres rares chinoises, mais Pékin a également des revendications : les entreprises chinoises n'ont, en ce moment, pas le droit de racheter des entreprises américaines. Washington est divisé sur l'accès de la Chine aux technologies stratégiques, notamment les microprocesseurs.

Un camp est partisan de restrictions fortes sur les produits sensibles – *« petit jardin avec une clôture élevée »*, avait dit, en octobre 2022, Jack Sullivan, conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden –, tandis qu'un autre, dont ferait partie Donald Trump, voudrait libéraliser les exportations de microprocesseurs. S'y ajoute une bataille hautement symbolique, celle de TikTok, que Donald Trump ne veut pas clore, mais qui doit, selon une loi votée par le Congrès, passer sous capitaux américains.

Dans ce contexte, un expert des relations sino-américaines estime qu'un accord sérieux est inaccessible et qu'il faut se préparer à ce que le provisoire soit le définitif : des droits de 30 % et 10 %, jusqu'à ce que le président américain change d'avis. A Washington, aucune stratégie n'a été exprimée sur la Chine, même si Scott Bessent a expliqué que le découplage complet n'était pas souhaitable. La crise déclenchée par Donald Trump et la rapidité de l'accord – dans lequel les Chinois ont accepté une taxation supérieure à celle qu'ils infligent à Washingon – montrent que ni Pékin ni Washington ne pouvaient durablement tenir une telle guerre commerciale.

« OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE »

Pékin s'inquiétait également de l'impact de cette confrontation sur son économie. De manière emblématique, Apple a l'intention de produire en Inde l'ensemble de ses iPhone à destination du marché américain, dès la fin 2026. La volonté d'accélérer la diversification des approvisionnements affichée ces dernières semaines, notamment par Mattel (qui vend les poupées Barbie), est un défi pour ses usines.

C'est le cas dans l'immense quartier industriel surnommé « iPhone City », en périphérie de Zhengzhou, dans le centre de la Chine, où le sous-traitant d'Apple, Foxconn, avait commencé, en 2010, à produire l'essentiel de ses smartphones. L'emploi se trouve affecté par l'automatisation des chaînes de production et par le départ d'une partie de l'assemblage en Inde. La région cherche des moyens de compenser, pour maintenir l'emploi, en assemblant des voitures électriques.

La crise que viennent de traverser Washington et Pékin, de même qu'elle incite les distributeurs américains à aller se fournir dans des pays avec lesquels les relations politiques sont moins risquées, convainc encore davantage la Chine de la nécessité de réduire son exposition aux Etats-Unis. Un Livre blanc publié lundi par le gouvernement chinois n'en dit pas moins. *« La Chine va transformer la pression en une impulsion et voir le défi américain comme une opportunité stratégique d'accélérer la construction d'un nouveau schéma sécuritaire »*, lit-on dans le jargon très officiel. Selon *The Financial Times*, plusieurs dizaines d'entreprises cotées à Shanghaï et à Shenzhen ont informé, ces dernières semaines, leurs investisseurs de leurs efforts pour sourcer localement bien plus de composants. ■

ARNAUD LEPARMENTIER ET HAROLD THIBAULT

Les droits de douane pèsent sur les économies d'Europe centrale

L'EFFET DE SOUFFLE des droits de douane annoncés par Donald Trump continue à se propager dans l'économie mondiale. Dans ses prévisions publiées mardi 13 mai, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) table sur un net ralentissement de la croissance en Europe centrale.

Pour l'ensemble de la région couverte par l'institution (40 pays, allant de l'Europe centrale à l'Asie centrale, en passant par les Balkans, le Caucase, une partie du Proche-Orient et de l'Afrique subsaharienne), la croissance devrait être en 2025 de 3 %, soit 0,5 point de moins qu'attendu en septembre 2024 (dont 0,2 point revu à la baisse depuis février). La majeure partie de ce ralentissement est liée aux droits de douane américains. *« Leur augmentation est significative, passant de 1,8 % en moyenne pour la région que l'on couvre à 10,5 % »*, note Odile Renaud-Basso, la présidente de la BERD. Ces prévisions se font *« dans une incertitude qui n'a jamais été aussi élevée »*, poursuit-elle, les annonces et contre-annonces sur les taxes douanières rendant la situation particulièrement floue. Pour ses calculs, la BERD s'est basée sur la situation à mi-avril : des droits de douane américains de 10 % sur l'ensemble des importations, ainsi que 25 % sur l'acier, l'aluminium et surtout l'automobile.

« Un petit Armageddon »

« Le ralentissement passe par deux effets, directs et indirects, explique Beata Javorcik, cheffe économiste de la BERD. *Le plus important est indirect. L'Allemagne* [pays qui exporte massivement vers les Etats-Unis] *va subir les conséquences des droits de douane américains. Or, il s'agit du premier partenaire commercial de la plupart des pays d'Europe centrale. »*

Le second effet, direct, concerne les pays qui exportent fortement vers les Etats-Unis. La Slovaquie est touchée, parce que son industrie automobile y est très développée, comptant pour 10 % des emplois du pays. Jaguar Land Rover, qui y possède une usine, a suspendu pendant un mois ses exportations de véhicules vers les Etats-Unis, le temps d'y voir plus clair. Peter Kazimir, gouverneur de la banque centrale de Slovaquie, estime que les droits de douane représentent un *« petit Armageddon européen et américain »*.

Selon la BERD, la Slovaquie devrait donc perdre 0,8 point de croissance, à 1,4 % en 2025. La Hongrie devrait également être sévèrement touchée, perdant 0,4 point de croissance, à 1,5 % pour 2025. Au-delà, l'ensemble de l'Europe centrale va être affecté, avec une croissance attendue à 2,4 %, en ralentissement de 0,3 point par rapport aux prévisions de février.

La BERD, créée en 1991 pour aider à la reconstruction de l'Europe centrale, couvre aujourd'hui une zone plus large. Elle est très active en Ukraine – avec 7 milliards d'euros investis depuis le début de la guerre, particulièrement dans la reconstruction d'infrastructures énergétiques. Par ailleurs, trois nouveaux pays d'Afrique subsaharienne doivent être acceptés lors de l'assemblée générale du 13 au 15 mai : Côte d'Ivoire, Bénin, Nigeria.

Au sein de ce patchwork, certains sont plus exposés. C'est le cas de la Jordanie, qui avait signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Des enseignes américaines comme les supermarchés Walmart ou Target y disposent d'usines et s'y approvisionnent. A cause des droits de douane, le pays devrait atteindre une croissance de 2,2 %, en recul de 0,6 point par rapport aux prévisions. ■

ÉRIC ALBERT

Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, et le représentant américain au commerce extérieur, Jamieson Greer, à Genève, dimanche 11 mai. VALENTIN FLAURAUD/AFP

Trump annonce une baisse des prix des médicaments

Le secteur a trente jours pour négocier avec le ministère de la santé et aligner ses tarifs sur ceux pratiqués dans les autres pays développés

Le compte à rebours est lancé. Après avoir averti, dimanche 11 mai dans la soirée, de l'imminence de l'attaque sur les réseaux sociaux, Donald Trump a sorti son arme de réduction massive des coûts des médicaments. Dans un décret signé à la Maison Blanche lundi 12 mai, le président des Etats-Unis a enjoint aux laboratoires pharmaceutiques de baisser drastiquement les prix de leurs traitements outre-Atlantique, sous peine de se voir imposer des mesures plus coercitives par le gouvernement.

« Pour la première fois depuis de nombreuses années, nous allons réduire le coût des médicaments sur ordonnance et nous allons rétablir l'équité en Amérique », a promis le locataire de la Maison Blanche lors d'une conférence de presse, affirmant que la mesure ferait chuter les prix de certains traitements de *« 50 % à 80 %, voire 90 % »*.

Washington a fixé les conditions de la reddition des laboratoires. Les industriels pharmaceutiques ont trente jours pour se rendre à la table des négociations avec le ministère américain de la santé et accepter d'aligner volontairement les tarifs de leurs produits sur ceux, moins chers, observés dans les autres pays développés. Si aucun accord n'est trouvé dans le délai imparti, le gouvernement projette d'imposer ces diminutions en instaurant un mécanisme de fixation des prix des médicaments, qui indexera ces derniers sur les tarifs les plus bas pratiqués à l'international, un outil déjà largement adopté par de nombreux pays dans le monde.

Le sujet est particulièrement sensible outre-Atlantique. Les Etats-Unis, réputés pour afficher les prix les plus élevés au monde, paient en moyenne deux à trois fois plus cher leurs traitements qu'ailleurs. La portée de la mesure, présentée par M. Trump comme *« l'un des décrets les plus importants »* de l'histoire des

LES ÉTATS-UNIS, RÉPUTÉS POUR AFFICHER LES PRIX LES PLUS ÉLEVÉS AU MONDE, PAIENT LEURS TRAITEMENTS EN MOYENNE DE DEUX À TROIS FOIS PLUS CHER QU'AILLEURS

Etats-Unis, pourrait toutefois être limitée. D'abord parce qu'elle ne profiterait, en cas de succès, qu'aux patients bénéficiant des programmes d'assurance-santé Medicaid et Medicare, qui relèvent tous deux de la responsabilité de l'Etat fédéral, et couvrent environ 40 % de la population du pays. Ensuite, parce qu'elle pourrait être attaquée devant les tribunaux par les laboratoires pharmaceutiques. Lors de son premier mandat, M. Trump avait déjà tenté une approche similaire afin de réduire la facture des patients, mais les fabricants de médicaments, après une bataille judiciaire, étaient parvenus à bloquer l'entrée en vigueur du décret.

Inquiets de voir leurs profits fondre sur le très lucratif marché américain, les laboratoires ont tenté, ces dernières semaines, de désamorcer les velléités de Washington. Réagissant à la signature du décret, lundi, Stephen Ubl, le PDG de l'association professionnelle américaine PhRMA, représentant les entreprises du secteur, a jugé qu'il sera *« néfaste »* pour les patients. Les laboratoires arguent notamment qu'une baisse des prix aura des conséquences sur les investissements des industriels dans la recherche et le développement de nouveaux traitements. *« Pour réduire les coûts pour les Américains, nous devons nous attaquer aux véritables raisons pour lesquelles les prix aux Etats-Unis sont plus élevés : les pays étrangers ne paient pas leur juste part et les intermédiaires font grimper les prix pour les patients américains »*, a défendu M. Ubl, exonérant, in fine, les laboratoires de toute responsabilité.

Un plaidoyer largement appuyé par le président américain. M. Trump a ainsi fustigé les intermédiaires, ces grands groupes qui négocient aux Etats-Unis les achats de médicaments auprès des laboratoires pour le compte des assureurs privés et des pharmacies et en gèrent les remboursements. Estimant qu'ils sont *« pires que les laboratoires pharmaceutiques »*, le président américain prévoit de limiter leur recours en favorisant les ventes directes de médicaments.

« L'Europe va payer un peu plus »

Mais c'est surtout l'Union européenne qui a concentré les foudres de la Maison Blanche. *« Je ne jette pas la pierre aux laboratoires pharmaceutiques. Je m'en prends davantage aux pays »*, a lancé M. Trump. Le président américain a accusé l'Europe d'être particulièrement *« brutale »* dans ses négociations de prix avec les industriels du médicament, ce qui forcerait, selon lui, les laboratoires à pratiquer des tarifs beaucoup plus élevés aux Etats-Unis pour rentrer dans leurs fonds et financer la recherche et le développement.

De fait, la marge de manœuvre des laboratoires est plus mince en Europe, où les médicaments ont des prix régulés par les Etats. *« Mais à partir d'aujourd'hui, les Etats-Unis ne subventionneront plus les systèmes de santé des pays étrangers*, a souligné M. Trump. *L'Europe va devoir payer un peu plus, le reste du monde va devoir payer un peu plus, et l'Amérique va payer beaucoup moins. »* Et c'est justement en appliquant la recette des pays européens qu'il met en cause que le président américain entend en partie y parvenir. ■

ZELIHA CHAFFIN

Pékin veut contrer la domination de Washington en Amérique latine

La Chine accueille, mardi, les représentants des 33 pays de la région

PÉKIN - *correspondant*

Sur fond de tensions persistantes avec Washington, Xi Jinping déroule le tapis rouge aux dirigeants d'Amérique latine. Lors de l'inauguration d'un forum qui accueille à Pékin, mardi 13 mai, les représentants des 33 pays de l'organisation régionale du Celac (Communauté des Etats latino-américains et caraïbes), le dirigeant chinois a dénoncé la *« confrontation entre blocs »* et *« le harcèlement et l'hégémonisme »*, en une référence évidente à Washington. *« Bien que la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes soient très éloignées, les deux parties ont une longue histoire d'échanges amicaux »*, a fait valoir Xi Jinping.

Ce forum, né il y a dix ans, revêt cette année une dimension particulière. Tous les participants ont au moins une raison de vouloir réduire leur dépendance commerciale ou de prendre leurs distances avec les Etats-Unis, depuis le retour au pouvoir de Donald Trump. Malgré la trêve dans la guerre commerciale sino-américaine annoncée le 12 mai, les droits de douane imposés par les Etats-Unis sur les produits chinois – qui passent de 145 % à 30 % – restent élevés.

Le géant asiatique doit donc trouver des débouchés ailleurs. Or, ses échanges avec les pays d'Amérique latine se portent bien : ils ont doublé en une décennie pour atteindre, en 2024, 519 milliards de dollars (467 milliards d'euros), grâce à des accords commerciaux signés avec cinq d'entre eux. Pékin continue de tisser sa toile commerciale dans la région, à travers son programme de construction d'infrastructures des « nouvelles routes de la soie », dont 20 pays de la région font partie.

Ces infrastructures, à l'instar du nouveau port de Chancay, au Pérou, inauguré en novembre 2024 lors d'une visite de Xi Jinping, offrent à la Chine un meilleur accès aux ressources minières de la région, que ce soit le minerai de fer au Brésil ou le lithium au Chili. Des projets de chemins de fer reliant des régions minières ou agricoles du Brésil à ce port sont à l'étude.

Arrivé lundi dans la capitale chinoise, le président colombien, Gustavo Petro, doit officialiser, lors de son séjour, son adhésion au programme des « nouvelles routes de la soie », au risque d'attiser la colère des Etats-Unis. Sous la pression de Washington, le Panama a déjà été contraint d'en sortir. Déambulant sur la Grande Muraille, M. Petro a exprimé le souhait que son pays ne *« regarde pas dans une seule direction »*.

Rééquilibrage

Les pays d'Amérique latine voient d'un mauvais œil les annonces de Donald Trump, qui s'est dit prêt à acheter le Groenland, à annexer le Canada, et n'a pas exclu l'usage de la force pour reprendre le canal de Panama. Un hégémonisme qui rappelle la doctrine Monroe, du nom de l'ancien président américain (1817-1825), qui considérait le reste du continent comme l'arrière-cour de Washington.

Les craintes resurgies du passé n'ont pas échappé aux responsables chinois. *« Ce que recherchent les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, c'est l'indépendance et l'autodétermination, non pas la prétendue "nouvelle doctrine Monroe" »*, a déclaré, dimanche, le vice-ministre des affaires étrangères chinois, Miao Deyu. Pour le président brésilien, Lula, l'émergence de la Chine permet de rééquilibrer un monde largement dominé par les Etats-Unis et leurs alliés européens. De Pékin, lundi 12 mai, il a dit vouloir construire avec elle une relation *« indestructible »*.

Les pays d'Amérique latine ont aussi des parts de marché à prendre en Chine, où les importations en provenance des Etats-Unis ne cessent de diminuer. En 2018, année où Donald Trump a lancé sa première guerre commerciale contre Pékin, le Brésil est passé devant les Etats-Unis pour devenir le premier fournisseur de denrées alimentaires de la Chine.

Dans le sens inverse, la Chine inonde le Brésil de produits manufacturés et d'automobiles. Des importations qui finissent par inquiéter le pays, à tel point qu'il a augmenté ses taxes douanières sur l'acier ou les câbles de fibre optique chinois. Mais le Brésil peut au moins se targuer d'accueillir l'une des premières usines à l'étranger du numéro un mondial des véhicules électriques, BYD. La symbolique est forte pour Lula, attaché à maintenir les emplois dans des secteurs tels que l'automobile, car BYD a choisi un site abandonné en 2021 par le constructeur américain Ford à Camaçari, dans l'Etat de Bahia. L'ouverture de l'usine, prévue en 2025, a toutefois été retardée depuis que la presse brésilienne a révélé que des sous-traitants faisaient travailler leurs ouvriers dans des conditions d'esclavage. ■

JULIEN BOUISSOU (À PARIS) ET HAROLD THIBAULT

Le marché américain, poule aux œufs d'or de l'industrie pharmaceutique

CE N'EST PAS UNE AVERSE mais un déluge. Après les laboratoires Lilly, Johnson & Johnson, Roche, Novartis et AbbVie, c'est au tour de trois autres géants de l'industrie pharmaceutique, les américains Bristol Myers Squibb et Gilead, et le japonais Takeda, d'annoncer, à quelques jours d'intervalle en ce début du mois de mai, des investissements de plusieurs dizaines de milliards de dollars aux Etats-Unis. De quoi ravir Washington. En moins de trois mois, les Big Pharma ont promis d'injecter près de 250 milliards de dollars (223 milliards d'euros) outre-Atlantique au cours des cinq prochaines années.

Si les fabricants de médicaments sont si prompts à sortir leurs carnets de chèques, c'est qu'ils entendent bien ne pas perdre pied sur le marché américain. Et pour cause : véritable poule aux œufs d'or, il pèse lourd dans le portefeuille des industriels pharmaceutiques. A eux seuls, les Etats-Unis concentrent plus de la moitié des ventes mondiales en valeur du secteur, soit plus du double du chiffre d'affaires enregistré sur l'ensemble du continent européen, pourtant fort d'une population plus nombreuse.

Les laboratoires ne s'y sont pas trompés. Tous se sont attelés à développer leurs ventes outre-Atlantique ces dernières décennies. Au point d'en être devenus parfois fortement dépendants. Les grands groupes pharmaceutiques tels qu'AbbVie, Gilead, Bristol Myers Squibb, Amgen, Lilly ou encore Pfizer réalisaient ainsi 60 % à 75 % de leur chiffre d'affaires aux Etats-Unis en 2024. Le numéro un mondial du secteur, Johnson & Johnson, y enregistrait près de 57 % de ses revenus, tout comme le danois Novo Nordisk. Le britannique GSK et le français Sanofi comptaient quant à eux respectivement 52 % et 49 % de leurs ventes dans le pays, tandis qu'elles atteignaient 48 % et 42 % chez les suisses Roche et Novartis.

Environnement favorable

L'ampleur du marché américain est liée en grande partie à sa politique tarifaire, qui permet aux laboratoires d'y vendre leurs médicaments à des prix nettement plus élevés que dans le reste du monde. Ce n'est toutefois pas son seul atout. Elle s'explique également par l'environnement économique et réglementaire particulièrement favorable à la recherche et au développement mis en place par Washington depuis le milieu du XXe siècle.

Outre les généreux financements publics accordés à la recherche fondamentale par des agences fédérales comme les National Institutes of Health, les Etats-Unis ont adopté, au fil des ans, diverses lois qui ont favorisé l'innovation sur le territoire. En 1980, la loi Bayh-Dole a ainsi permis aux universités d'exploiter les découvertes financées par des subventions publiques, et réalisées dans leurs laboratoires, en les licenciant à des entreprises privées.

Son adoption a considérablement contribué à façonner l'écosystème actuel en stimulant les créations de biotechs et les collaborations entre la recherche publique et privée dans le pays, faisant aujourd'hui des Etats-Unis le terreau de l'innovation pharmaceutique mondiale et la mine d'or des industriels du secteur. ■

Z. CH.

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

IA : la bataille autour des droits d'auteur s'intensifie

La patronne du United States Copyright Office a été limogée par Trump

Pourquoi Donald Trump a-t-il limogé Shira Perlmutter, la présidente du bureau américain des droits d'auteur, le United States Copyright Office, en place depuis 2020 ? Les observateurs aux Etats-Unis y voient une mesure de rétorsion contre ses positions trop favorables au respect du droit d'auteur dans l'intelligence artificielle (IA). *« La rapidité avec laquelle elle a été écartée, samedi 10 mai, seulement quelques heures après la publication d'un prérapport défendant clairement une position équilibrée selon laquelle on peut innover en IA mais sans piétiner les droits, laisse penser qu'il y a un lien direct »*, explique la juriste Alexandra Bensamoun.

La professeure des universités inscrit cette mise à pied dans une *« série de signaux »* hostiles au respect du copyright et du droit d'auteur dans l'IA. Mme Bensamoun participe à la rédaction pour le gouvernement d'un deuxième rapport sur le sujet, qui devrait être publié mercredi 14 mai, alors que Rachida Dati devait évoquer l'IA avec ses homologues européens mardi, lors d'un conseil des ministres de la culture à Bruxelles, où la question crée encore des tensions.

Le renvoi de la directrice du bureau des droits d'auteur est un *« abus de pouvoir éhonté et sans précédent »*, a dénoncé le représentant démocrate Joseph Morelle, estimant que la responsable paye son opposition à la libre utilisation par les géants de l'IA comme xAI, OpenAI ou Google des œuvres présentes en ligne pour entraîner leurs modèles. *« Maintenant, les "tech bros" vont tenter de voler les droits des créateurs pour leurs profits. C'est 100 % inacceptable »*, a regretté l'avocat américain Mike Davis sur Truth Social.

Le prérapport mis en ligne par l'institution américaine affirme notamment que tous les usages de l'IA ne sont probablement pas couverts par le *fair use*, l'« usage loyal » jugé acceptable d'une œuvre et invoqué par les entreprises de la tech, selon lesquelles les contenus utilisés pour l'entraînement ne sont pas reproduits, mais transformés par les modèles d'IA qui génèrent des textes, des images ou des sons.

« Faire un usage commercial de vastes bases d'œuvres sous copyright pour produire du contenu qui entre en concurrence avec elles, particulièrement quand on a accédé illégalement à ces œuvres, excède les limites établies du fair use*»*, y lit-on. Le document évoque l'idée de conclure des accords de licence, comme en ont signé OpenAI avec News Corp (*The Wall Street Journal...*) ou *Le Monde*, Mistral avec l'Agence France-Presse ou Gemini (Google) avec Associated Press.

Une trentaine de plaintes

Côté tech, le lobby des géants du numérique CCIA a immédiatement exprimé ses *« inquiétudes »* quant au rapport, craignant qu'il donne aux industries culturelles un droit à *« bloquer »* le marché. Dans l'appel à contributions sur la régulation de l'IA lancé par Donald Trump, OpenAI, la maison mère de ChatGPT, avait déjà appelé, en mars, à *« préserver la possibilité pour les modèles américains d'IA d'apprendre en utilisant des contenus protégés »*. Dans un style plus expansif, Elon Musk, patron de xAI, a approuvé un message sur X

En Europe, la situation est également tendue, voire proche du blocage

appelant à *« supprimer tout le droit de la propriété intellectuelle »*. M. Trump, lui, a plutôt promis de déréguler l'IA et menacé, dans un *« mémorandum »*, fin février, de prendre des sanctions contre toute régulation jugée *« discriminatoire »* envers les entreprises de la tech américaines, dont le règlement européen de l'IA, l'AI Act.

Signe de l'enjeu, une trentaine de plaintes de détenteurs de droits contre des entreprises d'IA sont en cours dans le monde. Mme Bensamoun pointe une première décision, mi-février, limitant le *fair use* dans l'affaire opposant l'agence Thomson Reuters au fabricant d'un assistant d'IA juridique Ross Intelligence. Mais, fin mars, Anthropic a remporté une victoire contre des majors de la musique, dans une affaire concernant des paroles de chansons. Et de nombreux contentieux restent à trancher, comme le procès d'auteurs de livres contre Meta, celui du *Wall Street Journal* contre Perplexity ou celui, attendu mais pas encore daté, du *New York Times*, soutenu par d'autres journaux, contre OpenAI.

En Europe, la situation est tendue, voire proche du blocage. L'AI Act a été adopté avant l'été 2024, mais l'Union européenne n'a pas encore proposé de modèle pour la mise en œuvre de sa disposition la plus contestée : l'obligation, pour les fabricants d'IA, de publier un *« résumé suffisamment détaillé »* de leurs données d'entraînement, une mesure combattue par la tech américaine mais aussi française.

Dévoilée début mars, la troisième version du code de bonnes pratiques pour les modèles d'IA à usage général (comme ceux qui sont utilisés par les assistants d'IA de type ChatGPT) a, elle, été très critiquée. *« Ne pas avoir de code serait préférable »* à ce texte, qui *« crée de l'incertitude juridique, mésinterprète le droit d'auteur et sape les obligations de l'AI Act »*, a affirmé, fin mars, une coalition de sociétés d'artistes. Côté tech, le CCIA a dénoncé *« des obligations extensives sur le droit d'auteur et la transparence des données d'entraînement, qui menacent le secret des affaires des entreprises »*, alors que Meta a annoncé en février son intention de ne pas signer le code.

Côté français, Mme Dati a affirmé lundi, dans une tribune aux *Echos*, que la *« souveraineté culturelle européenne » « s'exprime aussi dans notre défense du droit d'auteur, en particulier dans le contexte de l'IA »*. La ministre de la culture devrait recevoir, mercredi, le rapport de Mme Bensamoun et de l'économiste Joëlle Farchy. Mais elle a lancé en parallèle, fin avril, avec la ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique, Clara Chappaz, une *« concertation »* entre ayants droit et fabricants d'IA. Celle-ci vise à *« respecter le cadre juridique en vigueur, tout en permettant de développer des outils innovants et compétitifs et de favoriser l'emploi de données culturelles françaises et européennes »*. ■

ALEXANDRE PIQUARD

La holding familiale de Rodolphe Saadé prend 20 % du groupe Pathé

Déjà présent dans les médias, le patron de CMA CGM investit désormais dans le cinéma

L'appétit de l'armateur franco-libanais Rodolphe Saadé, patron du groupe CMA CGM, s'étend au cinéma. Pathé, le numéro un de la production de films cinématographiques et de l'exploitation de salles de cinéma en Europe et en Afrique, a annoncé, lundi 12 mai, à la veille de l'ouverture du 78e Festival de Cannes, *« un partenariat stratégique »* avec Merit, la holding de la famille Saadé. Cette dernière entre au capital du groupe Pathé à hauteur de 20 %.

La Lettre, qui avait annoncé cette information vendredi 9 mai, précisait que l'opération s'était faite par augmentation de capital. Le montant de cette acquisition n'a pas été dévoilé. Chez CMA CGM, on assure qu'il n'est en rien question de monter à terme davantage dans le capital ou d'en prendre le contrôle. Rodolphe Saadé pourrait donc être sur la Croisette pour les projections de *Partir un jour* d'Amélie Bonnin et de *13 Jours, 13 nuits* de Martin Bourboulon avec Roschdy Zem, les deux principaux films de Pathé attendus à Cannes et tous deux présentés hors compétition, le premier en ouverture et le second pour la fermeture.

« Dans un environnement macroéconomique en pleine évolution, porteur d'opportunités, cette opération a pour objectif de donner à Pathé les moyens d'accélérer son développement notamment dans la production de films et séries à vocation internationale », assure le groupe Pathé. En précisant que cette montée dans le capital favorisera aussi *« la modernisation de son réseau de salles de cinéma pour offrir à ses clients une expérience haut de gamme et innovante inégalée en Europe »*.

Pour Rodolphe Saadé, cet investissement s'inscrit comme une nouvelle pièce dans son puzzle dans les médias, où CMA CGM détient déjà RMC et BFM-TV, 15 % de Brut, 10 % du Groupe M6, et des journaux comme *La Tribune*, *La Tribune Dimanche*, *Corse-Matin* et *La Provence*. CMA CGM a aussi signé, vendredi 9 mai, une promesse d'achat de la chaîne Chérie 25 avec NRJ Group. Le groupe est également actionnaire de Yapluka, la nouvelle société de production de Dimitri Rassam, qui a produit via Chapter 2, aux côtés de Pathé, *Le Comte de Monte-Cristo*. Un des grands succès de 2024 qui a généré 78 millions de dollars (70,2 millions d'euros) de recettes dans le monde. Selon *L'Informé*, le groupe marseillais aurait aussi manifesté son intérêt pour la société de production de séries Federation Studios, à qui l'on doit *En Thérapie* ou *Le Bureau des légendes*. Ce que ne confirme pas CMA CGM.

L'armateur serait aussi intéressé par la société de production de séries Federation Studios, à qui l'on doit « Le Bureau des légendes »

Ouverture de multiplexes

Depuis la fin de la pandémie de Covid-19, conscient d'un besoin de capitaux nécessaires pour poursuivre ses investissements, Jérôme Seydoux, coprésident de Pathé, avait envisagé différentes solutions pour trouver un actionnaire minoritaire qui puisse entrer dans son groupe 100 % familial. Des rapprochements avec UGC ou avec Xavier Niel – actionnaire à titre individuel du Groupe Le Monde – avaient achoppé. Tout comme l'autre hypothèse d'une entrée en Bourse en 2024, dont le projet avait été envisagé au pire moment, en 2022, quand l'effet de la pandémie affectait encore gravement la fréquentation en salles.

A 90 ans, M. Seydoux poursuit parcimonieusement sa politique d'ouverture de multiplexes, avec une volonté affichée d'en faire des cinémas de luxe, dessinés par des architectes stars ou des artistes de renom, comme le nouveau Pathé Palace signé par Renzo Piano dans le quartier de l'Opéra, à Paris. Ou, encore, les deux récentes ouvertures en Afrique, à Abidjan (Côte d'Ivoire) en avril 2024 ou Casablanca (Maroc) en décembre 2023. Le groupe, qui réalise un chiffre d'affaires proche du milliard d'euros, a aussi obtenu la concession de La Géode, dans le Parc de la Villette, à Paris, une salle à l'écran hémisphérique réouverte en décembre 2024. Au total, le groupe exploite 130 cinémas, pour un total de 1316 écrans.

En 2022, le patron de Pathé estimait à 100 millions d'euros le coût de l'équipement de ses salles en projecteurs lasers, qui consomment deux fois moins d'électricité et offrent une meilleure image que les projecteurs numériques. Persuadé qu'il faut offrir aux spectateurs quelque chose de différent et d'enviable pour les inciter à ne pas rester dans leur canapé à regarder des séries, M. Seydoux assurait que, dans ses nouveaux cinémas, les fauteuils inclinables comme dans les avions nécessitaient 1000 euros d'investissement par siège. Quitte à faire payer 25 euros l'entrée au Pathé Palace.

Défenseur des « films spectacles » à très gros budget, M. Seydoux produit une dizaine de films par an. Son prochain gros pari, *De Gaulle*, est un diptyque biographique signé par Antonin Baudry et adapté de l'ouvrage *De Gaulle. Une certaine idée de la France* (Points, 2021) de Julian Jackson, dans lequel Simon Abkarian tiendra le rôle principal. ■

NICOLE VULSER

PERTES & PROFITS | GL EVENTS

PAR ISABELLE CHAPERON

Un gone conquiert le Stade de France

Depuis son ouverture pour la Coupe du monde de football en 1998, le Stade de France en a vu des matchs qui ont basculé à l'ultime seconde, d'un but improbable ou d'un drop assassin. Mais, cette fois, celui qui mène depuis le coup d'envoi l'a bel et bien emporté. Le spécialiste de l'événementiel GL Events a annoncé, lundi 12 mai dans la soirée, être *« attributaire »* de la concession du Stade de France, dont il prendra la gestion mardi 5 août pour trente ans. Le lyonnais a battu l'équipe locale composée de Vinci et Bouygues, qui exploitent l'enceinte de 80 000 places depuis son inauguration en 1995.

Elles sont passées vite ces trente années, émaillées de grandes épopées sportives, de la victoire des Bleus du foot en 1998 à la médaille d'or des joueurs de rugby à 7 lors des Jeux olympiques (JO) de Paris 2024, sans oublier les mythiques concerts de Jul et DJ Snake. Mais rien n'égale le choc qu'a représenté, en décembre 2024, la décision de l'Etat d'engager des négociations exclusives avec GL Events, dans le cadre de l'appel d'offres lancé en mars 2023.

Tarifs imbattables

Un pas de géant pour le Petit Poucet des salons et des JO, Olivier Ginon, actionnaire majoritaire et président, avait fondé en 1978 avec trois amis un loueur de matériel qui s'est mué en prestataire intégré de grands événements. D'abord Polygones services, puis Générale de location, l'affaire s'est rebaptisée GL Events en 2003 afin de grandir à l'international.

Une histoire de Gones connectés dans l'Hexagone : proche de l'ancien maire de Lyon Gérard Collomb, M. Ginon avait offert, en 2016, des tarifs imbattables au candidat Macron pour des meetings de campagne. Du Festival de Cannes à la Cop 16 à Riyad, GL Events aligne les références mais les JO de Paris 2024 ont donné au lyonnais l'élan pour conquérir Saint-Denis.

Vinci et Bouygues ont bien tenté de faire appel à l'assistance vidéo, arguant notamment devant les tribunaux que leur concurrent n'avait pas les reins assez solides. En vain. Jouer à domicile semblait pourtant un avantage considérable. Les deux groupes avaient chiffré à 400 millions d'euros le montant des rénovations nécessaires pour embarquer le Stade de France dans un nouveau cycle de trente ans. GL Events considérait que 120 millions étaient suffisants. L'Etat a tranché.

Attention, toutefois, le match est fini mais pas le championnat. Le plus dur pour un concessionnaire, n'est pas de l'emporter, mais de gagner de l'argent sur la durée. En espérant qu'AC/DC, premier groupe à se produire au Stade de France sous le règne de GL Events, ne lui porte pas malchance en entonnant *« Highway to Hell »* (la route vers l'enfer). ■

Polémique autour d'une course organisée par le lobby du porc

Sur l'affiche, la Pig & Run ressemble à une course à pied comme il en existe des dizaines tous les week-ends en Bretagne. Dimanche 18 mai, cette épreuve *« nature et festive »* propose aux 500 participants de longer la ria d'Etel (Morbihan) sur 23,5 kilomètres. Rien d'étonnant, sauf que cette manifestation promet *« d'envoyer du pâté »* : départ et arrivée à partir d'exploitations porcines, ravitaillement à base de *« cochonnailles »*, poids en viande à gagner, cochons grillés en clôture... L'organisateur ? Le Comité régional porcin de Bretagne, une association créée en 1990 pour défendre les intérêts des agriculteurs de la péninsule, où plus de la moitié des cochons du pays sont élevés.

Lorsque Livie Chatelais a découvert l'existence de cette course inspirée du Marathon des châteaux du Médoc, qui serpente à travers les vignobles, elle a été *« choquée »*. Amatrice de course à pied, cette pédiatre installée à Rennes a publié une pétition pour dénoncer le *« greenwashing »* d'une filière fréquemment pointée du doigt pour ses dérives écologiques. Figure de proue de l'agriculture intensive bretonne calibrée pour nourrir 22 millions d'habitants et pesant sur un tiers des emplois de la région, l'industrie du cochon est aussi critiquée pour ses conditions d'élevage. Récemment, un des plus importants exploitants porcins a été condamné pour maltraitance animale après un signalement de l'association L214.

« IL Y A ENVIRON HUIT PORCS PAR HABITANT EN BRETAGNE », RAPPELLE L'ASSOCIATION EAU ET RIVIÈRES

« Pig mascarade »

Quelque 35 000 personnes ont signé la pétition, relayée par plusieurs associations. Eau et rivières de Bretagne dénonce : *« Il y a environ huit porcs par habitant en Bretagne et un porc produit trente fois plus d'excréments qu'un humain. Les élevages intensifs sont, entre autres, responsables des tristement connues marées vertes qui polluent nos plages depuis cinquante ans. »*

Des *« polémiques stériles »*, selon Lydia Le Clere, la *« voix »* de la Pig & Run, dont les 500 dossards se sont vendus en quelques heures. Eleveuse de cochons à Pontivy, elle rejette tout qualificatif de lobbying : *« On organise simplement un évènement qui partage les valeurs de notre profession : performance, solidarité, résilience... Nous connaissons l'impact de nos pratiques, mais avons déjà fait beaucoup d'efforts. Cette manifestation doit servir à combler les méconnaissances autour de notre métier. »* Le Comité régional porcin de Bretagne savait que sa course provoquerait la controverse, mais s'interrogeait sur son ampleur. En 2015, l'association avait organisé la Pig Parade, une exposition itinérante de sculptures de cochons. Des écologistes avaient organisé une contre-transhumance, nommée Pig Mascarade. La course du 18 mai sera-t-elle perturbée ? *« J'ai fait ce que j'avais à faire sur ce sujet »*, explique Livie Chatelais. Les associations écologiques n'ont, à ce stade, pas annoncé de mobilisation. De son côté, le Comité régional porcin de Bretagne songe déjà à pérenniser la Pig & Run. ■

BENJAMIN KELTZ (RENNES, CORRESPONDANT)

Troubles psychiques : des préjugés tenaces au travail

Accompagner les jeunes atteints de pathologies mentales peut être un élément-clé de leur rétablissement

Depuis quelques mois, Léa, 22 ans, est officiellement infirmière aux urgences, comme elle le souhaitait. Elle a suivi un chemin classique : le bac, un déménagement à Lyon pour trois ans d'études, jalonnées de stages, jusqu'au premier emploi après son diplôme. Pourtant, rien n'a été simple. Dès sa première année d'études, on diagnostique à Léa (le prénom a été modifié) un trouble de la personnalité borderline, caractérisé par une très forte instabilité émotionnelle, mais aussi par une phobie de l'abandon et une tendance à l'autodestruction.

Après environ dix ans de suivi psychologique à l'adolescence et des symptômes accentués par son arrivée seule à Lyon, l'étudiante vit d'abord ce diagnostic psychiatrique comme un soulagement. *« C'est rassurant de mettre un mot sur son vécu*, explique-t-elle. *Mais c'est à double tranchant, parce que les gens te catégorisent, et ils t'en parlent tout le temps : ma famille, mes amis... et puis mes études. »* En même temps qu'elle gère plusieurs hospitalisations en psychiatrie, elle raconte devoir batailler avec son école, qui lui demande de justifier ses absences et remet en question sa capacité à exercer le métier d'infirmière.

Pendant ses stages en hôpital, Léa se rend compte que la moindre faiblesse peut être associée à son trouble : *« Même dans le milieu du soin, les gens sont très peu informés. Je vois comment mes collègues parlent des patients psychiatriques et je refuse d'être résumée à ça. »* Résultat : lors de son premier emploi, pas même la médecine du travail n'est au courant de sa maladie. *« J'étais tellement terrorisée qu'on me refuse mon job de rêve à cause de mon trouble borderline que je leur ai menti »*, avoue-t-elle.

PALM ILLUSTRATIONS

« De plus en plus jeunes »

En mars, le « coming out » psy du journaliste Nicolas Demorand, qui a révélé sa bipolarité dans son livre *Intérieur nuit* (Les Arènes, 112 pages, 18 euros), a mis sur le devant de la scène le silence de nombreux actifs, travaillant tout en cachant leur trouble psychique. Le terme recouvre des affections variées, parmi lesquelles les troubles anxieux, dépressif, bipolaire, la schizophrénie ou encore le trouble de la personnalité. L'Organisation mondiale de la santé, qui parle de *« troubles mentaux »*, les définit comme des *« altérations majeures, sur le plan clinique, de l'état cognitif, de la régulation des émotions ou du comportement d'un individu »*.

Comme dans le cas de Léa, la majorité des troubles psychiques apparaît entre 18 et 25 ans – la période des études, des premiers emplois, de la construction de soi. La demande d'accompagnement chez les jeunes n'a jamais été aussi importante : entre 2019 et 2022, l'application Doctolib a enregistré une augmentation de 50 % des consultations chez le psychiatre des 18-24 ans. Une évolution qui implique de créer de nouveaux dispositifs d'accompagnement, notamment pour l'étape charnière qu'est l'insertion professionnelle.

A l'hôpital psychiatrique Sainte-Marie, à Clermont-Ferrand, Julie Cartier, infirmière, a constaté que les patients de ses ateliers de remobilisation professionnelle étaient *« de plus en plus jeunes »* et *« de plus en plus diplômés »*. Celle qui a participé au lancement, en 2023, d'un dispositif unique en France, l'Equipe de coordination et d'accompagnement à la formation et à l'insertion professionnelle, l'explique par les avancées de la psychiatrie vers des prises en charge plus précoces, qui font évoluer le public. Elle insiste : *« 80 % d'entre eux voient le travail comme le premier levier de leur réinsertion. »*

Dans le centre de réhabilitation psychosociale accolé à l'hôpital, un ensemble de professionnels propose à une centaine de jeunes de 15 à 30 ans, ayant présenté trouble et vulnérabilité psychiques, des parcours personnalisés vers la formation et l'emploi, en passant par le soin ou l'aide au logement.

Kévin (qui a souhaité taire son nom de famille) en est l'un des premiers participants. Cet après-midi, il a rendez-vous avec Laetitia Lecomte, sa conseillère en insertion professionnelle, pour faire un point sur son parcours. Avec elle, le jeune homme de 23 ans a trouvé un emploi dans une station de lavage automobile aux abords de Clermont-Ferrand. Ces entretiens réguliers lui assurent un suivi et un espace pour s'exprimer.

Pour Kévin, avoir un emploi était l'assurance de s'installer dans un rythme de vie équilibré, après une hospitalisation d'un mois, fin 2020, un début de suivi psychiatrique et trois premières années de licence avortées. Et si il aimerait trouver un travail plus proche de ses intérêts et avec des possibilités d'évolution, il se dit fier de sa complète autonomie. *« Ce qui me manquait principalement, c'est la confiance en moi. Pour être moi-même, ne pas abandonner trop vite*, déclare-t-il après un silence pensif. *Ici, j'ai parlé avec des gens qui ont pris le temps de m'écouter. »*

Et c'est bien la philosophie de cette initiative clermontoise : valoriser le *« pouvoir d'agir »* des jeunes. *« Mon travail est de recueillir leurs souhaits, leurs craintes vis-à-vis du monde professionnel, et de les aider à s'approprier ce qui existe à l'extérieur*, soutient Laetitia Lecomte. *Le projet professionnel, c'est ce qui nous fait prendre une place dans la société. »* Une fois que le jeune en exprime l'envie, elle se coordonne avec l'écosystème existant : France Travail, missions locales, écoles de la deuxième chance et autres centres de formation.

> **« Tu dois avoir le même rendement que tout le monde, sauf que toi, tu prends des médicaments »**
> YANNICK VIALLE
> consultant en informatique

Obstacle au recrutement

Pour le psychiatre Guillaume Legrand, le dispositif, dont il est le coordinateur, est représentatif d'une évolution structurelle de la psychiatrie, qui évite les ruptures avec le monde dit « ordinaire » de la formation et de l'emploi. Mais, en parallèle de ce changement d'approche, le monde du travail peine à s'adapter. *« Aujourd'hui, on commence à s'emparer du sujet des troubles psychiques dans la communication d'entreprise*, soutient la sociologue Claire Le Roy-Hatala, citant le choix de la santé mentale comme grande cause nationale en 2025. *Pour autant, cela reste très tabou dans les collectifs de travail. »* Autrice de *La Vérité sur les troubles psychiques au travail* (Payot, 2024), elle s'investit depuis une vingtaine d'années dans la déstigmatisation des troubles psychiques en entreprise.

« Il faut déconstruire cette idée reçue qui serait que, quand on a des problèmes de santé mentale, il faut être à l'extérieur du monde du travail », expose celle qui est aussi consultante et directrice de la société de conseil La Place. Pour que les jeunes puissent se sentir libres de parler de leurs troubles, il faudrait que les manageurs et les responsables des ressources humaines soient mieux formés à ces questions. *« Cela tient à peu de chose : pouvoir en parler sans se sentir jugé, organiser sa journée un peu différemment à cause de la fatigue, avoir des tâches claires pour limiter le stress, des* feedbacks [des retours] *plus réguliers, de petits aménagements qui améliorent considérablement la qualité de travail »*, liste-t-elle.

> **Il faudrait que les manageurs et les responsables des ressources humaines soient mieux formés à ces questions**

Pour autant, c'est au moment du recrutement que Claire Le Roy-Hatala voit encore un *« vrai obstacle »* : *« Le recruteur ne percevra souvent que la question du risque. »* Lucille Zolla, présidente et cofondatrice de La Maison perchée, une association d'entraide pour les jeunes vivant avec des troubles psychiques, se souvient d'un échange avec une directrice des ressources humaines, à l'issue d'une sensibilisation en entreprise : *« Je lui ai demandé si elle serait prête à embaucher des gens avec des troubles psychiques déclarés, et elle m'a clairement dit que non. »* En cause, d'après elle, des adaptations de poste qui ne seraient pas comprises par les autres collaborateurs. *« Voilà l'excuse*, soupire la jeune femme de 29 ans, qui vit elle-même avec une schizophrénie déclarée. *Aujourd'hui, dévoiler un trouble psychiatrique chronique en entreprise, c'est encore s'exposer à être mis au placard. »* Dès lors, la majorité des jeunes actifs vivant avec des troubles psychiques *« sont en sous-marin »*, dit-elle.

Dans les groupes de parole autour de l'insertion professionnelle que Lucille Zolla organise, deux questions reviennent souvent : dois-je parler de mon handicap psychique ? Dois-je le faire reconnaître ? La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé – un *« filet de sécurité »*, selon la médiatrice – permet de bénéficier de l'aide à l'insertion et au maintien dans l'emploi, et de faciliter les aménagements de poste.

« J'ai pris possession de ma vie »

Yannick Vialle s'est aussi posé ces questions. A 33 ans, le consultant en informatique est déjà un ancien de La Maison perchée. Au fil du temps, il a pu s'exprimer sur le trouble bipolaire avec lequel il vit, comme 1 million à 2 millions de personnes en France, selon l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. *« Ce que je suis, c'est mon cheminement »*, raconte-t-il. Lui aussi était un jeune actif en sous-marin. Diplômé d'un master, il est salarié depuis peu lorsqu'il entre dans une importante phase maniaque, un état d'exaltation caractéristique des variations d'humeur du trouble bipolaire, qui le mène à une hospitalisation. Le diagnostic tombe, et, pendant deux ans, il le cache à son employeur.

Pourtant son traitement le fatigue, il a du mal à se lever le matin. *« Tu sais que tu dois avoir le même rendement que tout le monde, sauf que, toi, tu prends des médicaments. »* Yannick Vialle finit par en parler à la responsable des ressources humaines, qui se révèle très à l'écoute. Petit à petit, il fait reconnaître son handicap, parvient à en informer des collègues, soutenu par La Maison perchée.

Il faudra encore du chemin pour rendre l'entreprise inclusive. Yannick Vialle, lui, est plein d'espoir : il fonde actuellement sa propre structure, Ympath'Q, pour proposer des formations en entreprise centrées sur l'inclusion et l'intelligence émotionnelle et collective. *« J'ai pris possession de ma vie »*, souligne-t-il simplement. ■

DIANE MERVEILLEUX

« Le retour au travail est une responsabilité collective »

TITULAIRE DE LA CHAIRE DE RECHERCHE en santé mentale et travail créée en 2017 à l'université du Québec à Montréal, le professeur Marc Corbière étudie l'insertion et le retour au travail des personnes souffrant de « troubles mentaux ». Ce terme, utilisé au Québec et dans le monde anglophone pour décrire les troubles psychiques, regroupe les troubles dits « courants », comme la dépression, et « sévères », comme la schizophrénie ou la bipolarité. Avec son équipe de chercheurs, Marc Corbière a aussi participé à la création, en 2021, de la Communauté de pratiques internationale santé mentale et travail, un réseau francophone d'acteurs de la santé mentale et de l'emploi, et travaille notamment avec la France sur les dispositifs d'insertion.

Comment le Canada s'est-il investi dans la question des troubles psychiques au travail ?

Nous voyons le retour au travail comme la pierre angulaire du rétablissement. Le modèle canadien pour l'insertion professionnelle des personnes atteintes de troubles mentaux a été implanté dès les années 1990, il y a plus de trente ans, en s'inspirant de ce qui existait aux Etats-Unis depuis les années 1980. La particularité de ce modèle, qu'on appelle « programme de soutien à l'emploi », est sa rapidité : sans nécessairement passer par des stages, la personne est mobilisée dès qu'elle rentre dans le programme et un conseiller en emploi spécialisé l'accompagne dans ce processus. L'idée est de former les individus in situ, dans un milieu de travail.

Ces pratiques ont fait leurs preuves et sont fondées sur des données : 50 % des personnes inscrites dans ces programmes obtiennent un emploi après quelques mois. En France, ce modèle a été implanté il y a un peu moins de dix ans, sous la forme du « dispositif d'emploi accompagné », qui s'adresse à toutes les personnes en situation de handicap, pas seulement le handicap psychique.

Nos travaux concernent le développement d'interventions auprès du public concerné, que l'on teste, valide et implante, mais aussi la mise au point d'outils de mesure pour les professionnels de la santé en entreprise, comme des questionnaires, rassemblés dans une application numérique accessible à tous. Nous nous intéressons également aux conséquences de la divulgation du trouble mental au travail : quels impacts, positifs ou négatifs, y a-t-il à la révélation de son trouble ?

Quel est l'intérêt de créer une communauté de pratique internationale sur le sujet ?

La communauté de pratique permet de regrouper des pays pour voir ce qui se fait ailleurs et échanger sur les interventions les plus efficaces. Pour l'instant, elle est francophone, avec le Canada, la France, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg. Mais nous sommes ouverts et invitons d'autres pays à nous rejoindre. La communauté réunit dans chacun de ces pays des chercheurs, des intervenants en santé et travail, des personnes directement concernées par la maladie ou leur entourage, des acteurs de l'assurance, du secteur de la santé. Le message-clé est que le retour au travail est une responsabilité collective. On est tous concerné, donc il faut inclure tout le monde dans la réflexion.

Mon équipe collabore beaucoup avec la France. Le dispositif d'emploi accompagné est une implantation en France du modèle canadien. Par ailleurs, nous avons dernièrement démontré, au Canada, qu'une intervention ponctuelle, en plus de l'accompagnement à l'insertion, pour travailler sur des enjeux que les personnes peuvent vivre dans leur approche de l'emploi (stigmatisation, gestion du stress, perceptions erronées du travail) permet d'augmenter le taux de succès de 50 % à 75 %. Nous avons également été invités à le tester en France. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR D. ME.

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

Aron D'Souza, fondateur des « Jeux améliorés », à Londres, le 17 juin 2024. SUKI DHANDA/CONTOUR BY GETTY IMAGES

Le **Docteur Folamour** du sport

Aron D'Souza, entrepreneur australien de 40 ans, veut organiser des « Jeux améliorés » autorisant le dopage. Ce projet, très contesté, est soutenu par le fils de Donald Trump et certaines figures de la tech

NEW YORK - *envoyée spéciale*

Aron D'Souza a 40 ans et un projet pharaonique dont il ne doute pas du succès. Il compte *« construire une surhumanité »* par l'entremise des « Enhanced Games », les « Jeux améliorés » : un événement sportif international dont les concurrents seront autorisés à prendre, sous contrôle médical, des produits destinés à améliorer leurs performances. Accessoirement, l'idée est aussi de mettre fin à ce qu'il appelle l'*« hégémonie »* des Jeux olympiques (JO) et l'*« hypocrisie »* de l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Le 21 mai, ce juriste australien diplômé de l'université d'Oxford (Royaume-Uni), investisseur en capital-risque et entrepreneur dans le domaine de la technologie, dévoilera les détails la première édition de son grand œuvre, monté et financé comme une start-up de la Silicon Valley. *« Vous découvrirez alors le lieu* [de la compétition] *et la liste d'athlètes incroyables* [aucun Français parmi eux], *ainsi qu'un niveau de performance humaine* [potentielle] *jamais vu »*, a-t-il promis au *Monde*, mi-avril, dans l'open space encore désert et flambant neuf de ses bureaux, sur Madison Avenue, à New York.

Au menu de ces « Jeux améliorés », des épreuves d'athlétisme, de natation et de « force » – version revisitée de l'haltérophilie. La gymnastique artistique et les sports de combat ont été abandonnés. *« Nous voulons nous concentrer sur des sports objectifs, clairement mesurables et pourvoyeurs de records qui parlent au public ; on élargira peut-être plus tard, en fonction de la réponse du marché »*, explique l'homme d'affaires dont la silhouette trahit l'assiduité aux salles de fitness.

Contrairement au rythme quadriennal des Jeux olympiques, les « Jeux améliorés » pourraient être annuels, et organisés dans *« une ville où il fait chaud »* – probablement américaine –, avec laquelle un accord serait signé pour *« plusieurs éditions »*. Quant aux produits interdits dans les compétitions classiques qui y seront utilisés, rien de révolutionnaire, selon M. D'Souza. Testostérone synthétique et autres stéroïdes anabolisants, érythropoïétine (EPO), bêtabloquants, amphétamines… *« Des drogues simples, aux effets connus et documentés depuis des décennies »*, dit-il. Et un risque marginal, selon lui, puisque les athlètes seront *« médicalement supervisés à l'année »*. *« Le risque numéro un est cardiaque*, poursuit-il. *Or, avec un électrocardiogramme, un cardiologue peut aujourd'hui diagnostiquer à 98 % un risque d'infarctus pour les prochaines quarante-huit heures, et on peut en réaliser un avec une simple montre connectée. »*

Une entreprise transhumaniste, ces « Jeux améliorés » ? *« Je préfère le nom de "superhumain amélioré par la science", comme les super-héros dans les comics »*, insiste Aron D'Souza, fils d'un cardiologue et d'une enseignante, assez sûr de lui pour prédire que, *« de* [ses] *nombreux succès professionnels »*, les « Jeux améliorés » constituent *« la plus grande contribution qu'*[il pourra] *faire à l'humanité »*.

« DES JEUX DU CIRQUE »

Eradiquer les effets du vieillissement, retarder la mort, manipuler le génome humain… Autant de thématiques qui fascinent les magnats de la tech, dont il est. Selon lui, les « Jeux améliorés » ne sont pas une simple compétition sportive. *« C'est un projet scientifique, un mouvement pour améliorer l'humanité grâce auquel notre biologie ne sera plus notre limite. L'âge est une maladie que nous pouvons soigner et résoudre grâce à la médecine de performance. Imaginez, si nous vivions plus longtemps, plus forts et en meilleure santé… »*

Lorsque, en juin 2023, il a annoncé la création de ce concept, le mouvement sportif international, pris de court, a affublé celui-ci du surnom de « Jeux du dopage ». Et les critiques ont plu à verse. Selon le Comité international olympique (CIO), les Enhanced Games *« ne méritent aucune attention »*. *« Ce sont des jeux du cirque, un spectacle privé »*, réagit Olivier Niggli, directeur général de l'AMA, auprès du *Monde*. *« Si* [un athlète] *est assez stupide pour avoir l'idée de participer à cela, il sera banni, et pour longtemps »*, a prévenu le Britannique Sebastian Coe, président de la fédération internationale d'athlétisme. *« C'est une farce extrêmement dangereuse »*, a déploré l'Américain Brent Nowicki, directeur exécutif de la fédération internationale de natation. *« Un numéro de clowns probablement illégal dans de nombreux Etats* [américains] *»*, a estimé Travis Tygart, patron de l'Agence américaine antidopage.

Pourtant, les planètes semblent désormais alignées pour que les « Jeux améliorés » aient bien lieu dans les douze mois à venir. D'une part, la crédibilité de l'AMA, arbitre de l'intégrité sportive, a été fortement ébranlée, fin avril 2024, quand le *New York Times* et la chaîne de télévision allemande ARD ont dévoilé le contrôle positif de 23 nageurs chinois à la trimétazidine, une substance interdite, en 2021, quelques mois avant les JO de Tokyo, où certains mis en cause ont remporté des médailles. Ces médias ont aussi révélé que la validation de la thèse de l'Agence antidopage chinoise – concluant à une contamination alimentaire collective – n'avait débouché sur aucune sanction.

En représailles, juste avant de rendre les clés de la Maison Blanche à Donald Trump, fin janvier, l'administration Biden a refusé de verser sa contribution au fonctionnement de l'AMA, le régulateur antidopage mondial, pour 2024, soit 3,6 millions de dollars (3,3 millions d'euros) sur un budget total de 50 millions de dollars, financé pour moitié par le CIO et les organisations olympiques internationales.

D'autre part, les soutiens financiers de M. D'Souza – son ami et mentor de longue date, le libertarien germano-américain Peter Thiel, 57 ans, cofondateur de PayPal, premier investisseur extérieur de Facebook (Meta) et généreux argentier des campagnes présidentielles de Donald Trump, et l'Allemand Christian Angermayer, 47 ans, cofondateur des « Jeux améliorés », qui mise gros sur les sciences de la vie, la fintech, l'intelligence artificielle, les produits psychédéliques et les cryptomonnaies – ont reçu du renfort, mi-février : une perfusion de *« plusieurs millions de dollars »* de Donald Trump Jr par le biais de l'association 1789 Capital, un fonds d'investissement dévolu aux entreprises « antiwoke ».

Au total, ces premiers « Jeux améliorés » coûteront, selon Aron D'Souza, *« plusieurs dizaines de millions de dollars »*. *« Pas grand-chose, comparativement aux milliards dévolus aux JO »*, note-t-il. *«* [Les investisseurs] *savent que si nous réussissons les "Jeux améliorés", cela se peut se traduire en centaines de milliards de dollars* [grâce à la mise au point de nouveaux traitements cliniques ou à l'usage détourné de traitements existants] *»*, extrapole-t-il.

> **« C'EST UN PROJET SCIENTIFIQUE, UN MOUVEMENT POUR AMÉLIORER L'HUMANITÉ GRÂCE AUQUEL NOTRE BIOLOGIE NE SERA PLUS NOTRE LIMITE »**
> **ARON D'SOUZA**
> fondateur des Enhanced Games

Après Manhattan, il est prêt à mettre le monde à ses pieds. *« Plus grand monde ne va oser nous critiquer maintenant que la famille Trump a investi dans notre projet »*, s'enorgueillit-il. Certains membres influents du monde sportif – *« les plus intelligents »*, dit-il – l'auraient d'ailleurs approché, en privé, pour échanger, *« conscients du modèle faible et obsolète des JO »*. *« Trop de sports, trop d'athlètes, et des villes qui ne veulent plus les accueillir car cela revient trop cher »*, résume-t-il.

TOUT ARGUMENT ÉTHIQUE BALAYÉ

Il fustige la *« corruption »* des *« bureaucrates du CIO qui mènent grand train à Lausanne »* et sont *« beaucoup mieux rémunérés que les athlètes »*. *« Nous sommes une entreprise, eux sont des politiciens ; je veux que mes athlètes gagnent beaucoup plus que moi parce qu'ils créent la valeur de l'événement »*, martèle celui qui veut distribuer primes d'engagement et dotations aux vainqueurs de *« haut niveau »*.

M. D'Souza se considère comme un *« innovateur perturbateur »*. Comme ces entrepreneurs désireux d'accompagner l'humanité sur le chemin du progrès au mépris des règles séculaires et des tactiques de marketing traditionnelles, il s'appuie sur une posture anti-establishment et use d'une rhétorique parfaitement huilée pour balayer tout argument éthique. *« Mon corps, mon choix »*, clame-t-il pour justifier l'usage de produits interdits, s'appropriant ainsi le slogan féministe de la fin des années 1960 qui défendait le droit individuel à disposer de son corps en matière de sexualité, de mariage et de procréation.

Unique athlète à s'être ouvertement déclaré intéressé par les « Jeux améliorés », le nageur australien James Magnussen, 34 ans, triple médaillé olympique et double champion du monde du 100 m nage libre, n'a plus participé à des compétitions internationales depuis 2018. Et il n'a jamais nié être spécialement motivé par le million de dollars promis pour l'amélioration du record du monde du 50 m nage libre. La même somme est en jeu pour le record du monde du 100 m en athlétisme.

Celui que l'on surnommait « le missile » a, depuis, expliqué à la presse qu'il ne comptait pas participer à une compétition de *« bodybuilding »*, mais qu'il axerait sa préparation sur l'optimisation de la récupération pour s'entraîner plus et sur la santé de ses os, articulations et ligaments. Désormais interdit d'entraînement dans les grandes piscines australiennes, il a déménagé aux Etats-Unis.

Pour l'assister dans l'organisation de ses « Jeux », Aron D'Souza a réalisé de belles prises dans les instances et l'industrie du sport mondial : Rick Adams, ex-membre du Comité olympique et paralympique américain, Timothy Phelan, ancien haut cadre chez Nike, et le docteur Dan Turner, ex-directeur de la performance chez Red Bull. Au moins trois anciens « olympiens » siègent dans sa commission des athlètes : le nageur sud-africain Roland Schoeman, triple médaillé olympique à Athènes 2004 et contrôlé positif en 2019 ; le nageur Brett Fraser, qui a participé aux JO de Londres en 2012 pour les îles Caïmans, et la bobsleigheuse canadienne Christina Smith, qui a participé aux Jeux de Salt Lake City en 2002. Il compte aussi, entre autres, dans sa commission scientifique, le professeur George Church, expert en génétique de l'école de médecine de l'université américaine Harvard.

La première édition des « Jeux améliorés », vraisemblablement en 2026, se fera sur invitation, *« pour mieux gérer la logistique »*, avant de devenir *« open »*, explique M. D'Souza. Mais pour l'inclusion, il faudra repasser. Aucune épreuve paralympique n'est prévue. Et les athlètes transgenres – interdits, depuis février, de concourir dans les catégories féminines par décret de Donald Trump – ne sont pas conviés.

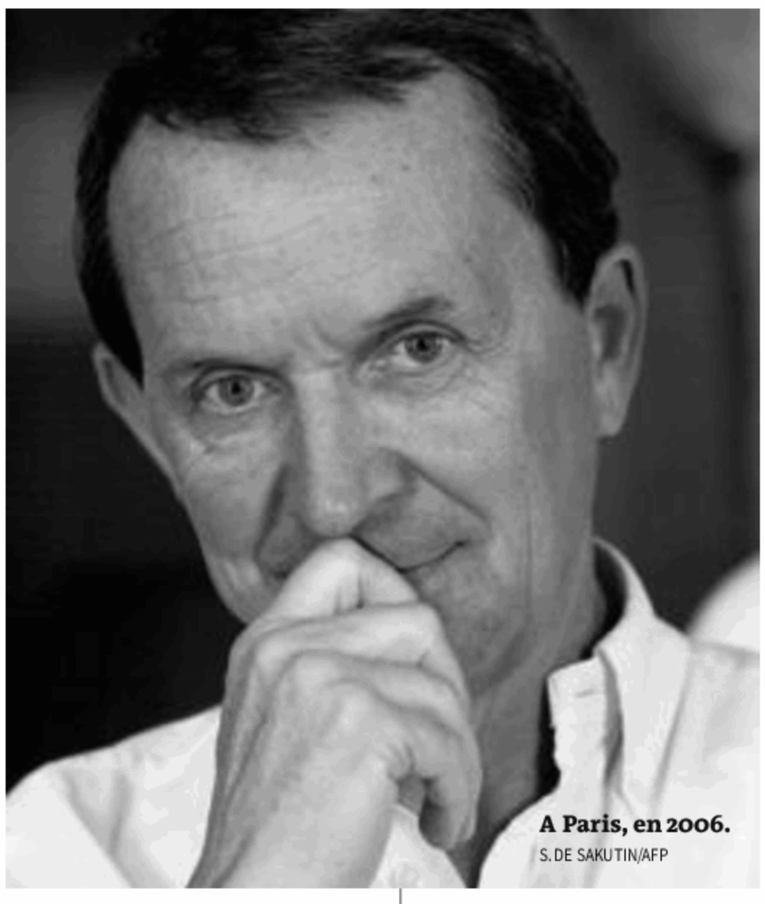
« Je suis gay, donc très sensible [aux questions LGBT+], *et les personnes transgenres ont un droit absolu à faire de leur corps ce qu'elles souhaitent, mais l'hormonothérapie que certaines entreprennent ne modifie pas la structure des chromosomes, cette technologie n'existe tout simplement pas encore »*, justifie M. D'Souza. Ses Jeux – *« scientifiques »*, précise-t-il – ignorent les termes « femme » et « homme », classant les athlètes dans les catégories XX et XY.

Dans la vidéo annonçant, en février, son implication financière dans les Enhanced Games, Donald Trump Jr détourne un des mantras de son père en lançant : *« Dans l'Amérique de* [Donald] *Trump, l'impossible est ce que nous faisons le mieux. »* Et il inscrit clairement le projet dans le mouvement MAGA (Make America Great Again, « rendre sa grandeur à l'Amérique »).

Le président des Etats-Unis, qui a promis, en janvier, de *« soutenir par tous les moyens possibles »* les Jeux olympiques et paralympiques de Los Angeles 2028 *« pour qu'ils soient les meilleurs »*, n'a, pour l'heure, pas officiellement pris position au sujet des « Jeux améliorés ». ■

PATRICIA JOLLY

Hervé de La Martinière
Editeur



A Paris, en 2006.
S. DE SAKUTIN/AFP

Autodidacte, charmeur et disrupteur – un mot qui n'existait pas quand il a débuté dans l'édition, en 1971 –, Hervé de La Martinière est mort, jeudi 8 mai, à Paris, à l'âge de 78 ans. Dans ce milieu germanopratin, c'est peu dire que ce fils de bonne famille qui n'avait pas le bac détonnait. Comme Bernard Fixot qu'il admirait, il n'avait pas la carte. Le malaise a été flagrant sitôt après le rachat du Seuil, en janvier 2004.

Le repreneur de la maison où étaient publiés Roland Barthes et Gabriel Garcia Marquez avait convié tous les cadres du Seuil à l'Espace Cardin, avenue Gabriel, à deux pas des Champs-Elysées. Une première faute de goût qui fut suivie par une seconde, beaucoup plus grave, quand le patron déclara qu'*« il n'y* [avait] *pas de honte à être rentable sur chaque titre »*. Une phrase jugée provocatrice et navrante, dans un secteur où les questions d'argent sont presque toujours taboues.

Pour devenir éditeur, Hervé de La Martinière s'est avant tout appuyé sur un culot incroyable. A 24 ans, il entre au service Réclamations chez Hachette, en bardant son CV de diplômes imaginaires. En deux décennies, il apprend tous les rouages de la distribution, devient directeur commercial puis passe à l'éditorial, chez Hachette Littératures, au Chêne puis chez Nathan. En 1981, Il fait la connaissance du photographe Yann Arthus-Bertrand, une rencontre décisive. La première collaboration entre les deux hommes concerne un livre illustré sur les fauves, *Les Lions* (1982). Suivra un compagnonnage de plus de trente ans et une centaine de livres, avec la consécration de *La Terre vue du ciel*, vendu à plus de 3 millions d'exemplaires et paru en 1999 aux éditions... de La Martinière. Car, entre-temps, l'homme d'affaires avait créé en 1991 sa maison portant son nom.

Avant *La Terre vue du ciel*, Hervé de La Martinière avait déclaré à Yann Arthus-Bertrand : *« Tu vas faire le livre de ta vie, au format et au prix que tu veux. »* La prouesse est d'avoir vendu à un prix abordable un livre de photographies, dont les coûts ont été amortis par les nombreuses éditions internationales. De son éditeur, le photographe dit qu'*« il a révolutionné la manière de réaliser des beaux livres. Il était commercialement brillant »*. Ensemble ils ont aussi inventé les livres paraissant juste après les événements, comme pour le rallye Paris-Dakar.

1er FÉVRIER 1947 Naissance à Courbevoie (Hauts-de-Seine)
1971 Entre chez Hachette
1997 Acquiert Abrams aux Etats-Unis
1999 Publie « La Terre vue du ciel », de Yann Arthus-Bertrand
2004 Rachète les éditions du Seuil
2017 Cède son groupe à Média-Participations
8 MAI 2025 Mort à Paris

Le succès mondial de *La Terre vue du ciel* donne les coudées franches à Hervé de La Martinière, qui a commencé à construire un groupe spécialisé dans les livres illustrés dans les années 1990. Il réalise en 1997 le plus gros coup de sa carrière, en faisant l'acquisition d'Abrams, le leader new-yorkais du livre d'art, un éditeur trois fois plus gros que sa société. Il achète aussi les maisons Knesebeck (allemande), Minerva ou Delachaux et Niestlé (suisses), pour bâtir et compléter cet ensemble.

Groupe national et international

Comme tous les chasseurs, l'éditeur sait repérer les proies. En se rendant en 2003 à Bruxelles pour lutter contre l'absorption de Vivendi Universal Publishing – depuis renommé Editis – par le groupe Hachette, alors dirigé par Jean-Luc Lagardère, qu'il fait la connaissance de ses pairs dans l'édition, Antoine Gallimard et Claude Cherki, PDG du Seuil. Entre ce dernier et Hervé de La Martinière, le courant passe, et l'éditeur de beaux livres semble être l'homme providentiel pour sauver la maison de la rue Jacob, en proie à des difficultés financières.

Hervé de La Martinière est alors à la tête d'un groupe national et international, présent dans l'édition, la littérature et les beaux livres, mais aussi dans la distribution et la diffusion. Ce sera aussi le début de la fin. L'arrivée d'Amazon et de Google, contre lequel il engagera un procès en 2006, tout comme la crise de l'édition, qui s'est traduite par des changements de direction à la tête du Seuil, pousse l'éditeur vers la sortie. En 2015, il cède la partie distribution de son groupe à Editis et, en 2018, la partie édition à Média-Participations, dont il devient vice-président. Il n'aura manqué à cet éditeur insaisissable qu'un ultime coup de poker pour rendre pérenne ce qu'il avait entrepris. ■

ALAIN BEUVE-MÉRY

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Pierre BARRAL,
historien du 20e siècle
à Grenoble, Nancy, Montpellier,

est entré dans la Lumière et la Paix de Dieu, le 10 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans, à son domicile.

Il a rejoint sa chère épouse

Suzanne (†).

De la part de
Bruno (†) et Françoise, Odile et Felicia,
leurs enfants,
Leurs petits-enfants
Et arrière-petits-enfants.

250, avenue de Muret,
31300 Toulouse.
odile.barral@orange.fr

Isabelle, Céline, Muriel,
ses filles,
Ses petits-enfants,
Toute la famille
Et ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul BUCHER,
psychanalyste-peintre,

survenu le 6 mai 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Un hommage lui sera rendu le mercredi 14 mai, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Contact avec la famille :
bucher.isabelle92@gmail.com

Marie-Antoinette Cieutat,
née Comiti,
son épouse,
Isabelle Cieutat-Kessler,
sa fille,
Pierre-André et Amandine Cieutat,
son fils et sa belle-fille,
Célia et Alexandre Kessler,
Simon et Marie Cieutat,
ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Bernard CIEUTAT,
président de chambre honoraire
à la Cour des comptes,
commandeur
de la Légion d'honneur,

le 7 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 mai, à 10 heures, en l'église Saint-Léon, Paris 15e.

Bidart.

La famille de

M. Michel DABÈNE,
professeur émérite
des Universités,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,

a la douleur d'annoncer son décès, survenu à Bayonne, le 29 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La célébration civile de ses funérailles a eu lieu ce mardi 13 mai, à 11 heures, au crématorium de Biarritz.

Marseille.

M. Jean-Marc Debiol,
son époux,
François, Michel et Marion (†),
ses enfants
et leurs familles,
Pierre, Luc et Philippe Heitzler,
ses frères
et leurs familles,
Mme Marie-France Roux,
née Debiol,
sa belle-sœur
et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Martine DEBIOL,
née **HEITZLER,**

survenu le 8 mai 2025, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Lazare, 13, rue Saint-Lazare, Marseille 3e.

Anne-Marie Orecchioni,
sa sœur,
Xavier et Jean Marc Emmanuelli,
ses frères,

ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de leur très chère

Claire Zara EMMANUELLI,
dite **Gioia.**

C'était le 4 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Cecilia Moreau,
son épouse,
Mélanie, Yann,
ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc MOREAU,
dit **MORO,**

survenu le 1er mai 2025.

L'auteur dramatique, comédien, doubleur, chanteur et parolier, entre autres, laisse derrière lui une œuvre riche, de ses chansons (parfois signées Mc Ormor) à Areu=MC2.

Les familles Clermont, Pabst, Bintz, Meyer,

font part, avec tristesse et soulagement de le savoir en paix, du décès de

Jean-Yves PABST,
professeur en pharmacie
à l'université de Strasbourg,
membre titulaire
de l'Académie nationale
de pharmacie.

Après un long et courageux combat contre la maladie, il nous a quittés le 10 mai 2025, dans sa soixante-cinquième année.

Une cérémonie civile aura lieu le vendredi 16 mai, à 10 heures, au centre funéraire de la Robertsau, 15, rue de l'Ill, à Strasbourg (Bas-Rhin).

Une cérémonie religieuse sera célébrée le même jour, à 15 heures, en l'église Sainte-Foy, 7, rue de l'Église, à Sélestat (Bas-Rhin).

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Anne-Lise, Valérie et François,
ses nièces et neveu,
Ses amis proches,
Toute la famille
Et les amis,

ont le regret de faire part du décès de

Mme Sylvie PROVOST,
docteur en histoire des sciences
et des techniques,
maître de conférence,
aristotélicienne et musicienne,
une femme libre, généreuse,
rayonnante, à l'humour ravageur,
en avance sur son temps.

à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie civile précédant la crémation aura lieu le samedi 17 mai 2025, de 11 heures à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Parc de Clamart, 104, rue de la Porte de Trivaux, à Clamart.

Une cérémonie du souvenir aura lieu ultérieurement à Quetteville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vous pouvez adresser vos messages à cattelainf@gmail.com

Paris.

M. Bernard Reichen,
son époux,
Benoît et Benjamin,
ses fils,
Ses petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marie-Jeanne REICHEN,
née **ROCHE,**

survenu le 8 mai 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Franklin Reinhard, Antoine et Arthur Fox-Reinhard,
ses fils,
Léo Reinhard,
son petit-fils,
Philippe (†), Alain et Martine,
ses frères et sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

Claude REINHARD,

survenu à son domicile, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Une cérémonie de recueillement aura lieu le mercredi 14 mai 2025, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 55, rue des Rondeaux, Paris 20e.

Le secrétaire perpétuel
Et les membres
de l'Académie française,

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère

Angelo RINALDI,
chevalier de la Légion d'honneur,

décédé le 7 mai 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Le service religieux sera célébré le vendredi 16 mai, à 10 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris 6e.

Il n'y aura ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation aura lieu le mardi 20 mai, au cimetière de Bastia (Haute-Corse).

(*Le Monde* du 12 mai).

Nous avons l'immense chagrin de faire part de la disparition soudaine de

Frédéric SIGAL,

décédé à l'âge de cinquante-neuf ans, le mardi 6 mai 2025.

L'inhumation a eu lieu au cimetière nouveau de Neuilly-sur-Seine.

Guillaume, Nicolas, Olivier et Ethan,
ses fils,
Michèle-Léa, Brigitte et Robert,
ses sœurs et frère,
Anne Cinqualbre,
Séverine et Camille Desbouys
Et toute sa famille.

Dominique et François-Xavier Tesson,
sa sœur et son frère,
Florence, Chloé, Sébastien et Lucas,
ses nièces et ses neveux,
Toute la famille
Et ses amis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Lionel TESSON,

survenu le mardi 29 avril 2025, à Boulogne-sur-Mer, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse se tiendra le mercredi 14 mai, en l'église Sainte-Marguerite, place de l'Église, au Vésinet, à 14 h 30, suivie de l'inhumation, à 15 h 30, au cimetière du Vésinet, 66, allée de la Meute, au Vésinet.

Hommage

Jean BRENAS,
résistant, déporté,
ancien préfet de région,

aurait eu cent ans le 9 mai 2025.

À l'occasion de ce centenaire, nous adressons nos très sincères remerciements à Mme Aline Jouve et à ses élèves de l'école publique de Taulhac, qui ont offert un magnifique hommage à sa mémoire. Sur la base de ce travail, une plaque commémorative sera prochainement posée dans la ville du Puy-en-Velay où Jean Brenas a passé une partie de sa jeunesse.

Fanou, Magali et Pierre Brenas,
ses enfants.

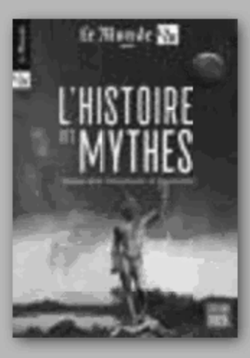
Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

LE MONDE en vente actuellement

En kiosque

Hors-série

Hors-série



Hors-série

Le livre
BLAKE ET MORTIMER

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Sur **abo.lemonde.fr**
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.sourcesure.eu

Le fabuleux destin d'Amélie Bonnin

« Partir un jour », de la réalisatrice qui avait obtenu, en 2023, le César du meilleur court-métrage, lance la 78e édition cannoise

RENCONTRE

C'est l'inconnue du bataillon. Wes Anderson, Jafar Panahi, Kelly Reichardt, Joachim Trier, Julia Ducournau, les frères Dardenne… Vingt-deux réalisateurs chevronnés, vingt-deux films en compétition officielle et, pour ouvrir (hors compétition) ce défilé de stars que s'apprête à accueillir le 78e Festival de Cannes, un nom sorti de nulle part : Amélie Bonnin, pour un premier film, *Partir un jour*.

Le geste est sans précédent au Festival, où le film d'ouverture est, en règle générale, un long-métrage grand public, au succès populaire annoncé. *« On espérait trouver une place dans une sélection parallèle*, convient la réalisatrice, les yeux écarquillés comme l'agneau de Pâques prêt à être sacrifié sur l'autel de la critique. *Le 9 avril, la veille de la conférence de presse officielle du Festival, Sylvie Pialat, qui coproduit le film, nous appelle : "Est-ce que ça vous dit de faire l'ouverture ?" »*

Elle a déferlé sous la pluie, elle a dégagé sa cape rose et kaki, son pull rose, s'est assise, regard concentré et poli : *« Bien sûr, on se dit que le choix relève de pleins de facteurs : déjà le film est court, une heure trente. Ça doit compter pour une ouverture, non ? Pour laisser du temps à la cérémonie, et que les gens aillent manger après ? Et puis je suis une femme, jeune… Et le casting, Juliette Armanet… »* On se moque de ses assauts d'humilité. Amélie Bonnin sourit. *« C'est tellement compliqué de faire un film. »*

En 2018, lorsque l'aventure de *Partir un jour* commence, le film est un court-métrage : *Où sont passées les Jennifer ?* La trame est là : un transfuge de classe rentre chez lui et retrouve son passé là où il l'a laissé, entre amour et trahison, impossible retour.

Amélie Bonnin est née à Châteauroux. Indre, 40 000 habitants. Parents dans la banque, même si, côté maternel, c'est boucher de père en fils. Amélie grandit à Tours. Bac option théâtre. Elle a une copine, Aurélie (*« le club des Castelroussines »*, comme dit cette dernière) : à 16 ans, Amélie et Aurélie font un stage au Cours Florent. Au lycée, cela en fait un peu des intellectuelles. Au bac, elles interprètent un passage de *Juste la fin du monde*, de Jean-Luc Lagarce. Aurélie veut être journaliste, faire Sciences Po à Paris. Amélie la suit, elle fera une école d'attachée de presse. Elles partagent un deux-pièces rue de Sèvres. C'est là que les Jennifer disparaissent.

« Je n'avais pas les codes »

« Attachée de presse ? Je m'ennuyais, je n'avais pas les codes », remarque Amélie Bonnin, encore à s'excuser. Dans la cour, en bas de chez elle, une école privée prépare aux concours des écoles d'art. Elle trouve séduisants ces étudiants avec leurs cartons à dessin à l'air heureux d'aller en cours. Elle s'inscrit. C'est comme ça que l'on finit dans la prestigieuse école d'art Olivier-de-Serres. On peut avoir de la chance, et du talent. *« On y faisait toutes sortes de choses, du graphisme, du design d'objet… J'y ai appris la débrouille, à associer des concepts, répondre à une commande, à une contrainte. Raconter des histoires avec des images, ça part de là. »* Pour suivre ce cursus, elle a dû persuader ses parents. *« Il fallait que les études mènent à un métier… »* La voici dans une agence de publicité, directrice artistique.

« Impressionnant, le spectre sur lequel Amélie peut travailler, témoigne sa copine Aurélie. *C'est l'écriture dans toutes ses dimensions. Elle ne reste pas dans sa ligne de nage, mais cherche à trouver le bon médium pour ce qu'elle veut raconter. Comme dans son film, où elle va mettre des chansons. »* Aurélie, c'est Aurélie Charon, journaliste sur France Inter et France Culture. En 2011, elle a créé, en binôme avec Caroline Gillet, « L'Atelier intérieur », sa première émission, de 23 heures à minuit sur France Culture. Qui y dessine en direct ? Amélie Bonnin. *« J'adore son regard. Elle dessinait des détails, ça apportait une autre écoute, ça laissait des traces. Et on retrouvait ensuite ses dessins sur le site de la radio. »* En 2015, les deux complices créent « Radio live », émission qui, depuis dix ans, est aussi une expérience performative, spectacle hybride de témoignages sur l'état de la jeunesse par la jeunesse à travers le monde.

Vingt-deux cinéastes chevronnés en compétition officielle et, pour ouvrir ce défilé de stars, un nom sorti de nulle part

Sans qu'Aurélie et Amélie aient jamais choisi d'être comédiennes, le théâtre structure leurs carrières. A New York, où elle passe un an, Aurélie Charon a rencontré le metteur en scène Pascal Rambert, qu'elle épousera. A son retour de Montréal, où elle se perfectionne en graphisme, et alors qu'elle travaille dans une agence de publicité, Amélie Bonnin s'inscrit à la Fémis pour une formation à l'écriture de scénarios. Quatre jours par mois qui lui permettent de continuer à gagner sa vie. C'est que, comme l'héroïne de son film, pour être déterminée, la transfuge partage la conscience d'un monde où la création est un luxe : gagne ton pain d'abord. *« Ma mère disait toujours : "Je fais ce boulot, si ça s'arrête, j'en fais un*

Juliette Armanet et Bastien Bouillon sur des airs de nostalgie

La romance musicale d'Amélie Bonnin, présentée hors compétition à Cannes, revisite des chansons populaires et le retour aux sources

PARTIR UN JOUR
SÉLECTION OFFICIELLE
Hors compétition

■■■□□

C'est un beau roman, c'est une belle histoire », chantait, en 1972, Michel Fugain… Le tube national aurait pu figurer dans *Partir un jour*, premier long-métrage d'Amélie Bonnin, mais cela ne collait pas avec l'histoire : l'héroïne, interprétée par la chanteuse Juliette Armanet, ne descend pas dans le Midi mais rejoint le Grand Est, où ses parents, restaurateurs, sont patrons d'un « routier ».

Il n'empêche, ce film musical (hors compétition), qui devait ouvrir le Festival de Cannes mardi 13 mai et sort en salle le même jour, fleure bon le terroir, sans être passéiste, au même titre que certains premiers films présentés dans la sélection officielle en 2024. On pense évidemment à *Vingt dieux*, de Louise Courvoisier, dévoilé en 2023 à Un certain regard, et l'on soupçonne le délégué général, Thierry Frémaux, de vouloir réitérer, avec *Partir un jour*, romance aux accents féministes, le succès inattendu de la comédie ancrée dans le Jura.

Pour mémoire, ce film un peu canaille, narrant les mésaventures d'un jeune homme fauché comme les blés, se mettant à fabriquer du comté et à fricoter avec une éleveuse du cru, a reçu le Prix de la jeunesse à Un certain regard, a engrangé plus de 900 000 entrées en salle, et a valu à l'actrice, Maïwène Barthélémy, étudiante dans un BTS agricole, le prix d'interprétation féminine aux César. Etc. Bref, un pactole inespéré pour un premier « long », sans acteur connu.

Partir un jour, avec ses comédiens revisitant des vieux tubes façon karaoké, est *so french*. A se demander si les festivaliers venus du monde entier vont tout saisir. C'est l'histoire d'une cheffe parisienne, Cécile (Juliette Armanet), gagnante de l'émission « Top Chef », qui s'apprête à ouvrir un restaurant gastronomique avec son compagnon (Tewfik Jallab). Mais la voici obligée de rentrer au bercail pour quelques jours, afin d'aider son père malade (François Rollin) en cuisine. Sa mère (Dominique Blanc), qui sert en salle, désespère de pouvoir prendre un jour sa retraite.

Entre deux entrecôtes-frites, Cécile retombe sur son amoureux du lycée, Raphaël (Bastien Bouillon), aussi jovial que passionné de moto – encore un deux-roues fétiche, comme dans *La Pampa*, d'Antoine Chevrollier, autre découverte cannoise de 2024 (Semaine de la critique) et drame de la France profonde.

Rôles inversés

Si le cinéma d'Amélie Bonnin, venue du documentaire, s'attache à créer des liens, *Partir un jour* est davantage une romance, teintée de sororité (autour d'une grossesse non désirée), qu'un tableau de l'arrière-pays. Les routiers font un peu tapisserie et n'ont droit véritablement qu'à une scène, où ils vident une bouteille de vodka. L'essentiel est ailleurs, dans ce portrait d'une femme dans la quarantaine retrouvant ses racines, interrogeant ses choix et sa relation à son père, lequel n'a jamais digéré son départ.

Partir un jour a d'abord été un court-métrage (du même nom) remarqué en festival, lauréat du César du court-métrage en 2023. Les rôles étaient alors inversés : Bastien Bouillon incarnait le Parisien, écrivain prometteur, avec cette masculinité fragile qu'on lui connaît. Le temps d'une soirée, dans sa ville natale, il retrouvait un amour de jeunesse au supermarché. Ajoutons que *Vingt dieux* et le court-métrage *Partir un jour* ont le même plan de fin, l'héroïne dévoilant furtivement ses seins à son amoureux, sur une note libertaire.

Dans la version longue de *Partir un jour*, c'est la femme, et non plus l'homme, qui a réussi socialement. Juliette Armanet campe une héroïne stressée, désemparée, qui ne se détend réellement qu'avec ses vieux copains. Dans le rôle du gars du coin, enchaînant les vannes, Bastien Bouillon, teint en blond, est aux antipodes de son registre habituel. Si l'acteur en fait parfois trop dans le côté charmeur au large sourire, c'est lui, ou plutôt son personnage, qui alimente le moteur, apportant énergie et humour à cette œuvre chantée.

Les tubes, en effet, viennent relancer un récit qui manque parfois de vigueur. Les paroles des chansons prolongent et rythment les retrouvailles de la Parisienne et du provincial (en boîte de nuit, à la patinoire), étoffant aussi le rôle des parents. François Rollin nous met les larmes en interprétant *Cécile, ma fille* (1963), de Claude Nougaro (1929-2004). Et Dominique Blanc est irrésistible de douceur et de fantaisie dans une version remaniée de *Paroles, Paroles* (1973), de Dalida (1933-1987). ■

CLARISSE FABRE

Film français d'Amélie Bonnin. *Avec Juliette Armanet, Bastien Bouillon, François Rollin, Tewfik Jallab, Dominique Blanc (1h38).*

La réalisatrice Amélie Bonnin, à Pantin (Seine-Saint-Denis), en 2021. MARIE LEVI

Image extraite du film « La Zone d'intérêt » (2024), de Jonathan Glazer, distribué par Bac Films France. A24/BAC FILMS

de marches sur le chemin. Ça commence en 2012 par *La Mélodie du boucher*, un documentaire de cinquante-deux minutes diffusé sur Arte : *« Du côté de ma mère, tous les hommes étaient bouchers*, explique-t-elle. *Mon oncle était le dernier à garder la boutique. Je trouvais ça émouvant. Alors j'ai commencé à tourner avec mon appareil photo Canon. C'est devenu un documentaire par accident. »* En 2017, elle réalise *La Bande des Français* pour France 3 – avec Aurélie Charon encore. *« A-t-on besoin de se ressembler pour partager un pays ? »*, se demandent-elles. Dans

> **« Amélie n'a jamais cédé sur ses désirs. J'admire ce courage chez elle, à chaque fois, de prendre des virages »**
>
> **Aurélie Charon**
> amie et journaliste

la lignée de « Radio live », elles rassemblent quatre jeunes Français aux origines géographiques, sociales et culturelles éloignées à… Châteauroux. Manière, déjà, de revisiter les lieux mythiques de l'enfance, comme L'Escale, ce routier emblématique de la ville, qui sert de cadre à *Partir un jour* ?

Enfin, il y a le film lui-même dans sa version court-métrage, auréolé du César en 2023. Avec sous le coude des livres comme *Et tes parents, ils font quoi ?*, d'Adrien Naselli (JC Lattès, 2021), ou *Ceux qui restent*, de Benoît Coquard (La Découverte, 2019), la provinciale devenue parisienne l'a mis en chantier dès 2018. *Où sont passées les Jennifer ?* change de titre lorsqu'elle décide d'y inclure des chansons – *Partir un jour* est un tube des 2Be3, un boys band français des années 1990.

Mais, alors que le court-métrage tourne dans les festivals, une question du public la prend au dépourvu : *« Y a-t-il une raison pour que le héros soit un homme ? »* Amélie Bonnin se frotte le nez : *« Il n'y en avait pas. Et ça m'a gênée que ce soit à ce point inconscient. On avait spontanément pris un homme comme personnage principal. »* Dans le long-métrage, elle a donc décidé d'inverser les rôles. Même acteurs, destins opposés. Le transfuge est la femme, c'est l'homme qui reste en arrière.

« Cannes, c'est exaltant. Et extrêmement flippant, grimace, transfuge jusqu'au bout, l'illustre inconnue qui s'apprête à fouler la première le tapis rouge cannois. *Un truc extraordinaire, mais ça reste un autre monde, qui n'est pas le nôtre. »* Elle laisse un silence. *« J'ai peur que ça nous change. »* ■

LAURENT CARPENTIER

autre." A un moment donné, pour moi aussi, la priorité, c'est de gagner sa vie, de nourrir ses enfants et de payer la maison. »

D'un côté, donc, la vie réglée : une maison en banlieue, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), un compagnon, Dimitri Lucas, rencontré dans un cours de théâtre quand elle est arrivée à Paris, et qui est aussi son coscénariste, et deux garçons, Lino et Solal, 12 et 8 ans. De l'autre, la vie rêvée : celui de la création, des histoires qu'on raconte, qu'on dessine, qu'on joue. Sans jamais, comme en témoigne Aurélie Charon, transiger sur ses rêves : *« Pas question de se contenter d'une vie à moitié. Amélie n'a jamais cédé sur ses désirs. J'admire ce courage, chez elle, à chaque fois, de prendre des virages. »*

Revisiter les lieux de l'enfance

Aujourd'hui encore, Amélie Bonnin, outre la réalisation de son film, continue de travailler comme directrice artistique de *La Déferlante*, une revue trimestrielle féministe dont elle arbore le tee-shirt. *« Parce que c'est stimulant intellectuellement et que c'est un cadre de travail*, se justifie-t-elle. *Et puis, financièrement, c'est un fixe. »* Elle sourit. A 40 ans, la jeune première de Cannes a le cheveu qui a commencé à blanchir : *« Cet optimisme qui fait qu'on peut tout abandonner pour se consacrer uniquement à ce dont on rêve, ça aussi, c'est un truc de classe. »*

De tout ça, elle parle très simplement. *Partir un jour* n'est pas tombé du ciel. Il y a eu beaucoup

La bonne santé en trompe-l'œil du cinéma français

La fréquentation en salle pâtit de l'absence de films locomotives

Au moment où démarre le 78e Festival de Cannes, les bons chiffres de la production cinématographique en France en 2024 cachent des fragilités. Des nuages s'amoncellent sur le secteur, entre une fréquentation en salle plus que morose depuis janvier, une crise majeure dans le secteur de l'animation et des faiblesses persistantes chez les distributeurs indépendants.

Dans son observatoire annuel sur 2024, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) se félicite que 309 films – dont 231 d'initiative française – aient reçu son agrément de financement, ce qui correspond au niveau d'avant le Covid-19. Ces films sont globalement mieux financés (+ 7,5 % à 1,4 milliard d'euros) et affichent un devis moyen de 5 millions d'euros, au plus haut depuis dix ans. *« Malgré un premier trimestre fort en production, l'année 2025 s'annonce plus compliquée en financement »*, assure Isabelle Terrel, directrice générale de l'établissement de crédit spécialisé Natixis Coficiné. Pas sûr qu'il reste beaucoup d'argent en fin d'année, ce qui pourrait pénaliser les films du milieu (à budget moyen) qui ont plus de mal à se financer que les grosses productions.

« Accidents industriels »

Aux termes de l'accord signé en mars entre les organisations professionnelles du septième art et Canal+, cette filiale de Vivendi apportera moins d'argent au cinéma français (160 millions d'euros en moyenne d'ici à 2027 contre 190 millions d'euros auparavant). Ce différentiel est compensé par les plateformes de streaming, Netflix en tête. Et Disney+ s'est aussi engagé en janvier à financer davantage le cinéma hexagonal (115 millions sur trois ans) afin de diffuser ses films plus tôt (neuf mois au lieu de quinze). Mais la remise en cause de la chronologie des médias – l'ordre de diffusion des films à la télévision ou sur les plateformes – par Netflix et Prime Video, qui ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat, pourrait déstabiliser le secteur.

En salle, la fréquentation en 2024 s'est établie à 181,5 millions d'entrées, loin du pic de 213 millions en 2019, même si la France reste de loin le pays européen ayant réalisé la meilleure reprise post-Covid-19. En 2025, l'absence de films locomotives se fait sentir. Avec seulement 11,79 millions d'entrées en avril, ce mois s'inscrit ainsi comme le pire depuis vingt-cinq ans. *« On risque d'être sous la barre de 180 millions de spectateurs en salle en 2025 »*, craint Isabelle Terrel.

Mais le séisme le plus violent concerne l'animation où plusieurs très grosses entreprises ont frôlé la liquidation judiciaire. Un jugement du tribunal de commerce de Paris du 28 mars a entériné la reprise de Technicolor Animation Productions (TAP), la filiale d'effets spéciaux et d'animation de Technicolor Creative Studios (TCS), par la société française Lift Value. Le même tribunal avait validé en décembre 2024 la reprise du studio d'animation indépendant TeamTO par le groupe Riva. La liste est longue : Digital District est toujours en redressement judiciaire, tandis que Cyber Group Studios vient d'être placé en liquidation le 23 avril, etc.

« Nous assistons à des accidents industriels après le dégonflement d'une bulle », assure Henri de Roquemaurel, directeur du département Image et Médias de BNP Paribas. Les groupes américains comme Netflix ou Disney ont en effet réduit leurs commandes et les ventes de programmes en Amérique du Nord se sont contractées dès 2023. *« Alors que les studios français sont réputés pour leur excellence en termes de production déléguée et de prestations*

> **La crise de l'animation n'est pas propre à la France, c'est un phénomène mondial**

pour les studios hollywoodiens, la source s'est tarie », explique Anne Flamant, responsable du secteur Cinéma et Audiovisuel chez Neuflize OBC. *« Il est plus difficile de détecter le dérapage financier d'un film d'animation que celui d'un long-métrage classique »*, complète Isabelle Terrel. Les délais de fabrication sont plus longs, les frais généraux plus importants. Redresser la barre est du coup, aussi, plus difficile. Or cette crise de l'animation n'est pas propre à la France, c'est un phénomène mondial. *« Les défis sont devant nous »*, assure Henri de Roquemaurel, évoquant l'arrivée massive de l'intelligence artificielle.

Montrée du doigt depuis des années comme un maillon fragile du cinéma, la distribution indépendante a souvent du mal à investir des « minimums garantis » dans les films. Même si Anne Flamant relève les belles performances réalisées en 2024 par Pyramide, Diaphana ou la Pan-Européenne. Mais, là encore, un acteur majeur de ce secteur, Bac Films France – distributeur de *La Zone d'intérêt*, de Jonathan Glazer (2024) – a été mis en redressement judiciaire avec plan de continuation, le 29 avril, selon *Le Film français*. David Grumbach, son directeur, précise au *Monde* travailler à refinancer Bac Films.

Enfin, les déclarations de Donald Trump sur sa volonté de taxer les films tournés hors des Etats-Unis avant de se rétracter doucement auront-elles un effet sur les studios de tournages hexagonaux ? Trop tôt pour le savoir. Dans le cadre de France 2030, un plan d'Etat, le programme « La grande fabrique de l'image », annoncé en 2023 et doté de 350 millions d'euros, vise à doubler la capacité de tournages dans l'Hexagone, pour tenter d'attirer davantage les productions américaines. Sur les 11 projets de création ou d'extension de studios sélectionnés, deux ont jeté l'éponge. Les autres devront s'adapter à la stratégie des studios hollywoodiens et parier sur la versatilité du président américain. ■

NICOLE VULSER

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

■■■■■ CHEF-D'ŒUVRE ■■■■□ À NE PAS MANQUER ■■■□□ À VOIR ■■□□□ POURQUOI PAS ■□□□□ ON PEUT ÉVITER

À L'AFFICHE ÉGALEMENT

■■□□□ POURQUOI PAS

Accident domestique

Pour son deuxième long-métrage, Caye Casas a décidé de mettre en scène le pire cauchemar de tout jeune parent : après avoir imposé à sa compagne l'achat d'une table basse qui n'était pas au goût de sa femme, Jesus tue accidentellement leur nouveau-né en le faisant tomber sur le maudit meuble, ce qui lui arrache la tête. Il doit faire face à cette tragédie dans l'urgence, alors que son frère et sa nouvelle compagne viennent déjeuner pour voir le bébé. Cette comédie horrifique est construite comme une lente bombe à retardement, dont on se demande quand elle va exploser à la figure des personnages. Avec sa mise en scène attentive à chaque détail et son humour noir, Casas parvient à nourrir la tension dramatique tout en nous faisant partager l'effondrement psychologique de son protagoniste peu à peu acculé à affronter une impossible vérité. ■ BO. B.
Film espagnol de Caye Casas (1 h 31).

Le Domaine

Auteur d'un premier long-métrage remarqué sur l'obsession sécuritaire, *La Troisième Guerre* (2020), le réalisateur italien Giovanni Aloi poursuit sa carrière en France, laquelle semble devoir se placer sous le signe de l'angoisse diffuse. Inspiré d'un fait divers, *Le Domaine* met en scène la descente aux enfers d'un jeune étudiant désargenté qui tombe, par désarroi et par faiblesse, entre les mains de deux cousins, margoulins brutaux, acoquinés avec une jeune maquerelle dépravée, et organisant, avec la participation d'étudiantes mal rémunérées, des parties pas si fines que cela dans un relais de chasse fréquenté par une bourgeoisie locale répugnante. Guidé par la voix off du protagoniste, innocent aux mains sales, le récit ambitionne de nous entraîner, jusqu'à l'explosion de violence finale, dans les remugles de la société, calquant sa dynamique sur celle du canonique *Taxi Driver*, sans jamais dépasser la dimension épigonale. ■ J. MA.
Film français de Giovanni Aloi (1 h 31).

The Shameless

Présenté à Un certain regard, à Cannes en 2024, ce film noir a valu à Anasuya Sengupta le Prix d'interprétation féminine. Il est vrai que l'actrice, qui a fait carrière comme décoratrice de plateau, a une présence électrisante : elle incarne une travailleuse du sexe, Renuka, trentenaire, qui décide de se venger des abus et traumas qu'elle a subis. Son rôle est d'ailleurs inspiré de la tueuse en série américaine Aileen Wuornos (1956-2002). La mise en scène, hélas, privilégie les images chocs et chatoyantes, notamment dans ces maisons closes en Inde où des mères, de génération en génération, prostituent leurs toutes jeunes filles, les donnant au plus offrant, au nom d'un rituel ancien. L'une de ces adolescentes, Devika (Omara Shetty), va croiser le chemin de Renuka. Ensemble, elles vont tenter de s'émanciper. ■ CL. F.
Film suisse, français et bulgare de Konstantin Bojanov (1 h 54).

Transmitzvah

Membre, voici trente ans, d'une « Nouvelle Vague argentine », qui s'est, depuis lors, émoussée, Daniel Burman s'était inventé, pour sa part, une manière de comédie judéo-humaine douce-amère, située dans le quartier de petits commerçants où il avait grandi à Buenos Aires. Perdu de vue dans les années 2010, le voici qui refait surface en France, d'une part, avec la série *Yosi, l'espion repenti* (Prime Video, 2023), d'autre part, avec ce nouveau long-métrage qui croise, comme son titre l'indique, les transidentités et le judaïsme. Soit l'histoire de Mumy Singer, enfant d'un couple qui survit dans le prêt-à-porter féminin, et qui, à 13 ans, se découvre fille et rêve d'un coming out à l'occasion de sa bat-mitsva, confirmation religieuse pour les filles, sous la menace d'apoplexie de son père. Le film met en scène son retour dans la famille, alors que son père est à l'article de la mort. Le rêve d'une *« transmitzvah »* refait alors surface, mais le film, glissant dans un baroque de plus en plus invraisemblable, peine à tenir la route. ■ J. MA.
Film argentin de Daniel Burman (1 h 40).

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (*)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
*Thunderbolts**	2	282160	521	↓ – 31 %	748923
Les Musiciens	1	107984	354		107984
Sinners	4	105494	575	↓ – 22 %	851542
Minecraft, le film	6	95457	670	↓ – 30 %	2528160
L'amour, c'est surcoté	3	84832	512		335930
Until Dawn. La mort sans fin	3	73470	306	↓ – 17 %	328878
Des jours meilleurs	3	70365	710	↓ – 13 %	388978
Anges & Cie	1	62321	461		62321
De mauvaise foi	1	40274	335		40274

AP : avant-première
Source : « Ecran total »
* Estimation
Période du 7 au 11 mai inclus

L'actrice iranienne Golshifteh Farahani présidera le jury à Deauville

Le jury de la 51e édition du Festival du cinéma américain de Deauville, qui se tiendra du 5 au 14 septembre, sera présidé par Golshifteh Farahani. L'actrice franco-iranienne *« est un symbole et un étendard de la liberté des femmes »*, précise le communiqué des organisateurs de la manifestation, soulignant qu'elle a *« endossé de si nombreuses causes et de si nombreuses figures de l'audace »*.

La sélection officielle du Festival de Cannes dans le réseau de cinémas Pathé

Plusieurs cinémas du réseau Pathé, à Paris, à Boulogne-Billancourt, à Nantes, à Rennes, à Lyon, à Nice et à Toulouse proposeront aux cinéphiles de découvrir, du 23 au 25 mai, les films de la sélection officielle du Festival de Cannes, qui a lieu du mardi 13 mai au samedi 24 mai.

Enric Marco (Eduard Fernandez). DAVID HERRANZ

A la poursuite d'un imposteur professionnel en Espagne

La fiction s'inspire de l'histoire réelle d'Enric Marco, mort en 2022

MARCO, L'ÉNIGME D'UNE VIE
■■■□□

L'imposteur est un personnage cinématographique. Parce qu'il est le metteur en scène de sa propre histoire, le bâtisseur d'une fiction qui s'identifierait à son existence même, l'acteur idéal, celui qui doit adhérer, à toute heure, à un rôle que lui imposent ses mensonges – l'auteur, finalement, d'un récit dont il est le protagoniste. *Marco, l'énigme d'une vie*, d'Aitor Arregi et Jon Garaño, en est une éclatante preuve supplémentaire. Le film s'inspire d'une histoire authentique, celle d'Enric Marco, né en 1921 et mort en 2022.

Militant anarchiste, celui-ci fut aussi, entre 2003 et 2005, président de l'Amicale de Mauthausen regroupant les survivants espagnols des camps nazis. Il prétendait lui-même avoir été interné au camp de Flossenbürg et témoignait régulièrement de son expérience dans les écoles et autres lieux destinés à conserver et à transmettre la mémoire de la seconde guerre mondiale. Un historien rigoureux et un peu pugnace, Benito Bermejo, découvrit que l'homme était, en fait, parti volontairement en Allemagne en 1941 pour y travailler et n'avait jamais été prisonnier dans un camp de concentration comme il le prétendait. Il fut même découvert qu'il avait tenté de prendre l'identité d'un véritable déporté, authentique résistant, lui.

Spirale paranoïaque

L'écrivain Javier Cercas avait tiré un livre de cette histoire, *L'Imposteur*, paru en France chez Actes Sud en 2015. En la transposant au cinéma, les réalisateurs Aito Arregi et Jon Garaño tentent de suivre fidèlement le parcours d'un personnage s'accrochant, avec de plus en plus de véhémence et de moins en moins de solidité, à la fable de son internement. Les cinéastes ont, paraît-il, longuement hésité sur la forme que devait prendre ce récit. A l'origine, ce devait être un documentaire s'appuyant sur des heures d'entretiens avec l'intéressé. Confrontés au double jeu de celui-ci, qui avait également signé un projet similaire avec une autre production, ils décident de transformer le film en une fiction qui s'appuierait néanmoins sur le respect le plus absolu des faits.

Le mécanisme décrit par le film, qui se savoure aussi comme un thriller, est celui du dérèglement inéluctable d'un scénario idéal, la description paranoïaque d'une spirale prenant des allures de catastrophe pour le protagoniste, au fur et à mesure de la progression de soupçons qui entourent son récit. Traqué par un historien en quête des preuves introuvables d'un passé fantasmé, Enric Marco s'enfonce progressivement dans le mensonge jusqu'à ce qu'une telle attitude ne soit plus tenable, et alors même que son entourage devine progressivement, avant tout le monde, la mystification.

L'homme a longtemps prétendu avoir été interné au camp nazi de Flossenbürg

Marco, l'énigme d'une vie repose en grande partie sur le génie d'Eduard Fernandez, son acteur principal. Le comédien s'est littéralement glissé dans la peau du personnage réel et son talent rend lisibles, avec une certaine subtilité et aussi une trouble opacité, les causes profondes de l'affabulation et de la mythomanie. Enric Marco semble avoir été la proie d'une vanité irrésistible, flattée par la visibilité médiatique d'un sujet prétendant avoir été une victime du nazisme et par le pouvoir que lui confère son statut spécial de témoin *« privilégié »* de l'histoire.

Le mystificateur se signale, par ailleurs, par une grande habileté rhétorique lui permettant de convaincre facilement autrui de la réalité de quelque chose qui n'a pas eu lieu. Une habileté rhétorique dont il est particulièrement fier. Enric Marco est un cynique naïf, un individu qui s'avère, in fine, l'objet d'une fatalité intime, irrésistible, plus puissante que tout. Après la découverte de son imposture, l'individu, en se prêtant à un film documentaire sur son parcours et en tentant de faire rédiger sa biographie par l'historien même qui a débusqué la tromperie, va chercher à tirer profit de sa nouvelle identité, celle d'un menteur pathologique, caractéristique dont l'exceptionnalité ouvrirait la voie d'une paradoxale célébrité. ■

JEAN-FRANÇOIS RAUGER

Film espagnol d'Aitor Arregi et Jon Garaño. *Avec Eduard Fernandez, Nathalie Poza, Chani Martin (1 h 41).*

Un biopic musical avec des névroses à plein tube

Le film revient sur le mirage du duo pop Milli Vanilli, fabriqué à la fin des années 1980

MILLI VANILLI, DE LA GLOIRE AU CAUCHEMAR
■■■□□

En début d'année, le film *Better Man* avait recours à une voix off pour permettre au chanteur Robbie Williams de raconter son histoire en toute subjectivité. Le long-métrage de Michael Gracey n'édulcorait rien des abus de drogue et de sexe de la pop star britannique ou du côté préfabriqué de son boys band Take That, assumant la fascination exercée sur le public par son goût de la transgression. *Milli Vanilli, de la gloire au cauchemar* cherche à s'inscrire dans la même veine. Le long-métrage du cinéaste allemand Simon Verhoeven interpelle constamment le spectateur pour l'interroger sur son propre rapport à la musique qu'il consomme : ne serait-il pas in fine le premier responsable de cette folle aventure ?

Pacte avec le diable

Si *Milli Vanilli, de la gloire au cauchemar* n'est pas épargné par le côté très balisé des biopics contemporains, le film a tout de même pour lui de redonner vie à une des histoires les plus incroyables de la musique moderne. En 1988, le producteur allemand Frank Farian, homme à tout faire du groupe disco Boney M à la fin des années 1970, engage Fabrice Morvan et Robert Pilatus. Leur mission ? Incarner aux yeux du public son tout nouveau projet, Milli Vanilli, dont il confie la musique à des professionnels de studio destinés à rester dans l'ombre.

Et ça marche. Avec sa fougue charismatique, sa bonne humeur communicative et ses longues tresses, le duo, qui interprète tous les morceaux en playback, place trois titres en tête des charts, vend près de 30 millions de singles et remporte, en 1990, le Grammy Award de la meilleure révélation. Jusqu'à ce qu'un souci technique lors d'un concert ne finisse par révéler la supercherie.

Simon Verhoeven, qui a connu Fab Morvan et Rob Pilatus avant leur heure de gloire, cherche à rendre leur vérité à chacun des acteurs de cette histoire. Le réalisateur s'est appliqué à recréer avec attention les costumes et décors de l'époque pour rendre sensible cette fin de décennie d'une extravagance un brin superficielle où la chaîne MTV faisait la loi. Sa mise en scène et son montage dynamiques donnent corps à la folie qui a fini par avaler les apprentis superstars, interprétés avec conviction par Tijan Njie et Elan Ben Ali.

Histoire d'un pacte avec le diable, avec la célébrité, le film est bâti comme la rencontre de plusieurs névroses, qu'elles soient individuelles – depuis le producteur obsédé par la musique au jeune orphelin en quête d'un père de substitution – ou collectives. A quoi a-t-on envie de croire ? A quels mirages est-on susceptible de succomber ? Chacun pourra se poser la question en réécoutant leur tube *Girl You Know It's True* avec la même fraîcheur innocente. ■

BORIS BASTIDE

Film allemand de Simon Verhoeven. *Avec Tijan Njie, Elan Ben Ali, Matthias Schweighöfer (2 h 03).*

A Bobigny, rien ne résiste à la voracité du théâtre

Paul Balagué adapte « Le Seigneur des porcheries », de Tristan Egolf

SPECTACLE

Voilà une rencontre fracassante, entre la démesure de l'écrivain américain Tristan Egolf et l'avidité du metteur en scène Paul Balagué. A la MC93 de Bobigny, le théâtre entame une de ces cavalcades insensées dont il a le secret lorsqu'il décide que rien ne doit le freiner dans sa course : ni la durée de la représentation (cinq heures, avec un entracte), ni l'ampleur du texte adapté (les 600 pages du roman *Le Seigneur des porcheries*, Gallimard, 1998). Ni les dimensions initiatiques, christiques, politiques et shakespeariennes de l'histoire, ni les titubations finales, aussi enthousiastes qu'épuisées, du public.

Propulsé dans la grande salle de la MC93, ce spectacle se déploie dans un espace bricolé en trois semaines et demie de répétitions sur le plateau. Des sacs-poubelle emballent les rares éléments de décor. Au sol, une immense bâche noire. Depuis les cintres tomberont de longs voilages sombres qui suggèrent des forêts, des géants, ou bien encore des pierres tombales. Plus tard, la bâche lacérée se redressera, offrant aux regards la vision d'un infranchissable mur en lambeaux. A la cour, un musicien (Grégoire Léauté) donne le coup d'envoi d'un grattement sec de sa guitare, sons discordants et monologue oppressé. Le mot *« chaos »*, asséné avec force, en est la pierre angulaire.

Lors d'une répétition à la MC93, à Bobigny, le 19 avril. ACHILE BIRD

Hamlet contemporain

Ce préambule crépusculaire est très vite contredit par l'éclairage pleins feux de la salle. Sept comédiens se postent en avant-scène. Deux femmes, cinq hommes, sapés à la rude, entreprennent de décrire ce qu'ils s'apprêtent à jouer. Des faits vieux de dix ans, une grève des éboueurs, la mort de leur leader assassiné par une meute décérébrée : l'entrechoquement des résumés sème la confusion. La suite sera pourtant d'une limpidité édifiante.

Ce qui est déroulé à marche forcée par les sept comédiens, dont l'énergie se double d'une précision de jeu redoutable ? La naissance, la vie et la mort d'un héros sacrifié sur l'autel de la violence, de la bêtise, du racisme, de l'alcoolisme et de la précarité. Tel est le sort réservé à John Kaltenbrunner par les habitants de sa ville natale, Baker, située dans une terre agricole des Etats-Unis. Interprété par différents acteurs, le garçon, fruit du viol de sa mère, Viviane, par son père, un archéologue mort dans une grotte, va faire l'apprentissage d'un monde livré à la sauvagerie. Un chemin de croix que ne tempère aucune possibilité de rédemption. John s'offre à la barbarie meurtrière en conscience.

La mise en scène par Paul Balagué de sa trajectoire suicidaire rive le personnage aux pas du *Hamlet* de Shakespeare. Un Hamlet contemporain, qui se débat entre la crédule idéalisation de son père et son pendant : le mépris de sa mère. Un Hamlet visionnaire, doué pour le commerce, qui réussit là où les autres échouent : il assainit son terrain et y élève des poulets. Un Hamlet persécuté, banni de Baker, mais qui y revient pour se venger. Devenu chef des éboueurs, il déclenche une grève si monumentale que la ville croupit sous les immondices. Il y a quelque chose de pourri aux Etats-Unis : la métaphore shakespearienne devient une réalité « fictionnée » par un écrivain américain né en 1971 et mort à l'âge de 33 ans seulement. Tristan Egolf s'est suicidé.

Les voix intérieures du héros, véritables alter ego, sont incarnées par trois comédiens

« Ce roman a tout pour être théâtral », affirme Paul Balagué, qui porte ce projet depuis quatre ans. Exact. Même si, pour transformer les 600 pages du récit en un spectacle organique qui emprunte ses formes au punk, à la bande dessinée, à la parodie, et surtout à l'enfance ludique des cours de récréation, le metteur en scène a inventé avec son complice, Paul-Eloi Forget, des dialogues qui n'existent pas. Il crée ainsi pour le héros trois alter ego avec lesquels il peut débattre de ses états d'âme : ces voix intérieures sont incarnées par trois comédiens.

Le procédé est habile. Il accentue la solitude d'un protagoniste enfermé dans ses doutes et guetté par une folie qui se traduira par sa perdition et la chute de Baker. La noirceur radicale du propos, dans lequel Balagué engouffre des allusions à l'actualité politique américaine ou française, devrait désespérer. Il n'en est rien. Parce que le théâtre, ici, est célébré avec un appétit inouï qui consacre l'apocalypse. Parce qu'il est consommé avec une sorte de voracité sidérante qui le dédouane de ses débordements et emporte ses failles et ses faiblesses (il y en a) dans les pulsations contagieuses d'une troupe qui croit mordicus à la toute-puissance du jeu. ■

JOËLLE GAYOT

Le Seigneur des porcheries, d'après le roman de Tristan Egolf (Gallimard, 1998, traduction de Rémy Lambrechts). Adaptation et mise en scène de Paul Balagué. MC93 Bobigny, jusqu'au 18 mai.

Les dessins inspirés de Pheanith Hannuna, victime de harcèlement

L'étudiant en art s'est suicidé en 2020 après avoir été pris pour cible par d'autres élèves

EXPOSITION

Des moutons, cartables sur le dos, suivent les consignes d'un enfant. Véhément, ce meneur pointe du doigt une cible, un camarade isolé. Ce dessin intitulé *La Rumeur*, Pheanith Hannuna l'a réalisé un mois avant de se donner la mort, le 9 décembre 2020, à 21 ans. Le jeune homme avait une copine amoureuse, des amis fidèles, des parents aimants. Il avait surtout du talent à revendre, comme en témoigne la trentaine d'œuvres accrochées jusqu'au 25 mai à la mairie du 9e arrondissement, à Paris. Le titre de cette exposition, « L'Inachevé », témoigne du drame, et révèle surtout une virtuosité au service d'une sensibilité aiguë. Ce jeune homme, qui signait sous le pseudonyme d'Anglox, portait sur le monde figé par la pandémie un regard noir, lucide, mais trop noir et trop lucide pour le supporter.

Pheanith Hannuna, adolescent, s'était découvert une passion pour Roland Topor, mort en 1997. L'un de ses dessins, *Faire semblant*, un sourire forcé, s'inspire directement de cet esprit caustique, antidote contre la peur. *« Je lui avais offert un très gros livre d'illustrations avec lequel il dormait*, raconte sa mère, Anne-Sophie Mercier, l'une des plumes du *Canard enchaîné*. *Topor et Daumier étaient ses dieux. »* Peu avant de mettre fin à ses jours, le jeune homme s'était aussi initié au cinéma. Il planchait sur un projet de bande dessinée et peaufinait une fresque, inspirée des personnages du Studio Ghibli, qu'un commerçant du quartier lui avait commandée et que ses parents ont reconstituée.

Comment ce garçon plein d'avenir en est-il arrivé à quitter ce monde ? Le drame démarre en octobre 2019, quand Pheanith Hannuna intègre l'Institut supérieur des arts appliqués (Lisaa). Au sein de cette école appartenant au groupe Galileo Global Education, quelques étudiants le prennent en grippe, le rebaptisent « pénis », l'agonissent d'injures. L'adolescent adopté résiste au harcèlement, en parle à ses parents, continue à obtenir les meilleures notes, mais s'ajoutent des accusations sans fondement de plagiat. Pour Pheanith Hannuna, c'en est trop : faute de soutien du corps enseignant, il se suicide quelques heures après s'être fait recadrer par un responsable pédagogique.

Sensibiliser les lycéens

Après une enquête préliminaire, suivie d'un classement sans suite en juin 2022, les parents du jeune homme, représentés par l'avocate Marie Dosé, ne désarment pas. En janvier 2023, ils obtiennent l'ouverture d'une information judiciaire avec constitution de partie civile, toujours en cours. En parallèle, Anne-Sophie Mercier et Benjamin Hannuna s'attachent à laver la mémoire salie de leur fils, et se battent pour transmettre son message. L'exposition, conçue pour laisser une trace, mêle dessins aboutis et caricatures – dont celles, savoureuses, de Marine Le Pen et Donald Trump. *« Il faut du courage pour faire émerger la lumière de l'obscurité, du courage pour transformer un deuil en dialogue, une absence en présence, un cri étouffé en parole partagée »*, a déclaré la maire, Delphine Bürkli, lors du vernissage, le 7 mai.

Les parents de Pheanith Hannuna se prêteront à plusieurs séances d'échanges avec les lycéens du quartier pour les sensibiliser au risque du harcèlement. *« On connaît le mécanisme, on a vu de près comment il se met en place*, confie Anne-Sophie Mercier. *Il faut être réaliste : on a tous été harceleur un jour, on s'est tous moqués à deux ou trois de quelqu'un qu'on n'aimait pas. Mais il faut faire attention aux sorties de route, quand le groupe se transforme en meute. Car après, ça ne s'arrête plus. Ça devient une obsession, ça devient dégueulasse. »* Et rien ne protège alors de l'angoisse qui monte, ni l'amour des siens, ni le talent. ■

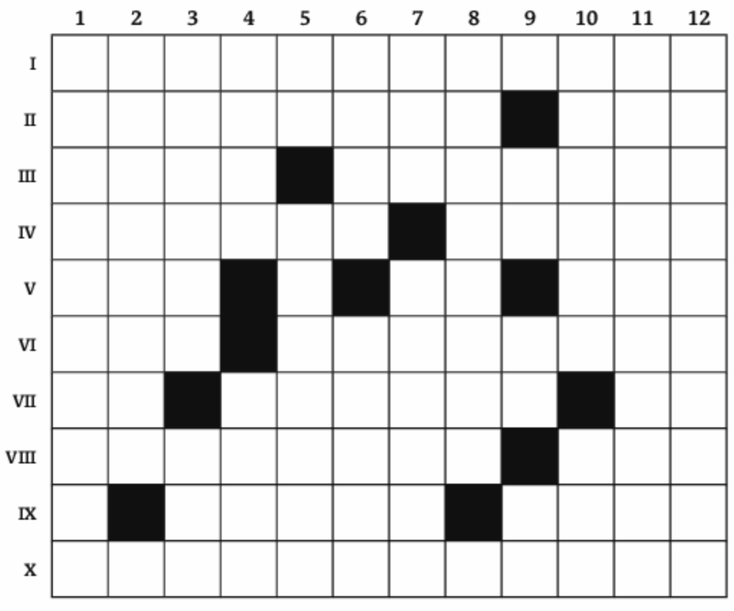
ROXANA AZIMI

L'Inachevé. Mairie du 9e arrondissement, Paris. Jusqu'au 25 mai.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 111
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**



HORIZONTALEMENT

I. Gros consommateurs de jours et de nuits. **II.** Son orgueil atteint des sommets. Fondé par Mandela. **III.** Jeu et plaisir, rarement au singulier. Bien secoué. **IV.** Liquidons tout. Table sacrée. **V.** Met le feu aux organes. Entrent en action. Dame du monde. **VI.** Peuvent être approuvés. Regretter et compatir. **VII.** Article. Servies au pub. Rayonne au-dessus du Nil. **VIII.** Vous empêchent de tenir debout. Evite le mat. **IX.** Apprécier et chérir. Séparation au sommet. **X.** Décharges appréciées par le contribuable.

VERTICALEMENT

1. Fait dans le gros, pas dans le détail. **2.** On les retrouve aux mêmes endroits. **3.** Manifestations d'humeur. Art de la rue. **4.** A fait tourner les moteurs à quatre temps. Membre de la Chambre des lords. **5.** Propos enfantin. Le grand air et rien d'autre. **6.** Pourquoi les blanches seraient plus niaises que les autres. Une chance à découvrir en montant. **7.** Mesure économique. Comme une victoire sans ailes. **8.** Ses travaux terminés, il se jeta dans les flammes. **9.** Vaut de l'or. Travaille à la chaîne. Note. **10.** Equiper contre le froid. Quand le coup part. **11.** S'emparerait par les armes de la position. **12.** Des vagues qui font peur aux navigateurs.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 110

HORIZONTALEMENT I. Califourchon (à). **II.** Eue. Ourébi. **III.** RTT. En. Eta. **IV.** Totaliser. Aï. **V.** Irrita. Semis. **VI.** Féeries. Bure. **VII.** IGS. Ouater. **VIII.** Cu. Zutiste. **IX.** Alcide. At. Ce. **X.** Températures.

VERTICALEMENT 1. Certificat. **2.** Autorégulé. **3.** Lettres. CM. **4.** Air. Zip. **5.** Foultitude. **6.** Ou. Iae. Ter. **7.** Ures. Soi. **8.** Rênes. Usât. **9.** CB. Rebattu. **10.** Hie. Mute. **11.** Taire. CE. **12.** Niaiseries.

SUDOKU
N°25-111

							3	9
					2			1
					7			5
	7				9			2
		2		6	3	8	1	
	5	7			1			
		1		2			4	
	9			4	6			3

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

9	4	8	7	3	6	5	1	2
6	1	2	5	8	9	7	3	4
5	7	3	1	4	2	8	9	6
7	2	1	3	9	5	6	4	8
3	6	4	8	7	1	2	5	9
8	5	9	2	6	4	3	7	1
1	8	6	4	5	7	9	2	3
2	3	5	9	1	8	4	6	7
4	9	7	6	2	3	1	8	5

Facile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

1945-2025
DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 12,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

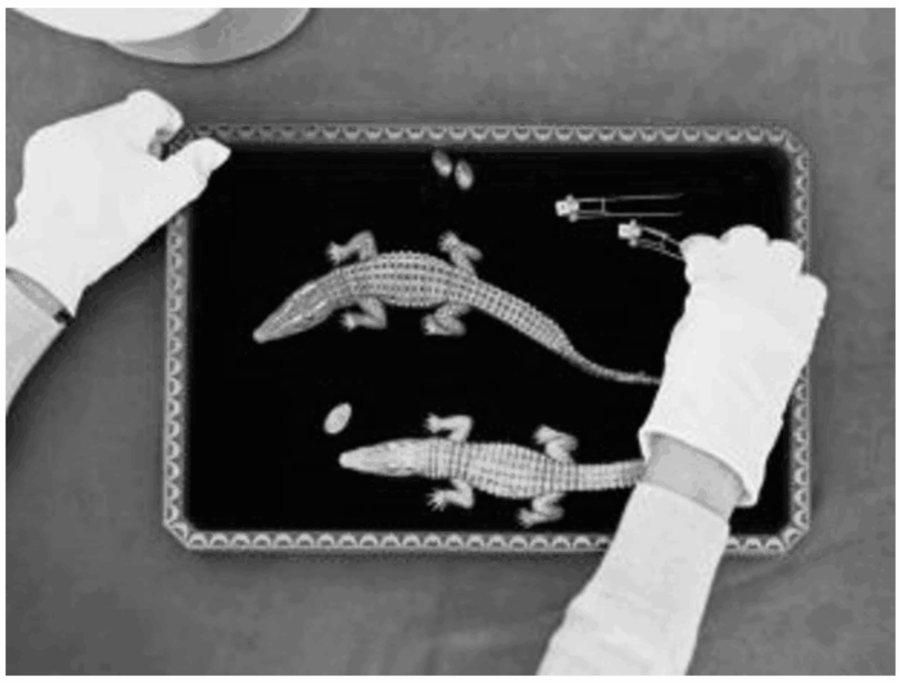
ACPM PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS Tél : 01-57-28-39-00 Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. **Eutrophisation :** PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025



Ci-contre, au premier plan : collier égyptien en platine, faïence égyptienne, diamants, saphirs, émeraudes, cornaline, onyx et turquoises (1927). En bas, à gauche : bébés crocodiles pavés d'émeraudes et de diamants jaunes (1975). A droite : bracelet en or gris, diamants, saphirs, émeraudes et opale (2015).
JORDI RUIZ CIRERA POUR « LE MONDE »

A la découverte des trésors cachés de Cartier

La maison de joaillerie recherche et rachète montres, bijoux et objets emblématiques de son histoire. Plus de 3 500 pièces d'exception, soigneusement conservées à Genève et montrées lors de grandes expositions

JOAILLERIE

GENÈVE (SUISSE) - *envoyé spécial*

Les rideaux ont été tirés pour maintenir à l'abri des regards extérieurs ce que contiennent les vitrines. Gare à celui qui s'amuse à les laisser ouvertes plus de quinze secondes : une alarme stridente retentit aussitôt. Avant cela, il a fallu manœuvrer de Digicode en sonnette, de porte anonyme en double sas de sécurité : la collection Cartier, dissimulée dans plusieurs annexes de Genève, est protégée comme un trésor.

La salle de réunion à la moquette moelleuse est anonyme, banale. Mais le contenu des vitrines murales vaut bien ces mesures drastiques de sécurité : devant de corsage, étuis en laque ou en marqueterie de turquoise et lapis-lazuli, broche de ceinture scarabée en quartz fumé et faïence égyptienne, collier lesté d'une opale australienne… Un bracelet en or, argent et émeraudes, vers 1880, reste conservé dans son écrin d'origine, daté du temps où Cartier se situait encore boulevard des Italiens. Ici, une horloge en cristal de roche de 1914 ; là, une montre Santos-Dumont de 1912, non loin d'un étui à cigarettes de 1938, gravé pour Marlene Dietrich. De temps en temps, Pascale Lepeu, la directrice, les extrait pour les faire admirer de plus près, posés sur des plateaux ou installés sur des bustes.

Bienvenue dans la salle ordinaire vers laquelle convergent des commissaires d'exposition du monde entier : ils y découvrent les bijoux ou garde-temps qu'elle recèle, afin de décider lesquels emprunter pour leurs monographies ou accrochages à Dallas, Berlin, Paris, Tokyo, Londres ou Shanghaï. Cartier reste attentif à l'exploitation faite de ses prêts mais joue volontiers le jeu.

Après tout, *« les expositions joaillières, de plus en plus nombreuses, servent à faire découvrir la dimension anthropologique de secteurs comme celui de la parure, autrefois perçus comme futiles*, observe Christophe Rioux, professeur à Sciences Po, spécialiste du luxe et des industries créatives. *De plus, elles permettent aux marques de démontrer qu'elles sont capables de produire des créations artistiques. »* Les commissaires en visite peuvent compter sur Pascale Lepeu et son équipe d'une dizaine d'employés pour répondre à une demande de précision et, souvent, ajouter une suggestion : *« Et pourquoi pas cette pièce-là ? »*

L'éventail est si large que le fonds semble de plus en plus incontournable : au moins les trois quarts de « Cartier », exposition consacrée à la marque qui se tient au Victoria & Albert Museum de Londres jusqu'au 16 novembre, proviennent par exemple de la collection Cartier. *« Sans son appui, nous ne serions pas parvenus à monter une exposition à cette échelle en si peu de temps* [trois ans environ] », salue sa cocommissaire, Rachel Garrahan. Le reste du temps, l'ensemble n'est accessible qu'aux designers et artisans de la marque, qui viennent y puiser l'inspiration, et est ouvert aux journalistes seulement à de rares occasions.

Dernièrement, les filles d'une Américaine fortunée ont revendu à la maison un collier orientalisant de 1927

Inaugurée en 1983, la collection Cartier *« est vraiment mature depuis une dizaine d'années »*, estime le directeur de l'image, du style et du patrimoine de la maison, Pierre Rainero. Elle s'avère désormais être le plus grand rassemblement par une marque de bijoux et de montres d'objets vintage à usage patrimonial, non commercialisable, soit plus de 3 500 pièces, datées des années 1860 à 2015. C'est davantage que les 830 que revendique Boucheron et que les 2 700 conservées par Van Cleef & Arpels. Sollicités, d'autres concurrents, tels Bulgari et Tiffany, ne communiquent pas le nombre de pièces sauvegardées par leurs soins.

Montre Tank de Fred Astaire

Chaque année, Cartier, navire amiral du groupe suisse Richemont, consacre une enveloppe financière pour enrichir la collection. *« C'est comme un puzzle*, compare Pascale Lepeu. *On cherche ce qui viendra compléter le tableau général. »* Récemment, l'entreprise a par exemple sorti le chéquier pour acquérir deux raretés qui avaient été présentées à l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels de 1925 à Paris : un ornement de cheveux en forme d'orchidée en onyx, diamants et émail, et un merveilleux « tube à rouge » relié à un poudrier en nacre, enrichi du dessin d'un phénix exécuté par le peintre russe Vladimir Makovski (1846-1920). Gants blancs enfilés, Pascale Lepeu exerce une pression sur l'émeraude qui fait office de bouton-poussoir : le boîtier s'ouvre alors pour révéler un miroir et un rangement pour le maquillage.

Outre la qualité et l'intérêt scientifique, *« avoir eu une propriétaire illustre peut aider à entrer dans la collection »*, souligne-t-elle. Devant nos yeux, un diadème en motif feuilles de laurier en perles et diamants, issu de la corbeille de mariage de Marie Bonaparte, voisine donc avec une montre Tank de 1929, aux chiffres nappés de peinture phosphorescente et achetée par Fred Astaire. Tout près, d'anciennes commandes de l'actrice mexicaine Maria Felix. *« Elle est venue ici, un jour de 1997, cinq ans avant son décès, revoir les bijoux que nous avions acquis auprès d'elle*, se souvient Pascale Lepeu. *Elle nous a raconté comment elle jouait avec. »*

Ainsi de ses boucles serpent en or jaune et émail cyan, de son bracelet en corail en forme de chimère des années 1960, et, surtout, de ses mythiques bébés crocodiles de 1975, pavés d'émeraudes et de diamants jaunes, portables en broches individuelles ou en collier, une fois assemblés. Un autre collier commandé par la fantasque comédienne en 1968, serpent pavé de 2 743 diamants, a fait vivre à Rachel Garrahan, à Genève, une *« épiphanie »*. *« Quand on le prend en mains, sa souplesse est absolument incroyable »*, s'ébaudit celle qui l'a fait voyager de la Suisse au Victoria & Albert Museum.

Pour racheter ces spécimens, Cartier compte sur son réseau de marchands d'art ou attend que d'anciens clients cherchent à disperser leurs possessions. Dernièrement, les filles d'une Américaine fortunée ont par exemple revendu à la maison un collier orientalisant de 1927. *« Christmas necklace »*, le surnommaient-elles, leur mère ne le portant que le 25 décembre. Autrement, la marque jette son dévolu aux enchères. *« Nous nous accordons, à chaque fois, sur un plafond de dépenses*, explique Pierre Rainero. *Ou, lorsque la situation exige de devoir trancher entre deux pièces, sur une priorité. »*

Le bijou en ligne de mire qui vous passe sous le nez ne reste-t-il pas longtemps en mémoire ? *« On essaie d'oublier »*, se convainc-t-il. Les moyens restent toutefois considérables. En 2014, Cartier a ainsi arraché chez Sotheby's à Hongkong un collier de 1933 ayant appartenu à la riche héritière mondaine Barbara Hutton : un alignement de 27 billes en jadéite impériale du XVIIIe siècle pour… 27,4 millions de dollars !

Photographiés et numérisés, ces milliers de montres, bijoux et objets restent conservés dans des boîtes maintenues à température constante. *« Eric Nussbaum, le fondateur de la collection* [mort en 2003], *aurait rêvé de les rassembler dans un musée genevois qu'on aurait créé, mais un musée de marque n'a jamais de succès*, estime Pierre Rainero. *Cartier ne doit pas faire un manifeste pro domo : seuls des avis extérieurs sont probants. Et si on veut vraiment accéder à une dimension artistique, il faut accepter d'être regardé par un tiers, car la perception d'une marque en interne est forcément déformée. »*

Après Londres, des prêts seront accordés, dans les prochains mois, à des accrochages prévus à Rome, à Melbourne ou à la Cité interdite de Pékin. Discrétion oblige aux enchères, Pascale Lepeu ne révèle pas ses cibles, mais épluche avec attention les catalogues des prochaines ventes. *« Nous cherchons toujours certaines pièces, disparues depuis trente ou quarante ans*, dit-elle, avec l'air énigmatique d'une détective. *On a des chances de les voir resurgir un de ces jours. »* Et de caresser le pendentif de son sautoir évidemment griffé Cartier, un bâtonnet en bois d'amourette censé porter chance. ■

VALENTIN PÉREZ

Tiares et panthères à Londres

« Cartier ». Point. Sans sous-titre. Le titre de l'exposition du Victoria and Albert Museum, qui se tient à Londres, jusqu'au 16 novembre, se veut sans fioriture et raccord avec son ambition : délivrer un précipité de la maison fondée à Paris en 1847.
Le grand public peut serpenter entre des emblèmes du joaillier. On croise des panthères au pelage pavé, des colliers Tutti Frutti (en rubis, émeraudes et saphirs gravés), des « pendules mystérieuses » (blocs de cristal de roche dans lesquels chiffres et aiguilles semblent flotter comme par magie), des montres Tank (1911) ou Crash (1967), des tiares tout en pierres par dizaines… Le parcours détaille les inspirations indienne, japonaise ou égyptienne de Cartier, ses clients illustres, ses pierres volumineuses, ses montres graphiques, mais également ses liens avec les monarques britanniques. Contempler les prêts des Windsor, d'ordinaire au coffre, est un des attraits de l'événement. Pour l'occasion, le roi Charles III a accordé son feu vert à une dizaine de pièces. Parmi elles, un bouddha en quartz, des pingouins en agate, des broches florales de 1943 en diamants et rubis ou encore un bracelet jamais exposé en saphirs et diamants d'Elizabeth II, offert par son père, le roi George VI.

Yossi Beilin Entre Israël et la Palestine, des solutions sont encore possibles, mais sans la coalition de Nétanyahou

L'ancien ministre de la justice israélien (1999-2001) estime que Donald Trump conforte Benyamin Nétanyahou dans son jusqu'au-boutisme. Ce qui n'empêche pas, selon lui, une résolution du conflit si Israël change de premier ministre

Le 7 octobre 2023, lors de l'assaut démentiel lancé par le Hamas contre les localités israéliennes proches de la bande de Gaza – incluant meurtres, massacres de familles entières, viols et enlèvement de centaines de civils israéliens pacifiques –, l'Etat hébreu a été secoué par un véritable tremblement de terre. Se sont réveillés des souvenirs collectifs de la Shoah des Juifs d'Europe, et chez de nombreux Israéliens, surtout à droite, le sentiment que toutes les limites avaient été abolies, qu'il était désormais permis de se venger de manière terrible pour dissuader une bonne fois pour toutes les ennemis d'Israël.

Le monde, qui dans les premiers jours a exprimé sa solidarité avec Israël, stupéfait qu'une puissance militaire occidentale démocratique ait été ainsi prise au dépourvu par une organisation terroriste fanatique, n'a pas accepté les bombardements israéliens sur Gaza ni les lourdes pertes, qui se comptent en dizaines de milliers de victimes, infligées à la population palestinienne majoritairement non impliquée. Israël a ainsi rapidement glissé du rôle de victime à celui d'agresseur perçu comme incontrôlable, sans volonté de respecter le droit international, exposant ses dirigeants à des risques d'arrestation et de poursuites devant des tribunaux internationaux.

Ce sentiment d'abandon a renforcé chez de nombreux Israéliens l'idée que le monde agit avec cynisme, punissant la victime elle-même, et a conforté le gouvernement actuel dans son rejet des institutions internationales, perçues comme foncièrement hostiles à Israël. D'où une logique : puisque rien ne sera jamais assez bien, tout est permis. La dépendance politique du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, vis-à-vis de partis d'extrême droite ouvertement antidémocratiques, prolonge la guerre à Gaza sans résultats concrets depuis un an et demi. Cela met en danger la vie des dizaines d'otages israéliens encore détenus dans ce territoire.

Le dirigeant inattendu du monde libre, Donald Trump, dont la vision simpliste repose sur une logique de « donner et recevoir », devait commencer le 13 mai une tournée au Moyen-Orient pour conclure des accords spectaculaires avec les Etats du Golfe. Il aurait aimé résoudre tous les conflits de la région selon son approche transactionnelle, mais il s'est heurté à des acteurs religieux fanatiques qui n'adhèrent pas à ce modèle.

Si, un moment, il a semblé désireux de résoudre le conflit israélo-palestinien – le cœur du conflit israélo-arabe – en tranchant le nœud gordien, il semble aujourd'hui vouloir l'esquiver plutôt que le résoudre. Trump évite Israël dans sa tournée régionale, négocie un accord nucléaire avec l'Iran sans y associer l'Etat hébreu, conclut une trêve informelle avec les houthistes au Yémen sans équivalent avec Israël, et renonce à exiger une normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël dans l'accord majeur qu'il s'apprête à signer.

Intérêts vitaux des deux camps

En tournant ainsi le dos à Nétanyahou, Trump lui offre paradoxalement une marge d'action qui va à l'encontre des intérêts nationaux fondamentaux d'Israël : garantir la sécurité du pays, assurer son avenir comme Etat hébreu et démocratique, et Etat de tous ses citoyens. Ce n'est pas une fatalité. Il est possible de modifier cette réalité en prenant en compte les intérêts vitaux des deux camps. La question est de savoir si, dans un contexte d'hostilité croissante entre les deux peuples, il est encore possible de parler de solutions, tant à court qu'à long terme. Ma réponse est oui.

Les intérêts fondamentaux des deux parties n'ont pas changé et leur mise en œuvre dépend l'un de l'autre : l'identité d'Israël ne pourra être garantie que si une frontière est fixée entre lui et l'Etat palestinien futur, tandis que le droit à l'autodétermination du peuple palestinien ne sera effectif que lorsque l'Etat d'Israël reconnaîtra l'Etat de Palestine. A court terme, le Hamas devra restituer à Israël tous les otages, vivants ou morts, et le gouvernement israélien devra s'engager à mettre fin à la guerre à Gaza. Selon des récents sondages, une large part des Israéliens (entre 60 % et 70 %) n'adhèrent pas aux justifications avancées pour poursuivre cette guerre et ne croient pas qu'elle conduira à la libération des otages israéliens enfermés dans les tunnels du Hamas à Gaza. Le coût humanitaire pour les habitants de la bande est insupportable et cause un tort immense à l'image d'Israël.

> « LE COÛT HUMANITAIRE POUR LES HABITANTS DE LA BANDE DE GAZA EST INSUPPORTABLE ET CAUSE UN TORT IMMENSE À L'IMAGE D'ISRAËL

Puisque le Hamas ne libérera pas les otages si Israël élimine ensuite ses dirigeants, il faudra permettre à certains leaders de quitter Gaza, de s'installer ailleurs et de bénéficier d'une immunité contre toute attaque israélienne. Les combattants du Hamas devront être remplacés par une autre force. Si l'Autorité palestinienne est prête, militairement, à redéployer ses forces de sécurité dans la bande et à y prendre en main la sécurité, ce sera l'option à privilégier.

Si elle a besoin de temps pour s'y préparer, des forces internationales, notamment issues des pays de la région, pourront assurer temporairement l'administration de Gaza et y maintenir une présence sur le terrain. Dans tous les cas, les Etats du Golfe auront la responsabilité de la reconstruction. Mais ces pays n'interviendront pas sans horizon politique, ce qui nous amène à la question du statut définitif. La solution n'est plus un secret : elle s'inspirerait des accords Beilin-Abou Mazen de 1995, des « paramètres » Clinton de 2000, de l'Initiative de paix arabe de 2002 et de l'initiative de Genève de 2003.

Bâtir une confédération

La question des frontières, des réfugiés palestiniens de 1948, de Jérusalem et de ses lieux saints, ainsi que celle des arrangements de sécurité ont déjà fait l'objet de nombreuses propositions officielles et non officielles depuis les accords d'Oslo, et il ne faudrait pas longtemps pour aboutir à un accord final. Le principal obstacle actuel est la question des colonies en Cisjordanie. Si la frontière définitive correspond globalement à celle de l'initiative de Genève, près de 200 000 colons se retrouveront sur le territoire du futur Etat palestinien. Leur évacuation serait extrêmement difficile, voire impossible.

Un groupe de Palestiniens dirigé par la juriste Hiba Husseini et un groupe d'Israéliens que je dirige ont proposé la création d'une Confédération de la Terre Sainte, dans laquelle les colons souhaitant rester en Cisjordanie pourraient le faire en tant que citoyens israéliens et résidents permanents de l'Etat palestinien, tandis qu'un nombre équivalent de Palestiniens pourraient vivre en Israël avec le même statut juridique. Cela, indépendamment de la question des réfugiés palestiniens. Une confédération dans l'esprit de l'Union européenne permettrait une coopération plus efficace entre les deux Etats et remplacerait le paradigme de la séparation des peuples par celui de la collaboration.

Cette solution peut-elle être mise en œuvre sous la coalition actuelle de Nétanyahou ? Non. Mais elle pourrait voir le jour grâce à un filet de sécurité politique, fourni par les partis du centre gauche de la Knesset actuelle, qui remplacerait l'extrême droite jusqu'aux élections (au plus tard dans un an et demi).

Si cette configuration s'avère impossible, il faudra alors préparer la mise en œuvre de cette solution pour les prochaines élections, après lesquelles, selon toute vraisemblance, Nétanyahou ne sera plus premier ministre. ■

Yossi Beilin, *ancien ministre de la justice israélien entre 1999 et 2001, a été un négociateur des accords d'Oslo (1993), des accords Beilin-Abou Mazen (1995) et de l'initiative de Genève (2003)*

Olivier Bury Aide à mourir : par-delà les directives lointainement anticipées, l'écrit est nécessaire lorsqu'on se sait condamné

Le psychologue insiste sur la nécessité d'une demande écrite du patient, dès lors qu'il se sait voué à mourir à court terme, pour mettre un terme à sa vie

Alors que l'Assemblée nationale examine la légalisation de l'aide à mourir, un détail en apparence technique menace de fragiliser l'équilibre éthique de la proposition de loi : l'absence d'obligation de demande écrite de la part du patient, dès lors qu'il se sait à court terme voué à mourir – ce qui est à distinguer d'une ancienne directive éventuellement rédigée alors qu'il est en bonne santé.

En Belgique, où j'accompagne depuis plus de vingt ans des patients en fin de vie, la demande écrite est au cœur du processus. Elle ne rigidifie pas la démarche : elle en garantit la profondeur. C'est une balise. Une manière de dire : cette décision est mienne, réfléchie, et elle engage ma conscience. La parole seule ne suffit pas. Elle est, par nature, fugace, sujette à interprétations, parfois ambivalente. Elle peut se tordre sous le poids de la douleur, des affects ou de pressions diffuses, même involontaires. L'écrit, lui, fixe la volonté. Il laisse une trace. Il permet de relire, de relier. Il protège. Toutes les parties.

Prenons le cas de Clara *[le prénom a été changé]*, une patiente atteinte d'un cancer en phase terminale. Durant plusieurs semaines, elle évoque avec moi, à voix basse, l'idée de mourir. Mais c'est le jour où elle écrit sa demande, seule dans sa chambre, que sa position s'éclaire. Le lendemain, elle me dit : *« Je crois que j'ai compris ce que je veux. Ce n'est pas mourir. C'est ne plus souffrir ainsi. »* Ce n'était pas un changement d'avis : c'était une clarification née de l'acte d'écrire.

L'écrit transforme la conscience. Par-delà les directives lointainement anticipées, il est nécessaire lorsqu'on se sait condamné. Il impose un rapport à soi. Il oblige à formuler l'indicible. Cette confrontation, loin d'être une formalité administrative, devient un espace d'élaboration. Pour beaucoup, il est même un acte de soulagement : *« Enfin, j'ai pu dire ce que je porte. »* Pour d'autres, il est un révélateur : ce n'est pas encore le moment.

Formulation consciente

L'écrit protège également les soignants. Il les sécurise face au doute, aux réinterprétations postérieures, aux conflits familiaux. Il évite qu'un geste irréversible ne repose sur une parole floue, captée au détour d'une conversation ou d'une détresse passagère. En cas de contestation, l'écrit est une balise claire, objective, humaine. En Belgique, nous savons que cette exigence ne complique pas l'accès à l'aide à mourir. Elle n'exclut ni la compassion ni la souplesse. Elle encadre. Elle balise. Elle soutient les équipes, les familles et, surtout, elle respecte le patient. Pas seulement son souhait de mourir, mais son cheminement intérieur.

> « ON DIRA : « MAIS CERTAINS NE PEUVENT PLUS ÉCRIRE. » LA LOI BELGE A PRÉVU CELA : LA DEMANDE PEUT ÊTRE DICTÉE EN PRÉSENCE DE TÉMOINS

On dira : *« Mais certains ne peuvent plus écrire. »* La loi belge a prévu cela : la demande peut être dictée en présence de témoins. Le cœur du principe n'est pas le geste d'écrire lui-même, mais la formulation consciente, signée, traçable, d'un choix. Laisser l'oral comme seul vecteur d'une décision aussi grave, c'est exposer la volonté du patient à la dérive des interprétations. C'est rendre floue une décision qui doit être lumineuse. C'est fragiliser les soignants, ouvrir des brèches juridiques et, potentiellement, trahir l'intention même du malade.

Je n'écris pas ici pour défendre une position idéologique. J'accompagne des gens qui meurent. Je vois leurs hésitations, leurs peurs, leurs clartés. L'écrit, quand il est là, les apaise. Il donne du poids à leur voix. Il marque un temps. Il évite de précipiter ce qui doit rester librement et lucidement décidé. C'est pourquoi j'appelle les députés français à intégrer une exigence simple mais décisive : *« Toute demande d'aide à mourir devra faire l'objet d'un écrit personnel, signé et daté par le patient. »* Un tel amendement n'ajoute pas un obstacle : il ajoute une garantie. Celle que cette loi, historique, demeure fidèle à sa vocation première : accompagner la liberté, dans la clarté. ■

Olivier Bury *est psychologue clinicien et criminologue en Belgique*

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

Alberto Melloni L'élection de Léon XIV, une victoire, celle de « faiseur de papes »

Dans un conclave qui se termine au quatrième tour de scrutin, il y a forcément un fait décisif ou une manœuvre habile, analyse l'historien

A la fin du conclave de 2013, la Conférence épiscopale italienne a commis le plus retentissant faux pas de toute l'histoire des services de presse. Après l'apparition de la fumée blanche, pendant que le monde attendait l'*Habemus papam* et le nom du nouveau souverain pontife, elle a adressé un message de félicitations au cardinal Angelo Scola, persuadée que d'un conclave aussi bref ne pouvait sortir que le favori de la course. En réalité, comme chacun sait, le nouveau pape n'était pas l'archevêque de Milan, mais celui de Buenos Aires.

En 2025, personne n'a commis cette erreur. Mais rares sont ceux qui, à la vue de la fumée blanche s'élevant au-dessus de la chapelle Sixtine, ont pensé à Robert Francis Prevost. Ce frère augustinien promu préfet au sein de la curie romaine avait contre lui cette règle tacite qui, tout au long du XXe siècle, avait interdit l'élection d'un pape américain.

Il y avait, en revanche, un nom tout à fait plausible et sans risque pour la succession de François : Pietro Parolin, bras droit du pape argentin et première victime de ses excès. Compétent, prudent, diplomate, Pietro Parolin était donc favori, comme le fut en son temps Angelo Scola, même si ceux qui le connaissent affirment que, s'il était disposé à accepter la tiare pontificale, jamais il ne se serait battu pour l'obtenir.

Mais, contrairement à Angelo Scola, Pietro Parolin n'est pas nécessairement le perdant de la course. Car dans un conclave qui se termine au quatrième tour de scrutin, il y a forcément un fait décisif ou une manœuvre habile.

Au dernier conclave s'étant achevé au quatrième tour *[en 2005]*, on sait ce qui s'est passé : au troisième tour, Jorge Mario Bergoglio avait recueilli un tiers de voix et aurait pu bloquer Joseph Ratzinger ; mais le cardinal Carlo Maria Martini a coupé l'herbe sous le pied de son confrère jésuite et apporté à Joseph Ratzinger la poignée de voix qui lui manquait pour devenir le pape Benoît XVI.

François en faveur de l'Américain

Selon des confidences émanant de témoins et de diplomates impossibles à vérifier pour l'heure, Pietro Parolin et Robert Francis Prevost auraient tous les deux obtenu un nombre élevé de voix le matin du 8 mai. Personne ne peut dire s'ils auraient atteint dans l'après-midi, l'un contre l'autre, le quorum. Les rumeurs (que certains démentent) parlent d'un Pietro Parolin très proche des 50 voix, et de Robert Francis Prevost, proche des 40 : d'autres disent que les proportions sont inversées. Tous parlent de l'indication donnée par le pape François en faveur de l'Américain.

Quelle que soit la véracité de ces hypothèses, cela signifie que le conclave aurait été dans l'impasse ; et que la prolongation au 9 mai aurait obligé à repartir de zéro avec de nouveaux noms. Des noms qui n'auraient répondu ni aux souhaits de Jorge Mario Bergoglio, ni à ceux qui regardaient avec méfiance les autres candidats italiens, toujours aussi désorganisés.

Cela laisse penser que le cardinal qui a joué le rôle de médiateur entre Pietro Parolin et Robert Francis Prevost a obtenu de ce dernier l'accord pour une opération décisive ayant permis le report des voix de Pietro Parolin sur Robert Francis Prevost, qui a rassemblé ceux qui le soutenaient par conviction, ceux qui l'avaient choisi par fidélité envers Jorge Mario Bergoglio et ceux qui votaient pour lui en attendant les prochains tours. C'est ainsi que Léon XIV obtint le quorum.

Pour Pietro Parolin, il ne s'agit donc pas d'une défaite, mais d'une victoire, celle de « faiseur de papes », capable d'apaiser les tensions. Il a choisi un préfet de la curie, mais extérieur aux rouages de la curie ; un évêque d'Amérique latine, mais né à Chicago ; un homme prudent, aimé de François et qui l'aimait en retour ; un canoniste pondéré sur le terrain moral, mais ouvert sur les questions de justice et de paix. Pour les opposants à Jorge Mario Bergoglio, c'est un pape qui acceptera sans faire de vagues le retour de symboles de peu d'importance. Pour les fidèles de François, un nom qui marque un pas de plus vers la fin des pontificats européens.

> LA PROLONGATION DU CONCLAVE AU 9 MAI AURAIT OBLIGÉ À REPARTIR DE ZÉRO AVEC DE NOUVEAUX NOMS QUI N'AURAIENT PAS RÉPONDU AUX SOUHAITS DE JORGE MARIO BERGOGLIO

Il ne s'agit pas d'un François II ni d'un Benoît XVII, ce qui aurait été une manière de prendre parti. Ni d'un Jean Paul III, comme si, quatre-vingts ans après la fin de la seconde guerre mondiale et soixante ans après la fin du concile Vatican II, on cherchait à clore des cycles. Ni d'un Pie XIII, un nom bien trop lourd à porter. Ce sera donc un Léon. Un « Leone », en italien. Autrement dit : un « lion ».

Un défi à affronter

Un nom dont le pape en personne, racontent les cardinaux qui ont dîné avec lui le 8 mai, a expliqué l'origine. A l'instar de Léon XIII, qui a fait face à la révolution industrielle, déplorant dans son encyclique *Rerum novarum* (1891) la soif d'innovations, et a mis en avant les questions de justice, Léon XIV défie aujourd'hui la révolution du techno-capitalisme. Mais ce nom a été porté par tant d'autres papes : Léon IX, en 1048 et 1049, réunit les conciles de réforme allemands ; Léon X, en 1521, excommunia Luther (fondateur de la Réforme protestante et par ailleurs moine augustinien, ordre dont Léon XIV est issu).

Et puis il y a Léon Ier, le pape *« désarmé et désarmant » [termes employés par Léon XIV immédiatement après son élection, du balcon de Saint-Pierre]*, qui, en 452, arrêta l'avancée d'Attila, roi des Huns. Et, bien sûr, Léon III, qui, lors du célèbre jour de Noël de l'an 800, sacra Charlemagne empereur, scellant l'alliance entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel. Deux références majeures pour un pape « américain ». Pour celui qui marche dans les pas de Léon Ier, il n'est pas facile de savoir qui est Attila : les Huns sont partout et un pape *« désarmé et désarmant »* a fort à faire.

Le successeur de Léon III a lui aussi un défi à affronter : la proposition « néocarolingienne » du gouvernement américain. Le président américain, Donald Trump, et le vice-président, J. D. Vance, avaient, en effet, proposé à François ce marché : pouvoir utiliser le catholicisme et certaines de ses « valeurs » en échange d'une certaine bienveillance. François a catégoriquement rejeté l'offre et, sur X, le cardinal Prevost a fustigé J. D. Vance, lequel s'était permis d'expliquer l'amour de notre prochain à la lumière du souverainisme.

Aujourd'hui, c'est à Léon XIV de dire non à ceux qui prétendent utiliser l'Eglise comme un marchepied. C'est à lui de dire que la paix ne se construit pas en tolérant que les puissants soient des tyrans, car un monde qui abandonne le Groenland à Donald Trump, la Syrie à Recep Tayyip Erdogan, le Pakistan à Narendra Modi, Taïwan à Xi Jinping et l'Ukraine à Vladimir Poutine ne serait pas un monde en paix : ce serait un monde dominé par les fauves. Le fait qu'un pape léonin ose dire que cela ne peut pas être nous apportera, au moins, quelque consolation. ■

Traduit de l'italien par Valentine Morizot

Alberto Melloni *est un historien de l'Eglise, titulaire de la chaire Unesco sur le pluralisme religieux et la paix à l'université La Sapienza à Rome*

Philippe Marlière Mélenchon est la « créature » d'une gauche timorée, bureaucratique et sans idées

Le politiste déplore la retenue à gauche après les révélations du livre-enquête « La Meute » sur l'extrême personnalisation de La France insoumise

La Meute (Flammarion, 352 pages, 22 euros), livre-enquête que les journalistes Charlotte Belaïch, de *Libération*, et Olivier Pérou, du *Monde*, ont consacré à Jean-Luc Mélenchon et à La France insoumise (LFI), apporte un témoignage fouillé sur le fonctionnement pyramidal de l'organisation, la personnalisation absolue des décisions et le leadership autoritaire exercé par celui-ci.

A l'exception de Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste français (PCF), qui a affirmé que les *« comportements de la direction de LFI se rapprochaient d'une secte »*, la retenue est de mise à gauche pour deux raisons : d'une part, la peur de renvoyer le sentiment d'une citadelle assiégée qui galvanisera les militants et électeurs « insoumis » ; de l'autre, la crainte de mécontenter un partenaire de gauche dont on redoute les représailles.

Marine Tondelier, la secrétaire nationale des Ecologistes, a confirmé, sur France 2, le 7 mai, avoir reçu de Mélenchon un SMS qui dit : *« On va te renvoyer la dose que tu mérites. »* Ces messages intimidants, violents, et souvent à caractère sexiste sont légion. Pourtant, la plupart des dirigeants et militants de gauche en ayant été victimes continuent de se taire. Ces interpellations empruntent aux registres du harcèlement et de la séduction (Raquel Garrido a qualifié d'« emprise », le 6 mai, sur BFM-TV, les rapports ambivalents qu'entretient Mélenchon avec ses proches).

LFI, mouvement personnel, conçu et organisé pour qualifier Mélenchon au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017, s'est lui-même considéré comme *« populiste »* et *« gazeux »*. Si les politistes constatent la personnalisation adémocratique de LFI, certains la justifient sur deux plans : l'organisation de type « léniniste » serait adaptée au présidentialisme de la Ve République, aux nouveaux espaces médiatiques (en particulier les réseaux sociaux) et aux transformations profondes du militantisme (plus fluide et éphémère qu'autrefois). Selon un schéma populiste, Mélenchon serait ce dirigeant volontaire, charismatique, visionnaire, en adéquation avec les nouvelles structures du jeu et des institutions politiques. Par ailleurs, ce fonctionnement autoritaire, certes moralement discutable, serait justifié car il serait porteur de succès électoraux.

Une faible assise locale

Ces deux propositions méritent un examen critique : il semble paradoxal de s'opposer à la « monarchie républicaine » de la Ve République en lui empruntant son modus operandi antidémocratique et en acceptant, sans broncher, le comportement violent d'un individu qui refuse l'échange démocratique avec ses partenaires de gauche, et ne conçoit le rassemblement qu'autour de sa personne. Aucun parti politique dépourvu de démocratie interne n'a jamais pu rassembler les gauches en France, ce que démontre l'histoire du PCF, longtemps de nature stalinienne, qui avait pourtant une base sociale que n'a pas LFI.

De plus, l'efficacité électorale de cette démarche autocratique n'est pas démontrée : à la présidentielle, Mélenchon, plus à gauche, plus déterminé et plus convaincant sur le plan médiatique, a bénéficié d'un vote utile dans la dernière ligne droite. Les résultats des élections intermédiaires sont médiocres pour LFI qui peine à rassembler 10 % des voix et a une faible assise locale dans de nombreux départements.

> POUR EMPÊCHER LE RN DE RAVIR LA PRÉSIDENCE, IL FAUDRAIT ÉVITER QUE MÉLENCHON SE QUALIFIE AU SECOND TOUR

LFI ambitionne de faire élire président un candidat qui a déjà échoué à trois reprises. Mélenchon est le seul candidat potentiel (gauche et droite confondues) qui serait assurément battu par le Rassemblement national (RN) au second tour. Les sondages montrent également que Mélenchon est jugé *« plus dangereux pour la démocratie »* que le RN. Par conséquent, pour empêcher le RN de ravir la présidence, il faudrait absolument éviter que Mélenchon ne se qualifie au second tour.

Il y a un élément important que les commentateurs, journalistes ou universitaires, omettent : Jean-Luc Mélenchon n'est pas né à la politique lorsqu'il a créé LFI, en 2016. Il a longtemps été, de 1976 à 2008, un cadre du Parti socialiste (PS), formation à qui il doit sa carrière politique. Les militants de la gauche socialiste se souviennent de ses tendances autocratiques et colériques. Ce ne sont donc pas les circonstances politiques nouvelles qui ont façonné une quelconque stratégie pyramidale, mais un trait de caractère personnel.

Une pensée révisable à souhait

Celles et ceux qui connaissent Mélenchon depuis ses années socialistes savent que son parcours politique, ses idées, sont bien plus sinueux et adaptables que le récit qui en est fait aujourd'hui. Depuis les années 1990, il fut tour à tour « mitterrandolâtre » infatigable, républicain « laïcard », pro-européen maastritchien, proche du sionisme et d'Israël, social-démocrate de gauche revendiquant un droit à l'islamophobie, puis, depuis 2016, *born again revolutionary*, dénonçant l'islamophobie et néomilitant propalestinien.

La pensée politique mélenchoniste est révisable à souhait, comme chez la plupart des politiciens professionnels. Seule continuité depuis plus de quarante ans : son autoritarisme glaçant, la soif de reconnaissance sociale et intellectuelle et le désir d'être sous les feux de la rampe.

Comment la gauche a-t-elle pu en arriver là ? Mélenchon a adroitement parié sur l'effondrement du PS en quittant le parti, dès 2008, en établissant une forte présence médiatique basée sur un discours de gauche qui tranchait avec le centrisme mou du PS, et en créant un mouvement composé de jeunes fidèles aimantés par l'activisme et la radicalité du verbe mélenchoniste.

L'ascension du leader « insoumis » n'a été possible que parce que le PS a cessé d'être un parti de gauche réformiste reposant sur une démocratie militante. Mélenchon est de fait la créature d'une gauche timorée, bureaucratique et sans idées. Il est aussi sa mauvaise conscience, car le leader de LFI ne cesse de lui rappeler ses trahisons et sa velléité. Mélenchon est le miroir de la faillite collective de la gauche. ■

Philippe Marlière *est professeur de sciences politiques à l'University College de Londres. Il a dernièrement cosigné avec Philippe Corcuff « Les Tontons flingueurs de la gauche : lettres ouvertes à Hollande, Macron, Mélenchon, Roussel, Ruffin, Onfray » (Textuel, 2024).*

Le Monde
MERCREDI 14 MAI 2025

Alberto Melloni L'élection de Léon XIV, une victoire, celle de « faiseur de papes »

Dans un conclave qui se termine au quatrième tour de scrutin, il y a forcément un fait décisif ou une manœuvre habile, analyse l'historien

A la fin du conclave de 2013, la Conférence épiscopale italienne a commis le plus retentissant faux pas de toute l'histoire des services de presse. Après l'apparition de la fumée blanche, pendant que le monde attendait l'*Habemus papam* et le nom du nouveau souverain pontife, elle a adressé un message de félicitations au cardinal Angelo Scola, persuadée que d'un conclave aussi bref ne pouvait sortir que le favori de la course. En réalité, comme chacun sait, le nouveau pape n'était pas l'archevêque de Milan, mais celui de Buenos Aires.

En 2025, personne n'a commis cette erreur. Mais rares sont ceux qui, à la vue de la fumée blanche s'élevant au-dessus de la chapelle Sixtine, ont pensé à Robert Francis Prevost. Ce frère augustinien promu préfet au sein de la curie romaine avait contre lui cette règle tacite qui, tout au long du XXe siècle, avait interdit l'élection d'un pape américain.

Il y avait, en revanche, un nom tout à fait plausible et sans risque pour la succession de François : Pietro Parolin, bras droit du pape argentin et première victime de ses excès. Compétent, prudent, diplomate, Pietro Parolin était donc favori, comme le fut en son temps Angelo Scola, même si ceux qui le connaissent affirment que, s'il était disposé à accepter la tiare pontificale, jamais il ne se serait battu pour l'obtenir.

Mais, contrairement à Angelo Scola, Pietro Parolin n'est pas nécessairement le perdant de la course. Car dans un conclave qui se termine au quatrième tour de scrutin, il y a forcément un fait décisif ou une manœuvre habile.

Au dernier conclave s'étant achevé au quatrième tour *[en 2005]*, on sait ce qui s'est passé : au troisième tour, Jorge Mario Bergoglio avait recueilli un tiers de voix et aurait pu bloquer Joseph Ratzinger ; mais le cardinal Carlo Maria Martini a coupé l'herbe sous le pied de son confrère jésuite et apporté à Joseph Ratzinger la poignée de voix qui lui manquait pour devenir le pape Benoît XVI.

François en faveur de l'Américain

Selon des confidences émanant de témoins et de diplomates impossibles à vérifier pour l'heure, Pietro Parolin et Robert Francis Prevost auraient tous les deux obtenu un nombre élevé de voix le matin du 8 mai. Personne ne peut dire s'ils auraient atteint dans l'après-midi, l'un contre l'autre, le quorum. Les rumeurs (que certains démentent) parlent d'un Pietro Parolin très proche des 50 voix, et de Robert Francis Prevost, proche des 40 : d'autres disent que les proportions sont inversées. Tous parlent de l'indication donnée par le pape François en faveur de l'Américain.

Quelle que soit la véracité de ces hypothèses, cela signifie que le conclave aurait été dans l'impasse ; et que la prolongation au 9 mai aurait obligé à repartir de zéro avec de nouveaux noms. Des noms qui n'auraient répondu ni aux souhaits de Jorge Mario Bergoglio, ni à ceux qui regardaient avec méfiance les autres candidats italiens, toujours aussi désorganisés.

Cela laisse penser que le cardinal qui a joué le rôle de médiateur entre Pietro Parolin et Robert Francis Prevost a obtenu de ce dernier l'accord pour une opération décisive ayant permis le report des voix de Pietro Parolin sur Robert Francis Prevost, qui a rassemblé ceux qui le soutenaient par conviction, ceux qui l'avaient choisi par fidélité envers Jorge Mario Bergoglio et ceux qui votaient pour lui en attendant les prochains tours. C'est ainsi que Léon XIV obtint le quorum.

Pour Pietro Parolin, il ne s'agit donc pas d'une défaite, mais d'une victoire, celle de « faiseur de papes », capable d'apaiser les tensions. Il a choisi un préfet de la curie, mais extérieur aux rouages de la curie ; un évêque d'Amérique latine, mais né à Chicago ; un homme prudent, aimé de François et qui l'aimait en retour ; un canoniste pondéré sur le terrain moral, mais ouvert sur les questions de justice et de paix. Pour les opposants à Jorge Mario Bergoglio, c'est un pape qui acceptera sans faire de vagues le retour de symboles de peu d'importance. Pour les fidèles de François, un nom qui marque un pas de plus vers la fin des pontificats européens.

> LA PROLONGATION DU CONCLAVE AU 9 MAI AURAIT OBLIGÉ À REPARTIR DE ZÉRO AVEC DE NOUVEAUX NOMS QUI N'AURAIENT PAS RÉPONDU AUX SOUHAITS DE JORGE MARIO BERGOGLIO

Il ne s'agit pas d'un François II ni d'un Benoît XVII, ce qui aurait été une manière de prendre parti. Ni d'un Jean Paul III, comme si, quatre-vingts ans après la fin de la seconde guerre mondiale et soixante ans après la fin du concile Vatican II, on cherchait à clore des cycles. Ni d'un Pie XIII, un nom bien trop lourd à porter. Ce sera donc un Léon. Un « Leone », en italien. Autrement dit : un « lion ».

Un défi à affronter

Un nom dont le pape en personne, racontent les cardinaux qui ont dîné avec lui le 8 mai, a expliqué l'origine. A l'instar de Léon XIII, qui a fait face à la révolution industrielle, déplorant dans son encyclique *Rerum novarum* (1891) la soif d'innovations, et a mis en avant les questions de justice, Léon XIV défie aujourd'hui la révolution du techno-capitalisme. Mais ce nom a été porté par tant d'autres papes : Léon IX, en 1048 et 1049, réunit les conciles de réforme allemands ; Léon X, en 1521, excommunia Luther (fondateur de la Réforme protestante et par ailleurs moine augustinien, ordre dont Léon XIV est issu).

Et puis il y a Léon Ier, le pape *« désarmé et désarmant » [termes employés par Léon XIV immédiatement après son élection, du balcon de Saint-Pierre]*, qui, en 452, arrêta l'avancée d'Attila, roi des Huns. Et, bien sûr, Léon III, qui, lors du célèbre jour de Noël de l'an 800, sacra Charlemagne empereur, scellant l'alliance entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel. Deux références majeures pour un pape « américain ». Pour celui qui marche dans les pas de Léon Ier, il n'est pas facile de savoir qui est Attila : les Huns sont partout et un pape *« désarmé et désarmant »* a fort à faire.

Le successeur de Léon III a lui aussi un défi à affronter : la proposition « néocarolingienne » du gouvernement américain. Le président américain, Donald Trump, et le vice-président, J. D. Vance, avaient, en effet, proposé à François ce marché : pouvoir utiliser le catholicisme et certaines de ses « valeurs » en échange d'une certaine bienveillance. François a catégoriquement rejeté l'offre et, sur X, le cardinal Prevost a fustigé J. D. Vance, lequel s'était permis d'expliquer l'amour de notre prochain à la lumière du souverainisme.

Aujourd'hui, c'est à Léon XIV de dire non à ceux qui prétendent utiliser l'Eglise comme un marchepied. C'est à lui de dire que la paix ne se construit pas en tolérant que les puissants soient des tyrans, car un monde qui abandonne le Groenland à Donald Trump, la Syrie à Recep Tayyip Erdogan, le Pakistan à Narendra Modi, Taïwan à Xi Jinping et l'Ukraine à Vladimir Poutine ne serait pas un monde en paix : ce serait un monde dominé par les fauves. Le fait qu'un pape léonin ose dire que cela ne peut pas être nous apportera, au moins, quelque consolation. ■

Traduit de l'italien par Valentine Morizot

Alberto Melloni *est un historien de l'Eglise, titulaire de la chaire Unesco sur le pluralisme religieux et la paix à l'université La Sapienza à Rome*

Philippe Marlière Mélenchon est la « créature » d'une gauche timorée, bureaucratique et sans idées

Le politiste déplore la retenue à gauche après les révélations du livre-enquête « La Meute » sur l'extrême personnalisation de La France insoumise

La Meute (Flammarion, 352 pages, 22 euros), livre-enquête que les journalistes Charlotte Belaïch, de *Libération*, et Olivier Pérou, du *Monde*, ont consacré à Jean-Luc Mélenchon et à La France insoumise (LFI), apporte un témoignage fouillé sur le fonctionnement pyramidal de l'organisation, la personnalisation absolue des décisions et le leadership autoritaire exercé par celui-ci.

A l'exception de Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste français (PCF), qui a affirmé que les *« comportements de la direction de LFI se rapprochaient d'une secte »*, la retenue est de mise à gauche pour deux raisons : d'une part, la peur de renvoyer le sentiment d'une citadelle assiégée qui galvanisera les militants et électeurs « insoumis » ; de l'autre, la crainte de mécontenter un partenaire de gauche dont on redoute les représailles.

Marine Tondelier, la secrétaire nationale des Ecologistes, a confirmé, sur France 2, le 7 mai, avoir reçu de Mélenchon un SMS qui dit : *« On va te renvoyer la dose que tu mérites. »* Ces messages intimidants, violents, et souvent à caractère sexiste sont légion. Pourtant, la plupart des dirigeants et militants de gauche en ayant été victimes continuent de se taire. Ces interpellations empruntent aux registres du harcèlement et de la séduction (Raquel Garrido a qualifié d'« emprise », le 6 mai, sur BFM-TV, les rapports ambivalents qu'entretient Mélenchon avec ses proches).

LFI, mouvement personnel, conçu et organisé pour qualifier Mélenchon au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017, s'est lui-même considéré comme *« populiste »* et *« gazeux »*. Si les politistes constatent la personnalisation adémocratique de LFI, certains la justifient sur deux plans : l'organisation de type « léniniste » serait adaptée au présidentialisme de la Ve République, aux nouveaux espaces médiatiques (en particulier les réseaux sociaux) et aux transformations profondes du militantisme (plus fluide et éphémère qu'autrefois). Selon un schéma populiste, Mélenchon serait ce dirigeant volontaire, charismatique, visionnaire, en adéquation avec les nouvelles structures du jeu et des institutions politiques. Par ailleurs, ce fonctionnement autoritaire, certes moralement discutable, serait justifié car il serait porteur de succès électoraux.

Une faible assise locale

Ces deux propositions méritent un examen critique : il semble paradoxal de s'opposer à la « monarchie républicaine » de la Ve République en lui empruntant son modus operandi antidémocratique et en acceptant, sans broncher, le comportement violent d'un individu qui refuse l'échange démocratique avec ses partenaires de gauche, et ne conçoit le rassemblement qu'autour de sa personne. Aucun parti politique dépourvu de démocratie interne n'a jamais pu rassembler les gauches en France, ce que démontre l'histoire du PCF, longtemps de nature stalinienne, qui avait pourtant une base sociale que n'a pas LFI.

De plus, l'efficacité électorale de cette démarche autocratique n'est pas démontrée : à la présidentielle, Mélenchon, plus à gauche, plus déterminé et plus convaincant sur le plan médiatique, a bénéficié d'un vote utile dans la dernière ligne droite. Les résultats des élections intermédiaires sont médiocres pour LFI qui peine à rassembler 10 % des voix et a une faible assise locale dans de nombreux départements.

> POUR EMPÊCHER LE RN DE RAVIR LA PRÉSIDENCE, IL FAUDRAIT ÉVITER QUE MÉLENCHON SE QUALIFIE AU SECOND TOUR

LFI ambitionne de faire élire président un candidat qui a déjà échoué à trois reprises. Mélenchon est le seul candidat potentiel (gauche et droite confondues) qui serait assurément battu par le Rassemblement national (RN) au second tour. Les sondages montrent également que Mélenchon est jugé *« plus dangereux pour la démocratie »* que le RN. Par conséquent, pour empêcher le RN de ravir la présidence, il faudrait absolument éviter que Mélenchon ne se qualifie au second tour.

Il y a un élément important que les commentateurs, journalistes ou universitaires, omettent : Jean-Luc Mélenchon n'est pas né à la politique lorsqu'il a créé LFI, en 2016. Il a longtemps été, de 1976 à 2008, un cadre du Parti socialiste (PS), formation à qui il doit sa carrière politique. Les militants de la gauche socialiste se souviennent de ses tendances autocratiques et colériques. Ce ne sont donc pas les circonstances politiques nouvelles qui ont façonné une quelconque stratégie pyramidale, mais un trait de caractère personnel.

Une pensée révisable à souhait

Celles et ceux qui connaissent Mélenchon depuis ses années socialistes savent que son parcours politique, ses idées, sont bien plus sinueux et adaptables que le récit qui en est fait aujourd'hui. Depuis les années 1990, il fut tour à tour « mitterrandolâtre » infatigable, républicain « laïcard », pro-européen maastritchien, proche du sionisme et d'Israël, social-démocrate de gauche revendiquant un droit à l'islamophobie, puis, depuis 2016, *born again revolutionary*, dénonçant l'islamophobie et néomilitant propalestinien.

La pensée politique mélenchoniste est révisable à souhait, comme chez la plupart des politiciens professionnels. Seule continuité depuis plus de quarante ans : son autoritarisme glaçant, la soif de reconnaissance sociale et intellectuelle et le désir d'être sous les feux de la rampe.

Comment la gauche a-t-elle pu en arriver là ? Mélenchon a adroitement parié sur l'effondrement du PS en quittant le parti, dès 2008, en établissant une forte présence médiatique basée sur un discours de gauche qui tranchait avec le centrisme mou du PS, et en créant un mouvement composé de jeunes fidèles aimantés par l'activisme et la radicalité du verbe mélenchoniste.

L'ascension du leader « insoumis » n'a été possible que parce que le PS a cessé d'être un parti de gauche réformiste reposant sur une démocratie militante. Mélenchon est de fait la créature d'une gauche timorée, bureaucratique et sans idées. Il est aussi sa mauvaise conscience, car le leader de LFI ne cesse de lui rappeler ses trahisons et sa velléité. Mélenchon est le miroir de la faillite collective de la gauche. ■

Philippe Marlière *est professeur de sciences politiques à l'University College de Londres. Il a dernièrement cosigné avec Philippe Corcuff « Les Tontons flingueurs de la gauche : lettres ouvertes à Hollande, Macron, Mélenchon, Roussel, Ruffin, Onfray » (Textuel, 2024).*

FRANCE | CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Macron à l'heure des comptes

Le retour du président de la République sur le devant de la scène intérieure est à la fois compréhensible et ambigu. Compréhensible parce que le décalage entre l'accélération des bouleversements dans le monde et la quasi-paralysie de la vie politique française a de quoi rendre perplexe. Si le pays ne muscle pas rapidement sa défense ainsi que son appareil de production, et s'il ne réinterroge pas le concept de citoyenneté à l'heure de l'essor des régimes autoritaires, il se met en danger. Fortement impliqué dans la riposte européenne aux foucades de Donald Trump, face au risque de désengagement militaire américain du continent européen et à la menace russe, le président français a toute légitimité pour jouer les éclaireurs.

Mais ce retour, concrétisé par une longue intervention télévisée, mardi 13 mai sur TF1, est en même temps ambigu. Le principal défi auquel est confronté le pays pour regagner en souveraineté est de parvenir à réduire le poids des remboursements de sa dette publique, dont le montant croissant obère ses marges de manœuvre. Or, il n'est pas certain que, sur ce chapitre, le chef de l'Etat soit dans la disposition d'esprit ou capable de voler au secours de son premier ministre.

Le récent différend apparu entre les deux têtes de l'exécutif à propos de l'usage du référendum éclaire l'impasse dans laquelle risque de se trouver François Bayrou lorsqu'il présentera, à l'été, son plan de redressement des finances publiques. A l'Assemblée, son sort dépend étroitement du comportement du groupe socialiste, qui l'a sauvé à deux reprises en refusant de voter la motion de censure déposée par La France insoumise contre les projets de budget pour 2025 et de loi de financement de la Sécurité sociale.

Seule la neutralité durable de ce groupe peut lui garantir, à l'avenir, d'échapper à la coalition des oppositions (gauche, extrême droite) qui avait eu raison du gouvernement Barnier. Celle-ci est loin de lui être acquise pour trois raisons : quel que soit le résultat de son congrès en juin, le Parti socialiste continuera de se situer dans l'opposition ; le montant de l'effort à fournir – 40 milliards d'euros à trouver en 2026, près de 100 milliards d'euros d'ici à 2029 – pour stopper la progression de la dette est si important qu'il oblige à réinterroger les politiques publiques et le modèle social alors qu'il n'existe aucun consensus sur le nouveau modèle à construire.

Enfin, le tabou autour de la question fiscale est devenu si solide qu'il empêche tout compromis entre la gauche et le bloc central, composé des macronistes, du MoDem et des Républicains. Les socialistes ne conçoivent pas de plan de redressement sans mettre d'abord à contribution les plus riches. La quasi-totalité du bloc central ne veut pas entendre parler d'impôts nouveaux tant que la France affichera un niveau de dépenses publiques (56,7 % du PIB) et de prélèvements obligatoires (43,6 % du PIB) aussi élevé. C'est au regard de ce blocage, et en invoquant les enjeux que représente pour la nation une politique de désendettement menée à rebours de tout ce qu'ont produit les gouvernements de gauche et de droite au cours des dernières décennies, que François Bayrou a milité, dans *Le Journal du dimanche* du 4 mai, pour que les citoyens soient directement consultés sur un plan d'ensemble concocté par ses soins dont aucun élément n'a pour le moment filtré.

LES ANNONCES DU CHEF DE L'ÉTAT, MARDI, RISQUENT D'APPARAÎTRE COMME DE LA DIVERSION

Autant son idée a fait mouche dans l'opinion – 62 % des Français souhaitent s'exprimer sur le sujet, selon un sondage Odoxa *Le Figaro* publié samedi 10 mai –, autant elle a laissé de marbre le président de la République. Emmanuel Macron est peu désireux d'exposer la fin de son mandat à un dangereux pile ou face, alors que les deux têtes de l'exécutif sont dans de basses eaux politiques et risquent un vote sanction.

Emiettement des partis

L'usage du référendum auquel prétend le chef de l'Etat est d'une autre nature. En souhaitant consulter les Français le même jour sur plusieurs questions touchant à leur quotidien, il marginalise la question des finances publiques pour mettre sous les projecteurs la question démocratique. Il veut à la fois promouvoir la démocratie directe en sortant le référendum de sa dimension plébiscitaire et compléter la panoplie d'initiatives qu'il a prises avec plus ou moins de succès depuis 2019 pour tenter de recréer du lien avec les citoyens (le grand débat post- « gilets jaunes », les conventions citoyennes), ou mettre davantage de liant avec les partis politiques (le Conseil national de la refondation, les rencontres de Saint-Denis).

Mais quelles que soient les annonces faites, mardi 13 mai, pour nourrir ce chapitre, elles risquent d'apparaître comme de la diversion si un chemin crédible n'est pas tracé pour réduire le poids des déficits et de la dette publique. C'est en effet la cohérence entre l'action extérieure que revendique Emmanuel Macron et les moyens intérieurs mobilisables pour la soutenir qui est en jeu. L'ambition française d'être le fer de lance d'une Europe souveraine et garante du modèle démocratique ne pourra pas rester à un niveau aussi élevé si l'intendance ne suit pas. Or, il n'existe à ce jour aucune majorité pour soutenir le travailler plus et produire davantage revendiqués depuis 2022 par le président de la République.

La France n'est, certes, pas la seule démocratie à connaître un tel hiatus entre l'ambition affichée par ses dirigeants et la fragilité de leur assise politique. Les 18 voix au premier tour qui ont manqué au nouveau chancelier allemand, Friedrich Merz, lui aussi très engagé sur la scène européenne, pour être élu dès le premier tour au Bundestag, atteste de la fragilité de sa coalition (CDU-SPD) sur fond de montée de l'extrême droite. L'émiettement des partis, la montée des extrêmes sont le lot commun de nombre de gouvernants. Mais le privilège du chef est de devoir tout endosser. Tant qu'il sera aux manettes, le président de la République sera tenu pour responsable du blocage politique intérieur. Et ce sera à lui de tenter de trouver la solution. ■

EMMANUEL MACRON MARGINALISE LA QUESTION DES FINANCES PUBLIQUES POUR METTRE EN AVANT LA QUESTION DÉMOCRATIQUE

INDE-PAKISTAN : UN AFFRONTEMENT POUR RIEN

ÉDITORIAL

En quatre jours de frappes de drones, de missiles et de tirs d'artillerie, l'Inde et le Pakistan ont frôlé le pire. Le cessez-le-feu obtenu le 10 mai grâce à l'aide des Etats-Unis est encore fragile, si l'on en croit l'intervention de Narendra Modi, deux jours plus tard. Le premier ministre indien a indiqué à la nation que l'opération punitive contre son voisin était seulement suspendue.

Ce dernier, qui avait déclaré en 2022 à Vladimir Poutine, après l'invasion de l'Ukraine, que *« l'heure n'*[était] *pas à la guerre »*, a bien failli mener son pays à un nouveau conflit avec le Pakistan. Il entendait venger un attentat particulièrement odieux, perpétré le 22 avril au Cachemire contre des touristes indiens. Les assaillants avaient demandé aux hommes de dire s'ils étaient hindous ou musulmans, avant de les abattre froidement, à bout portant, devant leurs familles.

Le premier ministre indien a choisi la force plutôt que la diplomatie en attaquant de supposées cibles terroristes installées au Pendjab pakistanais. Sans avoir fourni les preuves de l'implication d'Islamabad dans l'attentat de Pahalgam, il a considéré que son ennemi était coupable dès lors qu'il tolérait la présence sur son sol de groupes terroristes. Comme attendu, l'armée pakistanaise a immédiatement répliqué. Les deux ennemis jurés sont entrés dans une dangereuse escalade, heureusement stoppée.

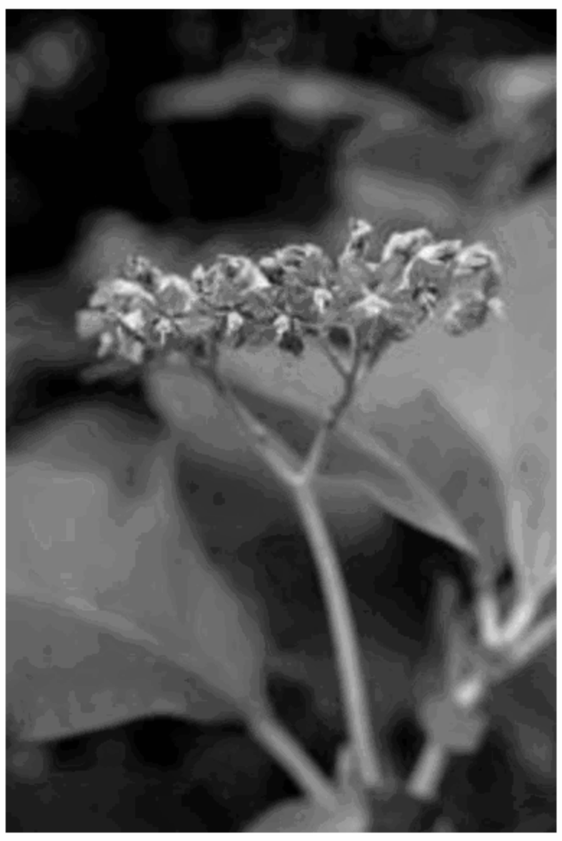
Aucun des deux belligérants n'a démontré sa supériorité militaire sur l'autre au cours de ces affrontements. Ce conflit, le plus grave depuis près de trois décennies, n'a pas fait de vainqueur. L'effet dissuasif sur les groupes terroristes reste à démontrer, comme celui sur le Pakistan. L'affrontement a, en revanche, mis au jour les faiblesses d'une Inde coincée entre deux ennemis, le Pakistan et la Chine, qui tous deux lui disputent son territoire dans l'Himalaya.

L'attentat de Pahalgam a également mis en lumière l'impéritie de la politique de Narendra Modi au Cachemire, censée apporter paix et sécurité. Sa politique de normalisation s'inscrit en fait dans la logique de l'hindutva, une idéologie inventée par des idéologues d'extrême droite il y a un siècle et portée par le premier ministre pour hindouiser l'Inde. Depuis 2019, il a mis le Cachemire, seule région à majorité musulmane de l'Inde, sous la tutelle de Delhi, supprimant l'autonomie constitutionnelle dont elle jouissait depuis 1947 et mettant fin au régime foncier qui n'attribuait des terres qu'aux Cachemiris. Un affront pour le Pakistan.

Les deux voisins se sont affrontés à de multiples reprises sur le Cachemire, qui incarne, comme le souligne l'indianiste Jean-Luc Racine, *« l'inachèvement de la partition »*. Les deux pays revendiquent tous deux la souveraineté totale sur cette région, qui avait au départ choisi de ne se rattacher ni à l'un ni à l'autre, mais avait opté pour l'autonomie.

Les Occidentaux ont tout intérêt à s'intéresser à un conflit qui oppose deux puissances nucléaires, susceptible d'embraser toute la région, d'autant que le Pakistan, pays fragile et instable, a été au cours des dernières décennies une couveuse pour des groupes terroristes. Donald Trump a dit vouloir œuvrer pour *« une solution »* au Cachemire et a proposé une médiation, dont s'est félicité le Pakistan. L'Inde n'en veut pas et affirme que le Cachemire relève uniquement des discussions bilatérales. On voit bien où ce discours a conduit jusqu'à présent : à la paralysie et à l'impasse. Il est urgent d'en sortir. ■

science & médecine
Le Monde



Exemples d'espèces végétales invasives à La Réunion. De haut en bas et de gauche à droite : choca vert, « Furcraea foetida » ; bringellier marron, « Solanum mauritianum » ; longose, « Hedychium gardnerianum », l'une des espèces les plus envahissantes sur l'île ; galabert, surnommé « corbeille d'or » à La Réunion, « Lantana camara », l'une des 100 plantes les plus envahissantes sur la planète ; raisin marron, « Rubus alceifolius », et sa prédatrice la « mouche bleue ».

BASTIEN DOUDAINE/HANS LUCAS/COLLECTIF RELIEF

Ces **espèces exotiques** qui étouffent la biodiversité de La Réunion

Quelles sont les espèces végétales invasives qui menacent le patrimoine naturel de l'île de La Réunion, pourquoi sont-elles arrivées là, que mettre en place pour les contenir ? Le botaniste et écologue Christophe Lavergne détaille la stratégie de protection et de lutte mise en place pour contrer le phénomène

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME TALPIN
SAINT-DENIS (LA RÉUNION) - *correspondant*

A La Réunion, 30 % des espèces végétales indigènes étaient en danger en 2010. En 2023, cette proportion était montée à 41 %, selon la liste rouge des 962 espèces recensées de la flore réunionnaise mise à jour par le comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le centre d'expertise et de données PatriNat. Dans une île tropicale, riche de forêts primaires, de remparts naturels et de ravines, la première menace reste la pression exercée par les espèces exotiques envahissantes introduites dans l'île par l'homme et disséminées par les animaux, le vent et les eaux de ruissellement. En plus des 436 espèces classées comme « menacées » ou « quasi menacées », 41 ont déjà disparu. La situation est encore plus alarmante pour les orchidées : plus de la moitié (54 %) des 156 espèces évaluées sont en danger.

Cet état de fait, qui s'aggrave à mesure que la connaissance de la forêt et des espèces rares progresse, inquiète d'autant plus que La Réunion compte parmi les 34 « points chauds » de la biodiversité dans le monde. Outre la pression des espèces exotiques, l'urbanisation de l'île et le développement de l'agriculture figurent parmi les principales causes de la dégradation et la destruction des habitats naturels, et le recul de la flore locale. Tout comme la disparition de certaines espèces animales – oiseaux, tortues terrestres, chauve-souris –, qui assuraient la dispersion des semences et la pollinisation des fleurs.

Les animaux introduits dans l'île constituent une autre menace. Il s'agit des rats qui mangent les fruits, ou de gros escargots originaires d'Afrique, les achatines, qui consomment le mazambron marron – une plante succulente de la famille des aloès – ou le bois d'ortie classés « en danger ».

S'ajoute l'impact du changement climatique avec des périodes de sécheresse de plus en plus marquées et des pluies moins abondantes dans certaines parties de l'île. La fréquence des cyclones destructeurs, comme Belal en janvier 2024 ou Garance le 28 février 2025, est un autre facteur de fragilisation.

Mais ce sont bien les espèces exotiques envahissantes qui figurent en tête des menaces. Elles concurrencent les espèces endémiques, empêchent leur développement, ainsi que leur régénération et finissent par prendre leur place, explique Christophe Lavergne, responsable du pôle conservation de la flore et des habitats au Conservatoire botanique national de Mascarin (CBNM), situé sur les hauteurs de Saint-Leu et implanté dans un domaine agricole datant du XIXe siècle. Si rien n'est entrepris pour limiter leur progression, les espèces réunionnaises risquent de disparaître.

➔ LIRE LA SUITE PAGES 4-5

Contre-enquête sur une exoplanète
Retour sur l'annonce de signes de vie dans une atmosphère extraterrestre
PAGE 2

Quand la foudre fortifie les arbres
Une étude révèle que certaines espèces tropicales recherchent ses impacts
PAGE 3

Le droit européen protège la science
Entretien avec Frédérique Coulée, professeure de droit public, sur la liberté académique
PAGE 8

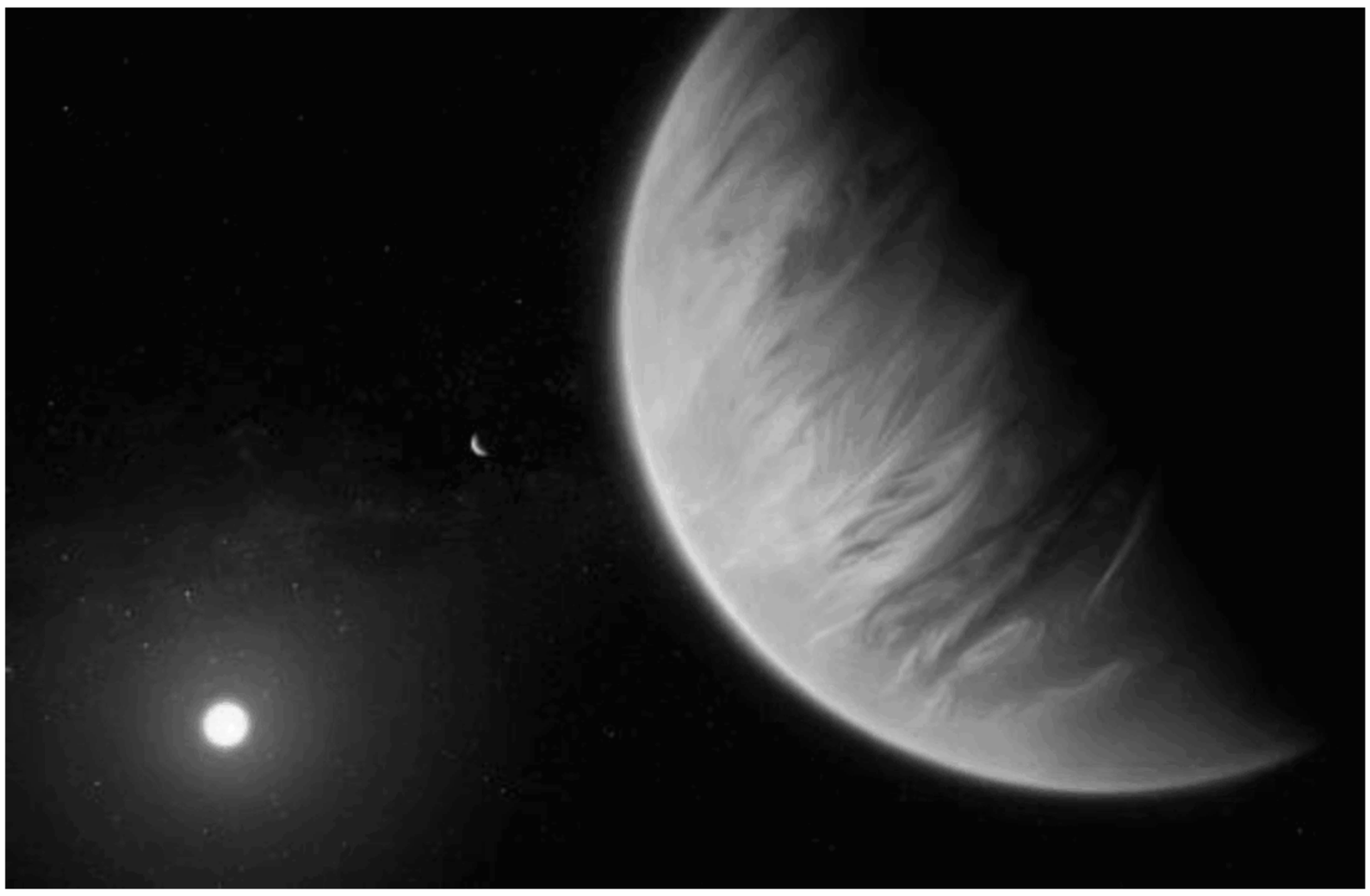
Vie sur l'exoplanète K2-18b : anatomie d'un faux positif

ASTRONOMIE - La découverte de biosignatures dans son atmosphère annoncée mi-avril est remise en question par la communauté scientifique

Dans le domaine très spécialisé de l'astronomie qu'est l'étude des exoplanètes et de leurs atmosphères, la prudence des chercheurs est d'autant plus grande que les enjeux sont élevés. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de répondre à « la » grande question, celle d'une vie ailleurs que sur notre planète.

C'est dans ce contexte qu'est arrivée, le 17 avril, l'annonce d'un potentiel signe d'une vie extraterrestre sur l'exoplanète K2-18b, par l'équipe du professeur Nikku Madhusudhan (université de Cambridge). Malgré un écho considérable, cette annonce a été reçue très froidement par la communauté scientifique, qui a vivement critiqué la méthode et les résultats de l'équipe britannique.

Découverte en 2015, K2-18b est une exoplanète à 124 années-lumière de la Terre qui a attiré l'attention des astronomes car elle se situe dans la zone dite « habitable » de son étoile. Dans leur étude, publiée dans *The Astrophysical Journal Letters*, Nikku Madhusudhan et son équipe affirment avoir détecté dans l'atmosphère de la planète du sulfure de diméthyle (DMS), un composé volatil produit sur Terre par la décomposition du phytoplancton, suggérant, selon l'auteur principal, que la planète serait couverte d'un océan d'eau liquide foisonnant de vie. *« C'est la première fois que l'humanité a observé de potentielles biosignatures sur une planète habitable »*, a assuré M. Madhusudhan, parlant d'un *« moment révolutionnaire »*.



Vue d'artiste de la planète K2-18b. ESA/HUBBLE, M. KORNMESSER

Cinq sigmas requis

Un des aspects les plus critiqués de cette étude est d'avoir cherché à démontrer la présence de cette molécule, sans envisager que d'autres molécules pouvaient correspondre tout autant aux observations rapportées. *« Ils ont sélectionné un nombre limité de molécules, dont le sulfure de diméthyle, alors que ça n'était pas du tout une molécule attendue sur ce type d'atmosphère, et ils ont écarté une dizaine de molécules pourtant bien plus attendues »*, regrette Martin Turbet, chercheur du CNRS et astronome au Laboratoire de météorologie dynamique (Institut Pierre-Simon Laplace).

Le spectrographe du télescope spatial James-Webb étant d'une puissance limitée, les astronomes ne peuvent être certains de l'identité des molécules qu'ils tentent de détecter, parce que la quantité de lumière à étudier est très faible, ce qui génère un « bruit » très fort dont il faut extraire le signal. *« Ça fait partie des cas les plus difficiles dans le domaine »*, confirme Achrène Dyrek, postdoctorante au Space Telescope Science Institute (Baltimore, Maryland). Mais aussi parce que la résolution de l'instrument est faible. *« Quand on dézoome sur un spectre, on perd la signature unique de chaque molécule, on se retrouve à avoir besoin de modèles complexes pour chercher quelle combinaison de molécules explique le mieux les données qu'on a »*, relève Martin Turbet. C'est un peu comme tenter de reconnaître des formes lointaines en étant atteint de myopie : le contexte aide à faire émerger des possibilités plus probables que d'autres.

Depuis la publication de l'article, plusieurs réanalyses des données par d'autres chercheurs, déposées en prépublication, ont montré qu'on peut expliquer les observations du James-Webb avec des compositions atmosphériques très différentes de celle suggérée par M. Madhusudhan. Ces analyses ont par ailleurs souligné que la détection du DMS n'était pas aussi fiable que ce que soutient l'astronome britannique. Loin des trois sigmas (ce qui signifie que le signal est trois fois plus fort que le bruit et que le risque d'un faux positif est limité à 0,3 %) revendiqués par les auteurs, certains chercheurs, à l'instar de Ryan MacDonald, astrophysicien à l'université du Michigan, ont estimé que la détection était d'une précision d'un à deux sigmas, un niveau de preuve quasi nul et très éloigné des cinq sigmas requis par les standards habituels pour considérer qu'une détection est « robuste ».

« Pas même au début du commencement »

Autre problème soulevé : même si la présence du sulfure de diméthyle dans l'atmosphère de K2-18b était confirmée, il ne serait pas possible d'en conclure à celle d'eau liquide. *« Il y a un consensus pour dire que c'est une planète trop chaude pour avoir de l'eau liquide »*, rapporte Franck Selsis, directeur de recherche au laboratoire d'astrophysique de Bordeaux. En effet, les observations montrent que K2-18b possède une épaisse atmosphère d'hydrogène, laquelle générerait un fort effet de serre, incompatible avec la présence d'eau liquide.

« Et même si on détectait du sulfure de diméthyle dans son atmosphère, on ne serait même pas au début du commencement de quoi que ce soit pour parler d'un lien avec la biologie », poursuit Franck Selsis. Pourquoi ? Car cette molécule n'est pas forcément produite par des processus biologiques.

Proposé initialement en 2016 comme biosignature potentielle, en raison de son origine biologique sur Terre, le sulfure de diméthyle a rapidement perdu de son intérêt lorsque, la même année, des chercheurs en ont détecté dans la queue de la comète 67P, dite « Tchouri ». Deux ans plus tard, le rover Curiosity de la NASA en a trouvé sur le sol martien. Une étude publiée en février a même mis en évidence sa présence dans le milieu interstellaire. Autant d'éléments qui suggèrent que cette molécule a des origines dites « abiotiques », c'est-à-dire non biologiques, comme le synthétise une équipe suisse qui s'est penchée sur la question en 2024, à la suite d'une autre étude de Nikku Madhusudhan qui, en 2023, avait déjà suscité des discussions animées. De fait, le sulfure de diméthyle n'a pas beaucoup intéressé la communauté scientifique, à l'exception de cette équipe anglaise. *« C'est la seule à l'avoir proposé, c'est la seule à l'avoir cherché, c'est la seule à l'avoir trouvé*, témoigne Martin Turbet. *Ce n'est pas la première fois que quelqu'un prétend avoir trouvé de la vie, ce ne sera probablement pas la dernière, mais ces épisodes laissent des traces et beaucoup de frustration dans une partie de la communauté. »*

« S'il n'y avait pas eu de communiqué de presse aussi grandiloquent, on aurait juste accumulé plus de données et réécrit un nouveau papier dans deux ans ; le souci, c'est plus celui de la crédibilité scientifique, qui peut être fragilisée à chaque fois que quelqu'un fait du bruit autour de ce qu'il trouve », fait valoir Achrène Dyrek.

Franck Selsis, lui, ne décolère pas. *« Tenter de communiquer au public sur une étude individuelle est un contresens. Le public doit être informé de ce qui intègre le consensus scientifique, mais ça, ça prend des mois, voire des années. »* De fait, les faux positifs ne sont pas rares dans ce domaine de la recherche encore balbutiant, où les pistes peuvent se refroidir aussi vite qu'elles sont apparues. Sur ce terrain, qui est amené à changer d'échelle dans les prochaines décennies, ce n'est probablement pas la dernière fois que l'impatience de répondre à « la » question prend le pas sur la rigueur de la démarche scientifique. ■

GARY DAGORN

Les tests de microbiote intestinal seraient peu fiables

BIOLOGIE - Une équipe de recherche a envoyé un même échantillon de selles à six entreprises. Les résultats sont différents d'une société à l'autre

Réduisez votre consommation d'ail », « mangez davantage d'ail », « évitez l'aneth »... Ce type de recommandations contradictoires figure sur des résultats de tests de microbiote intestinal réalisés par des entreprises privées. Et souvent vendus au prix fort.

Le microbiote attise la curiosité. Constitué de quelque 50 000 milliards de bactéries, virus et autres micro-organismes, il interagit avec le système immunitaire, neurologique, digestif, etc. Son déséquilibre serait en lien avec certaines pathologies comme le diabète, l'obésité, le cancer, les maladies auto-immunes et inflammatoires, ou encore neuropsychiatriques comme la dépression.

Surfant sur des pistes de recherche foisonnantes et l'engouement du grand public, nombre de sociétés « spécialisées » proposent des tests de microbiote, afin d'évaluer sa composition, sans prescription médicale. Mais, parfois, avec des recommandations ou conseils thérapeutiques.

Sont-ils fiables ? Pour y voir plus clair, des chercheurs de l'association européenne Pharmabiotic Research Institute (PRI), basée en France, ont envoyé un même échantillon de selles à six entreprises, cinq européennes et une américaine, dont deux laboratoires médicaux. Pour un coût de 150 à 300 euros. A la réception, ces résultats ont été discutés par un panel de 21 experts de huit pays, réunis lors d'un atelier en ligne.

Les résultats, publiés dans la revue *Microbiome* fin 2024, ont montré de fortes divergences entre les six rapports reçus. La diversité bactérienne, un indicateur-clé de la santé intestinale, a été qualifiée d'*« excellente »* dans un cas, de *« défavorable »* dans un autre, et simplement de *« moyenne »* par deux autres laboratoires. *« Nous avons reçu six rapports avec des résultats bien différents et de nombreuses failles, ce qui est inquiétant »*, résume Julie Rodriguez, chargée de projets au PRI, et première auteure de l'étude.

Préconisations génériques

Même constat pour certains groupes de bactéries. Leur abondance varie considérablement d'un rapport à l'autre, bien que l'échantillon de référence soit identique. A titre d'exemple, la bactérie *Faecalibacterium*, normalement très présente dans l'intestin, n'est mesurée qu'à hauteur de 14 % dans un test, de 8 % dans un autre ! *« Cette variabilité est difficilement compatible avec la précision attendue de tels outils »*, soulignent les auteurs.

Les procédures de collecte, elles aussi, diffèrent d'un prestataire à l'autre, et les références utilisées pour comparer les résultats ne sont jamais clairement explicitées. *« Aucune des entreprises n'a détaillé la composition des cohortes de référence sur lesquelles elles s'appuient pour interpréter les résultats »*, regrette Julie Rodriguez.

Les conseils fournis ne sont guère plus fiables. Ils se résument souvent à des préconisations génériques et valables pour toute la population telles que *« Mangez cinq fruits et légumes par jour »*. D'autres vont plus loin en évoquant des *« dysbioses sévères »*, voire un *« microbiome fortement altéré »*, sans que ces termes aient de fondement scientifique précis. *« Il n'existe à ce jour aucun seuil clairement défini pour définir un microbiote sain ou déséquilibré »*, insiste Céline Druart, directrice du PRI. On sait en effet que la variabilité du microbiote intestinal est considérable et le déséquilibre observé chez une personne ne peut être extrapolé à d'autres.

Plus inquiétant : certaines entreprises mentionnent un risque de cancer ou de maladies neurodégénératives, ou encore de syndrome du côlon irritable, de dépression... sur la base de la présence ou non de certaines bactéries. *« La littérature scientifique actuelle ne permet absolument pas de tirer de telles conclusions individuelles »*, alerte Céline Druart, dernière auteure de l'étude.

Difficile aujourd'hui de définir un microbiote sain, comme l'avait rappelé dans nos colonnes, en octobre 2023, un collectif de médecins, alertant sur le recours de plus en plus fréquent à ces tests. Déjà, en 2023, la Société nationale française de gastro-entérologie les qualifiait d'*« inutiles d'un point de vue clinique »* et déconseillait leur prescription, quelle que soit la spécialité du praticien.

Les auteurs de l'étude recommandent la mise en place *« de validation à chaque étape : collecte, traitement, séquençage et analyse des échantillons de microbiome »*. Le secteur évolue actuellement dans une « zone grise » réglementaire. Les experts plaident pour une distinction claire entre les kits destinés à la curiosité personnelle – sans diagnostic ni conseil médical – et les tests diagnostiques in vitro (DIV), encadrés par la réglementation européenne et réservés aux professionnels de santé.

Les perspectives restent malgré tout prometteuses. *« Si leur fiabilité n'est pas encore assurée, ces outils offrent un potentiel réel »*, reconnaît Julie Rodriguez. Des projets participatifs à grande échelle, comme The French Gut, Million Microbiomes from Humans Project ou Lifelines NEXT, visent justement à mieux cartographier le microbiote et à établir des bases de comparaison pour l'avenir. ■

PASCALE SANTI

Ces arbres qui recherchent la foudre

BOTANIQUE - Certains spécimens tropicaux bénéficient de ses impacts, qui éliminent la concurrence des lianes et de leurs voisins, révèle une étude américaine

La recherche scientifique est d'autant plus fascinante lorsqu'elle produit des résultats à l'opposé de nos intuitions. C'est le cas de ce travail d'une équipe pluridisciplinaire américaine, publié récemment dans le *New Phytologist*, au sujet de la foudre. Sa puissance destructrice, qui peut tuer des êtres vivants ou enflammer des objets ou des bâtiments, serait bénéfique pour certains arbres.

Selon cette étude, certains grands spécimens des forêts tropicales tirent profit d'être foudroyés, au point de développer une stratégie, par leur hauteur et l'étendue de leur houppier surplombant leurs concurrents, pour attirer les éclairs. Evan Gora, premier signataire de l'article, chercheur au Cary Institute à Millbrook (Etat de New York), s'est d'ailleurs taillé une réputation parmi les spécialistes des écosystèmes forestiers avec ses publications sur la foudre. En expédition dans la forêt tropicale de Barro Colorado, au Panama, lorsqu'il répond par mail à nos questions, il reconnaît se passionner pour ce phénomène depuis onze ans.

Des « Dipteryx oleifera » émergent avec leurs fleurs roses de la forêt de l'île de Barro Colorado, au Panama. MICHAEL KALYUZHNY

« Fécondité multipliée par 14 »

Cette étude a été réalisée à partir de relevés faits dans cette forêt gérée par le Smithsonian Tropical Research Institute, sans doute la mieux documentée au monde depuis la fin du XXe siècle. Le système de suivi de la foudre a permis de localiser 94 impacts sur 93 arbres différents. A l'aide d'observations sur le terrain et de drones, les chercheurs ont surveillé chacun de ces arbres pendant deux à six ans pour quantifier la survie, l'état de la couronne et du tronc, la colonisation par les lianes et la mortalité des arbres voisins.

Le résultat est édifiant. Le *Dipteryx oleifera*, un des arbres emblématiques de l'île Barro Colorado, reconnaissable à ses fleurs pourpres, est frappé par la foudre au moins cinq fois au cours de sa vie. *« Nous estimons que la capacité de survivre à la foudre multiplie par 14 la fécondité au cours de la vie, en grande partie à cause de la réduction de la concurrence de la part des lianes et des arbres voisins. De plus, les hauteurs inhabituelles et les houppiers larges de* D. oleifera *augmentent la probabilité d'un impact direct de 49 % à 68 % par rapport aux arbres de même diamètre »*, écrivent les auteurs. De fait, les autres arbres tropicaux foudroyés *« présentent un dépérissement progressif de la couronne qui entraîne souvent la mortalité sur une période de plusieurs mois »*.

Avant d'arriver à ces résultats solides, les observations de terrains ont été complétées par une modélisation statistique. *« Nous avons modélisé la durée de vie entière de 100 000 arbres, en incluant les impacts de foudre comme l'un des nombreux processus ayant une influence sur leur développement »*, explique Evan Gora.

L'une des explications du phénomène tient au parcours de la foudre lorsqu'elle s'abat sur un grand arbre de la canopée tropicale : le courant électrique passe par les trous d'air dans le feuillage pour endommager secondairement les lianes du tronc et les arbres voisins. La concurrence est ainsi affaiblie ou éliminée. De quoi augmenter la durée de vie du survivant et, donc le diamètre de son tronc et la durée de production de semences.

Hervé Cochard, directeur de recherche au sein du laboratoire Physique et physiologie intégratives de l'arbre en environnement fluctuant (Inrae, université Clermont-Auvergne), salue la qualité de cette étude *« alors que l'on attribue généralement à la foudre des effets uniquement négatifs, tels que la mortalité des arbres et le risque d'incendie »*, regrette-t-il : *« Le fait nouveau rapporté dans cet article est que certains arbres semblent avoir développé des stratégies non seulement pour survivre à la foudre, mais pour être foudroyés plus souvent que les autres. »*

Moindre résistance électrique

L'une des hypothèses avancée par Evan Gora et ses collègues pour expliquer comment certains arbres s'accommodent mieux d'un impact de foudre est que leur bois offrirait une moindre résistance électrique, ce qui limiterait le phénomène d'échauffement provoqué par l'effet Joule. Il se trouve que *« les grands spécimens de* D. oleifera *ont une résistance électrique particulièrement faible »*, lit-on dans l'étude. Ce qui peut être dû à la structure de ses vaisseaux, à sa teneur en eau et à son contenu en ions, envisagent les auteurs.

Michael Kalyuzhny, chercheur à l'Institut des sciences de la vie Alexander-Silberman, à Jérusalem, voit dans ce travail, qu'il juge *« très intéressant »*, l'hypothèse d'une *« rétroaction positive : l'élimination des concurrents qui augmente la probabilité d'être frappé davantage »*. L'étude évoque la piste d'autres espèces tropicales qui tirereraient avantage d'un foudroiement. Mais Hervé Cochard se dit *« réservé sur la pertinence de ce phénomène pour les forêts tempérées comme celles de France métropolitaine »*. Les troncs brisés ou incendiés y sont plus fréquents.

Pour sa part, Evan Gora n'en a pas fini avec sa passion. Il travaille désormais à comprendre les facteurs susceptibles d'expliquer la résistance à la foudre et recherche si le phénomène existe dans d'autres types de forêt. *« Il est incroyablement gratifiant de pouvoir continuer à explorer ces écosystèmes étonnants »*, dit-il. Un véritable coup de foudre ! ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

La coquille d'œuf, un casse-tête savant

PHYSIQUE - Un œuf est-il plus solide verticalement que sur le côté ? Une équipe du MIT tranche

Quelques mois avant l'envol du prix des œufs aux Etats-Unis début 2025, une équipe du Massachusetts Institute of Technology (MIT) en a cassé plus de 200 pour la science. Elle voulait répondre à cette lancinante question : une chute d'œuf est-elle plus fatale à une coquille tombant sur le « cul », la « tête » ou sur le « côté » ? Les écoliers américains et les étudiants de première année au MIT, adorent se livrer à des « défis de la chute d'œuf » consistant à imaginer des protections (coques, parachutes, hélices, « pattes ») pour le fragile corps arrondi lâché depuis plusieurs mètres de haut. *« Mais nous avons constaté que leurs professeurs n'ont pas la bonne intuition de ce qui se passe »*, explique Tal Cohen, professeur au MIT, coauteur de la plus vaste étude sur ce sujet majeur, parue dans *Communications Physics*, le 8 mai.

Sa réponse est finalement plus linguistique que mécanique, débrouillant les notions de rigidité, de résistance et de solidité, souvent confondues. Premiers tests avec des œufs posés sur lesquels on appuie de plus en plus pour les déformer jusqu'à les casser. Et confirmation que la pointe d'un œuf vertical est plus rigide que ses flancs, à cause d'une courbure plus faible. A force égale, la tête se déforme moins que le « ventre ».

« Le Chêne et le Roseau »

Ironie de l'histoire, l'équipe de 2025 a utilisé les mêmes machines qu'une autre équipe du MIT qui, en 2012, avait déjà démontré ce point (avec des coquilles en plastique). Autre enseignement, plus original : la force maximale, appelée « limite d'élasticité » ou « solidité », que les œufs peuvent tenir avant de rompre, est la même pour les deux positions.

De là vient en tout cas la mauvaise intuition de certains éducateurs. Parce que l'œuf vertical est plus rigide, ils pensent qu'il sera plus résistant lors d'une chute. L'article du MIT cite d'ailleurs plusieurs références – sites éducatifs, vulgarisateurs sur YouTube et intelligences artificielles comme ChatGPT ou Perplexity – qui tiennent ce raisonnement.

Or, ce dernier a été invalidé par une seconde volée d'expériences. Lâchées d'un centimètre de haut, plus de la moitié des coquilles horizontales survivent contre moins de 20 % pour les coquilles verticales. *« Avouons que cela n'était pas évident, même pour nous »*, confesse Tal Cohen, spécialiste des études d'impact et qui passe son temps à casser des matériaux.

Pourtant la fable *Le Chêne et le Roseau*, de Jean de La Fontaine, met la puce à l'oreille. La souplesse peut améliorer la résistance au vent d'un objet pourtant fragile. Or, comme, à force égale, un œuf horizontal est capable de se déformer plus (d'environ 30 %), il encaisse mieux l'énergie cinétique lors d'une chute que son homologue vertical. Il est donc plus « résistant » ou « tenace » (selon le terme consacré), bien que pas plus « solide ». *« C'est analogue à la façon dont nos genoux se plient pour éviter les blessures »*, résume Joseph E. Bonavia, membre de l'équipe du MIT. *« Le travail est sérieux et pose bien les différences entre des notions qui ont l'air proches et sont souvent confondues »*, souligne Arnaud Lazarus, détaché de Sorbonne Université au MIT et coauteur de l'article de 2012 sur le sujet.

Avec ces 200 œufs cassés et un modèle théorique simple validant les résultats, Tal Cohen l'affirme : *« Notre résultat est robuste. »* Comment mieux dire ? ■

DAVID LAROUSSERIE

TÉLESCOPE

PHYSIQUE DES PARTICULES

Du plomb en or

Dans l'accélérateur de particules de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), les physiciens ont observé la transmutation des noyaux de plomb en or, un vieux rêve d'alchimiste. L'intensité des collisions entre noyaux de plomb crée une soupe de particules d'où émergent des noyaux moins riches en protons que le plomb, comme le thallium, le mercure et donc l'or. Entre 2015 et 2018, seulement 29 picogrammes (un millième de milliardième de gramme) d'or ont été obtenus et enregistrés par le détecteur Alice, l'un des quatre installés sur l'anneau de l'accélérateur de particules. Qui plus est très fugacement, quelques fractions de seconde, car cet or contenait trop de neutrons et s'est donc désintégré. Ce n'est pas la première fois que ces transmutations sont observées, mais la recette est différente et éclaire sur des processus à l'œuvre dans les plasmas chauds de particules.
> *S. Acharya* et al., *« Physical Review C », 7 mai*

SANTÉ

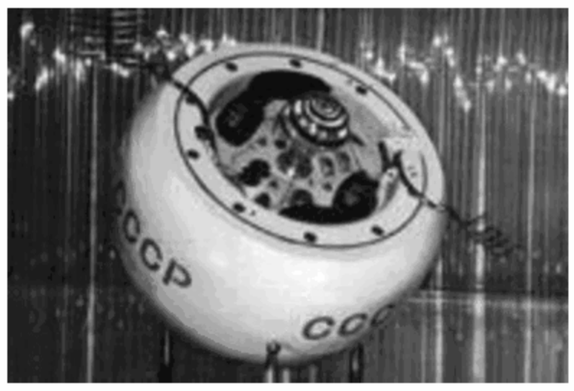
Trois nouvelles maladies dépistées chez les nouveau-nés dès septembre

Le dépistage néonatal sera élargi à trois nouvelles maladies graves à partir de septembre pour tous les nouveau-nés, a annoncé le ministère de la santé le 7 mai, à la suite des recommandations de la Haute Autorité de santé. Cela concerne l'amyotrophie spinale infantile (SMA), qui se caractérise par une dégénérescence neuromusculaire. Le pronostic des enfants atteints (un bébé sur 7000) peut être considérablement transformé grâce aux nouvelles thérapies géniques. Seront aussi inclus les déficits immunitaires combinés sévères (DICS), qui affaiblissent le système immunitaire des bébés, et le déficit en acyl-coenzyme A déshydrogénase des acides gras à chaîne très longue (VLCAD), une maladie héréditaire qui empêche le corps de décomposer certaines graisses. Ce dépistage s'ajoutera à celui qui est recommandé (pas obligatoire) pour 13 maladies dans les trois jours suivant la naissance.

ASTRONOMIE

La sonde soviétique Cosmos 482 tombe dans l'océan Indien

Après cinquante-trois ans, un mois et dix jours d'errance en orbite basse terrestre, la sonde soviétique Cosmos 482 est retombée sur Terre le 10 mai. Lancée le 31 mars 1972, Cosmos 482 devait étudier la planète Vénus. Mais un problème de poussée l'a empêchée



de quitter l'orbite basse terrestre où elle était temporairement stationnée, et son altitude s'est dégradée avec le temps. Elle vient donc de retomber à l'ouest de l'île de Java (Indonésie) selon Roscosmos, l'agence spatiale russe. Conçu pour résister aux conditions infernales de la surface Vénus (464 °C, 93 bars), l'atterrisseur soviétique de 495 kilos a probablement pu survivre à l'entrée dans l'atmosphère. (PHOTO : NASA)

Révélations sur la structure interne de l'astéroïde Vesta

La structure interne de Vesta, deuxième astéroïde le plus massif de la ceinture principale (derrière Cérès), serait bien plus uniforme que ce que l'on pensait. Telle est la conclusion d'une équipe internationale qui a réanalysé les données de la sonde Dawn de la NASA. Le calcul du moment moyen d'inertie de Vesta (la façon dont le corps tourne sur lui-même), montre que, si l'astéroïde a un noyau (ce n'est pas certain), il serait nettement plus petit et moins dense qu'anticipé. Ce qui fait dire aux chercheurs que Vesta n'est peut-être pas issu du processus qui mène à la formation des planètes, lesquelles possèdent un manteau et un noyau bien plus denses que la croûte. L'hypothèse est que Vesta serait issu d'une collision avec une des protoplanètes lors de la formation du Système solaire.
> *R. S. Park* et al., *« Nature Astronomy », 23 avril*

1

3

4

2

6

« On recense à La Réunion plus de 100 espèces végétales **envahissantes** »

▶ SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Cet écologue botaniste connaît par cœur l'île où il travaille depuis vingt-cinq ans, après avoir effectué sa thèse à l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts de Nancy, sur « la stratégie d'invasion du troène de Ceylan à la Réunion ». Déjà ! Il détaille quelles stratégies de lutte sont aujourd'hui mises en œuvre, avec des actions de défrichement et de replantation, pour sauver le patrimoine naturel de La Réunion où, sur les 962 espèces indigènes, 24 % sont endémiques strictes de l'île.

A La Réunion, il est fréquent d'entendre dire que la forêt va mal en raison de la progression constante des espèces exotiques envahissantes. Quel est votre constat ?

La Réunion conserve des restes de végétation peu perturbée et en bon état de conservation sur environ 45 % du territoire couvert en milieu naturel. C'est une chance. Le relief et l'inaccessibilité de certains endroits les ont protégés des défrichements, de l'agriculture et de l'urbanisation. Malgré cela, la menace est celle des invasions biologiques liées aux activités humaines à partir du XIXe siècle. Cela s'est amplifié avec la mondialisation et l'introduction d'espèces venues du monde entier.

Après quarante ans d'observations, mon constat est que ce phénomène a progressé. De beaux massifs de milieu naturel quasiment intacts sont grignotés à leur périphérie par le biais des sentiers ou des routes. Les invasions empruntent les voies de communication humaines. Nous recensons aujourd'hui plus d'une centaine d'espèces envahissantes qui ont un réel impact. Dans le top 3 : la liane papillon, le longose, le goyavier. La Réunion est une île océanique jeune. Ses milieux naturels ne sont pas aussi résistants que sur le continent. Il manque des composantes dans les écosystèmes.

Par exemple, de grands herbivores qui pourraient créer une pression sur le milieu et une évolution en retour des végétaux qui s'adaptent à l'herbivorie. Le taux d'endémisme est de 40 % pour la flore de l'archipel des Mascareignes *[qui comprend notamment La Réunion, les îles Maurice et Rodrigues]*. La France a une responsabilité avec ces espèces qui n'existent qu'à cet endroit dans le monde. Il faut préserver les espèces, mais aussi les habitats dans lesquels elles se trouvent. C'est très important. Si le milieu disparaît, les espèces aussi.

Comment qualifiez-vous la situation ? Est-elle critique ?

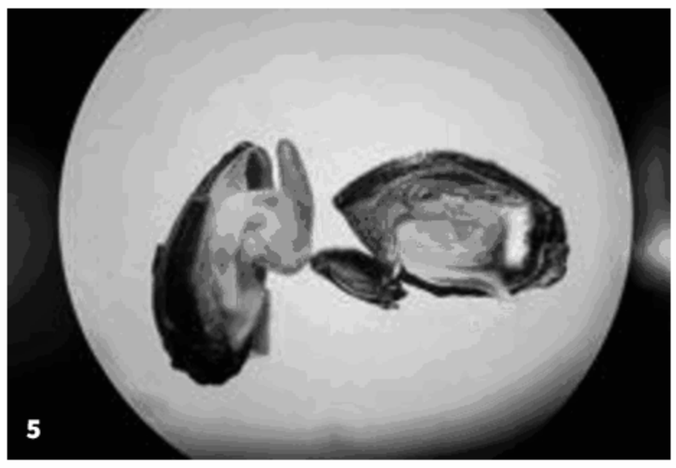
Critique, non. Mais compliquée, oui. Vu l'étendue du territoire et son accessibilité, il est impossible de tout préserver. Il faut donc établir des priorités pour aller au plus efficace. En 2018, avec l'ensemble des acteurs (le département, le parc national, l'Office national des forêts (ONF), l'université, le CBNM, les associations...), nous avons mis nos données dans un pot commun afin de définir des zones prioritaires en choisissant celles qui étaient les mieux conservées. Nous sommes tombés d'accord sur la préservation de 5 000 hectares des milieux naturels les plus représentatifs de l'île. L'objectif est d'éviter que ces endroits les mieux préservés se dégradent avec de nouvelles invasions. Pour d'autres, c'est impossible. Comme les abords de la rivière des Galets *[fleuve côtier de l'ouest de l'île]*, initialement couverts d'une belle forêt indigène semi-sèche. Désormais, la liane papillon y grimpe aux arbres, les étrangle, et les plaque au sol. Des arbres endémiques disparaissent.

Quelle est votre stratégie de protection et de lutte ?

La stratégie globale de lutte contre les espèces invasives est déclinée en plan opérationnel avec des actions qui vont de la lutte sur le terrain à la sensibilisation du grand public. Si les Réunionnais ne sont pas partie prenante de cette lutte, nous ne serons pas efficaces. Chacun peut s'impliquer dans la préservation de ce patrimoine exceptionnel dans l'île. D'abord, en ne plantant pas chez soi des espèces invasives. Il faut communiquer sur ces espèces qui posent problème, sur les gestes à faire ou à ne pas faire. Par exemple, faire attention à la terre qui est sous les chaussures lorsqu'on entre dans une forêt indigène, ou encore ne pas jeter ses végétaux coupés des jardins dans une ravine.

Sur le terrain, cela consiste à couper et à arracher en fonction des espèces. Il faut également gérer les déchets de coupe. C'est un travail qui s'étale sur plus de dix ans. Nous privilégions la restauration écologique, parfois en donnant un coup de pouce avec des replantations d'espèces indigènes. Il s'agit de redonner de la fonctionnalité à un milieu : qu'il soit plus résistant et qu'il se débrouille par lui-même pour se régénérer. La recherche vient nous aider à définir des itinéraires techniques de restauration écologique. Pour savoir

1. Dans le cadre de la protection de la biodiversité réunionnaise, la lutte contre les espèces envahissantes est nécessaire en milieu urbain et chez les particuliers. L'association AVE2M propose de supprimer huit arbres hautement invasifs dans les jardins pour éviter leur propagation dans les forêts. Ici, Damien, élagueur, entre deux tulipiers du Gabon, interdits sur l'île car classés parmi les 100 espèces les plus envahissantes au monde. A Saint-Louis, en avril 2024.
2. Afin de lutter pour la survie de la biodiversité de son île, Bénédicte Rodier a fondé une pépinière où elle ne vend que des plantes endémiques. A Sainte-Rose, en avril 2024.
3. Des lycéens, volontaires et bénévoles, coupent les ajoncs sous un soleil de plomb, à 2 000 mètres d'altitude. Ils apprennent à mieux connaître les problématiques de leur île et découvrent le concept de biosécurité. A Saint-Paul, en avril 2024.
4. Sur les parcelles de restauration écologique gérées par l'association IRI, les arbres sont indexés sur une carte en ligne, afin de travailler en coopération avec les scientifiques de l'île. A Saint-Joseph, en avril 2024.
5. Des graines observées au microscope pour déterminer les meilleurs moyens de les conserver. A Saint-Leu, en avril 2024.
6. Nicolas Choisis, agriculteur et producteur de plantes médicinales en agroforesterie labellisé « Esprit parc national », retire de son terrain des plantes envahissantes qui risquent d'étouffer les endémiques qu'il veut récolter. A Saint-Joseph, en avril 2022.
BASTIEN DOUDAINE/HANS LUCAS/COLLECTIF RELIEF
7. Bois jaune, « Ochrosia borbonica », un arbre classé « vulnérable », souvent écorcé pour son usage en pharmacopée traditionnelle. A Saint-Denis, en mai 2022.
8. Benjoin, « Terminalia bentzoë », endémique des Mascareignes et classé « en danger critique d'extinction ». A Saint-Pierre, en octobre 2022.
BASTIEN DOUDAINE



Bastien Doudaine, photographe

Le Français développe depuis des années une approche documentaire de sa pratique. Par ailleurs diplômé en médecine générale, il continue d'exercer dans un cabinet. Ayant vécu un temps sur l'île de La Réunion, il a rencontré de nombreux « tradipraticiens », interrogeant les évolutions des usages ancestraux dans le cadre d'un travail au long cours, en les conjuguant aux problématiques environnementales. Il a participé au lancement, en 2024, du collectif de photojournalisme Relief. Son travail sur les plantes endémiques de l'île de La Réunion raconte l'anthropisation qui progresse, malgré la protection des pitons, des cirques et des remparts de l'île par le parc national.

comment agir et définir les replantations. Il existe en plus une demande du public pour participer à ces chantiers. Beaucoup de gens ont envie d'être utiles et d'apprendre sur ces sujets. L'implication de volontaires est essentielle. Il ne faut pas baisser les bras, et multiplier les microprojets.

Beaucoup de gens à La Réunion prélèvent des plantes pour se soigner ou pour les tisanes. Cette tradition représente-t-elle un danger pour la biodiversité ?

Le braconnage était plus important autrefois car les habitants ne disposaient que de peu de médicaments et se soignaient par les plantes. Certaines se sont raréfiées en raison du prélèvement. En période de Covid et de chikungunya, les prélèvements sont plus importants. Il faut communiquer sur des espèces de substitution exotiques ou indigènes plus communes. Parmi les espèces exotiques, beaucoup sont en effet intéressantes. Et cela libère la pression de prélèvement sur les espèces indigènes.

Des espèces exotiques envahissantes sont valorisées, comme le goyavier pour ses fruits et son bois, ou encore le faux-poivrier, utilisé en cuisine et pour la production du miel de baies roses. Comment concilier cette activité économique avec le souci de lutter contre des espèces invasives ?

La position extrémiste, c'est d'interdire. Mais c'est impossible car le goyavier, par exemple, est intégré à la culture réunionnaise. Il faut donc agir en bonne intelligence. La solution serait de ne pas produire du goyavier à proximité de milieux naturels. Il y a des gestes à faire pour concilier les deux et intégrer ces pratiques. La valorisation d'espèces envahissantes est toutefois à double tranchant. Si l'on donne une valeur économique à une espèce, cela incite à en planter plutôt qu'à réguler pour limiter l'invasion.

Le conservatoire de Mascarin dispose d'une banque de semences et d'un réseau d'arboretums pour préserver les espèces les plus menacées. Assurez-vous des replantations en milieu naturel ?

Pour les espèces rares et menacées de disparition, nous essayons de renforcer les populations sauvages. Si l'on additionne tous les projets réalisés depuis cinquante ans, cela fait environ 5 000 plants d'une cinquantaine d'espèces au bord de l'extinction qui ont été réintroduits. En plus de cela a été lancé le projet Life+, entre 2009 et 2020, qui a permis de réimplanter près de 180 000 plants de 48 espèces différentes sur 39 hectares situés à la Grande-Chaloupe, dans l'ouest de l'île. Nous travaillons non seulement sur les espèces ligneuses, mais aussi sur les orchidées et les fougères. Nous avons multiplié des orchidées par des techniques de culture in vitro. Avec des résultats satisfaisants afin de les réintroduire dans des milieux naturels. Ce sont des techniques innovantes qu'il faut développer.

> « IL FAUT INTERVENIR EN PRIORITÉ SUR DES ESPÈCES ÉCHAPPÉES D'UN JARDIN, QUI COMMENCENT À ÊTRE ENVAHISSANTES DANS UN OU DEUX ENDROITS DE L'ÎLE »

Depuis dix ans, vous gérez un système de détection précoce de la flore introduite potentiellement envahissante, et de réponse rapide. Quels sont les résultats ?

Cette plateforme en ligne identifie les espèces et les classe selon une échelle d'invasivité. C'est un état des lieux exhaustif de tout ce qui a été introduit à La Réunion, soit 2 150 espèces.

Un tiers des espèces exotiques présentes sur l'île de La Réunion sont potentiellement envahissantes. 38 espèces se trouvent classées en haut de l'échelle avec un impact connu et 96 avec un impact moins connu.

Il faut intervenir en priorité sur des espèces qui se sont échappées d'un jardin et qui commencent à être envahissantes dans un ou deux endroits de l'île. Agir pour éliminer une petite population, parfois seulement quelques plants. C'est le cas d'un cactus découvert en 2019 dans la forêt de l'Etang-Salé. L'ONF s'en est occupé et l'a fait disparaître. La plateforme Web a aussi une entrée grand public. Les gens qui se promènent peuvent faire remonter leurs observations avec leur téléphone et une photo.

Lutter contre les espèces invasives, c'est aussi sensibiliser les pouvoirs publics et les consommateurs sur les dangers d'introduire ces espèces par ignorance…

Nous sommes entrés dans une ère d'introduction d'espèces exotiques qui semble incommensurable, notamment à cause du marché mondial de l'horticulture. Il existe un véritable engouement des Réunionnais autour des jardins. Les gens veulent du nouveau, et font venir des graines d'ailleurs. Mais ils n'ont aucunement conscience que cela peut poser problème. Une plante envahissante sur deux dans l'île est une plante ornementale. Il faut aussi travailler avec la filière horticole et faire la promotion des plantes indigènes dans l'aménagement des espaces publics. C'est une démarche préventive avec tous les acteurs, de la conception à l'entretien des paysages. Prenons le cas du tulipier du Gabon, un arbre introduit pour l'ornement en ville et au bord des routes. Il s'est échappé dans des milieux naturels. Nous avons toujours dit qu'il ne fallait pas planter cette espèce. Vingt ans après, des collectivités les enlèvent. C'est notre rôle d'alerte scientifique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME TALPIN
(SAINT-DENIS, LA RÉUNION, CORRESPONDANT)

LE LIVRE

Une concordance des temps

Dans un ouvrage plein de mesures, l'informaticien Gérard Berry revisite avec humour et profondeur les multiples facettes du temps

Vu le sujet du dernier livre de l'informaticien Gérard Berry, ancien professeur au Collège de France, entrepreneur et chercheur médaillé d'or du CNRS, il est tentant d'inviter le lecteur à prendre son temps pour savourer cet essai sur... le temps.

Non que les différents chapitres soient compliqués, mais ils sont parfois si différents qu'une lecture intermittente est possible. Le plaisir de l'auteur à nous faire partager ce qu'il a lu – et fait – sur le sujet le conduit à s'intéresser à beaucoup de facettes et à adopter des formes narratives variées.

Ainsi, deux chapitres sont inspirés de la pataphysique, mouvement scientifico-littéraire improbable : le premier s'amuse avec les expressions autour du mot « temps », le second s'attaque à la résolution de grandes questions de la physique contemporaine. Gérard Berry, membre du Collège de pataphysique, est aussi l'auteur d'une belle invention, la *« déformatique »*, dont il donne la définition : *« L'informatique c'est la science de l'information ; la déformatique c'est le contraire. »* Le ton est donné.

Entre les deux, le lecteur, déjà déstabilisé ou diverti, trouvera des passages plus attendus sur la mesure du temps (horloges, clepsydres, calendriers...). L'auteur parle aussi de la distribution du temps, à travers un ensemble de techniques tout aussi capitales pour nos sociétés, du transport en train à la géolocalisation par satellite.

« Interblocage » et « famine »

Les thèmes des trois derniers chapitres ont rarement été vulgarisés. Gérard Berry se trouve là sur son terrain de recherche : il expose les trois manières de calculer, classées en fonction de la façon dont le temps est considéré. Première façon, les calculs sont effectués par opérations séquentielles, comme à l'origine de la machine de Turing (qu'il explique !) et aujourd'hui encore dans nos ordinateurs. Le chapitre digresse aussi sur la notion de complexité des calculs et sur les problèmes « difficiles » à résoudre.

Deuxième manière de calculer, propre aux réseaux comme Internet, qui doivent se passer d'horloge commune et fonctionnent de façon asynchrone avec succès. Mention spéciale à l'explication de deux grands bogues que les ingénieurs doivent éviter, l'« interblocage » et la « famine », joliment expliqués avec des photos de ses petites-filles. Troisième façon, les calculs synchrones ou temps réels, son terrain de prédilection, utile à beaucoup de domaines industriels sensibles (aviation, nucléaire, etc.) pour lesquels les temps de réponse sont évidemment clés.

Les difficultés, avouons-le, vont crescendo, et le dernier chapitre, qui décrit plusieurs des inventions de l'auteur, est touffu. Mélange de sérieux et d'ironie, recueil de connaissances, vulgarisation de sujets pointus... Aucun doute, le titre de l'ouvrage, *Le Temps vu autrement*, n'est pas usurpé. ■

DAVID LAROUSSERIE

« Le Temps vu autrement », de Gérard Berry (éd. Odile Jacob, 368 p., 24,90 €).

L'AGENDA

SANTÉ

Une sensibilisation aux tumeurs cérébrales

Le centre lyonnais de prise en charge des cancers Léon-Bérard organise deux journées gratuites d'information sur le thème des tumeurs cérébrales, les 15 et 20 mai. Destinée au grand public et aux personnes concernées (adultes pour la journée du 15, adolescents et jeunes adultes pour celle du 20), cette initiative s'inscrit dans le cadre du mouvement « mai en gris », mois de sensibilisation à ces pathologies né au Canada. Au programme : conférences, stands, ateliers variés – avec des associations ou des groupes de parole pour les aidants.
› *Informations : Centreleonberard.fr*

CHEZ LE CHOUCADOR SUPERBE, DE L'AMITIÉ ?

Aider son prochain lui est une seconde nature. Cet oiseau des savanes est-africaines, qui vit en groupes allant d'une dizaine à une cinquantaine d'individus, peut connaître deux nidifications par an. Le nourrissage des petits et la surveillance du nid ne peuvent être assurés par les seuls parents dans cet environnement difficile, si bien que cette espèce a développé un système d'aide qui vient d'être décrypté par Dustin Rubenstein (université Columbia) et ses collègues, à l'issue d'une vingtaine d'années d'observations patientes. Un couple peut ainsi être aidé par 16 oiseaux non reproducteurs. Comme les chercheurs l'expliquent dans *Nature* du 7 mai, il apparaît que, chez *Lamprotornis superbus*, cette assistance n'intervient pas uniquement entre individus apparentés, et s'appuie sur un mécanisme subtil de réciprocité quand les rôles s'inversent. (PHOTO : FRANZ WÖGERER/IMAGEBROKER/BIOSPHOTO)

DIX MILLE PAS ET PLUS

MARCHER VITE POUR UN CŒUR AU BON TEMPO

Par PASCALE SANTI

La marche n'en finit pas de montrer ses bienfaits. En plus d'être un mode de déplacement écologique, elle a des effets sur la santé physique et mentale. Et plus le rythme est soutenu, plus les bénéfices sont importants : amélioration de l'endurance, augmentation de la capacité aérobie, effet favorable sur les marqueurs cardio-métaboliques...

De nombreux travaux ont déjà mis en évidence que la marche réduit le risque de maladies cardio-vasculaires, en régulant notamment le taux de cholestérol et de glycémie, mais aussi en agissant sur la tension artérielle, en améliorant la circulation sanguine, etc.

Une étude, publiée en avril dans la revue *Heart (BMJ journals)*, a montré que la marche rapide peut prévenir les arythmies cardiaques, particulièrement la fibrillation atriale (ou auriculaire). C'est le trouble du rythme cardiaque le plus fréquent (environ 750 000 personnes touchées en France). Son incidence a doublé ces trente dernières années. Il se caractérise par des contractions rapides et irrégulières des oreillettes (cavités supérieures du cœur). Cette pathologie augmente le risque d'accident vasculaire cérébral d'où l'enjeu de bien la prendre en charge et de la prévenir.

Les chercheurs se sont appuyés sur les données de quelque 420 000 sujets de la cohorte britannique Biobank. Le rythme de marche – lent (moins de 4,8 km/h), modéré (entre 4,8 et 6 km/h) ou rapide (plus de 6 km/h) – a été autodéclaré, avec une mesure par accéléromètre dans un sous-groupe de 82 000 personnes.

Résultat : après prise en compte de facteurs démographiques et de mode de vie, ceux ayant déclaré une allure de marche modérée présentaient un risque réduit de 35 % de développer une fibrillation atriale par rapport à ceux marchant à un rythme lent, et le risque était réduit de 46 % chez ceux pratiquant la marche rapide.

« Dans le sous-groupe de 82 000 personnes qui portaient un accéléromètre, il suffisait de passer 5 à 15 minutes par jour de marche à un rythme modéré pour observer cet effet », précise la professeure de santé publique Jill Pell (université de Glasgow), qui a coordonné ces travaux.

« Sûr, accessible et efficace »

Les bienfaits étaient encore plus marqués chez les femmes, les personnes de moins de 60 ans, celles avec un indice de masse corporelle inférieur à 30, ou encore celles souffrant d'hypertension artérielle ou atteintes d'au moins deux affections de longue durée. Un rythme de marche rapide était également associé à un meilleur profil lipidique, une glycémie mieux contrôlée, bref de meilleurs marqueurs de santé cardio-métabolique, ainsi qu'à des niveaux d'inflammation plus faibles, selon les auteurs.

Ils rapportent toutefois que l'étude est observationnelle et ne permet donc pas de prouver une relation directe de cause à effet. De plus, la population étudiée était majoritairement blanche (à 95 %) et de 55 ans d'âge moyen, ce qui empêche la généralisation des résultats. Les chercheurs concluent cependant que *« la marche rapide pourrait être un exercice sûr, accessible et efficace pour réduire les troubles du rythme cardiaque, en particulier chez les sujets les plus à risque »*.

Un avis partagé par le cardiologue Frédéric Schnell, chef de service de médecine du sport du CHU de Rennes : *« Ce n'est pas une découverte, on sait que l'activité physique prévient la fibrillation atriale. Mais cette étude renforce les preuves. Le message est clair et positif : même la marche, surtout rapide, a des effets positifs sur les troubles du rythme. »* Il rappelle aussi que *« l'activité physique s'intègre en prévention secondaire dans la prise en charge des troubles du rythme, aux côtés des traitements médicamenteux, de la prise en charge de pathologies associées, comme l'apnée du sommeil – c'est un tout »*.

De plus, *« c'est accessible à tout le monde, ça ne coûte rien, on peut marcher partout »*... Et c'est encore mieux en pleine nature, pourquoi pas en regardant les arbres pousser ? ■

L'ÉNIGME MATHS – N° 58

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer !

LA NUÉE D'ÉTOURNEAUX

Une nuée d'étourneaux, après sans doute un long voyage, élut domicile sur une rangée d'arbres qui longeait la route à côté de chez nous. On soupçonne peu le goût de ces oiseaux pour l'arithmétique, mais voici ce qu'aurait pu entendre quiconque aurait pris la peine d'étudier leur langage.
Les oiseaux du premier arbre dirent à ceux du deuxième :
« Si l'un de vous nous rejoignait, nous serions autant d'oiseaux sur nos deux arbres. »
Les oiseaux du deuxième arbre approuvèrent et se retournèrent alors vers ceux du troisième pour leur dire exactement la même chose. Puis les oiseaux du troisième arbre tinrent le même discours à ceux du quatrième et ainsi de suite jusqu'à ceux de l'avant-dernier arbre qui affirmèrent à leur tour à ceux du dernier que si l'un d'eux les rejoignait ils seraient en nombre égal sur leurs deux arbres.
Les oiseaux se trouvaient très satisfaits de cette parfaite répartition numérique, mais, après quelques réflexions, ceux du dernier arbre lancèrent à tous les autres :
« Notre arbre est celui où nous sommes les plus nombreux. Et pourtant, si de chacun de vos arbres l'un de vous venait nous rejoindre, vous seriez encore deux fois plus nombreux sur tous vos arbres réunis que nous ne serions sur le nôtre tout seuls. »
Cette dernière affirmation provoqua un brouhaha d'enthousiasme chez les volatiles et ce bruit attira l'attention du chat qui dormait non loin de là.
Le félin s'approcha et commença à grimper dans le premier arbre dans l'espoir d'y attraper de quoi se remplir le ventre. Mais le voyant venir, les oiseaux du premier arbre s'envolèrent et allèrent se répartir sur les autres arbres.
C'est alors que l'un des étourneaux s'exclama :
« C'est amusant, tout ce que nous avons dit précédemment est encore vrai ! »
Un tel capharnaüm de jubilations aviennes suivit cette déclaration que le chat déguerpit sans insister davantage.
► ***Sauriez-vous dire de combien d'oiseaux est composée la nuée d'étourneaux ?***

INDICE

.tnedécérp el euq sulp ed xuaenruoté xued etpmoc erbra euqahc, tahc ud egassap el sèrpa emmoc tnavA

SOLUTION DE L'ÉNIGME N° 57

Les quatre cases notées 3 doivent être contrôlées par toutes les dames. Or, il n'y a que trois cases qui contrôlent simultanément ces quatre cases.
Les dames sont là.

2	2	3	1	♕
2	♕	2	2	3
1	2	3	1	1
1	3	♕	2	2
1	2	1	1	2

Une erreur s'est glissée dans la présentation de l'énigme maths n° 57, dans le cahier « Science & médecine » du 7 mai. Il n'aura pas échappé aux amateurs de ce rendez-vous hebdomadaire que l'illustration accompagnant l'énoncé était celle de la solution. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser. Vous pouvez consulter l'énoncé de cette énigme en ligne sur Lemonde.fr/les-enigmes-maths-du-monde/

CARTE BLANCHE

La démographie instrumentalisée

Par ANNE BORY

Comment sont pensées et catégorisées les populations au niveau étatique ? Quelles sont les frontières sociales qui délimitent le cercle de celles et ceux que l'on désigne comme « indésirables » ? Dans un contexte politique friand de simplification, les travaux nourris par la socio-histoire fournissent d'utiles outils de compréhension et de contextualisation plus large. Cette perspective permet à la fois de *« mieux comprendre comment le passé pèse sur le présent »*, pour reprendre les mots du sociologue Norbert Elias, et de mesurer les évolutions parfois notables que les catégorisations politiques et sociales subissent au cours du temps.

Le récent article de Lucas Puygrenier dans la revue *Sociétés politiques comparées* s'inscrit dans cette démarche, en analysant avec finesse la manière dont la catégorie de *« surpopulation »* a été mobilisée à Malte pour définir les populations perçues comme *« de trop »*. La forte densité de population à Malte – autour de 1600 habitants par kilomètre carré actuellement – s'explique par le cumul entre étroitesse du territoire national et très forte urbanisation. L'existence et la menace d'une surpopulation sont depuis le XIXe siècle des invariants des discours politiques maltais – y compris durant la période coloniale britannique, qui s'est achevée en 1964. Ce que l'auteur qualifie de « *nexus migration-surpopulation* » désigne un processus par lequel la dénonciation de l'excès démographique passe des pauvres *« locaux »* durant la période coloniale à la figure de l'étranger, et tout particulièrement celle du demandeur d'asile. Ce déplacement traduit une transformation du regard des gouvernants sur la composition légitime du corps national.

Rhétorique de la saturation

Grâce à une enquête mobilisant l'analyse d'archives coloniales, de rapports administratifs postcoloniaux et d'entretiens avec des responsables politiques, Lucas Puygrenier montre que cette opération de redéfinition de la surpopulation s'opère en trois temps : d'abord, ce sont les pauvres *« locaux »* qui sont désignés comme indésirables. L'Etat, assisté de l'Eglise, encourage alors financièrement et diplomatiquement une émigration massive. Puis, dans les années 1960 et 1970, la main-d'œuvre locale bon marché apparaît plutôt comme une *« richesse nationale »* : elle est une aubaine pour le développement d'industries sous-traitantes et du tourisme. La position géographique du pays en fait une terre d'arrivée pour les migrants, et l'intégration à l'Union européenne oblige ensuite Malte à adopter une loi sur l'asile. L'argument de la surpopulation est alors brandi pour contourner les obligations diplomatiques et morales du pays, et pour justifier l'enfermement massif des étrangers, qui constituent désormais la figure centrale à exclure. Pas tous les étrangers, néanmoins : retraités fortunés, exilés fiscaux et touristes constituent une manne pour le pays.

L'argument démographique semble imparable, car a priori dénué de connotation morale : il ne s'agit pas d'attribuer mérites ou fautes à une population. A Malte, cette mise en forme des débats autour d'un indicateur comme la densité de population justifie des politiques de fermeture migratoire, tout en minorant les responsabilités historiques de l'Etat dans la production des déséquilibres sociaux et spatiaux. L'enjeu que soulève cet article concerne l'Europe tout entière, où la rhétorique de la saturation – des services publics, du logement, des capacités d'intégration – connaît une résurgence préoccupante. En documentant avec précision les étapes par lesquelles un langage censé rendre compte d'un excès devient le vecteur d'un rejet, Lucas Puygrenier participe d'une entreprise plus générale de dénaturalisation des évidences statistiques et de réinscription des politiques démographiques dans leur conflictualité historique. ■

Anne Bory
Sociologue à l'université de Lille
anne.bory@univ-lille.fr

La science comme savoir éthéré, exempt des passions humaines, est un mythe

TRIBUNE - Malgré ce que disent leurs détracteurs, les sciences humaines sont indispensables à la connaissance de l'évolution des sociétés, rappelle l'anthropologue Bernard Formoso

Le chimiste Bernard Meunier a récemment proposé d'exclure les sciences de l'homme du périmètre d'activité du CNRS pour réduire sa masse salariale et rehausser son attractivité. La part de budget ainsi libérée permettrait, selon lui, de mieux valoriser les carrières des chercheurs les plus méritants.

Que certains jugent l'apport des sciences humaines superflu n'a rien d'étonnant, tant elles font l'objet de préjugés négatifs de la part des praticiens des sciences « dures ». Selon eux, les seules sciences exactes sont celles qui produisent des paradigmes et des « faits » de validité universelle, riches en applications technologiques, grâce à des concepts précis et à la mise en œuvre d'expérimentations rigoureuses. En marge de celles-ci se développeraient des disciplines qui butent sur la complexité de l'humain, multiplient les méthodes sans produire de résultats, ainsi que l'affirmait Henri Poincaré (dans *Science et méthode*, Flammarion, 1908), et dont les interprétations seraient prisonnières des ambiguïtés du langage ordinaire, tout en souffrant de biais subjectifs et idéologiques.

Or un examen approfondi des modalités concrètes de la recherche remet en cause l'écart qualitatif entre les sciences naturelles et les sciences de l'homme. En effet, les premières œuvrent certes sur des objets non humains, mais, focalisées sur la production et la valorisation de résultats, elles tendent à oblitérer les processus intersubjectifs, donc sociaux, qui conditionnent leurs découvertes. Les sociologues Bruno Latour et Steve Woolgar ont montré (dans *La Vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, La Découverte, 1979) qu'au sein des laboratoires de sciences « dures » la recherche se fait en équipes, au sein d'un champ spécialisé dont l'activité est contrainte par des rapports de pouvoir, des considérations économiques, des facteurs politiques, des rivalités et des enjeux de prestige. Si autant de controverses sur la validité du savoir scientifique se font jour, du fait de la confrontation médiatique des savoirs experts autour d'enjeux sanitaires, environnementaux et climatiques, c'est précisément parce que ces savoirs sont liés à des postures dans le champ du pouvoir politico-économique. Le nier, c'est entretenir le mythe d'un savoir éthéré, miraculeusement exempt des passions humaines.

Un atout épistémologique

Les rapports sociaux à la base de la formulation des problèmes et des solutions sont d'autant plus cruciaux dans les sciences naturelles qu'elles ne peuvent compter sur un médium de communication partagé avec leurs objets d'étude pour obtenir des réponses dénuées d'équivoque. Ce défaut par rapport aux sciences sociales, qui ont affaire à des sujets parlant et réfléchissant, les biologistes, chimistes et physiciens ne peuvent le combler qu'au prix d'expériences dispendieuses en temps, en énergie et en ressources, au fil desquelles s'enchaînent les *brain storming* collectifs, les essais, les erreurs, les changements de cap concertés jusqu'à isoler des options crédibles de nature à « faire parler » les faits.

LES SCIENCES SOCIALES SONT DES INSTRUMENTS DE DÉVOILEMENT ET DE RÉFLEXIVITÉ CRITIQUE IRREMPLAÇABLES

Les praticiens des sciences « dures » ont beau exposer le déroulement de leurs expérimentations sous la forme de protocoles techniques raffinés, ils produisent leurs résultats en se livrant à un perpétuel *« bricolage constructif »*, note Karin Knorr (*Producing and Reproducing Knowledge : Descriptive or Constructive ?*, in *Social Science Information*, 1977). Par rapport à ce bricolage, les sciences sociales ont affaire à des sujets qui présentent l'avantage d'avoir le droit à la parole et d'en user. Ce faisant, ils peuvent corriger les erreurs d'interprétation du chercheur, enrichir sa compréhension du contexte et l'aider à mieux saisir le sens de leurs actes. L'intersubjectivité prise sous cet angle n'est pas une faiblesse, mais un atout épistémologique.

Enfin, en vertu du positivisme et de l'utilitarisme qui restent des paradigmes idéologiques dominants, l'un des reproches adressés aux sciences de l'homme est qu'elles ne servent aucun objectif concret. A la différence des sciences de la vie et de la matière, leurs découvertes n'irriguent pas l'innovation technologique, l'essor industriel et les progrès de la médecine. Elles ne fournissent pas non plus les moyens d'accroître notre emprise sur la nature. Elles constituent pourtant des instruments de connaissance, de dévoilement, de réflexivité critique et de prospective irremplaçables. De connaissance tout d'abord, car elles nous informent sur la complexité, la richesse culturelle et l'évolution des sociétés humaines. Instruments de dévoilement ensuite, car elles révèlent des rapports de domination, d'exploitation de l'homme par l'homme et les contradictions inhérentes au fonctionnement des sociétés.

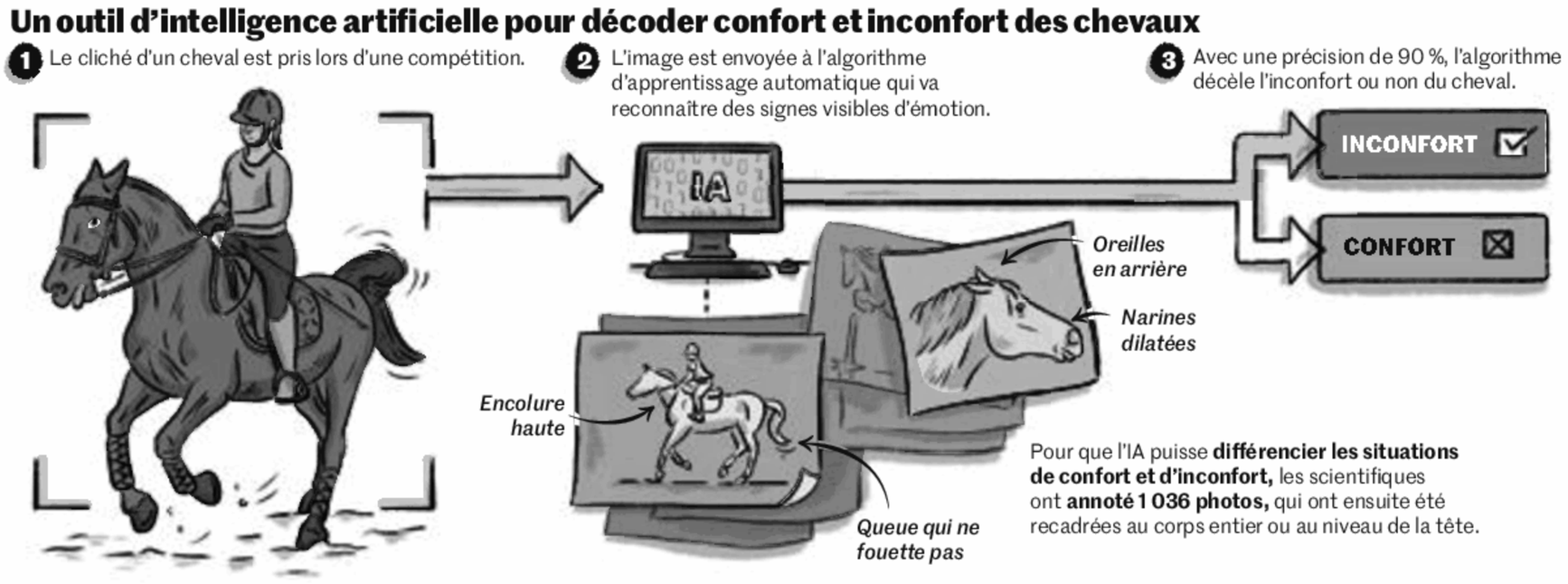
Alors que les sciences « exactes » transforment la nature et la condition humaine, les sciences sociales apportent de précieux éclairages sur les conséquences souvent inattendues de ces changements et sur les effets pervers du « développement ». Ce faisant, elles apportent un complément indispensable aux sciences de la nature en questionnant le sens de leur action et le devenir de l'humanité. ■

¶
Bernard Formoso, professeur d'anthropologie émérite à l'université Paul-Valéry de Montpellier et membre du laboratoire Savoirs, environnement, sociétés

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr

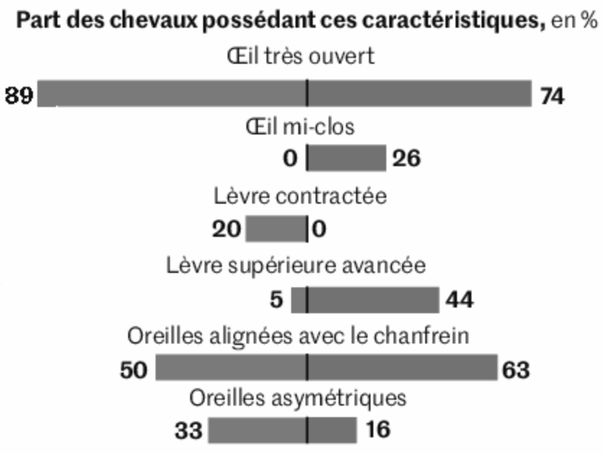
LE BIEN-ÊTRE DES CHEVAUX MESURÉ PAR L'IA

Un outil d'intelligence artificielle pour décoder confort et inconfort des chevaux



La tête, imparable grille de lecture des émotions

L'utilisation de l'IA a montré que **l'analyse de la tête du cheval était la plus utile pour lire ses émotions.** Les éthologues vont désormais utiliser leurs travaux précédents d'étude anatomique de la face (ci-contre) pour nourrir d'avantage l'IA.



Infographie : *Le Monde,* Laure Belot, Audrey Lagadec

Sources : Springer, *Scientific Reports, Nature*

Le bien-être d'un cheval monté en compétition peut-il être vérifié en s'aidant d'un outil d'intelligence artificielle ? Une équipe d'éthologues de l'Inrae répond par l'affirmative. Leur programme d'apprentissage machine « entraîné » à partir de photographies annotées sur différents critères, notamment ceux de la chercheuse britannique Sue Dyson, est précis à 90 % pour déceler un inconfort sur une photo ou une vidéo. *« Ce travail, encore au stade de démonstration de faisabilité, a montré que les expressions de la tête du cheval sont statistiquement plus discriminantes* [utiles] *que ses postures pour cerner le ressenti de l'animal »*, précise Léa Lansade, qui a dirigé cette étude.

Cette recherche, financée par la Fédération française d'équitation, a été lancée en réponse à l'intérêt croissant pour le bien-être animal, notamment lors des compétitions. ■

LAURE BELOT

« Les droits français et européen protègent la liberté académique »

ENTRETIEN - La professeure de droit public Frédérique Coulée explique comment la recherche serait mieux protégée qu'aux Etats-Unis face à un gouvernement illibéral

Les attaques contre les libertés académiques se multiplient aux Etats-Unis, mais aussi en Argentine. Pour Frédérique Coulée, professeure de droit public à l'université Paris-Saclay et membre du mouvement Stand Up for Science France, cette remise en cause massive de la liberté d'expression et de la recherche serait plus difficile en France et en Europe.

Que constatez-vous sur l'évolution de la liberté académique dans le monde ?

Depuis l'élection de Donald Trump, les universités et institutions de recherche américaines subissent des attaques de grande envergure, rapides, multiples et largement documentées. Mais ce n'est pas le seul pays où les libertés académiques sont attaquées. L'Argentine a connu un gel des budgets universitaires et des attaques verbales du président Javier Milei. Mais la population argentine, très attachée à l'université, s'est fortement mobilisée, avec beaucoup de manifestations en 2024.

En Europe, de telles attaques seraient-elles possibles ?

Il y a déjà eu, récemment, des attaques violentes contre les libertés académiques au sein même de l'Union européenne. Le gouvernement de Viktor Orban s'en est pris en 2019 à l'Académie hongroise des sciences, une institution très respectée, et auparavant à l'Université d'Europe centrale, qui a dû quitter Budapest et se réfugier à Vienne, en Autriche. Dans ce dernier cas, la Cour de justice européenne s'est prononcée – j'y reviendrai.

Et en France ?

Il y a le cas particulier des chercheurs qui se rendent à l'étranger et qui subissent des atteintes à leur liberté. C'était le cas de Farida Adelkhah, chercheuse franco-iranienne emprisonnée en Iran jusqu'à la fin 2023. Mais sur le territoire français aussi, lorsque le débat public est marqué par une forme de populisme, certains scientifiques peuvent être désignés comme des boucs émissaires. Notamment sur les thématiques comme le climat, l'environnement, et les sciences humaines et sociales qui portent une analyse critique de la société – par exemple les études sur le genre, l'histoire de la colonisation… Le contexte n'est donc pas très favorable à la liberté scientifique, mais le droit est protecteur.

Comment notre droit protège-t-il contre ces attaques ?

Dans le droit français, il existe un principe d'indépendance des enseignants-chercheurs, un principe constitutionnel, introduit par la loi de programmation de la recherche en 2020, mais qui avait été reconnu dès 1984 par le Conseil constitutionnel. De plus, la Convention européenne des droits de l'homme protège la liberté d'expression, même si elle ne mentionne pas spécifiquement la liberté académique. Dans la Charte européenne des droits fondamentaux de l'Union européenne, des articles sont beaucoup plus explicites sur la liberté d'expression et d'information, la liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques (articles 11 et 14). Et, surtout, l'article 13 proclame que *« les arts et la recherche scientifique sont libres. La liberté académique est respectée »*. Plus généralement, la liberté d'expression est expressément protégée.

Ces articles sont-ils réellement protecteurs ?

Ça a été très utile dans le cas hongrois : après toutes les attaques, la Cour de justice de l'Union européenne a statué le 6 octobre 2020 dans l'affaire « Commission contre Hongrie ». La Cour de justice a souligné que la liberté académique inclut la liberté d'expression et de communiquer des informations, de rechercher et de diffuser le savoir et la vérité. Elle a rappelé que les universitaires peuvent exprimer librement leur point de vue et leurs opinions, et que les Etats doivent protéger l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur. Cet arrêt est important pour les libertés académiques, même s'il n'a pas changé la situation en Hongrie, puisque l'université avait déjà déménagé.

Comment la liberté académique se porte-t-elle en Europe ?

Devant les attaques contre l'Université d'Europe centrale, des chercheurs ont créé un indice de la liberté académique. Ils ont identifié des indicateurs comme la liberté de recherche et d'enseignement, la liberté d'échange et de diffusion académique, l'autonomie institutionnelle, l'intégrité des campus, la liberté d'expression académique et culturelle. On retrouve les composantes de la liberté académique, qui implique à la fois des libertés individuelles, collectives et institutionnelles. Cet indice (noté de 0 à 1, avec 1 pour les libertés idéales) est utile pour identifier les Etats dans lesquels la liberté académique n'est pas bien protégée. L'état de la liberté des universités et de la recherche scientifique dans le monde n'est pas satisfaisant. Il y a de grandes disparités, y compris dans la zone géographique européenne. Par exemple, l'indice de la Biélorussie (0,04) est inférieur à celui de la Chine (0,07). La République tchèque, l'Estonie et la Suède ont des notes supérieures à 0,94. La France est, elle aussi, bien notée, avec un indice de 0,87.

Frédérique Coulée, à l'université Paris-Saclay, le 18 avril. ADRIENNE SURPRENANT/MYOP POUR « LE MONDE »

Pourtant, il y a eu des attaques contre la liberté académique en France.

Certaines situations interrogent. En février 2021, Frédérique Vidal, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, avait tenu des propos mettant en cause la communauté scientifique et son indépendance, en dénonçant « l'islamo-gauchisme » dans les universités. Est-ce le rôle d'une ministre de dire cela ? Le même mot a été utilisé il y a quelques jours, par l'ancien président de la région Auvergne-Rhône-Alpes [Laurent Wauquiez] pour justifier la suspension de financements attribués à l'université Lyon-II. Il réagissait à l'interruption d'un cours par des personnes extérieures, un événement grave, d'ailleurs dénoncé de manière unanime, qui a ouvert une crise dans l'établissement. Mettre en cause en ces termes l'université, suspendre son financement, n'est naturellement pas une réponse appropriée pour protéger la liberté académique.

En cas de régime populiste, le droit nous défendrait-il ?

Contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, l'Etat de droit en France est indissociable du cadre européen, qui est protecteur. En fait, tout dépend des attaques : procédures-bâillons, censure ou suppression de financement.

Les procédures-bâillons, utilisées surtout par des acteurs privés, sont un procédé d'intimidation, où une action judiciaire est lancée pour empêcher ou restreindre la liberté d'expression. L'Union européenne a adopté une directive le 11 avril 2024, visant à protéger les personnes participant au débat public contre les procédures judiciaires abusives.

Concernant la censure, l'interdiction d'utiliser certains mots, comme aux Etats-Unis, n'est pas envisageable dans un Etat de droit digne de ce nom. De même, remettre en cause des postes permanents est impossible : le statut de la fonction publique protège. Mais quid des précaires ? Cela soulève la question plus large du statut des doctorants et des jeunes chercheurs, qui peuvent être fragilisés.

Ce droit va-t-il être renforcé ?

Lors du lancement de l'initiative « Choose Europe for Science » le 5 mai, à Paris, Ekaterina Zaharieva, commissaire européenne aux start-up, à la recherche et à l'innovation a mentionné la création d'un espace de recherche sanctuaire, garanti par le droit européen. La liberté de la recherche devrait être formalisée dans un nouvel acte européen. C'est encore assez flou, mais ça a déjà une portée symbolique. Cependant, la liberté de la recherche, c'est aussi avoir une vie matérielle qui permet d'assurer son quotidien. Cela implique donc une lutte contre la précarité des chercheurs, notamment des jeunes. Il n'en a pas été question le 5 mai.

La recherche américaine est entravée, quelles sont les conséquences sur la recherche française ?

Cela crée une forte inquiétude : vu la place des Etats-Unis dans les collaborations scientifiques internationales, les attaques contre la science américaine touchent aussi la recherche européenne. Les communautés scientifiques se mobilisent, par exemple avec le mouvement Stand Up for Science, et les initiatives européennes et nationales se précisent pour accueillir des chercheurs, dans un contexte budgétaire contraint. Je regrette cependant que les sciences sociales soient oubliées dans les dernières annonces, notamment dans les dix priorités en recherche définies par Emmanuel Macron le 5 mai. Elles ont pourtant un rôle important à jouer. L'éthique en intelligence artificielle mobilise la philosophie. Les événements connus aux Etats-Unis devraient également mettre à l'honneur une réflexion d'ensemble, non seulement sur la désinformation, mais aussi sur la démocratie, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice et des médias. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉCILE MICHAUT

ZOOLOGIE

Ronan, l'otarie métronome

Le sens du rythme est-il l'apanage des humains ? Des insectes, comme les lucioles ou les grillons, peuvent synchroniser leurs signaux visuels et sonores aussi bien que nous le faisons à l'écoute de stimuli rythmiques. Mais ces invertébrés ne le font qu'à des fréquences bien spécifiques. Et chez les mammifères, aucun ne semblait avoir la capacité à s'adapter à des tempi différents, comme le fait sans effort notre espèce.

Jusqu'à ce que Ronan entre en scène. Cette otarie née en 2008 dans la nature avait été remise trois fois à la mer après s'être échouée sur une plage californienne pour cause de malnutrition. Une excursion de l'animal sur la route nationale 1 longeant le Pacifique a finalement conduit les chercheurs du « Pinniped lab », le laboratoire des pinnipèdes de l'université de Californie à Santa Cruz, à prendre sous leur aile cette lionne de mer particulièrement curieuse.

En 2013, après des mois d'entraînement, elle apparaissait dans un article du *Journal of Comparative Psychology* décrivant comment elle avait appris à bouger la tête en rythme et était capable de s'adapter à différents signaux. *« A l'époque, il y avait un débat en psychologie comparative*, se souvient Peter Cook, qui l'avait entraînée. *Les scientifiques avaient longtemps cru que bouger en rythme était une capacité spécifique aux humains, jusqu'à ce que des perroquets s'en montrent eux aussi capables. Cela a conduit à la théorie selon laquelle les adaptations cérébrales nécessaires à l'apprentissage vocal venaient en appui de la capacité à battre la mesure. »*

Ronan, l'otarie de Californie.
COLLEEN REICHMUTH/NOAA/NMFS 23554

Son équipe s'est alors donné pour objectif d'entraîner un animal capable de vocalisations réduites, mais pas d'imitation, afin de tester cette hypothèse. Ronan s'est à cette occasion révélée très douée, une vidéo la montrant même agiter la tête en cadence sur *Boogie Wonderland* d'Earth, Wind & Fire. Mais certains scientifiques doutaient que les mécanismes neurobiologiques sous-jacents soient comparables à ceux conférant aux humains un sens du rythme souvent considéré comme inné.

Peter Cook et ses collègues ont donc testé à nouveau les capacités de Ronan, devenue adulte, pour les comparer à celles de leurs étudiants – ceux-ci ne devaient pas bouger la tête, mais un bras, pour suivre différentes fréquences. Comme ils le décrivent dans *Scientific Reports* du 1er mai, Ronan a été plus précise que quand elle était petite, mais aussi plus régulière que les humains. Dans ce type de test, ceux-ci doivent généralement presser en rythme un bouton, ce qui offre un avantage par rapport à l'amplitude des balancements marqués de l'otarie. A armes plus égales, l'animal s'est donc montré en moyenne meilleur.

« Comme toutes les otaries avec lesquelles j'ai travaillé, elle est très motivée pour résoudre des problèmes complexes et donner la bonne réponse », remarque Peter Cook. Qui ne pense pas que la musique ait été un facteur déterminant dans son apprentissage : *« Elle donne tous les signes d'apprécier la tâche à accomplir, mais pour la tâche elle-même, par pour le stimulus en soi »*, qu'il s'agisse d'un métronome ou de pop music.

Comment expliquer ces capacités ? *« Toute coordination sensorimotrice est sous-tendue par des volées rythmiques de signaux neuronaux*, rappellent Peter Cook et ses collègues. *Peut-être que tous les animaux dotés d'un cerveau complexe sont équipés d'une boîte à outils basique pour la synchronisation sensorimotrice. »* Une capacité latente qui a peu de raisons de se manifester en dehors d'un entraînement spécifique.

Les performances de Ronan effritent en tout cas ce que certains avaient fini par considérer comme un des propres de l'homme. On peut avoir le rythme dans la fourrure et les plumes, pas seulement dans la peau. ■

HERVÉ MORIN